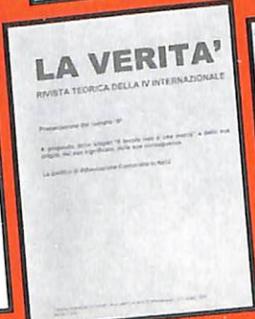
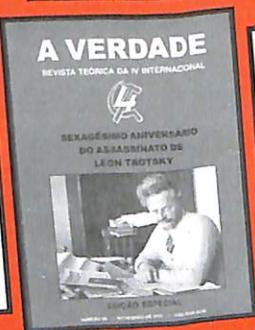
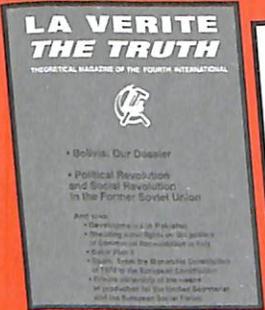


LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE



Numéro
spécial
75^e
anniversaire
de
La Vérité

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

LA VÉRITÉ

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SOMMAIRE

- **La Vérité a 75 ans** p. 3
(Par Daniel Gluckstein)
- **Europe : l'approfondissement
d'une crise majeure** p. 23
(Par Andreu Camps)
 - **Belgique : pour la défense de l'unité
de la Sécurité sociale** p. 28
 - **Espagne : après la défaite des franquistes
le 14 mars** p. 30
 - **Ukraine, Russie, Géorgie, Moldavie :
pour la défense et la reconquête
des conquêtes d'Octobre** p. 33
(Par Dominique Ferré)
- **Le bureau panaméricain
de la IV^e Internationale
s'est constitué** p. 39
(Par Jean-Pierre Raffi)
- **La lutte pour un parti noir
aux Etats-Unis** p. 49
(Par Alan Benjamin)

Supplément spécial
Le 75^e anniversaire de *La Vérité*
page 61

LA VÉRITÉ

Revue théorique de la IV^e Internationale

La Vérité paraît tous les deux mois. Elle est éditée en dix langues, dont les « unes » sont reproduites en couverture de ce numéro : allemand, anglais, arabe, espagnol, français, italien, ourdou, portugais, russe, serbe.

Pour se procurer *La Vérité* :

- **Edition française** et administration centrale de la revue : *La Vérité*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, France.
Mail : the-truth@laverite.org

- **Edition allemande** : Vierte Internationale, *La Vérité*, Werner Udhe, Postfach 180 106, D-10205 Berlin.

- **Edition anglaise** : The Truth, Bill Hooldsworth; 14 Keymur road, Stratford, London SW2 3AP.
Socialist Organizer, P.O. Box 40009,
San Francisco, CA 94140, USA

- **Edition espagnole** : POSI, calle Desengaño, 12, 1^o3, 28004, Madrid, Espagne.

- **Edition portugaise** : Edições O Trabalho, rua Caetano Pinto, Cep 3041-000 São Paulo/SP, Brésil.

Pour toutes les autres éditions, s'adresser à l'administration centrale de la revue.

La Vérité a 75 ans

Par Daniel Gluckstein

Ce numéro exceptionnel de *La Vérité* est publié soixante-quinze ans après, jour pour jour, la sortie du premier numéro de notre revue. Cette publication intervient dans le contexte d'une situation internationale marquée — jour après jour davantage — par les phénomènes de décomposition accélérée par la politique d'intervention impérialiste du capital financier nord-américain.

Au début de l'été 2004, un rapport présenté au Sénat des Etats-Unis a officiellement établi que les raisons invoquées par l'administration Bush pour justifier son intervention militaire en Irak avaient été artificiellement fabriquées.

Consacrant à ce rapport son éditorial du 10 juillet 2004, le *New York Times* écrit :

“Le rapport fut largement expurgé par l'administration. Il est trop étroitement centré sur le seul bousillage opéré par la CIA. Cependant, ce qui en ressort est totalement accablant. Pour le formuler simplement : les analystes de l'espionnage de l'administration Bush ont falsifié les comptes pour donner au Congrès et au public l'impression que Saddam Hussein possédait des armes chimiques et biologiques, qu'il était en train de mettre au point des armes nucléaires, qu'il intriguait pour donner de telles armes aux terroristes et que tout cela constituait une menace imminente.

Ces affirmations ont formé le socle des justifications avancées par M. Bush pour la guerre. Mais le rapport établit que ces affirmations étaient fausses, qu'elles n'étaient pas fidèles aux informations fournies par les services de renseignement, que ces services de renseignement eux-mêmes ne pouvaient guère être considérés comme dignes de confiance. L'information la plus fraîche venant de sources humaines remontait à plus de quatre ans en arrière. Le comité du Sénat sur les questions du renseignement a déclaré que les analystes qui ont produit cette vision apocalyptique falsifiée étaient tombés dans un phénomène collectif dans lequel il s'agissait de faire rentrer coûte que coûte des preuves dans un schéma pré-établi.”

Mensonges et trucages mafieux sont donc monnaie courante pour les plus hauts sommets du gouvernement le plus puissant du monde. C'est par ces moyens qu'il tente de justifier auprès de sa propre opinion publique l'injustifiable, c'est-à-dire la guerre de destruction contre le peuple irakien. Cette guerre constitue une orientation générale, celle que l'impérialisme le plus puissant au monde promet aux peuples de toute la planète. Non content d'entraîner à des

guerres ouvertes en Afghanistan et en Irak (après l’Afrique et les Balkans), l’impérialisme se tourne à présent vers le continent sud-américain. Avec les mêmes procédés de mensonge et de trucage !

Après l’Irak, le Venezuela ?

A l’heure où paraîtra notre revue, sous couvert d’un référendum imposé, la tentative de “coup d’Etat légal” imposée au Venezuela, le 15 août, aura eu lieu.

Les militants de la IV^e Internationale, dans le cadre de l’Entente internationale des travailleurs et des peuples, ont pris leurs responsabilités. Comme on le lira dans l’article de ce numéro consacré à la constitution du secrétariat panaméricain de la IV^e Internationale, ils sont partie prenante de la campagne la plus large pour la défense du gouvernement légitime du Venezuela contre la menace d’intervention. Oui, la IV^e Internationale, avec les travailleurs et les militants du monde entier (y compris ceux des Etats-Unis), est aux côtés du peuple vénézuélien, pour la défense d’un gouvernement dont le seul “crime” est d’avoir refusé d’ouvrir le marché du pétrole vénézuélien à la spéculation des multinationales américaines.

Menaces contre la souveraineté du Venezuela, menaces contre l’existence même de la nation irakienne : la survie du système impérialiste qui repose sur le régime de la propriété privée des moyens de production se paie au prix fort, celui de l’intervention grandissante de l’impérialisme le plus puissant, disloquant partout et sur tous les continents l’existence même des nations.

Y compris en Europe, où la marche accélérée à la “Constitution européenne” ne fait qu’accélérer ces processus de décomposition, ainsi qu’en témoigne le dossier que nous consacrons dans cette revue à cette question.

Pour les travailleurs, pour les masses laborieuses qui subissent les conséquences d’un système aussi disloqué que corrompu, pour les militants qui, dans le monde entier, cherchent à combattre cette politique de destruction et de remise en cause, dans tous les domaines, des droits, des garanties, des nations elles-mêmes, il est indispensable d’en comprendre les ressorts. On ne peut s’empêcher de rappeler que c’est l’administration Bush elle-même qui a désigné comme “Etats-voyous” les Etats qu’elle menace. Comment faut-il appeler les méthodes utilisées par cette même administration pour falsifier les rapports des services de renseignement, bâtir de fausses preuves, échafauder de faux prétextes à des interventions dont les conséquences se mesurent en dizaines de milliers de morts irakiens, et frappant également les Américains ?

Les méthodes de voyous sont d’abord et avant tout celles de l’impérialisme américain. Le mensonge et les trucages sont les armes nécessaires des exploiters et des oppresseurs.

Pour combattre consciemment, les travailleurs ont besoin de connaître les faits, ils ont besoin de la vérité, vérifiable, à partir des faits et d’eux seuls, et de pouvoir les juger eux-mêmes. Ils ont donc besoin de *La Vérité*, revue de la IV^e Internationale, reposant sur la méthode du marxisme, proposant une analyse basée sur les faits, et eux seuls. Comme l’écrivait Léon Trotsky au comité de rédaction de *La Vérité*, lors du lancement de notre revue, il y a 75 ans :

“La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C’est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l’action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s’appelle La Vérité. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d’ailleurs. Néanmoins, c’est un nom bon et hon-

nête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution."

La vérité exige donc de chercher à comprendre la racine de cette course effrénée à la dislocation de la situation internationale.

“La reprise peut-elle être bâtie sur des sables mouvants ?”

Nul ne peut saisir la marche accélérée à la dislocation des nations, imposée par l'impérialisme américain, s'il ne se tourne pas du côté de ses bases économiques. Depuis quelques mois, les rapports sur ces questions économiques se veulent rassurants, en particulier pour l'économie américaine, qui connaîtrait une “reprise”, supposée entraîner à terme une reprise économique mondiale. Qu'en est-il en réalité ?

“La reprise peut-elle être bâtie sur des sables mouvants ?”, s'interroge la très sérieuse revue *Business Week* (29 mars 2004), qui peint en ces termes la situation économique :

« Entraînée par la forte croissance aux Etats-Unis, l'économie mondiale est sur le point d'atteindre son expansion la plus rapide des vingt dernières années. Le rebond longtemps attendu des augmentations de capital par les compagnies américaines est finalement arrivé, en relation avec des conditions de financement favorables, des profits importants, des stocks peu abondants et la perspective d'une croissance future de la demande. Les exportations croissent à un rythme annuel de 10 %, stimulées par la baisse du dollar. La croissance de productivité demeure contre toute attente extrêmement ferme, l'emportant même sur la croissance des coûts. La majorité des prévisionnistes économiques pronostiquent des performances très positives pour l'économie américaine en 2004. Les économistes de Goldman Sachs and Co. décrivent les perspectives économiques pour 2004 comme “fabuleuses”, un terme rarement utilisé par ceux qui pratiquent cette science plutôt austère. »

Tout va donc pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes possibles ? Pas vraiment. *Business Week* poursuit :

« Ces prévisions roses font plutôt consensus pour prédire une forte croissance. Mais ils masquent le fait que l'expansion de l'économie repose sur une substantielle politique de stimulation et de prêts massifs venant du monde entier. Ni l'un ni l'autre de ces éléments ne peut se maintenir au niveau actuel.”

Et *Business Week* de préciser :

“Selon Goldman Sachs, depuis le milieu de 2001, les réductions d'impôt individuelles ont contribué pour 2,2 % au taux de croissance annuel du revenu réellement disponible. Il s'agit là de la plus importante stimulation fiscale sur une période de temps comparable. Durant les trente-six mois durant lesquels le président Bush a exercé ses fonctions, les perspectives budgétaires à dix ans se sont détériorées d'environ 10 000 milliards de dollars, ce qui est un tournant sans précédent.”

C'est donc au prix d'énormes masses d'argent injectées par l'Etat américain que cette “expansion” a pu être assurée. Précisons : ces énormes masses d'argent injectées artificiellement procèdent de la baisse d'impôt et se traduisent nécessairement par une destruction massive de tous les services publics dans tous les domaines (écoles, hôpitaux, les maigres régimes de protection sociale). C'est

donc au prix d'une détérioration sans précédent de la situation des plus pauvres — les ouvriers, les jeunes, les chômeurs —, au prix d'un affaissement continu de ce qui constitue la valeur socialement reconnue de la force de travail dans tous les aspects de l'éducation, de la santé, des transports, etc., que cette "reprise" est assurée.

Et pourtant, cette ponction gigantesque sur les ressources de l'Etat pour les injecter dans l'économie n'a pas les résultats escomptés. *Business Week* le reconnaît lui-même :

"Arrivé à ce stade, si nous étions dans un cycle économique normal, on pourrait compter sur l'enclenchement d'un cercle vertueux fondé sur la croissance de la production, de l'emploi et des revenus et sur les effets multiplicateurs que cela aurait sur la consommation des ménages, un tel processus permettant de faire que l'expansion se soutienne elle-même sans qu'on y ajoute ces stimulants politiques de décisions de l'Etat.

Mais le cycle dans lequel nous sommes n'est pas un cycle normal. Si on en croit l'Institut de politique économique, c'est la première fois depuis 1939 que, près de trois ans après le début d'une récession, le nombre d'emplois n'a pas retrouvé le niveau d'avant la récession. Les revenus hebdomadaires réels ont, l'an dernier, chuté pour ce qui concerne les travailleurs dont les salaires se situent dans les 50 % les plus bas. Et, si l'on prend en compte l'ensemble des revenus du travail, à l'exclusion des primes, ils ont été globalement stagnants durant les trois dernières années.

Dans une situation de reprise normale, l'ensemble des revenus réels du travail auraient dû connaître une croissance d'environ 2,6 %. A l'inverse, ils ont ici baissé de plus de 3 %. En conséquence de cette croissance plus qu'anémique de l'emploi et des salaires, il manque aux revenus des consommateurs américains entre 350 et 400 milliards de dollars, si on compare avec ce que cela aurait été dans les cycles passés. Sauf si la croissance de l'emploi et des salaires se redressait brusquement et très rapidement, la consommation devrait ralentir de manière significative, menaçant l'expansion durant cette deuxième partie de l'année 2004, politiquement très sensible."

Nous ne sommes pas dans "un cycle économique normal"

Ainsi donc, le journal du grand capital *Business Week* reconnaît lui-même que nous sommes loin d'un "cycle économique normal". Ce qui est présenté comme une "reprise", loin de permettre la réduction du chômage, l'augmentation des salaires, du pouvoir d'achat, donc de la demande, donc de l'investissement pour augmenter les capacités productives — en un mot, la réponse traditionnelle aux politiques de stimulation keynésiennes de relance du cycle économique capitaliste classique, obéissant aux lois fondamentales de cette économie —, a abouti à l'inverse : poursuite de l'effondrement du revenu moyen des travailleurs, de la consommation, et donc nécessité de recourir de plus en plus à des facteurs de stimulation artificiels, qui ne maintiennent l'économie à niveau qu'en préparant de nouveaux spasmes, menant d'une catastrophe à la suivante et chaque jour davantage.

Et qu'en est-il de la deuxième source d'injection massive dans l'économie américaine ? Elle aussi, de l'aveu même de *Business Week*, est étrangement inefficace. *Business Week* signale que le déficit chronique aux Etats-Unis ne cesse de

croître, que les banques centrales d'Asie financent près de 50 % de ce déficit en puisant dans leurs propres réserves de dollars, que les investisseurs d'outre-mer et les banques centrales étrangères détiennent 36 % des stocks de bons du Trésor américains et que cette politique de pillage du monde entier ne permet de maintenir à flot l'économie américaine que dans les conditions les plus précaires, de l'aveu même des économistes les plus sérieux. Il en découle que les tributs à payer deviennent de plus en plus importants. Tous les pays du monde sont mis à contribution pour maintenir à niveau l'économie américaine (en même temps que la classe ouvrière américaine, elle-même de plus en plus surexploitée, est amenée à payer aussi) et le font au prix d'une offensive de plus en plus radicale contre leurs propres classes ouvrières.

Mettre à genoux les économies européennes

Après l'offensive destructrice contre l'Irak, qui se poursuit, après la menace contre le Venezuela, c'est là qu'intervient la politique de la Commission européenne, visant coûte que coûte à mettre à genoux les économies européennes pour les assujettir aux besoins de l'impérialisme américain. Ce qui s'est passé au début du mois de juillet illustre les rapports réels Europe-Amérique. Fin 2003, le Conseil des ministres des 25 pays de l'Europe avait accordé à la France et à l'Allemagne une dérogation temporaire au pacte de stabilité (tout simplement pour éviter que les mesures extrêmement brutales qu'exigeait le maintien de ce pacte aboutissent à des explosions sociales menaçant tout l'équilibre politique du continent). Mais la Commission de Bruxelles — qui est l'exécutif de l'Union européenne — a fait appel de cette décision devant la Cour européenne de justice. Au début du mois de juillet, celle-ci a donné raison à la Commission de Bruxelles, établissant pour la première fois que le Conseil des ministres représentant les 25 pays européens n'avait pas le droit de décider d'une dérogation, même temporaire, vis-à-vis du pacte de stabilité. C'est-à-dire que la Constitution européenne s'applique avant même d'avoir été adoptée ; elle donne tout pouvoir à l'organisme supranational de Bruxelles pour briser les décisions prises par des Etats en principe souverains et leurs représentants également en principe souverains réunis en Conseil des ministres.

Derrière cela, il y a l'exigence, venue directement de Washington et adressée aux gouvernements français et allemand, d'aller jusqu'au bout de la réduction du coût du travail dans leur pays respectif, jusqu'au bout du démantèlement des régimes de protection sociale, des conventions collectives, des statuts, jusqu'au bout du démantèlement de toutes les conquêtes arrachées par les travailleurs et leurs organisations.

Le journal allemand *Der Spiegel* a, le 1^{er} mai 2004 (la date de l'élargissement), consacré un article au "prix de la nouvelle Europe". Il y décrit la ville industrielle de Gelsenkirchen, située dans le vieux creuset de l'industrie et du prolétariat allemand qu'est la Ruhr :

"Gelsenkirchen a connu de meilleurs jours lorsque, dans les années soixante, le charbon donnait à des milliers de travailleurs du travail apparemment sûr. La sidérurgie florissait dans la Ruhr. Aujourd'hui, beaucoup d'années et de fermetures de mines plus tard, la ville occupe le triste premier rang du chômage en Allemagne de l'Ouest, avec 17,7 %. Et pourtant, le présent semble tout à fait doré — en comparaison avec ce qui s'annonce."

En effet, l'élargissement signifiant la soumission des nouveaux pays adhérant à l'ordre juridique, économique et réglementaire de Bruxelles, tout risque pour les "investisseurs" disparaît. Mais, en même temps, de l'aveu même des économistes les plus sérieux, la catastrophe se prépare, qui viendra, un peu plus tôt, un peu plus tard. Les patrons allemands, appuyés par le gouvernement Schröder, mettent sans ambages les travailleurs de chaque usine, séparément, devant le choix : accepter des réductions de salaires et des augmentations d'horaires de travail ou la fermeture immédiate de l'usine et sa réouverture en Slovaquie, en Pologne, etc., où le coût du travail — cette unique variable d'ajustement — représente 20 % de ce qu'il est en Allemagne. S'y ajoutent les très bas taux de l'impôt sur les sociétés, établis par les nouveaux pays entrants dans le but justement de stimuler l'investissement étranger. Le chef d'Opel, Carl-Peter Forster, l'exprime ainsi : *"Out of Germany or out of business !"* ("Hors d'Allemagne ou hors des affaires"). Cela affecte non seulement l'industrie, mais aussi, de plus en plus, les services : Esso a déplacé sa comptabilité de Hambourg à Prague, où le géant du courrier DHL a aussi déjà déplacé sa régie informatique. Cependant, le patronat sait que toutes ces mesures ne constituent qu'un palliatif qui ne saurait durer. L'impérialisme américain est là, prêt à s'appuyer sur la catastrophe imminente pour prendre le contrôle des marchés de ses concurrents européens.

Et, au mois de juillet, la France a connu avec l'entreprise Bosch un chantage du même type adressé aux travailleurs.

"Allemagne, France, Italie : les réformes ont rencontré une âpre résistance"

Dans le rapport économique spécial consacré au futur de l'Europe et publié le 1^{er} mai de cette année, on peut lire l'explication suivante sur les difficultés à mettre en application le fameux agenda de Lisbonne, qui devait faire de l'Europe "l'économie la plus compétitive du monde" :

"La plus grande difficulté pour mettre en œuvre les objectifs de Lisbonne, c'est qu'ils ont été bloqués, non pas au plan européen, mais au plan national. Ce sont les marchés du travail et de production qui exigent une libéralisation, de la même manière que ce sont les systèmes de protection sociale et de retraite tels qu'ils existent au plan national qui doivent être réformés (...). Les trois plus grosses économies de la zone euro — l'Allemagne, la France et l'Italie — reconnaissent toutes en paroles la nécessité de changement. La France est à la veille de dévoiler les plans de réforme concernant le financement de son assurance maladie ; l'Italie prépare un ensemble de réductions fiscales ; à la fin de l'année dernière, l'Allemagne a mis en œuvre (non sans grincements de dents) son prétendu Agenda 2010 de réforme des retraites, des avantages sociaux et du marché du travail. Mais, dans ces trois pays, les réformes ont encore été bien trop modestes. Et pourtant, elles ont rencontré une âpre résistance de la part de l'électorat.

Il semble qu'il y ait ici peu de volonté de s'en prendre aux syndicats qui sont fermement opposés aux changements (...). Les dix autres pays membres pourraient être extrêmement utiles en la matière."

Peut-on dire plus clairement que le seul but de l'élargissement et de la "Constitution européenne" est de contraindre les gouvernements à exercer une pression grandissante sur leur classe ouvrière pour démanteler tous les droits et

garanties ? Et c'est là bien évidemment que se trouve posée la question centrale de l'existence des organisations ouvrières et de leur indépendance.

Question particulièrement brûlante en Europe, où la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) a, dès le 13 juillet, appelé à soutenir l'adoption de la prétendue "Constitution européenne", laquelle a pour seule fonction de briser les conquêtes ouvrières arrachées dans chaque pays et d'intégrer les organisations syndicales à la "gouvernance européenne".

C'est aujourd'hui une réalité incontournable, s'agissant de l'Europe, mais aussi de tous les pays au monde : partout, FMI, Banque mondiale, Union européenne et la classe capitaliste cherchent à faire prendre en charge leurs contre-réformes par les appareils qui dirigent les organisations ouvrières.

Pour la IV^e Internationale, la défense des organisations que la classe ouvrière a constituées pour et par sa lutte de classe est une priorité. Cette orientation de front unique est celle que, en toute circonstance, la IV^e Internationale cherche à mettre en œuvre, en particulier à travers les campagnes de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. On lira dans ce numéro comment se matérialise cette orientation, s'agissant de la campagne commune contre la "Constitution européenne" et pour la défense des organisations, incluant la deuxième conférence tenue en Ukraine avec les militants d'Ukraine, de Moldavie, de Géorgie et de Russie pour la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre 1917.

On le verra également dans le compte rendu de la réunion constitutive du bureau panaméricain de la IV^e Internationale concernant le Venezuela, la défense des organisations syndicales aux Etats-Unis ou au Brésil, ou encore le combat dans les usines occupées, dont les travailleurs exigent leur nationalisation dans ce dernier pays. De même qu'on verra comment, dans la situation particulière des Etats-Unis, les militants regroupés sur le terrain des principes de la IV^e Internationale proposent de formuler la question du combat pour le parti noir.

C'est toute l'actualité de ce combat pour le front unique ouvrier — et singulièrement pour la défense des organisations — qui a amené à préparer le supplément exceptionnel consacré par ce numéro de *La Vérité* aux soixante-quinze ans de notre revue.

Plus de 900 numéros de *La Vérité*

De 1929 à 2004, plus de 900 numéros de *La Vérité* ont été publiés, comprenant des dizaines et des dizaines de milliers d'articles. Il n'est évidemment pas question, dans le cadre limité de cette revue, de rendre compte de ces plus de 900 numéros. Pas plus ne saurait-il être question ici de proposer une "histoire" — même partielle — de notre courant et, a fortiori, du mouvement ouvrier durant cette période, histoire sur laquelle se fonde notre analyse. De telles productions seront sans doute nécessaires, et il faudra les mettre à l'ordre du jour, mais ce n'est pas le lieu ici (on se reportera utilement à une brochure éditée voilà trente ans par la section française de la IV^e Internationale et intitulée : "*Quelques enseignements de notre histoire*").

Notre choix a été de sélectionner des extraits de 65 articles publiés entre 1929 et 2002. Comme tout choix, celui-ci est arbitraire. Il serait extrêmement prétentieux d'affirmer que la revue *La Vérité* a eu raison sur tout et en toutes circonstances. Comme toute œuvre humaine, la publication d'une revue — et la construction d'une organisation, dans la mesure où *La Vérité*, depuis soixante-

quinze ans, n'a été publiée qu'en relation avec le combat de l'Opposition de gauche, puis de la IV^e Internationale — comporte nécessairement une part d'erreurs importante. Mais la question à laquelle nous avons voulu répondre à travers cette republication partielle est la suivante : est-on en droit de dire que, à travers ces soixante-quinze ans d'histoire de notre revue, à travers les difficultés, les tournants, les erreurs, s'exprime une continuité ? Et est-il juste d'affirmer que cette continuité est finalement celle du mouvement ouvrier lui-même ?

Ces choix ont été difficiles à opérer. Au fil de l'histoire, *La Vérité* a eu des statuts différents. Elle a d'abord été "bulletin de l'opposition communiste", publiée par des militants qui cherchaient à redresser le Parti communiste français. Puis elle fut l'organe des partisans de la IV^e Internationale en France, après 1933. Plus tard, elle fut celui du Groupe bolchevik-léniniste dans la SFIO, quand les militants trotskystes décidèrent d'entrer ce parti. Puis, ensuite, quand la section française de la IV^e Internationale connut une crise majeure à partir de 1935, elle connut une publication des plus ératiques. Elle retrouva graduellement un rôle central dans le mouvement trotskyste sous l'occupation nazie, où l'on peut dire que s'y écrivirent quelques-unes des pages des plus glorieuses de notre mouvement.

De 1945 à 1958, *La Vérité* a été l'organe central hebdomadaire de la section française de la IV^e Internationale, le Parti communiste internationaliste. A partir de 1958, elle est devenue une revue théorique, publiée plusieurs fois par an, tandis que la section française a mis en avant la publication hebdomadaire d'un bulletin ronéotypé, *Informations ouvrières*, qui, ultérieurement, deviendra l'hebdomadaire de l'actuel Parti des travailleurs.

A partir de 1990, en relation avec la décision de préparer la conférence de reproclamation de la IV^e Internationale, *La Vérité* est devenue l'organe théorique de celle-ci

La Vérité fut donc jusqu'en 1990 une revue française, bien que lue dans différents pays et ayant vocation internationale, du fait de la place de la section française dans le combat pour la IV^e Internationale. Cela est lié à des circonstances historiques particulières et un peu accidentelles : le fait que, lors de la crise de 1950-1953, la section française de la IV^e Internationale s'est trouvée au centre de la résistance au révisionnisme pabliste, place renforcée par le renoncement, en 1963, du SWP des Etats-Unis à la place qui lui revenait dans le combat contre le pablisme.

La place de la section française

C'est donc la marche même de l'histoire qui a conféré à la section française de la IV^e Internationale la place qu'elle occupe, qui n'est pas nécessairement en rapport avec la place de la classe ouvrière française ou de la France en général dans la situation mondiale.

Un pas a été franchi lorsque la IV^e Internationale a été reproclamée. Il fut alors proposé et décidé de transformer l'organe "français" en organe international. Au moment de republier des extraits de *La Vérité*, il nous a fallu privilégier des articles dont le contenu — bien que "français" — ne s'opposait pas à une compréhension commune par l'ensemble des militants et travailleurs du monde entier (et pour en faciliter la lecture, nous avons accompagné ce "supplément spécial" d'un glossaire et d'une chronologie permettant de situer les principaux termes et événements).

La Vérité est aujourd'hui publiée — en tout ou partie — dans dix langues différentes dans le monde entier. Elle est appelée à se développer encore. Pour autant, la

revue de la IV^e Internationale qu'elle est aujourd'hui se doit d'assumer la continuité de ce qu'elle fut durant soixante-quinze ans et de permettre à l'ensemble des militants de la IV^e Internationale — encore une fois, sans rien ignorer des faiblesses, des difficultés, des erreurs — de se saisir de cet héritage politique.

Continuité de la IV^e Internationale...

La continuité de la IV^e Internationale, c'est d'abord et avant tout la continuité de la défense du programme et de sa mise en œuvre, dans les conditions concrètes auxquelles les travailleurs sont confrontés.

La IV^e Internationale fut reproclamée lors de la conférence de 1993, sur la base d'un texte (dont des extraits sont publiés dans ce numéro de *La Vérité*) intitulé : *“Le programme de la IV^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?”* Dans ce document, nous analysions en quoi l'effondrement du stalinisme, loin d'infirmes les fondements mêmes du mouvement ouvrier indépendant, ne faisait que les renforcer. Nous analysions en particulier en quoi “l'ouverture au marché” des pays de l'est de l'Europe, loin d'annoncer et d'exprimer une nouvelle phase de développement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production, ne faisait qu'accélérer l'ensemble des processus de décomposition et de mafiosisation.

Douze ans après l'écriture de ce document, il suffit d'observer la situation mondiale pour mesurer à quel point cette appréciation s'est trouvée vérifiée.

... et continuité du pablisme

Dans ce contexte international nouveau, ce serait commettre une grave erreur que de ne pas apprécier correctement l'obstacle constitué par le “Secrétariat unifié”, qui continue à usurper le nom de la IV^e Internationale pour mettre en œuvre une politique étrangère à son programme.

Parmi les documents publiés dans ce numéro de *La Vérité*, on trouvera trace de la rupture avec le pablisme en 1952 et du rôle joué par ce courant à différentes étapes.

Issu d'une cristallisation révisionniste et liquidatrice au sein de la IV^e Internationale, le pablisme a, de 1950 à 1990, occupé une position de “flanc gauche” du stalinisme, accompagnant toute sa politique. Il y avait à cela une certaine logique. Pour les marxistes, et ce depuis Marx, la société est d'abord divisée en classes sociales aux intérêts antagoniques. Dès *Le Manifeste communiste* (1848), Marx et Engels l'expliquaient clairement :

“Le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en plus en deux grands camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat.”

En 1951, Pablo, alors secrétaire de la IV^e Internationale, écrivait un article intitulé *“Où allons-nous ?”*, véritable manifeste du “pablisme”, qui, en quelques lignes, “bouleversait” le marxisme :

“La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique.”

Finie donc la division de la société en classes, phénomène objectif, indépendant de la conscience qu'en ont ou n'en ont pas les individus qui composent ces classes : seuls subsistaient le "monde stalinien" et le "régime capitaliste".

D'où Pablo tira cette conclusion : durant des "*siècles de transition*", le stalinisme allait être "*obligé de construire le socialisme à sa manière*". D'où il déduisit — voir, dans ce numéro de *La Vérité*, l'article de 1952 — la nécessité de se ranger dans le camp et sous la direction du stalinisme.

Après la chute du Mur de Berlin, le pablisme a connu quelques années d'errance et d'interrogations, au terme desquelles il s'est trouvé une nouvelle place : à la pointe avancée de l'offensive contre l'existence même des organisations qui constituent la classe ouvrière comme classe. Alors que l'impérialisme se concentre sur la destruction des organisations, on voit le Secrétariat unifié, au nom de "l'altermondialisme" et des "forums sociaux", prendre la responsabilité directe d'une politique qui, dans tous les domaines, a pour contenu la remise en cause des organisations ouvrières.

Le stalinisme est-il "une organisation traditionnelle" de la classe ouvrière ?

L'un des principaux responsables du Secrétariat unifié s'en est expliqué ouvertement dans le numéro 28 (décembre 2003-janvier 2004) de la revue *Carré rouge* (1). Répondant à une interview, François Sabado déclare :

"Historiquement, les trotskystes se sont souvent comportés comme une opposition au stalinisme et par là même une opposition à l'ensemble des organisations traditionnelles."

Formulation tout à fait remarquable. Pour Sabado, s'opposer au stalinisme, c'est s'opposer à l'ensemble des organisations traditionnelles. Stalinisme = organisations traditionnelles : on en revient à Pablo de 1950-1953 !

Que les partis communistes dans le monde, notamment durant les années 1950-1960, aient constitué des partis ouvriers bureaucratiques, des partis ouvriers bourgeois, dont la direction les conduisait à soutenir les régimes bourgeois en place, mais dont la base était constituée de travailleurs qui les considéraient comme des instruments de la lutte de classe, c'est certain. Que les organisations syndicales dirigées par les militants des partis communistes dans le monde aient, en dépit de cette direction stalinienne, constitué — par exemple, la CGT en France ou la CGIL en Italie ou d'autres — des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, constituant la classe comme classe, c'est certain.

Mais le stalinisme, c'est autre chose. Le stalinisme, écrit Trotsky, c'est la "syphilis du mouvement ouvrier". Le stalinisme, c'est l'appareil international qui, depuis le Kremlin jusqu'aux sommets des partis et des syndicats dans le monde entier, intervenait pour assujettir les organisations ouvrières aux besoins de la bureaucratie stalinienne, assassiner les militants, briser l'indépendance des organisations, briser les grèves, les grèves générales, les insurrections, et trahir les révolutions. Et le stalinisme, pour Sabado, relève des "organisations traditionnelles" de la classe ouvrière ?!! Non, le stalinisme n'est pas un produit organique du mouvement ouvrier, il en est l'antithèse, un corps étranger qui s'est fait l'instrument de la destruction de la propriété sociale en URSS et des organisations indépendantes dans le monde entier !

(1) Revue publiée conjointement par l'escroc Charles Berg et le faussaire François Chesnais.

Cette phrase recèle un deuxième aspect. Les “trotskystes” — là, on ne sait pas bien si Sabado fait référence aux pablistes ou aux trotskystes authentiques qui sont aujourd’hui regroupés dans la IV^e Internationale — s’opposeraient à “l’ensemble des organisations traditionnelles”. Si on considère que Sabado inclut dans les “organisations traditionnelles” les organisations syndicales, qui constituent la classe ouvrière comme classe, c’est évidemment un non-sens. Tous les articles publiés dans ce numéro de *La Vérité* montrent au contraire que les trotskystes que nous sommes ont toujours mis au centre de leur activité la défense des organisations ouvrières.

Pourquoi Sabado veut-il faire accroire à cette “opposition à l’ensemble des organisations traditionnelles”, opposition qui, nous annonce-t-il, constitue une “*étape qu’il faut clore*” ?

Volontairement ou non, Sabado joue ici sur les mots “organisations traditionnelles” et “opposition”. Désormais, nous dit-il, le Secrétariat unifié — en particulier la LCR — n’est plus “opposé”... à gouverner avec les PS et les PC. Il précise :

“Désormais, maintenant, nous avons des responsabilités directes. (...) Il faut bien prendre conscience exactement des rapports de force et de la situation vis-à-vis du Parti socialiste comme des directions syndicales, mais c’est évident que nous avons aujourd’hui un rôle particulier, un rôle nouveau. Par rapport à autrefois, il s’agit d’être à la hauteur pour présenter une alternative politique en tant que telle.”

Plus besoin de revendications... puisque “un autre monde est possible”

Mais, au fait, sur quel programme postuler pour aller au gouvernement ? l’interroge son interlocuteur, qui considère pour sa part que « *l’ensemble de la population, des travailleurs, des jeunes, des chômeurs n’ont plus de “revendications” au sens d’autrefois ou, plus exactement, il n’en ont plus qu’une : “un autre monde”* ».

(Soit dit en passant, nous est offert ici par les aimables rédacteurs de la revue *Carré rouge* le véritable contenu de “l’altermondialisation” : renoncer à toute revendication précise au nom du rideau de fumée de “l’autre monde possible” ou de “l’autre Europe possible”).

A quoi Sabado répond :

“Il n’y a pas de programme là-dessus. Quand on dit un programme transitoire actualisé, justement, nous pensons qu’il ne s’agit pas aujourd’hui de dresser une liste de revendications.”

Les choses sont claires. Le Secrétariat unifié est candidat à participer à un gouvernement sur un programme qui n’est pas défini par les revendications, mais par le combat pour “un autre monde possible”. Ce que fait Rossetto au Brésil, Krivine et Besancenot pourraient le faire demain en France. D’ailleurs, ils le disent eux-mêmes : “*Je ne suis pas le porte-parole d’un parti d’opposition, nous avons vocation à devenir un parti de gouvernement.*” (Besancenot, 2 mai 2004, sur France 3.)

Plus “d’opposition”, donc, du Secrétariat unifié, à gouverner avec les partis du type PS, PCF... Mais qu’en est-il de “l’opposition” à l’existence même des organisations, syndicales et politiques, qui constituent la classe ouvrière en classe consciente d’elle-même et de ses intérêts ?

Marx nous apprend qu'il n'y a pas de classe ouvrière consciente de ses intérêts sans institutions et organisations qui la constituent. La première organisation qui constitue la classe ouvrière en classe pour soi, c'est l'organisation syndicale. C'est-à-dire le rassemblement de tous les exploités, indépendamment de leurs idées politiques, philosophiques ou religieuses, pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux.

A ce sujet, Sabado n'a pas renoncé à "l'opposition" aux organisations traditionnelles. Bien au contraire.

"Je suis d'accord avec l'idée qui est liée à la crise historique du mouvement ouvrier que l'on a vécu la fin d'un cycle du mouvement ouvrier, qu'aujourd'hui il y a un nouveau cycle qui est en cours. On en est au début et on ne sait pas encore quelles vont être les formes précises de cette reconstruction du mouvement ouvrier (reconstruction plutôt que "recomposition", qui me paraît un terme qui se situe plus dans le cadre du mouvement ouvrier traditionnel, alors que celui-ci est précisément au terme d'un cycle séculaire)."

Si l'on comprend bien, il faut "reconstruire" des organisations nouvelles. Pour cela, il faut donc contribuer à détruire celles qui existent, en particulier les centrales ouvrières. Au total, si l'on résume bien, il faut pour le Secrétariat unifié mettre en œuvre une orientation qui couvre tous les aspects d'une même situation. Il faut à la fois être dans les gouvernements et dans le travail de "reconstruction"-destruction d'organisations nouvelles opposées aux autres. Cela s'applique aussi bien aux syndicats qu'aux partis, lorsque ceux-ci conservent un caractère de partis ouvriers de masse, c'est-à-dire quand, dans le "cycle séculaire du mouvement ouvrier", pour reprendre la formulation de Sabado, les travailleurs continuent de s'y reconnaître.

La crise de la section brésilienne du Secrétariat unifié

Cette orientation a été mise en œuvre ces derniers mois par le Secrétariat unifié au Brésil.

Dans ce pays, le Secrétariat unifié connaît une crise qui se traduit par l'apparition de deux fractions opposées au sein de "Démocratie socialiste" (DS), la section brésilienne du Secrétariat unifié. Ces deux fractions ont de véritables désaccords entre elles. Mais, en même temps, elles se revendiquent non seulement du Secrétariat unifié et de sa politique, mais aussi de la même résolution adoptée unanimement en commun, quatre mois plus tôt, par la conférence nationale de leur organisation. Aussi opposées que puissent sembler leurs politiques, on va voir que cette revendication d'une orientation commune exprime une réalité.

Les faits méritent d'être portés à la connaissance de tous les lecteurs de *La Vérité*. La presse a fait grand bruit, ces dernières semaines, du lancement d'un nouveau parti brésilien, intitulé Parti du socialisme et de la liberté (PSOL). Une des figures de proue de ce nouveau parti est la sénatrice Heloisa Helena, dirigeante de la section brésilienne du Secrétariat unifié (Démocratie socialiste). En même temps, le principal dirigeant de Démocratie socialiste, le ministre Rossetto, continue, lui, à siéger au gouvernement et à la tête du Parti des travailleurs. Jusqu'à quel point s'agit-il d'une réelle rupture ?

L'adoption unanime d'un même manifeste...

Remontons quelques mois en arrière. Les 21, 22 et 23 novembre 2003, se réunit la VII^e conférence de Démocratie socialiste, courant du Parti des travailleurs, adhérent au Secrétariat unifié. La revue d'information officielle du Secrétariat unifié, *Inprecor*, publie, dans son n° 488 (décembre 2003), un manifeste, dont il est précisé qu'il a été "*adopté à l'unanimité par la VII^e conférence nationale de Démocratie socialiste*". Ce manifeste unanime proteste contre les menaces d'exclusion du Parti des travailleurs d'un certain nombre de députés et responsables (dont Heloisa Helena) et critique (de manière modérée) certaines positions prises par le gouvernement Lula, en particulier sur les retraites.

Une question est absente de ce manifeste : celle de la terre. Au Brésil, pour des millions et des millions de familles de paysans sans terre, c'est la question centrale, vitale. Seulement, voilà : Miguel Rossetto, membre dirigeant de Démocratie socialiste et du Secrétariat unifié, a été placé au poste de ministre du Développement agricole, précisément pour faire obstacle à une réforme agricole conséquente. Rappelons ce que nous avons déjà signalé : les terres attribuées à des familles de paysans sans terre au Brésil pour l'année 2003 ont été en nombre nettement inférieur à ce qui avait été réalisé sous le gouvernement de droite précédent, celui de Cardoso, et très inférieur bien évidemment aux millions de familles qui devraient être installées sur les terres, selon les chiffres publiés par un rapport officiel commandé par le gouvernement au début de l'année 2004. Donc, pour ne fâcher personne, il n'y a, dans ce manifeste unanime de Démocratie socialiste, pas un mot sur la politique agricole du gouvernement Lula, pas un mot sur la politique du ministre Rossetto.

... qui ne dit pas un mot sur la politique agricole de Lula-Rossetto !

Toutefois, dans une petite note publiée par *Inprecor* sous sa propre responsabilité et présentant les travaux de la conférence, on lit ceci :

"Le ministre de la Réforme agricole, Miguel Rossetto, membre de la Démocratie socialiste, a présenté un rapport sur le nouveau plan de réforme agricole lancé deux jours auparavant lors d'une assemblée de 4 000 paysans sans terre, fruit de la collaboration entre des secteurs du gouvernement brésilien et des mouvements de lutte pour la réforme agricole, dont le Mouvement des travailleurs sans terre."

Ainsi donc, en décembre 2003, le Secrétariat unifié ose revendiquer la politique agricole du gouvernement Lula (qui tourne le dos à toute exigence de réforme agricole réelle) comme une réponse aux attentes du mouvement des sans-terre et même une réponse élaborée avec ce mouvement. Tout au plus *Inprecor* introduit-il cette réserve :

"Il est important de souligner que le mouvement, tout en saluant l'annonce du début d'une vraie réforme agricole du gouvernement Lula, a demandé un chiffre d'établissement de sans-terre plus ambitieux et critiqué le ministère des Finances pour l'insuffisance des ressources qui y fait obstacle."

Donc, les paysans sans terre critiquent le ministre des Finances... mais pas le ministre du Développement agricole, Rossetto ? Allons donc... N'est-ce pas l'effigie de Rossetto que les paysans sans terre brûlent dans leurs campagnes ?

Mars 2004 : quatre mois ont passé depuis le vote unanime de la conférence nationale de Démocratie socialiste. Le ministre Rossetto est toujours membre du gouvernement Lula. Il continue plus que jamais à s'opposer à toute réforme agraire réelle, tandis que, d'une manière plus générale, l'ensemble du gouvernement Lula tourne le dos aux exigences pour lesquelles il a été élu.

Dans tout le pays, les occupations des sans-terre se multiplient. Les ouvriers occupent les usines abandonnées par les patrons, dont ils exigent qu'elle soient nationalisées afin que l'emploi de tous soit garanti ; les fonctionnaires font grève contre la remise en cause des régimes de retraite, pour l'augmentation générale des salaires, tandis que dans la centrale syndicale CUT, un mouvement de résistance se développe et s'amplifie contre la tentative du gouvernement d'intégrer la centrale dans un dispositif néocorporatiste.

Printemps 2004 : “avril rouge” au Brésil

Dans tout le pays, se développe un processus révolutionnaire de mobilisation des masses, qui cherchent, par leur action de classe, à conduire le gouvernement de Lula à rompre avec les diktats de l'impérialisme. Dans tout le pays, se développe une mobilisation qui met au centre l'exigence de la rupture du Parti des travailleurs avec les diktats du FMI et la nécessité impérieuse de revenir au Parti des travailleurs des origines, celui qui avait été fondé sur le terrain de l'indépendance de classe et dont les travailleurs et le peuple brésiliens ont tant besoin aujourd'hui. C'est ce que la presse brésilienne, se référant à la vague d'occupations des terres organisée par le MST, appellera “avril rouge”.

C'est donc au moment précis où se développe cette mobilisation de masse qui pose le problème politique de la rupture du Parti des travailleurs avec l'impérialisme (*lire dans ce numéro, dans l'article sur la constitution du bureau panaméricain [page 39], la résolution adoptée par le congrès de la section brésilienne de la IV^e Internationale*) et celui de la reconquête d'une pleine et totale indépendance de la CUT que se constituent un parti concurrent du Parti des travailleurs — le PSOL — et un groupement de syndicalistes qui appelle les syndicats à se désaffilier de la CUT : le groupement “Conlutas”, impulsé par l'organisation moréniste (PSTU), avec la participation de certains syndicalistes, membres du PSOL. Parmi les principaux initiateurs du PSOL : les dirigeants de la nouvellement créée “fraction publique” de Démocratie socialiste appelée “Liberté rouge”, “Liberdade Vermelha”. Cette fraction est animée par des responsables historiques du courant pabliste au Brésil comme Joao Machado, qui fut longtemps représentant de Démocratie socialiste à la direction du Parti des travailleurs, et Heloisa Helena, qui fait partie de ceux qui ont lancé le nouveau parti, le PSOL. Liberté rouge (2) a rendu publique sa plate-forme au début du mois d'avril. Cette plate-forme caractérise le gouvernement Lula comme “*un gouvernement de collaboration de classe qui subordonne les intérêts populaires à une alliance privilégiée avec la bourgeoisie, tant brésilienne qu'impérialiste*”. C'est un fait. Quelle conclusion en tirer ? Qu'il faut mener le combat pour la rupture de l'alliance entre le Parti des travailleurs et la bourgeoisie ? Telle n'est pas la démarche de Liberté rouge. Au contraire ! Liberté rouge distingue dans le gouvernement plusieurs composantes :

“*Le noyau central du gouvernement est beaucoup plus proche des ministres conservateurs et bourgeois — Palocci (Finances), membre de ce*

(2) Nous nous référons ici à la traduction française établie par le journal *La Gauche*, journal des partisans du Secrétariat unifié au Québec.

même noyau, et son équipe Rodriguez (Agriculture) Furlan (Industrie), que des ministres tel que Miguel Rossetto (Réforme agraire) ou Marina Sylva (Environnement). Le rôle de ces derniers est clairement limité et subordonné.”

Mais à qui Liberté rouge veut-elle faire croire cette fable ? Y a-t-il une différence entre la politique du ministre Rodriguez (grand propriétaire terrien) à l’Agriculture et celle de son collègue attelé à la même tâche, le ministre (pabliste) Miguel Rossetto à la Réforme agraire ? Dans les faits, pour les paysans à qui ils refusent conjointement la terre, il n’y a aucune différence. Comment peut-on essayer de faire croire que Rossetto ne porterait pas la coresponsabilité de toute la politique gouvernementale ? Est-ce qu’ils se trompent, ces paysans sans terre qui brûlent l’effigie de Rossetto dans les campements ?

Ils ne veulent pas combattre pour la rupture du Parti des travailleurs brésilien avec la bourgeoisie

Il n’est nullement question pour Liberté rouge de combattre pour la rupture du Parti des travailleurs avec la bourgeoisie. Très radicaux, les dirigeants de Liberté rouge et du PSOL dénoncent *“la trahison du programme historique du PT, ainsi que des intérêts des travailleurs et du peuple”* et en concluent :

“Il n’existe pas de possibilité que le PT se constitue en un instrument de lutte capable de corriger le cours des événements”.

Conséquence : il faut *“construire un nouvel outil politique qui récupère la perspective militante et socialiste abandonnée par le PT”*. En un mot : il faut à la fois désertier le Parti des travailleurs et contribuer à sa transformation en autre chose que ce pour quoi il a été fondé (3), contribuer à détruire ce qui a été toute la force du Parti des travailleurs. Si le Parti des travailleurs, constitué comme un parti ouvrier indépendant, voit aujourd’hui ses dirigeants trahir son programme historique, il reste pourtant, parce qu’il a été constitué sur cette base, un instrument que la classe ouvrière brésilienne cherche à arracher des mains des dirigeants pour en faire une arme de la rupture avec la bourgeoisie.

La démarche de Liberté rouge et du PSOL recoupe le propos de Sabado cité précédemment : il faut en finir avec l’existence même d’un parti ouvrier indépendant. Les dirigeants de Liberté rouge écrivent :

“Ce parti (le nouveau parti qu’ils veulent construire) ne pourra pas se limiter à ce que le PT a fait durant ses premières années.”

Dans “ses premières années”, pour reprendre cette expression, le PT s’est constitué, selon ses propres termes, comme un *“parti ouvrier indépendant des patrons, du gouvernement et de toutes les forces d’oppression et d’exploitation”*. Était-ce juste ou était-ce faux ? “C’était juste” répond la IV^e Internationale, “c’était faux” répondent les pablistes. Si, aujourd’hui, le gouvernement du PT renonce à ce pour quoi il a été constitué, s’il s’aligne sur les exigences de l’impé-

(3) Signalons que la fraction Liberté rouge est dirigée par Heloisa Helena, dirigeante du PSOL, et par Machado, qui, à l’heure où nous écrivons, est toujours membre du Parti des travailleurs. Ce dernier apparaît donc comme relayant de l’intérieur l’offensive externe contre le Parti des travailleurs. Rossetto au gouvernement, Machado au Parti des travailleurs dans une fraction “d’opposition à Rossetto”, Heloisa Helena, dans un parti opposé au Parti des travailleurs, mais dans la même fraction que Machado... Et tous les trois membres de Démocratie socialiste et du Secrétariat unifié : c’est ce qu’on appelle la division du travail !

rialisme, il faut opposer à cela la défense du PT des origines, tel qu'il a été constitué : c'est la position de la IV^e Internationale. A l'inverse, pour les dirigeants pablistes, il faut quitter le PT, le désertier et remettre en cause ses bases constituées mêmes — il ne s'agit pas de revenir au "PT des premières années".

Non seulement le PSOL en appelle à liquider le PT, mais il assimile PT et CUT à la Centrale unique des travailleurs.

Conséquence pratique : bien qu'officiellement le PSOL n'ait pas pris position en faveur (ni contre) de la campagne de division acharnée impulsée par les morénistes contre la CUT, certains des alliés d'Heloisa Helena au sein de la direction du PSOL se sont publiquement prononcés : le député Baba, en accueillant la marche de Conlutas à Brasilia, la députée Luciana Genro, en se faisant représenter à la réunion de direction de Conlutas, ou encore la présidente du syndicat Andes, membre du PSOL et membre de Conlutas. Rappelons que Conlutas multiplie tracts, déclarations et réunions publiques appelant les syndicats à se désaffilier de la CUT, la centrale qui a été constituée dans et par la lutte de classe (et le faisant même parfois en compagnie de syndicats qui, eux, sont affiliés à des centrales jaunes).

En apparence, l'orientation de Machado-Heloisa Helena, bien que tout aussi erronée que le cours précédent, peut sembler une rupture par rapport à lui. Là où Rossetto gouverne contre les paysans et appuie toutes les mesures pro-impérialistes du gouvernement Lula, en apparence les dirigeants du PSOL et de Liberté rouge opposent une critique radicale de ce gouvernement comme un gouvernement de collaboration de classes.

Là où Rossetto et les dirigeants pablistes majoritaires vont dans le sens d'une politique d'accompagnement de la politique du gouvernement Lula, il peut sembler que le nouveau parti offre une alternative radicale. Est-ce vraiment le cas ?

Il est frappant de constater que les deux fractions qui s'opposent — la fraction pabliste majoritaire de Rossetto et la fraction pabliste minoritaire Machado-Heloisa Helena — continuent de se revendiquer... du même manifeste adopté en novembre dernier, unanimement, par la conférence de Démocratie socialiste.

Dans le journal *Democracia socialista* (n° 4, juillet 2004), Rossetto et ses amis décrivent les minoritaires comme *"un groupe modeste de militants qui ont rompu avec les décisions de la conférence nationale de Démocratie socialiste et qui se sont regroupés dans Liberté rouge et sont sortis pour rejoindre le PSOL. Ils n'ont pas soumis leur décision à un quelconque débat collectif au sein de Démocratie socialiste"*.

Citant la résolution unanime de novembre 2003 (et en particulier son passage qui met en garde contre *"les sorties en direction d'un projet sectaire de parti"*), Rossetto et ses amis condamnent le projet de la fraction minoritaire.

Au même moment, dans la plate-forme de Liberté rouge, on peut lire la chose suivante :

"Les résolutions de la VII^e conférence nationale de DS de novembre 2003 ont eu des limites."

Des limites ? Mais n'ont-elles pas été votées unanimement ? Invoquant une "situation nouvelle", Liberté rouge justifie que *"la sénatrice Heloisa Helena et avec elle un groupe de militants de la DS se sont désaffiliés du PT, puis ont participé au lancement du mouvement pour un nouveau parti politique"*.

Et la fraction minoritaire pabliste précise :

"Nous estimons que dans la situation actuelle la décision de participer au mouvement pour un nouveau parti politique ne place pas ceux qui l'ont prise en dehors du cadre programmatique de Démocratie socialiste et de la

IV^e Internationale (ils veulent dire du Secrétariat unifié — NDR). Au contraire, cette participation est parfaitement cohérente avec ce cadre. Nous avons une tactique de construction différente de celle qui a été adoptée par la majorité des camarades de DS.”

“Une tactique de construction différente” ?

Si l’on comprend bien, entre les dirigeants pablistes qui restent au PT et ceux qui appellent à le quitter pour construire le PSOL, le désaccord serait de leur propre aveu “tactique”. Entre Rossetto, qui, au gouvernement, approuve la politique pro-impérialiste du FMI, et ceux qui, quittant le PT, font mine de critiquer très durement cette politique, le désaccord serait “tactique” ? Entre ceux des militants pablistes qui sont toujours membres de la direction du PT et ceux qui appellent explicitement à le détruire, le désaccord serait “tactique” ? Entre ceux d’entre eux qui ont des responsabilités au sommet de la CUT et ceux qui appellent avec Conlutas à détruire la CUT, le désaccord serait “tactique” ?

Comment le comprendre ?

Les pablistes minoritaires s’en expliquent en ces termes :

“La VII^e conférence nationale de Démocratie socialiste n’a pas décidé d’initier un mouvement pour un nouveau parti. Elle a cependant souligné la nécessité de renforcer la lutte contre les orientations néolibérales du gouvernement Lula et de la majorité de la direction du PT. Nous estimons que, vu l’accélération des événements provoquée par l’expulsion des camarades du PT, ainsi que le durcissement conservateur des positions du gouvernement Lula, notre position peut être comprise comme un dédoublement légitime des résolutions de la conférence.”

Le Secrétariat unifié met en application le “dédoublement légitime”

Nous attirons l’attention de nos lecteurs sur cette formulation, qui en dit plus sans doute qu’il n’y paraît.

Il y a donc eu une résolution unanime de la section brésilienne du Secrétariat unifié en novembre 2003. Quatre mois plus tard, une partie de cette section brésilienne du Secrétariat unifié siège au gouvernement et à la direction du Parti des travailleurs, une autre partie appelle à quitter le Parti des travailleurs, à se désaffilier du Parti des travailleurs, à ne pas combattre pour la rupture du Parti des travailleurs avec le FMI et à jeter les bases d’un nouveau parti ; et il s’agit là, nous dit-on, d’un “dédoublement légitime” !

Qu’est-ce que cela signifie ? Cela signifie qu’aujourd’hui, comme une espèce d’hydre à plusieurs têtes — chacune autonome vis-à-vis des autres, mais répondant à un cerveau unique —, le Secrétariat unifié cherche à couvrir tous les aspects de la situation brésilienne.

Il dit en substance aux travailleurs qui veulent combattre : l’alternative est la suivante : ou bien rester au Parti des travailleurs, et dans ce cas, il n’y a pas d’issue en dehors de ce que fait Rossetto, c’est-à-dire couvrir avec des phrases à peine “gauche” la politique anti-ouvrière et anti-paysans ; ou bien critiquer cette politique, et alors quitter le Parti des travailleurs, l’abandonner dans les mains de Lula-Rossetto et de ceux qui se soumettent au FMI (et quitter la CUT, pour détruire la centrale syndicale) et ainsi désarmer les travailleurs par rapport à la

situation actuelle. Il est significatif que le nouveau parti créé, le PSOL, n'offre dans son activité aucune perspective politique, hormis... la légalisation du PSOL et une candidature d'Heloisa Helena à la présidence de la République en 2006. Les questions concrètes posées aujourd'hui dans la lutte de classe, dans les usines, dans les secteurs de la fonction publique, parmi les paysans sans terre, la question concrète immédiate d'un gouvernement du PT rompant avec le FMI et la Banque mondiale n'est pas et ne peut pas être avancée par les représentants du PSOL et de Liberté rouge.

Cette perspective ne peut pas être avancée parce qu'elle supposerait un combat pour le front unique, un combat pour la défense des organisations ouvrières, la défense de leur indépendance, rompant avec la bourgeoisie. Mais cela n'est pas la politique pabliste, qu'elle soit "majoritaire" ou "minoritaire".

Les dirigeants de la fraction minoritaire du Secrétariat unifié au Brésil ont raison de dire que leur désaccord avec la fraction majoritaire est un désaccord "tactique". Il est tactique. C'est un "*dédoublement légitime*" pour permettre de couvrir toutes les facettes du nécessaire travail contre-révolutionnaire du ministre Rossetto, couvert aussi bien par le Secrétariat unifié que par Heloisa Helena.

Celui-ci ne peut exister aujourd'hui qu'en offrant ses services à la classe dominante dans tous les domaines dans le cadre fixé par Sabado dans l'interview citée précédemment, c'est-à-dire "reconstruire" un nouveau "mouvement" sur le terrain de "l'altermondialisation", c'est-à-dire sur la base de la destruction du mouvement ouvrier.

Et il est significatif qu'à des degrés divers, cette orientation soit mise en œuvre à l'échelle internationale. C'est le cas, on vient de le voir, au Brésil, mais c'est aussi le cas en Allemagne, où les militants pablistes, en accord avec une partie des responsables staliniens, combattent pour que les délégués syndicaux affiliés au SPD (il y a un lien organique entre le SPD et les syndicats) quittent ce parti. Ils affirment vouloir construire un parti "à la gauche de la gauche" qui, sur la tactique définie par Sabado, occuperait une place dans le dispositif des alliances entre partis et non pas à combattre pour que les organisations syndicales imposent au SPD la rupture de la politique de soumission à l'Union européenne conduite par Schröder.

La même politique est mise en œuvre sous une autre forme en Grande-Bretagne. Au moment où les syndicats voyaient grossir les rangs de ceux qui exigeaient de chasser Blair de la tête du Labour et de se réapproprier le Labour comme expression de la classe ouvrière organisée dans ses syndicats, les militants pablistes, avec d'autres courants centristes, ont pris l'initiative d'appeler à la désaffiliation des syndicats du Labour Party, là aussi pour laisser les mains libres à Blair et à l'appareil.

On pourrait multiplier les exemples. Ils indiquent en toute clarté que la place du pablisme, qui, historiquement, s'est constitué comme courant révisionniste de la IV^e Internationale, consiste aujourd'hui, en utilisant frauduleusement la référence à la IV^e Internationale, à participer sous toutes les formes à une offensive de destruction des organisations ouvrières.

On se posera la question : pourquoi cet acharnement à mettre en œuvre ces politiques de démantèlement de l'indépendance des organisations ouvrières au nom de la IV^e Internationale ?

C'est d'une certaine manière un hommage du vice à la vertu. La classe capitaliste comprend aujourd'hui qu'avec l'effondrement du stalinisme, seule la IV^e Internationale est à même de présenter à la classe ouvrière un programme cohérent de combat pour en finir avec le système d'exploitation et d'oppression.

Il est tout à fait normal que, pour mettre en œuvre la politique d'intégration corporatiste, on ait recours à ceux qui, s'étant fait hier les accompagnateurs de la politique du stalinisme, sont, depuis la chute du Mur de Berlin, à la recherche de nouveaux commanditaires.

“La classe ouvrière a conquis la nature ; elle doit désormais conquérir les hommes”

Il en découle que, plus que jamais, la IV^e Internationale, reproclamée en 1993, se doit d'assumer toutes ses responsabilités. Pour que toutes les sections de la IV^e Internationale assument leurs responsabilités, il leur faut assumer la continuité de leur propre histoire. Dans cette continuité, il y a la lutte intransigeante contre le centrisme réactionnaire, dont le pablisme constitue aujourd'hui la forme la plus pernicieuse et la plus dangereuse, qui doit être constamment éclairée pour les militants ouvriers qui cherchent à se situer sur le terrain de l'indépendance de classe.

Il reviendra donc au lecteur de prendre connaissance des matériaux rassemblés dans ce numéro spécial de *La Vérité* pour répondre par lui-même à la question : oui ou non, y a-t-il eu continuité, et cette continuité porte-t-elle en elle les réponses auxquelles les travailleurs sont aujourd'hui confrontés.

Certes, soixante-quinze ans, c'est beaucoup. Mais si l'on veut mesurer ce qui est une continuité, on peut se reporter encore soixante-quinze ans en arrière, soixante-quinze ans avant 1929, date à laquelle a été publié le premier numéro de *La Vérité*. Nous serons alors en 1854. Les organisations ouvrières en Grande-Bretagne cherchent à constituer un Parlement ouvrier. Elles invitent Marx à venir y participer. Et Marx, qui ne peut pratiquement à cette époque quitter Londres, décline l'invitation, tout en saluant l'initiative qui est prise et en regrettant de ne pouvoir y être présent physiquement. Il écrit à ce sujet dans une lettre adressée au Parlement ouvrier le 9 mars 1854 :

“Les millions d'ouvriers de Grande-Bretagne ont été les premiers à créer la base réelle d'une nouvelle société, l'industrie moderne, qui a transformé les forces destructrices de la nature en puissance productive de l'homme. Avec une invincible énergie, avec sa sueur et son intelligence, la classe ouvrière anglaise a créé les conditions matérielles pour ennoblir le travail même et multiplier ses fruits au point de rendre possible une abondance générale.

En créant les inépuisables forces productives de l'industrie moderne, elle a rempli la première des conditions de l'émancipation du travail. Il lui faut désormais réaliser la seconde. Elle doit libérer les forces productives de richesses des odieuses chaînes du monopole et les soumettre au contrôle collectif des producteurs, qui ont, jusqu'ici, toléré de voir les propres produits de leur travail se retourner contre eux et se muer en autant d'instruments de leur propre oppression.

La classe ouvrière a conquis la nature ; elle doit désormais conquérir les hommes. Pour mener à bien cette entreprise, ce n'est pas la force qui lui fait défaut, mais bien une organisation de toutes ses forces conjointes. Organiser la classe ouvrière à l'échelle nationale — tel est, me semble-t-il, le grand et glorieux but auquel tend le Parlement ouvrier.

Si le Parlement ouvrier se montre fidèle à l'idée qui l'a vu naître, les historiens futurs devront relater l'existence, en l'an 1854, en Grande-

Bretagne, de deux parlements : un Parlement à Londres et un Parlement à Manchester — un Parlement des riches et un Parlement des pauvres —, mais dire aussi que des hommes dignes de ce nom, il n'en siégeait qu'au Parlement des travailleurs et non au Parlement des maîtres.”

Il s'est donc passé depuis cette lettre de Marx deux fois 75 ans, soit 150 ans. L'industrie moderne, qui avait “transformé les forces destructrices de la nature en puissance productive de l'homme”, pour reprendre la formule de Marx, a atteint depuis de nombreuses décennies le point ultime de son développement, celui à partir duquel elle est entrée dans une phase de décadence et de décomposition. Elle transforme aujourd'hui, à l'inverse, de plus en plus la puissance productive de l'homme en force destructrice, non seulement de la nature, mais des forces productives et, singulièrement, de la force de travail. Et pourtant : peut-il y avoir d'autre réponse à cette situation que celle proposée par Marx, à savoir : l'organisation de la classe ouvrière ? Au plan national comme au plan international, l'organisation distincte de la classe ouvrière ne saurait se confondre avec les gouvernements, les patrons, les Eglises, les institutions internationales.

C'est au service de cette indépendance de classe que combat la IV^e Internationale.

On lira en introduction du supplément spécial consacré au soixante-quinzième anniversaire de *La Vérité* un entretien avec le camarade Pierre Lambert. Pierre Lambert, directeur de publication de *La Vérité*, en est le principal responsable depuis près d'un demi-siècle et il collabore à notre revue depuis plus de soixante ans. Il est donc le mieux placé pour proposer aux lecteurs de *La Vérité* des éclairages et des réflexions sur quelques-unes des questions qui sont abordées dans les articles que nous reproduisons.

Daniel Gluckstein

Europe : l'approfondissement d'une crise majeure

Par Andreu Camps

La crise politique qui traverse toutes les institutions de l'Union européenne et la plupart des gouvernements en place a connu ces dernières semaines une accélération majeure.

En effet, les résultats aux élections qui ont eu lieu, du 10 au 13 juin, au prétendu Parlement européen sont un véritable cataclysme politique. Même si les porte-parole officiels essaient de cacher la véritable signification de l'abstention ouvrière et populaire, personne ne peut contourner le rejet par le peuple du carcan de l'Union européenne, du traité de Maastricht, des directives, et donc le rejet des gouvernements qui mettent en œuvre la politique qui découle du traité de Maastricht.

Revenons sur ce point : à la seule exception de la Belgique, où le vote est obligatoire, du Luxembourg et, à un autre niveau, de l'Italie, presque les deux tiers des électeurs européens se sont abstenus. Quelques pays incorporés le 1^{er} mai à l'Union, comme la Slovaquie (17 %) et la Pologne (21 %), ont connu des taux de participation très faibles.

Même en Espagne, où la participation a été de 46 %, il s'agit de la plus faible depuis la mort de Franco, toutes élections confondues. Le caractère ouvrier et populaire de cette abstention est indéniable.

Ce sont ces résultats qui expliquent la manière dont les chefs d'Etat et Premiers

ministres de l'Union européenne ont adopté le vendredi 18 juin le traité constitutionnel européen. En effet, en deux jours de réunion du sommet des chefs d'Etat (plus la Bulgarie et la Roumanie, qui doivent adhérer en 2007), à Bruxelles, ils ont adopté un traité qui comporte un ensemble de dérogations (la Grande-Bretagne conserve son droit de veto sur la fiscalité, la santé et la Sécurité sociale).

L'accord a pu être obtenu sur le fait que les votes doivent être acquis par 55 % des Etats et 65 % de la population. Qu'est-ce que cela signifie ? Que les gouvernements français et allemand, l'axe sur lequel ont fonctionné les institutions jusqu'à maintenant, n'ont plus la possibilité de contrôler sans partage l'attelage de l'Union (ce qui en dernière instance intéresse les Américains).

C'est-à-dire que cet accord, forcé par les circonstances, parce que les gouvernements ne pouvaient s'en passer après le rejet des masses du 13 juin, est un accord extrêmement fragile, qui peut voler en éclats à tout moment.

C'est ce qui fait dire au Premier ministre du Luxembourg, Jean-Claude Juncker : *"Je ne suis pas capable de porter ce traité jusqu'au référendum. Je souhaite bonne chance à ceux qui le feront."*

1. TRANSFERT DE SOUVERAINETÉ DES INSTITUTIONS NATIONALES AUX INSTITUTIONS EUROPÉENNES

La présidence néerlandaise de l'Union européenne a proposé d'avancer la signature du traité. La signature interviendrait le 29 octobre, après quoi serait organisée, sur deux années, la ratification dans chaque pays.

Il faut ajouter que, selon le traité, la ratification doit être unanime dans les 25 pays. Donc, cette question va marquer l'évolution de la situation de la lutte des classes dans tous les pays. Quelques pays ont annoncé l'organisation d'un référendum : France, Espagne, Grande-Bretagne, Danemark, Italie.

Revenons sur un aspect central de ce traité : tout d'abord, nous renvoyons à l'analyse détaillée que nous avons faite du traité constitutionnel en novembre de l'année dernière. Nous allons analyser à présent les modifications par rapport au texte initial.

Tout d'abord, il faut dire que le corps du traité garde les mêmes caractéristiques. Mais une question est essentielle dans ce traité, c'est le transfert de la souveraineté des institutions nationales aux institutions européennes.

Jusqu'à présent, les assemblées ou Parlements nationaux des 15 pays de l'Union européenne transposaient les directives de la Commission de Bruxelles dans les lois nationales, et on est arrivé à une situation où environ 80 % des lois adoptées dans chaque pays ne sont que des transpositions de directives européennes.

2. UNE SITUATION MARQUÉE PAR L'IRRUPTION DES MASSES

Pour pouvoir comprendre la tournure qu'ont prise les derniers événements, c'est-à-dire le 13 juin et la signature du traité constitutionnel, il faut partir des événements du 11 au 14 mars 2004 en Espagne, du profond mouvement des masses, qui a frôlé une situation révolu-

tionnaire, qui a fait échouer le gouvernement Aznar et a amené au pouvoir le PSOE, dans des conditions très inconfortables pour sa direction, pour poursuivre la même politique dictée par l'Union européenne.

Rappelons que le mouvement des travailleurs et des peuples d'Espagne, en réponse à la provocation sanglante du 11 mars, au moment où la situation dans le pays était bouleversée, a eu un impact certain dans l'ensemble de l'Europe, et tout d'abord en France, comme cela s'est reflété dans le résultat des élections cantonales et régionales.

C'est l'irruption des masses, donc, qui a obligé différents gouvernements et institutions européennes à reprendre les tractations sur le traité constitutionnel pour essayer de rétablir une nouvelle digue, un obstacle majeur institutionnel contre les travailleurs et les peuples, pour tenter d'empêcher que les conséquences de l'effondrement du gouvernement Aznar ne se répercutent sur les autres pays européens. Et pourtant, en écho à cette irruption des masses, il y a eu le rejet par le biais de l'abstention aux élections pour le Parlement européen du 13 juin.

En réponse à cela, les institutions de l'Union européenne, tous les gouvernements, engagent la poursuite et l'accélération des contre-réformes à tous les niveaux.

3. LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS POUR LA DÉFENSE DU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

“La nouvelle Constitution européenne est-elle meilleure que ce que nous avons maintenant ?” La réponse est indubitablement “oui”, a déclaré John Monks, le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES). Réuni à Bruxelles le 13 juillet 2004, le comité de direction de la CES a accordé un soutien ferme à la version finale du projet de traité sur lequel les dirigeants européens s'étaient mis d'accord en juin dernier.

“La Constitution n'est pas aussi bonne que ce qu'avait proposé la CES, ni aussi bonne que la version rédigée par la

Convention européenne”, a fait remarquer John Monks, lors d’une conférence rassemblant des syndicalistes et ce qu’ils appellent “des décideurs” venus de toute l’Europe, qui s’étaient réunis pour examiner les détails du nouveau texte.

Le vice-président de l’ancienne Convention, Jean-Luc Dehaene, et le commissaire européen Antonio Vitorino comptaient parmi les participants. “Néanmoins, elle apportera des avantages très réels aux travailleurs et aux citoyens de l’Union européenne tout entière.”

La conférence précédait une réunion extraordinaire du comité exécutif de la CES, qui avait été convoqué pour prendre position sur la Constitution européenne.

“Actuellement, un certain nombre de gouvernements d’Europe veulent battre en retraite sur les principes de l’Europe sociale, et c’est dans ce contexte difficile que la Constitution européenne doit être prise en compte.

Est-ce que la Constitution va améliorer les dispositions sociales existantes du traité de Nice ? La réponse est oui, car la dimension sociale est inscrite dans le texte.

Il convient de considérer la Constitution comme un tremplin qui permettra de progresser vers une Europe plus sociale, l’Europe sociale ne doit pas rester un idéal, ou seulement des mots dans une Constitution, mais elle doit véritablement se développer à partir de ce traité.”

La CES a salué un certain nombre de percées importantes dans le traité constitutionnel. Parmi elles :

« — un engagement fort en faveur du dialogue social européen ;

— la reconnaissance, comme valeurs partagées dans l’UE, de l’égalité de genres et les droits des minorités ;

— la reconnaissance formelle du sommet social tripartite annuel et du rôle des partenaires sociaux ;

— l’incorporation de la Charte des droits fondamentaux en tant que deuxième partie de la Constitution, qui, en dépit des objections du gouvernement du Royaume-Uni, lui accorde un statut légal devant les tribunaux européens ;

— le “plein emploi” comme objectif de l’UE.

Ces dispositions représentent un grand progrès par rapport aux clauses existantes du traité de Nice. »

Pour la CES, « le soutien est la seule approche pragmatique et réaliste aux yeux des syndicats ». Néanmoins, elle n’a pas réalisé la totalité des objectifs qu’elle poursuivait dans le cadre de la Convention, en particulier la troisième partie. “Le mouvement syndical européen persévéra dans ses revendications sur un certain nombre de questions sensibles.”

Et cela, en dépit du contenu réel du traité et de la Charte des droits fondamentaux inscrite dans le traité, prônant une contre-réforme accrue de tous les Codes du travail existants. Le processus en cours le prouve.

4. LE FORUM SOCIAL DE LONDRES

Le 3^e Forum social européen (FSE) aura lieu à Londres, du 14 au 17 octobre 2004.

Parmi les axes de ce Forum :

“Axe 2 : Démocratie et droits fondamentaux.

1. Pour une Europe démocratique et sociale (incluant le déficit démocratique dans l’Union européenne, la critique du traité constitutionnel et la démocratie participative).

2. Pour un socle commun des droits fondamentaux (incluant les droits civils, politiques, économiques, sociaux, culturels, environnementaux, égalité et différence).

Ce point inclura des intervenants traitant des droits des homosexuel(le)s et des handicapés, de la jeunesse.

3. Pour une Europe des droits des peuples et la question de la citoyenneté (incluant la question des nations sans Etat, l’autodétermination, la citoyenneté).

Ce point inclura un intervenant sur l’Irlande.

4. Pour une Europe de la solidarité entre les peuples (incluant la question de l’élargissement de l’Union européenne, la coopération entre les peuples de l’ouest et de l’est du continent et entre le Nord et le Sud).

5. Les femmes en lutte contre l’oppression ; néolibéralisme, patriarcat, stratégies féministes.”

C'est-à-dire la soumission aux institutions de l'Union, Commission, Conseil et Parlement.

Parmi les forces qui impulsent ce Forum, il faut souligner notamment la place occupée par la LCR (section française du Secrétariat unifié).

Le bilan que cette organisation tire de sa participation aux élections européennes, c'est qu'elle a subi un échec. Et la LCR en tire la conclusion suivante :

“Il faut maintenant surmonter cet échec, mener à bien notre campagne financière, consolider et développer notre construction, et nous redéployer dans la situation sociale et politique. Si nos résultats renvoient à des difficultés dans la formation d'une conscience anticapitaliste, les résistances sociales restent une donnée fondamentale de la période. Nous devons partir d'un large mouvement de fond qui rejette la droite et la politique libérale. Loin d'être extérieurs à ce mouvement, notre intégration dans les luttes sociales, comme notre politique contre la droite et le gouvernement sont autant de points d'appui. Cette perspective de lutte contre le gouvernement doit constituer la base d'une politique d'unité d'action de l'ensemble des forces sociales, syndicales et politiques que nous devons renforcer (...).

Cette politique de front unique et de débats avec toutes les forces de gauche doit s'accompagner d'une orientation qui vise à faire émerger une gauche anticapitaliste indépendante de la gauche gestionnaire, PS, Verts et PCF, qui gère le capitalisme et ses institutions. Cela suppose, dès que l'on discute au-delà de l'unité d'action, de clarifier les questions gouvernementales : soutient-on ou participe-t-on à un gouvernement de gestion des institutions et de l'économie capitaliste ? Nous opposons à tous ces types de coalition une perspective de gouvernement des travailleurs. Bien entendu, nous ne sommes pas sollicités par des propositions gouvernementales et encore moins avec le recul de nos positions électorales... Mais les discussions et regroupements dans la gauche française comme la gauche internationale aborderont inévitablement cette question. C'est aussi un problème fondamental pour clarifier les bases et les initiatives pour avancer dans la perspective d'une force anticapitaliste. Poursuivre une politique indépendante de ces partis est, donc, indispensable pour intervenir dans les luttes sociales

sur la base de la défense d'un programme anticapitaliste” (Lettre de Rouge, 23 juin 2004.).

C'est-à-dire, avec le Forum social, essayer de canaliser dans le cadre institutionnel l'immense rejet des institutions européennes par les masses. Et cela se traduit dans chaque pays, par l'exemple donné en France, la mise en place d'une alternance de toute la “gauche” face au danger d'effondrement du gouvernement Chirac-Raffarin.

5. LE COMBAT POUR LE NON AU TRAITÉ CONSTITUTIONNEL

Le combat pour le non au traité constitutionnel s'identifie, dans chaque pays, à la défense des revendications ouvrières et démocratiques. Et, notamment, à l'existence et à l'indépendance des organisations issues du combat de la classe ouvrière.

L'offensive des institutions de l'Union européenne, des multinationales et des gouvernements à leur solde exige le démantèlement de ces organisations. Nous publions dans ces pages l'initiative prise pour la défense de la FGTB (Belgique), menacée de dislocation régionale. Le maintien de la FGTB comme organisation unifiée des travailleurs wallons et flamands s'identifie à la défense de la Sécurité sociale.

Au cœur de l'Europe, en Allemagne, le gouvernement Schröder, trahissant le mandat qui a donné la majorité au SPD, accélère, sous l'impulsion des institutions européennes, le démantèlement social de l'Allemagne.

Au sein même du SPD, l'opposition à la politique de ses dirigeants s'amplifie. L'exigence de chasser Schröder représente la seule issue pour sauver la classe ouvrière allemande.

Ainsi, le 10 juillet, lors d'une rencontre à Cologne, des militants sociaux-démocrates, des syndicalistes, des électeurs du SPD se sont réunis et ont adopté l'appel suivant (extraits) :

« Nous sommes adhérents du SPD, syndicalistes, électeurs et sympathisants du parti depuis des années. Quatre semaines après la défaite historique du

SPD le 13 juin et deux mois et demi avant le désastre qui se prépare aux élections communales en Nouvelle-Rhénanie-Wurtemberg, nous avons voulu nous rassembler à Cologne parce que nous ne pouvons pas, sans rien faire, voir la catastrophe aller à son terme. Pour cette raison nous nous tournons vers vous :

Le parti n'appartient pas à Schröder ! Nous sommes le parti ! (...)

Mais le fait que 10,5 millions d'électeurs du SPD aient démonstrativement refusé la politique de Schröder le 13 juin, en refusant de voter SPD et en s'abstenant, montre la voie.

Donnons à cette majorité la parole, organisons le combat afin que la majorité puisse imposer sa volonté, pour un changement radical de politique qui est déjà depuis longtemps demandé de tous côtés, notamment par l'AfA (les commissions ouvrières du SPD) lors de sa conférence nationale à Erfurt en avril (...).

Est-ce que nous n'avons pas raison avec O. Lafontaine de dire : "Quand le peuple refuse une politique, il faut changer de politique. Quand on ne sait pas changer de politique, alors il faut partir, parce qu'en démocratie on ne peut pas changer le peuple" (Stuttgarter Zeitung, 10 juillet 2004) (...)

Schröder doit partir, qu'il le veuille ou non.

Tournons-nous vers la majorité du parti qui dit non à Schröder et à sa politique. Le parti ne lui appartient pas. Le parti, c'est sa majorité. Nous sommes le parti.

Organisons-nous et mettons le parti en garde à tous les niveaux.

Que la démocratie s'impose.

Organisons-nous pour libérer le parti de la chape de plomb que représentent Schröder et sa politique et qui menace d'étouffer le parti. Organisons-nous pour chasser Schröder et sauver le parti.

Sauvons ainsi l'Etat social contre les exigences de l'Union européenne et du FMI, dont l'ancien président est maintenant notre président. C'est lui qui apporte son soutien à Schröder et demande même une accélération du rythme des réformes, la suppression de jours de congé et l'allongement du temps de travail.

Assiégeons les candidats du SPD aux élections communales de Nouvelle-Rhénanie-Wurtemberg, aux élections des Landtag au Brandebourg, en Saxe et en Sarre, afin qu'ils rompent avec la politique dictée par les sommets du parti.

Soutenons les candidats du SPD qui se prononcent pour la défense des valeurs fondamentales et pour la rupture avec la politique de Schröder.

Rassemblons la force qui veut le changement de cours. Faisons signer cet appel.

Envoyez-nous les signatures, nous vous répondrons !

Echangeons nos expériences. Mobilisons-nous pour une conférence nationale fin septembre qui ait ces objectifs. »

Pour aider à rassembler ces forces à l'échelle de tous les pays européens, lors d'une conférence ouvrière européenne sous l'égide de l'Entente, des délégués de 12 pays d'Europe, réunis le 12 juin 2004 à Genève, ont lancé un appel pour le non à la « Constitution », qui déclare notamment :

« Si la Constitution européenne était adoptée (...) elle s'opposerait à l'avènement d'une politique sociale.

Cette Constitution, si elle est ratifiée par les 25 pays de l'Union européenne, donnerait un caractère "constitutionnel" à tous les traités déjà existants qui sont à la source de la politique de destruction sociale à laquelle s'opposent les travailleurs, les allocataires sociaux et leurs syndicats. Ne pouvant être modifiée qu'à l'unanimité des Etats membres, la Constitution européenne imposerait une seule politique : celle d'une économie de marché "hautement compétitive", au nom de laquelle tout "l'Etat social" devrait être démantelé, toutes les conquêtes sociales sacrifiées. La démocratie est ainsi mise en cause, puisque cette prétendue Constitution empêcherait désormais tout choix politique et toute politique sociale.

Si ce projet de "traité constitutionnel" est adopté par le prochain sommet européen, il constituera une menace immédiate pour les droits sociaux et pour les organisations syndicales dont l'existence est liée à l'existence de ces droits.

Nous estimons que l'adoption du "traité constitutionnel" par le sommet européen mettra immédiatement à l'ordre du jour la mobilisation contre cette prétendue "Constitution" dans toute l'Europe, contre la ratification de cette "Constitution" par tous les pays membres de l'Union européenne.

Ce "traité constitutionnel" est un instrument au profit du patronat et des mul-

tionales, contre les droits ouvriers, aggravant de manière qualitative ce qui était contenu jusque là dans le traité de Maastricht et les directives européennes. C'est pourquoi l'unité la plus large de toutes les organisations de travailleurs, aussi bien syndicales que politiques, de toute l'Europe, est nécessaire pour le combattre et empêcher qu'il soit ratifié. L'enjeu est historique. L'enjeu, ce sont toutes les conquêtes qui permettent à la classe ouvrière de vivre et d'assurer un avenir à ses enfants. L'enjeu, c'est la démocratie.

Nous appelons à développer la campagne la plus large auprès des travailleurs et de leurs organisations pour expliquer le contenu de ce projet destructeur afin d'engager le combat pour le non à la Constitution européenne. »

Les sections de la IV^e Internationale en Europe engagent, dans le cadre de l'Entente, leurs forces pour l'élargissement de cette campagne.

Andreu Camps

Belgique : pour la défense de l'unité de la Sécurité sociale

(Editorial de *La Tribune des travailleurs*, journal du Mouvement de défense des travailleurs, membre de l'Entente internationale)

Au moment où nous écrivons ces lignes, s'il reste encore quelques incertitudes sur la situation politique à venir, sur l'essentiel les choses sont claires. Tous les éléments sont rassemblés pour une attaque en règle contre la Sécurité sociale au travers de l'exigence, portée par les trois composantes du futur gouvernement flamand (catholiques, libéraux et socialistes), de régionaliser les revenus de complément, c'est-à-dire les soins de santé et les allocations familiales.

MENACE DE RÉGIONALISATION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Exigence à laquelle, à la fin du mois de juin, le ministre fédéral SP.A Vandebroucke en ajoutait une autre : la régionalisation des allocations de chômage, qui, pourtant, ne figure pas dans le programme de son propre parti. Le seul parti qui défend cette position en Flandre, c'est le Vlaams Blok, qui, par ailleurs, est lui aussi pour la régionalisation des revenus de complément.

On voit ainsi se construire une sorte de "front flamand", face auquel se prépare un "front francophone". Tous les éléments se rassemblent pour aller à l'automne vers un

affrontement communautaire, dont l'enjeu est d'une gravité sans précédent, puisqu'il porterait sur la scission-régionalisation d'une partie de la Sécurité sociale, ce qui, en fait, la menacerait dans son entièreté.

Ces préparatifs ont des conséquences immédiates. Du côté wallon, ils ont créé un contexte qui a permis au président du PS, Elio Di Rupo, d'associer les syndicats à l'élaboration d'une charte dont il a été immédiatement dit qu'elle serait obligatoirement la base constitutive du gouvernement régional wallon.

Comment ne pas voir qu'il y a là un danger d'intégration des syndicats aux processus de décision politique, les privant ainsi de leur indépendance à l'égard du pouvoir ? Il n'aura d'ailleurs pas fallu quinze jours pour que le tandem Di Rupo-Milquet annonce des marges budgétaires serrées, et qu'il va donc falloir faire des choix. Les syndicats devraient-ils s'incliner devant ces choix, qui signifieraient inmanquablement une remise en cause des droits ou des revendications d'au moins une partie de leurs affiliés ?

Il y a ainsi quelque chose de totalement contradictoire dans la situation qui résulte des élections régionales du mois de juin.

La famille politique socialiste (PS et SP.A) en est sortie comme la première du pays, avec 1 668 620 voix. Les libéraux,

qui, l'année passée, leur disputaient cette première place (selon que l'on comptait en voix ou en sièges), sont ramenés à 1 423 142 voix, tandis que la famille chrétienne (qui ne progresse en fait que du côté francophone, le CD&V ne devant sa percée apparente qu'à son alliance avec le NVA) arrive à 1 473 488 voix.

PS et SP.A sont donc, ensemble, devenus la première famille politique du pays, et tout ce que leurs dirigeants auraient à proposer à leurs électeurs, c'est de s'étripier entre Flamands et francophones sur le champ de bataille communautaire ? Personne ne peut l'admettre.

Si, au nord comme au sud, en dépit de la politique antisociale du gouvernement Verhofstadt (pour laquelle le SP.A — dont les ministres ont été les plus en pointe dans sa mise en œuvre — a été sanctionné), les travailleurs, les allocataires sociaux, les jeunes ont voté socialiste, ce n'est pas pour se voir demain opposés dans des fronts dressant Flamands contre francophones. Ils ont voté socialiste pour que le PS et le SP.A forment, avec la FGVB, un front uni pour la défense de la Sécurité sociale fédérale telle qu'elle existe.

Du reste, qui veut la scission-régionalisation des soins de santé en Flandre ? Un récent sondage indiquait que cette revendication ne figurait pas parmi les priorités de la population en Flandre. Alors, qui le veut ? Un autre sondage, cette fois au niveau des chefs d'entreprise, nous le révèle : "*Les deux tiers* (des chefs d'entreprise flamands) *veulent plus d'autonomie fiscale, des conventions collectives de travail (CCT) régionales et la scission de la Sécurité sociale*" (repris de *6com*, journal électronique des métallos FGVB de Liège).

Cette information est révélatrice à un double titre. D'une part, elle montre d'où vient la pression pour la scission de la Sécu : du patronat. D'autre part, elle dévoile le caractère mensonger du discours qui présente la scission de la Sécu comme favorable à la population en Flandre. Les patrons veulent en effet, parallèlement, la scission des conventions collectives nationales. Or l'existence de celles-ci n'a jamais interdit à un patron de donner un meilleur salaire aux travailleurs de son entreprise, puisque les conventions fixent des minimums.

De même, elles n'empêchent pas non plus les syndicats, là où le rapport de force le permet, d'obtenir des avantages supérieurs à ce minimum, comme c'est le cas dans la chimie anversoise, où les salaires sont supérieurs à la moyenne nationale du pays.

En revanche, dans les PME où il n'y a pas de syndicats, les patrons sont obligés de payer à leurs travailleurs le minimum imposé par les conventions collectives. C'est cela qu'ils veulent remettre en cause pour pouvoir imposer des salaires en dessous de l'actuel minimum. De la même manière, en brisant le caractère fédéral de la Sécurité sociale, il s'agit d'avancer dans la voie de la privatisation des soins de santé réclamée à cor et à cris par l'Union européenne. D'ailleurs, il ne s'agit pas seulement des revendications du patronat flamand, mais de tout le patronat, non seulement de toute la Belgique, mais de toute l'Europe, la Commission européenne s'en faisant le relais.

André Mordant, président de la FGVB, déclarait au *Soir* (26 juin 2004) : "*Je crains moins les revendications des partis flamands que la libéralisation téléguidée par l'Europe.*" Il a d'autant plus raison qu'avec l'adoption d'un projet de "Constitution" par le sommet européen de ce mois de juin, l'Union européenne veut, notamment, faire disparaître de la carte la notion même de service public et disposer, via des lois-cadres, de moyens beaucoup plus contraignants pour imposer dans toute l'Europe une politique de "libéralisation" qui ne correspond qu'aux intérêts du seul patronat.

On est là au cœur du problème. Involontairement, le ministre Vandebroucke vient de démontrer très clairement que la revendication de scission-régionalisation de la Sécurité sociale est directement liée à la politique de libéralisation de l'Union européenne.

LA RÉGIONALISATION DES SOINS DE SANTÉ : UN OBJECTIF DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

En effet, le plan Vandebroucke contre les chômeurs n'est rien d'autre que

l'application de la stratégie décidée lors d'un sommet européen à Lisbonne, voici quelques années, et dont le dernier sommet européen vient d'exiger une accélération de la mise en œuvre. Comme le plan du ministre continue à se heurter à une forte résistance, il propose purement et simplement de régionaliser le chômage (ce qui, du reste, a déclenché un profond malaise au bureau du SP.A) pour imposer de cette manière les exigences de l'Union européenne.

Il faut du reste savoir qu'en Italie, les soins de santé ont été régionalisés, avec comme conséquence une véritable catastrophe sanitaire. Et pourtant, ce pays est montré en exemple par la Commission européenne. En France, le gouvernement Raffarin a comme principal objectif la régionalisation des soins de santé, un processus qui menace également l'Allemagne. Il s'agit donc bien d'une politique décidée à l'échelle de toute l'Europe.

LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE "LIBÉRALISATION" A ÉTÉ REJETÉE AUX ÉLECTIONS

Alors que la leçon la plus évidente des élections européennes de ce mois de juin est un rejet massif de la politique de l'Union européenne (rejet qui s'est manifesté par un taux d'abstention record dans tous les pays où le vote n'est pas obligatoire), personne ne peut accepter que cette politique nous soit imposée au travers d'un affrontement entre Flamands et francophones.

Il faut souligner que l'interrégionale flamande de la FGTB a immédiatement condamné avec virulence la proposition de Vandembroucke, et que la FGTB dans sa totalité a réaffirmé qu'elle est opposée à toute scission de la Sécurité sociale.

Xavier Verboven, président de l'interrégionale flamande de la FGTB, a déclaré que *"le syndicat est un contrepois au patronat, mais aussi un contrepois au gouvernement, quelle que soit sa composition"*. A propos du programme du gouvernement régional flamand, il ajoutait : *"Son volet institutionnel (la régionalisation des revenus de complément — NDLR) nous inquiète beaucoup."* Cela démontre que les représentants FGTB des travailleurs de Flandre refusent de s'inscrire dans un "front flamand" contre l'unité de la Sécurité sociale.

L'existence d'une FGTB forte et unie à l'échelle fédérale lui donne le poids pour exiger de la famille socialiste devenue la première du pays qu'elle constitue, à ses côtés, un front pour la défense de la Sécurité sociale fédérale, contre toutes les tentatives de la régionaliser. Il n'est pas trop tard, mais il est temps ! Pour notre part, nous encouragerons, soutiendrons et ferons écho à toute initiative qui va dans ce sens.

La Tribune des travailleurs

**Supplément (édition spéciale)
du 4 juillet 2004 au n° 115
de *La Tribune des travailleurs*
(journal du Mouvement de défense
des travailleurs, membre de l'Entente
internationale des travailleurs)**

Espagne : après la défaite des franquistes le 14 mars (résolution du XVII^e Congrès du POSI)

La défaite des franquistes dans notre pays, l'immense rejet de l'Union européenne ouvrent de nouvelles perspectives pour les travailleurs et les peuples. Le XVII^e Congrès du POSI s'est réuni du 25 au 27 juin 2004. Et il s'est tenu dans une situation politique marquée par la défaite des fran-

quistes du Parti populaire (PP) et la formation d'un gouvernement du PSOE, parti majoritaire traditionnel de la classe ouvrière espagnole.

La défaite du Parti populaire est le résultat d'une situation de crise internationale. Le capitalisme impérialiste, malgré un dévelop-

pement sans précédent de la technologie, n'offre aux travailleurs et aux peuples que délocalisations, licenciements, réductions des droits, famine et guerre, destruction des ressources de l'humanité.

La guerre d'Irak démontre l'incapacité du capitalisme à offrir l'avenir d'un monde organisé, même à son seul bénéfice. Elle démontre seulement sa capacité destructrice, sans proposer à la place aucun ordre nouveau. De même, la formidable mobilisation populaire contre cette guerre, où les travailleurs et leurs organisations ont constitué les détachements d'avant-garde et ont fourni le gros des effectifs sur les cinq continents, démontre que les travailleurs sont disposés à résister dans l'unité aux plans des capitalistes.

La défaite électorale d'Aznar, ce remarquable scribe de Bush, est une manifestation de cette crise et de cette mobilisation. Elle est le résultat de la mobilisation ouvrière, jeune et populaire, qui commence avec la mobilisation contre la loi d'orientation universitaire, la grève générale du 20 juin, les manifestations lors de l'affaire du *Prestige*, qui font descendre dans la rue l'exigence de la démission du gouvernement, l'immense mobilisation contre la guerre, et, finalement, la mobilisation de millions de manifestants, qui, le 12 mars dans la rue et le 13 mars devant les sièges du Parti populaire, refusèrent le maintien au pouvoir de ce gouvernement de franquistes menteurs et manipulateurs.

L'élection de Zapatero avec plus de 11 millions de voix confirme encore une fois que la réorganisation des travailleurs utilise les organisations traditionnelles, et, dans notre pays, en premier lieu, le PSOE.

A présent, les travailleurs et les peuples exigent que le nouveau gouvernement prenne en charge leurs revendications. C'est le moyen le plus économique, et c'est celui-là que choisissent les travailleurs, comme nous le montre l'expérience.

Le gouvernement Zapatero a retiré les troupes d'Irak et a freiné quelques-unes des mesures programmées par le gouvernement Aznar. Cependant, par sa composition, et, sans aller plus loin, par le rôle de Solbes, et d'autres comme lui, et par son programme, il est bien loin d'être ce dont les masses ont besoin. C'est un gouvernement qui a déclaré sa volonté de se soumettre à l'Union européenne et à la monarchie. Et dès le premier jour, l'Union européenne avec ses attaques contre les chantiers navals, les paysans..., les

juges réactionnaires et l'Eglise n'ont pas cessé de faire pression sur le gouvernement pour qu'il tourne le dos au mandat populaire. Nous affirmons qu'il existe une contradiction entre le mouvement des masses, qui a porté Zapatero au pouvoir et exige qu'il satisfasse les revendications et qu'il "ne le déçoive pas", et la soumission du gouvernement à l'Union européenne et à la monarchie.

Le plus grand obstacle pour les travailleurs et les peuples est la soumission à l'impérialisme d'une bonne partie des dirigeants de l'Internationale socialiste, des PC, qui, de leur côté, cherchent à soumettre les syndicats ouvriers. Le tout avec l'aide inestimable des animateurs des forums sociaux, du Secrétariat unifié qui usurpe le nom de la IV^e Internationale et des groupes proches de lui, qui mènent le mouvement vers les impasses de la globalisation inhumaine. Tout comme la majorité des travailleurs, nous ne donnons aucun chèque en blanc à ce gouvernement, mais nous avons une pleine confiance dans le mouvement des masses, qui a été capable de battre le Parti populaire et de faire en sorte que les troupes espagnoles quittent l'Irak. Et nous sommes sûrs que de pareils faits peuvent se répéter.

C'est pourquoi notre position est d'être aux côtés des travailleurs et des peuples dans leur mobilisation et dans leur action politique. Nous ne soutenons pas inconditionnellement le gouvernement, mais nous soutiendrons toutes les mesures qu'il prendra pour la défense des travailleurs, en rupture avec l'Union européenne et l'appareil d'Etat de la monarchie héritière du franquisme. Concrètement, nous sommes avec les camarades de IZAR pour la défense des chantiers navals, avec l'UGT contre la baisse des pensions, nous sommes contre l'interdiction de la candidature nationaliste radicale, proche d'Herri Batasuna, pour l'annulation des contre-réformes d'Aznar. De même, nous considérons qu'il faut combattre toute mesure que prend le gouvernement contre les travailleurs, car cela signifie une rupture du mandat qu'il a reçu le 14 mars : gouverner pour l'immense majorité. Comme l'affirme le *Manifeste communiste*, la IV^e Internationale et ses sections font partie du mouvement des travailleurs et nous n'avons pas d'intérêts distincts de ceux de la classe travailleuse dans son ensemble.

Nous rejetons la position de ceux qui, face à chaque lutte, disent aux travailleurs qu'on ne peut pas se mettre en grève parce que les syndicats vont les laisser tomber.

Placer la dénonciation du gouvernement au-dessus de la nécessité de l'unité de la classe travailleuse, c'est diviser la classe travailleuse.

Les travailleurs et les peuples de l'Etat espagnol attendent du gouvernement qu'il ne se soumette pas à l'Union européenne et à la monarchie, qu'il gouverne en leur faveur.

Il est certain que ce seront les faits qui détermineront l'avenir de ce gouvernement : ou sa rupture avec l'Union européenne, en s'appuyant sur les masses, ou la rupture de divers secteurs des masses avec le gouvernement. Notre orientation de front unique ouvrier est le combat pour un authentique gouvernement ouvrier et paysan en rupture avec l'Union européenne et l'impérialisme.

Les élections européennes ont montré l'immense rejet, par les travailleurs de toute l'Europe, de l'Union européenne et de ses institutions, de l'euro, des délocalisations, des fermetures d'entreprises, du démantèlement des secteurs productifs, des privatisations, de la diminution des droits, du démantèlement des services publics. Mais, malgré cette énorme perte de légitimité, l'Union européenne doit poursuivre ses attaques contre les travailleurs et les peuples.

C'est pourquoi la conférence intergouvernementale des 17 et 18 juin a décidé de relancer la prétendue "Constitution européenne", qui concentre et approfondit toutes les attaques et implique que soit imposé, par-dessus la souveraineté de tous les pays, le pouvoir absolu des institutions antidémocratiques comme la Commission européenne. Laquelle, par exemple, alors que nous venons de chasser l'un des hommes du trio des Açores, veut nous imposer comme président Durao Barroso, l'amphitryon de cette infâme conspiration contre les peuples.

Aujourd'hui, il n'est pas possible de défendre les droits ouvriers et les conquêtes sociales sans l'indépendance des organisations des travailleurs par rapport à la Commission européenne et à sa Constitution.

Les organes confédéraux des CCOO et de l'UGT ont soutenu le projet de Constitution, mais nous considérons qu'il faudrait le débat le plus large pour que ces deux organisations puissent décider en connaissance de cause sur cette question centrale.

Pour notre part, nous proposons à tous les travailleurs et à la jeunesse de s'opposer au projet de Constitution, et nous les encourageons à organiser un large réseau de comités de lutte pour le non à la Constitution euro-

péenne, pour essayer d'empêcher que nos organisations ne s'intègrent dans ce dispositif anti-ouvrier et antisocial.

La défaite des franquistes dans notre pays, l'immense rejet de l'Union européenne ouvrent de nouvelles perspectives pour les travailleurs et les peuples, pour l'intervention en politique de centaines de milliers de travailleurs et de jeunes. Le congrès du POSI appelle les travailleurs à renforcer leurs organisations, leurs syndicats, à lutter pour leur unité et leur indépendance pour défendre les revendications et les droits des travailleurs et des peuples.

Nous affirmons qu'il est nécessaire et indispensable de combattre pour l'indépendance de nos organisations, pour des organisations qui ne prennent en considération que les intérêts des travailleurs, en travaillant au coude à coude avec les travailleurs de la famille socialiste, les communistes et les non-organisés, sur la base de la lutte commune pour l'émancipation des travailleurs.

Les militants du POSI œuvrent en toute circonstance pour regrouper les forces du mouvement ouvrier pour lutter dans ce but.

Le POSI inscrit son action dans le combat pour la république, pour l'Union des républiques libres, en rupture avec l'Union européenne et la monarchie.

Une lutte dont quelques composantes essentielles sont le droit à l'autodétermination des nationalités, ainsi que l'annulation de la loi des partis et autres mesures antidémocratiques, afin d'ouvrir une solution démocratique et pacifique à la question nationale. Dans la perspective de l'Union des républiques libres d'Europe, des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Le congrès du POSI a décidé de définir les tâches suivantes pour la prochaine période :

— Organiser le recrutement pour doubler les forces de la IV^e Internationale dans l'Etat espagnol.

— Aider les travailleurs à réaliser la volonté qu'ils ont exprimée le 14 mars en battant la réaction, en particulier grâce à des initiatives adressées au gouvernement pour qu'il réponde à leurs aspirations.

— Contribuer à regrouper les travailleurs organisés dans divers regroupements, ou non organisés, ainsi que les jeunes, sur la ligne du *Manifeste pour la démocratie, pour la défense des droits démocratiques et sociaux*.

— Participer à la campagne pour les droits des travailleurs et la souveraineté des

peuples, pour le non à la Constitution européenne, lancée par la II^e Rencontre ouvrière européenne.

— Développer la campagne internationale contre l'occupation de l'Irak et pour les droits des travailleurs irakiens, et contribuer aux initiatives de l'Entente internationale des travailleurs pour regrouper les forces ouvrières sur le terrain de l'indépendance de classe.

— Impulser la Commission ouverte pour la démocratie et l'indépendance syndicale.

— Aider la jeunesse à construire son organisation révolutionnaire.

Et, pour réaliser ces tâches, le congrès a adopté des mesures destinées à renforcer les publications et le dispositif de communication et de propagande, ainsi que les moyens organisationnels et financiers.

Ukraine, Russie, Géorgie, Moldavie : pour la défense et la reconquête des conquêtes d'Octobre

La deuxième rencontre internationale pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1917 s'est réunie, les 10 et 11 juillet 2004, à Kiev (Ukraine), organisée par la IV^e Internationale et sa section ukrainienne.

Elle a réuni une quarantaine de délégués, venus d'Ukraine, de Russie, de Moldavie et de Géorgie, ainsi qu'une délégation du secrétariat international.

Les responsables de Borotba ("La Lutte"), section ukrainienne de la IV^e Internationale, ouvraient la conférence en faisant le compte rendu de leur mandat sur la campagne engagée depuis la précédente rencontre, en décembre 2003, pour la défense du Code du travail soviétique. Plusieurs centaines de signatures, des milliers de tracts diffusés à l'entrée d'un certain nombre de grandes entreprises industrielles (expliquant et détaillant les mesures contre les femmes enceintes et mères de jeunes enfants, la suppression du contrôle syndical sur les licenciements, les attaques contre la journée de huit heures), de nombreuses réunions d'explication organisées avec des syndicats. Une campagne qui s'est menée jusque dans les couloirs de la Rada (le Parlement), où chacun des députés a reçu les documents justifiant l'appel à voter contre.

CONTRE LA DESTRUCTION DU CODE DU TRAVAIL SOVIÉTIQUE

Le 11 décembre 2003, en effet, les députés adoptaient en première lecture le projet gouvernemental de "réforme" (c'est-à-dire de

destruction) du Code du travail soviétique. Cela au mépris de toute souveraineté nationale, puisque cette "réforme" était directement dictée par l'Union européenne et la Banque mondiale. Ainsi, le point 12 de la déclaration conjointe adoptée lors du VII^e sommet Ukraine-Union européenne, signée par Léonide Koutchma, président de l'Ukraine, et Silvio Berlusconi, président du Conseil européen, Javier Solana et Romano Prodi, à Yalta, le 7 octobre 2003, décrétait, on ne peut plus clairement : "*Nous nous sommes mis d'accord sur le fait que l'un des moyens les plus efficaces de mettre à profit l'élargissement de l'Union européenne est, pour l'Ukraine, d'intensifier son effort d'alignement des normes et standards de sa législation sur ceux de l'Union européenne.*"

Cependant, le vote en deuxième lecture, qui devait avoir lieu avant la fin du mois de juillet à la Rada, fut soudainement repoussé, et reporte *sine die*, après l'élection présidentielle du 31 octobre 2004. Une décision appréciée comme un premier recul par les militants ukrainiens.

La défense du Code du travail — et de toutes les conquêtes subsistantes — n'est pas une question "ukrainienne", comme l'a souligné la rencontre, mais une question mondiale, qui pose le problème de la rupture avec le système de la propriété privée des moyens de production, un système mondial qui, pour survivre, se nourrit exclusivement de la destruction des conquêtes sociales (et, plus généralement, de tous les acquis de la civilisation).

C'est pourquoi la rencontre a pleinement intégré le compte rendu de la conférence de Genève organisée par l'Entente et l'importance

de la délégation reçue à l'OIT, rassemblant des syndicalistes américains, irakiens avec l'Entente.

Est-il exagéré de dire que l'Irak apparaît de plus en plus comme l'avenir que réserve l'impérialisme américain à l'ensemble des peuples et des nations de la planète ?

A peine sept mois après que, en Géorgie, un coup d'Etat, appelé "révolution de la rose", eut chassé l'ancien dignitaire stalinien Chevardnadzé, un militant géorgien expliquait à la rencontre :

« Malgré la situation sociale catastrophique, il existe encore une classe ouvrière et une paysannerie en Géorgie. Je crois cependant pouvoir dire que la Géorgie est aujourd'hui le pays de l'ex-URSS dans lequel les conquêtes d'Octobre, les conquêtes arrachées après la révolution ont été le plus mises à mal. En Géorgie, aujourd'hui, le taux de chômage approche des 40 % (...). Le salaire minimal et le minimum pour la retraite ne dépassent pas 9 dollars. La plupart des logements des quartiers ouvriers de Tbilissi manquent d'eau — chaude et froide — et d'électricité (...). Il y a cependant des grèves, des actions entreprises par les travailleurs sur la base de ce qui reste des vieux syndicats, qui ont lieu notamment dans certaines entreprises rachetées par des capitaux étrangers.

La chute du gouvernement qui régnait depuis douze ans a suscité beaucoup d'espoirs dans la population. Mais il est clair que ce qu'on appelle "la révolution de la rose" — bien qu'elle ait eu lieu sous des mots d'ordre "de gauche" — a été menée par des groupes financés ouvertement par le Fonds Soros et le gouvernement américain, en rapport avec leurs intérêts pétroliers dans la mer Caspienne. Bien que Mikhaïl Saakachvili, le nouveau président, jouisse encore d'une très forte popularité, il est clair que cela ne va pas durer. Depuis la "révolution de la rose", le processus de privatisation est beaucoup plus ouvert et rapide que sous Chevardnadzé. Interrogé par un journaliste qui lui demandait : "Qu'est-ce qu'on peut ne pas vendre ?", le nouveau ministre de l'Economie a répondu : "Mais tout peut se vendre et nous allons tout vendre." Le gouvernement a annoncé un plan drastique de réduction du nombre de fonctionnaires :

36 000 emplois doivent être supprimés, notamment dans la police, avec des baisses de salaire pour ceux qui resteront. Le pays est menacé d'être entraîné dans un bain de sang. Avec les affrontements qui se préparent en Adjarie, en Abkhazie et en Ossétie du Sud, des milices armées sont en train de se former en Géorgie et appellent "à faire couler le sang". Nous avons toujours vécu en bonne entente avec ces peuples, ils avaient les mêmes droits que nous. Aujourd'hui, tout cela est menacé, et la situation de notre pays est très difficile. »

Le Caucase est menacé de suivre le destin tragique que subissent déjà les peuples d'Afrique et d'Irak...

Et, pour accomplir cette tâche de destruction, l'impérialisme américain est allé chercher le personnel le plus « adapté » dans la bureaucratie stalinienne en décomposition.

Ainsi, Nino Bourdjanadzé, « numéro deux » du nouveau régime, est elle-même la fille d'une grande famille de dignitaires du régime stalinien (son père, très proche d'Édouard Chevardnadzé, fut ministre du Tourisme avant la chute l'URSS).

De même, en Moldavie, comme le racontait un jeune militant venu de cette république, peuplée de Russes, de Roumains et d'Ukrainiens :

« Je viens du seul Etat issu de l'ex-Union soviétique qui est encore gouverné par un "parti communiste". Dans le gouvernement, on trouve cependant les deux hommes les plus riches du pays. Le PC moldave est arrivé au pouvoir, il y a quelques années, sur des mots d'ordre tels que "Pour la baisse du prix du pain", etc. Depuis leur arrivée au pouvoir, jamais les produits alimentaires de base de la population n'ont autant augmenté : pain, saucisson, etc. L'offensive qui s'est menée contre les acquis sociaux issus de la révolution est elle aussi très avancée. Par exemple, nous les étudiants, contrairement à l'Ukraine ou à la Russie, n'avons plus droit aux transports gratuits depuis bien longtemps. Le salaire minimal de 250 leis (environ 20 dollars) ne permet pas de vivre et exige de chaque travailleur qu'il ait au moins un autre emploi en plus du sien. La Moldavie a perdu un million de citoyens qui ont émigré à l'étranger. C'est cette émigration qui tient à bout de bras une économie dévastée (...). Le gouvernement dirigé

par le Parti communiste ne peut faire face à cette situation, car il ne fait rien d'autre qu'appliquer les plans du FMI, de la Banque mondiale (notamment le programme "de développement de l'économie et de sortie de la pauvreté") et de l'OMC. Mais, malgré cela, et malgré la privatisation de grandes entreprises, comme Moltelecom, il reste encore de grosses usines qui sont propriété d'Etat. Il reste, même si cela est limité à la portion congrue, des segments de médecine gratuite, jusqu'à 400 leis. »

vacances gratuites dans des sanatoriums, bien que le syndicat lui-même reste totalement contrôlé par les autorités universitaires. »

La discussion a été amenée à soulever nombre de problèmes politiques auxquels les militants sont confrontés. Ainsi, une discussion s'est engagée sur la question de la Biélorussie.

Chacun sait que le régime de Loukachenko est aujourd'hui dans la ligne de mire de l'impérialisme américain en Europe : "le dernier dictateur d'Europe", repètent ainsi les médias aux ordres. "Peut-on être indifférent au sort de la Biélorussie ?", interrogea alors un autre participant. Y a-t-il une autre explication à l'attitude de l'impérialisme américain que ce qui est vérifié et vérifiable : c'est en Biélorussie que subsistent le plus grand nombre de segments issus de la propriété sociale, segments que, pour le moment et pour ses propres raisons, qui ne sont pas les nôtres, Loukachenko se refuse à liquider.

S'agit-il d'autre chose que des processus en cours au Venezuela, où l'impérialisme américain ne cache plus ses menaces d'intervention brutale, précisément parce que le gouvernement Chavez refuse de privatiser l'entreprise nationale du pétrole, propriété d'Etat ?

Dans ces conditions, la politique de l'impérialisme le plus puissant du monde menace de déstabilisation générale non seulement le Caucase et la Biélorussie, mais l'ensemble de la région.

Ainsi, alors qu'approche l'élection présidentielle en Ukraine, le gouvernement américain ne cache pas sa sympathie pour l'un des candidats, l'"oligarque" Youchenko, allant jusqu'à faire proférer des menaces, lors du dernier sommet de l'OTAN, contre le gouvernement ukrainien.

Le secrétaire général de l'OTAN, Jaaq de Hoop Scheffer, déclarait ainsi, lors du dernier sommet de l'organisation militaire de l'impérialisme américain en Europe :

"Nous saluons la volonté de l'Ukraine d'intégrer complètement l'OTAN (...), mais nous avons été très clairs : le succès de cette entreprise demande plus que des réformes militaires, elle demande un engagement ferme à l'égard des valeurs les plus importantes de l'OTAN"...

Les "valeurs" de l'OTAN, qui, hier, bombardait vieillards, femmes et enfants en ex-

LA BIÉLORUSSIE DANS LA LIGNE DE MIRE DE L'IMPÉRIALISME

Deux étudiantes de Russie participaient également à la conférence. Au moment même où le gouvernement de Vladimir Poutine est en train de faire passer une loi qui menace les avantages sociaux de différentes catégories de la population, segments des conquêtes d'octobre 1917.

Ainsi, selon une dépêche de l'AFP, datée du 2 juillet 2004, "la réforme entend mettre fin à toute une série d'avantages dont bénéficient des millions de Russes (héros du travail, héros de la Russie, vétérans, invalides à différents degrés), tels la gratuité des transports, de certains médicaments, ou encore les tarifs subventionnés pour le téléphone, pour les remplacer par des aides financières versées chaque mois. (...) Le projet a provoqué une vague de manifestations à travers toute la Russie."

Les déléguées russes ont témoigné de l'importance de ces mouvements de protestation parmi les étudiants et les enseignants.

« Récemment, à Saint-Pétersbourg et dans d'autres villes de Russie, les étudiants ont manifesté massivement contre le projet de loi qui leur supprime les transports gratuits. Ces manifestations n'ont pas été organisées par une organisation particulière, mais elles sont parties de groupes d'étudiants, de foyers d'étudiants (...). En Russie, la Constitution de la Fédération a maintenu que l'enseignement universitaire est gratuit, bien que, sur le terrain, les quotas de places "payantes" gagnent du terrain (...). Mais, cependant, ceux qui sont syndiqués continuent à avoir droit aux

Yougoslavie, cela n'a pas grand-chose à voir avec la souveraineté des peuples et la démocratie. Par contre, ces "valeurs" exigent d'"organiser une élection présidentielle libre et transparente" le 31 octobre prochain. Non pas que le président actuel n'ait pas fait preuve d'allégeance à l'égard de Busch. Le gouvernement ukrainien n'a-t-il pas, face à une opinion publique très majoritairement hostile, décidé d'envoyer 1 600 soldats participer au pillage américain de l'Irak ? Mais il ne fait pas assez vite, pas assez bien.

QUE RESTE-T-IL DES KOLKHOZES ?

L'incapacité des gouvernements actuels à aller plus vite et plus loin dans la destruction des segments de conquêtes issus de la révolution d'Octobre s'illustre par ce qui se passe dans les campagnes en Ukraine depuis la chute de l'URSS (une étude plus minutieuse serait bien sûr nécessaire, non seulement sur l'Ukraine, mais pour ce qui concerne la Russie et les autres républiques).

On sait comment la collectivisation forcée a été menée par la bureaucratie stalinienne, en Ukraine notamment. Elle a été menée avec les méthodes de la terreur policière, provoquant une terrible famine, qui fit plusieurs millions de morts. C'est ainsi que se multiplièrent les fermes collectives (kolkhozes et sovkhoses). A la chute de l'URSS, ces fermes ont juridiquement été liquidées par les nouveaux maîtres de l'Ukraine, issus de la décomposition de la bureaucratie stalinienne reconvertie à "l'économie de marché". Et, en même temps que l'on liquidait juridiquement les kolkhozes, l'Etat supprimait toutes les subventions aux clubs ruraux, jardins d'enfants et autres établissements, permettant une vie sociale dans les villages les plus reculés du pays.

Mais lorsque les nouveaux chantres de la propriété privée proposèrent aux kolkhoziens de devenir des fermiers privés, l'immense majorité d'entre eux refusa, arguant du fait qu'il leur serait impossible de bénéficier de techniques agricoles (moissonneuses, tracteurs, équipements pour l'élevage...) si chacun se mettait à travailler de son côté.

Et, bien que l'Etat n'achète plus les productions agricoles, bien que les banques — privées — refusent désormais tout crédit aux paysans, de 80 à 90 % des paysans, selon les

régions, ont maintenu ces formes d'exploitation collective de la terre (qui perpétuent, de façon dégradée, les formes d'exploitation des kolkhozes et subsistent sur le plan juridique, sous le nom d'"entreprises agricoles collectives").

La réaction de ces centaines de milliers de paysans n'est-elle pas une illustration, dans des conditions tout à fait différentes de celles où Trotsky l'exprimait en son temps, c'est-à-dire dans des conditions où les conquêtes d'Octobre ont été attaquées de toute part, dans le cadre de la gigantesque destruction de forces productives opérée par l'impérialisme, du fait que "*les conquêtes d'Octobre vivent dans la conscience des masses*" ?

Cette question de la défense et de la reconquête des conquêtes d'Octobre nécessite que soit poursuivie la discussion engagée par le premier numéro de la *Lettre de la IV^e Internationale* en langue russe sur la politique de ceux qui se réclament de la IV^e Internationale, à commencer par le Secrétariat unifié.

LA POLITIQUE D'OLEG SCHEIN, MEMBRE DU SECRÉTARIAT UNIFIÉ EN RUSSIE

Un groupe intervenant en ex-URSS sous le nom de "Comité pour l'Internationale ouvrière" (CWI) et rattaché au Socialist Party de Grande-Bretagne (une des fractions issue de la crise du groupe "The Militant") a fait savoir aux organisateurs de la conférence son intérêt pour la rencontre de Kiev.

Que dit donc cette organisation ?

Dans le dernier numéro du journal *Levyi Avangard* ("l'Avant-Garde de gauche"), le journal en langue russe publié à Moscou par le CWI (numéro 51, juin 2004), un article est consacré à la question du Code du travail en Ukraine. Après avoir fait une critique on ne peut plus juste du projet gouvernemental, que propose *Levyi Avangard* ? L'article se conclut ainsi :

« *Il y a cinq ans, en Russie, la tentative du gouvernement de détériorer sévèrement la législation du travail s'est trouvée confrontée à une forte résistance, non seulement des syndicats indépendants, mais de certains syndicats officiels. La campagne nationale "KZOT-STOP" (1) s'est*

(1) KZOT : initiales en russe de Code du travail.

QUAND LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ UTILISE LE DRAPEAU DU TROTSKYSME POUR DÉFENDRE LA "PRIVATISATION POPULAIRE"

Un responsable de la section ukrainienne expliquait ainsi : *"Il est important d'expliquer qu'en Ukraine même, nous avons sous-estimé la place qu'occupe aujourd'hui le Secrétariat unifié. En Ukraine, un seul individu se déclarait membre de ce courant depuis des années. Il s'agit de Kizima, l'idéologue du Parti socialiste d'Ukraine (un des nombreux partis issus de l'éclatement du parti de la bureaucratie stalinienne en Ukraine après 1991). Aujourd'hui, ils sont en train de prendre le contrôle d'un parti tout entier."*

Ce parti, qui présente son principal dirigeant, Alexandre Moroz, à l'élection présidentielle, vient d'effectuer un tournant radical. Qu'on en juge. Dans le numéro 1-2 (nouvelle série) de sa revue théorique *Vybir* ("Le Choix"), on trouve au sommaire deux articles de Daniel Bensaïd, un de David Mandel (deux dirigeants connus du SU), une interview exclusive de Jacques Nikonoff, le président de l'association altermondialiste ATTAC, sans oublier l'ensemble des résolutions des Forums sociaux mondiaux de Porto Alegre et les discours du "sous-commandant Marcos". Le candidat à l'élection présidentielle, Moroz, vient en toute logique d'annoncer qu'il organiserait le premier "Forum social ukrainien".

Et, dans la même revue, on peut lire le projet de loi déposé par Alexandre Moroz et deux autres députés du Parti socialiste d'Ukraine à la Rada (Parlement) sur "l'entreprise populaire". Il s'agit, d'après les auteurs de cette loi, de faire passer les entreprises sous contrôle de l'État sous celui des salariés eux-mêmes, notamment par le biais des collectifs de travailleurs. Et sur quoi porte l'article "théorique" de David Mandel ? Sur le "contrôle ouvrier", c'est-à-dire, dans un langage "radical", donner une couverture "trotskyste" à cette forme, la plus insidieuse et perverse, de privatisation, qui oblige les salariés à devenir leurs propres privatiseurs ! Le même David Mandel (Seppo), qui déclarait dans *Inprecor*, en 1989, que *"peu de gens contesteront que les entreprises soviétiques ont du personnel en surnombre et que l'efficacité économique demande une certaine redistribution, et donc une certaine mobilité de la main-d'œuvre"*.

Le prochain bulletin de la IV^e Internationale en langue russe comprendra un article sur cette politique.

poursuivie pendant deux ans, malgré la trahison de la direction de la FNPR (ex-syndicat officiel — NDT), et a réussi à faire retirer du nouveau Code du travail nombre d'aspects les plus odieux (...). Une telle campagne est indispensable aujourd'hui en Ukraine. »

Qu'est-ce que la campagne "KZOT-STOP" menée en Russie de 2000 à 2002, à laquelle fait référence *Levyi Avangard* ? En 2000, le gouvernement Poutine a proposé un projet de « réforme », c'est-à-dire de destruction du Code du travail soviétique. Le projet liquidait les conquêtes sociales majeures arrachées par la révolution d'Octobre et toujours inscrites, malgré les perversions de la bureaucratie stalinienne, dans le Code du travail (un projet dont le gouvernement ukrainien s'est ensuite largement inspiré pour son propre projet).

Parmi les dispositions détruites : le contrôle du comité syndical de l'entreprise sur les licenciements, la réglementation du travail de nuit, du travail des femmes, du travail des enfants et des handicapés et invalides, etc. Le problème se posait alors, comme en Ukraine aujourd'hui, de com-

battre pour la défense de ce qui avait été arraché par les générations précédentes.

Au lieu de cela, un député à la Douma (Parlement), Oleg Schein, membre connu du Secrétariat unifié (SU) en Russie, a présenté un "contre-projet" de réforme, un projet de "réforme alternative", comme il le déclara lui-même, et engagea une campagne de soutien à ce projet alternatif, campagne à laquelle fait référence *Levyi Avangard*.

La présentation de ce contre-projet, qui s'opposait directement au combat pour la défense du Code du travail soviétique — sous le prétexte que celui-ci n'était "plus adapté" aux conditions de la Russie de l'an 2000 —, entraîna alors une profusion de "projets de réforme alternatifs", puisque sept au total furent présentés. L'ensemble des syndicats fut ainsi divisé : certains défendant le Code du travail existant, d'autres soutenant tel ou tel "projet alternatif".

Ainsi, un militant de Saint-Pétersbourg, membre du comité d'organisation de la campagne de défense du KZOT dans cette ville, racontait-il en 2002 :

« De fait, il y avait, au sein du comité d'organisation, une minorité regroupant une partie des militants du RKRП (l'un des partis staliniens — NDR), des membres du syndicat des dockers et du Parti du travail de Russie (parti de Schein — NDR) qui ont activement participé à l'élaboration du projet Schein-Avaliani et qui ont tenté à plusieurs reprises de persuader les autres membres du comité de voter pour un soutien inconditionnel à ce projet comme étant le seul qui s'oppose à toutes les autres versions "réactionnaires" du Code du travail. Mais le comité et tous ses présidents ont maintenu fermement une ligne qui permettrait d'unir tous les opposants au projet de code gouvernemental et d'organiser une agitation compréhensible par les larges masses. Cette ligne s'exprimait au travers de trois slogans principaux : "Non au projet gouvernemental !" ; "Défense du Code du travail soviétique !" ; "Non à toutes contre-réformes des lois du travail, d'où qu'elles viennent !" »

De son côté, la direction des anciens syndicats officiels s'en tira à bon compte, puisqu'elle soutint un autre projet "alternatif"... et le coup de force de Poutine contre les droits des travailleurs russes put avoir lieu. Le Code du travail soviétique fut liquidé.

Il faut bien entendu répondre à une question : *Levyi Avangard* prétend que cette campagne menée par Oleg Schein "réussit à faire retirer du nouveau Code du travail nombre d'aspects les plus odieux".

Mais regardons concrètement ce que les travailleurs russes ont perdu avec le nouveau Code du travail de Poutine. Parmi ceux-ci, l'accord obligatoire du comité syndical de l'entreprise avant tout licenciement.

Sans oublier l'introduction de dispositions rendant extrêmement difficile la possibilité de protestations collectives et de grèves. Comment, dès lors, dire que cette campagne, menée ouvertement contre la défense de l'acquis existant, a eu des résultats "positifs" ?

Alors, est-ce qu'une telle politique a un rapport avec la IV^e Internationale ?

Et s'agirait-il là d'une erreur de parcours ? Dans un article consacré à l'ex-URSS en décembre 2001 dans *Inprecor*, la revue du Secrétariat unifié, Catherine Samary, l'une des dirigeantes de ce courant, écrivait : "Les formes, même dégradées, de socialisation, la désindustrialisation et la dégradation sociale rendent plus difficile les luttes collectives."

Que la désindustrialisation et la dégradation sociale rendent plus difficiles la lutte de la classe ouvrière, personne ne le conteste. Mais que signifie écrire : "Les formes, mêmes dégradées, de socialisation (...) rendent plus difficiles les luttes collectives" ? Faudrait-il croire que lorsque les oligarques mafieux ont tout privatisé, quand le Code du travail est brisé, quand on peut liencier une femme enceinte... les conditions de la lutte sont plus favorables ? (2).

Quel ouvrier sérieux, quel militant honnête et fidèle à sa classe peut croire cela ? Et comment le Secrétariat unifié et le CWI, qui appelle à répéter en Ukraine ce que Schein a organisé en Russie, peuvent ils mener une telle politique en se réclamant de la IV^e Internationale et de Trotsky ? Trotsky qui expliquait lui-même en 1939, dans une "Lettre aux travailleurs de l'URSS" : "Qui ne sait pas défendre les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles."

Cette discussion nécessite d'être menée jusqu'au bout. C'est dans cet objectif que les militants russes, géorgiens, moldaves et ukrainiens présents ont décidé d'élargir le comité de rédaction du bulletin de la IV^e Internationale en langue russe, afin d'en faire un instrument de discussion et de débat sur ces questions essentielles.

Dominique Ferré

(2) Cette politique de Schein n'a-t-elle pas un rapport avec sa décision de se présenter, aux élections législatives de décembre 2003 en Russie, sur les listes du bloc Rodina ("La Patrie"), un bloc électoral constitué par Sergueï Glazev, un ancien dirigeant du Parti communiste de la Fédération de Russie, avec le soutien ouvert du Kremlin, et dans lequel on pouvait trouver des partis tels que l'Union des citoyens orthodoxes, le parti "Pour la Sainte Russie" ou encore le parti Eurasie, c'est-à-dire des partis ultrachauvins, des partis qui ne font qu'exprimer le plus clairement la décomposition de l'impérialisme. Schein, qui ne s'embête pas avec ces "détails", explique dans *Inprecor*, revue du SU : "Je suis sorti du bloc Rodina quand il a pris un tour trop nationaliste, notamment avec l'arrivée de Sergueï Babourine. Mais, par la suite, une grande partie des nationalistes ont été exclus du bloc. Aussi est-il finalement intervenu dans les débats préélectoraux sur des thèmes plus sociaux que nationalistes." Donc, on s'allie avec tout le monde — y compris des partis que Schein lui-même décrit comme "trop nationalistes" — sans aucune frontière de classe, on est réélu à la Douma... puis on démissionne. Puis, enfin, on "revient" quand les gens "trop nationalistes" en sont exclus...

Le bureau panaméricain de la IV^e Internationale s'est constitué

Par Jean-Pierre Raffi

La IV^e Internationale s'est dotée d'un bureau panaméricain. Réunis à São Paulo, à l'occasion du congrès de la section brésilienne de la IV^e Internationale, les membres du conseil général des Amériques ont, sur proposition du Secrétariat international, décidé de constituer ce bureau, dont le siège est sur le continent américain. Il prendra en charge désormais toute la centralisation politique et l'activité d'intervention organisationnelle des sections de la IV^e Internationale du continent.

**“NOUS NE LAISSERONS PAS
LE VENEZUELA
DEVENIR UN NOUVEL IRAK !”**

Durant les quatre jours de réunion constitutive de ce bureau panaméricain, les délégués des sections sud et nord-américaines ont débattu de l'ensemble des questions qui se posent aujourd'hui sur le continent. Et la première d'entre elles a été l'exigence faite à tous les militants et organisations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie de se porter en avant aujourd'hui pour la défense de la souveraineté de la nation et du peuple vénézuéliens menacés par les actes d'ingérence de l'impérialisme nord-américain.

A la veille du “référéndum révocatoire” imposé au Venezuela par la prétendue “opposition” à Chavez, montée et financée directement par l'ambassade américaine, le sort du Venezuela, la possibilité que réussisse ce coup d'Etat “constitutionnel” après l'échec des précédentes tentatives militaires et insurrectionnelles, toutes fomentées par Washington, est une question qui concerne en effet tous les travailleurs et les peuples du continent. “*Nous ne laisserons pas le Venezuela devenir un nouvel Irak !*”, ont déclaré les délégués réunis. Ni un nouveau Chili. Ce qui se joue en effet dans ce “référéndum révocatoire”, qui aura lieu le 15 août au Venezuela, ce n'est pas une confrontation entre le gouvernement en place, dirigé par Chavez, et l'opposition ; c'est en réalité une confrontation entre l'impérialisme et un gouvernement légitimement élu par la nation vénézuélienne, le peuple vénézuélien.

Depuis l'élection du gouvernement légitime de Chavez, en 1998, l'impérialisme n'a cessé en effet de multiplier les tentatives de renversement de ce gouvernement et de se dresser contre le droit inaliénable du peuple vénézuélien à décider de son propre sort.

On rappellera seulement la première tentative de coup d'Etat, du 11 au 14 avril 2002, à propos de laquelle le journal nord-

américain *New York Times* lui-même révélait que l'ambassadeur américain au Venezuela, arrivé quelques jours avant le coup d'Etat, avait été l'un des seuls diplomates à rendre visite au "gouvernement" de P. Carmona Estanga, autodésigné par les putschistes. Sa visite était accompagnée de celle de deux officiers militaires américains de haut rang ; elle faisait suite à une intervention à peine camouflée, depuis des mois et des mois, des agents américains au Venezuela pour préparer le coup d'Etat.

On ne compte plus les prétendues "grèves générales", à l'instigation de l'organisation patronale, la Fédécamaras, qui ont jeté le pays dans le chaos, multipliant les affrontements violents, provoquant la mort de dizaines de personnes.

Et pourquoi ?

Parce que le peuple vénézuélien, ceux d'en bas, les millions de Vénézuéliens qui peinent et travaillent ou qui font partie de l'armée de chômeurs, les affamés, ceux qui vivent dans les bidonvilles, ont décidé de prendre en main leur sort et leur destin, pour vivre libres, travailler, faire vivre dignement leurs familles, sortir de la misère, sortir le pays de la soumission à la dette, au FMI, aux ordres de Washington.

Parce que le Venezuela possède d'immenses richesses pétrolières, parce qu'il est le troisième fournisseur de pétrole des Etats-Unis et l'un des principaux membres de l'OPEP (comme l'était l'Irak, saccagé, mutilé par la guerre atroce et l'occupation déclenchée par Bush et l'impérialisme américain).

Parce que ce gouvernement a empêché la privatisation du pétrole et a récupéré PDVSA (1) pour la nation vénézuélienne, défiant les intérêts des multinationales qui veulent piller les richesses naturelles, qui appartiennent au peuple. Parce que ce gouvernement a distribué des terres aux paysans sans terres, défiant les intérêts des latifundiaires qui concentrent la propriété des terres entre leurs mains.

"Ces raisons, qui provoquent la hargne du gouvernement des Etats-Unis, des multinationales et des élites privilégiées contre le gouvernement du Venezuela, sont pour nous des raisons pour intensifier la solidarité active avec la lutte du peuple vénézuélien dans tout le continent américain et à l'échelle mondiale",

déclarent des militants ouvriers syndicalistes péruviens, américains, brésiliens et équatoriens, qui viennent de lancer depuis le Pérou un appel unitaire : *"Halte à l'ingérence nord-américaine au Venezuela !"* Cet appel a déjà recueilli des milliers de signatures dans leurs pays et dans les différents pays du continent.

"Assez ! Bas les pattes devant le peuple et la nation vénézuélienne !

A bas toutes les tentatives de coup d'Etat, toutes les tentatives de subversion de la volonté populaire !

C'est aux peuples et à eux seuls qu'il appartient de choisir leur destin !

Nous appelons tous les travailleurs, tous les jeunes, tous les démocrates, du nord au sud du continent, à s'associer à cet appel et à prendre toutes les initiatives qu'ils jugeront utiles pour faire valoir cette exigence commune.

Soutien inconditionnel au peuple, aux travailleurs et à la jeunesse vénézuélienne !

Soutien inconditionnel à la nation vénézuélienne libre et souveraine !

C'est au peuple vénézuélien et à lui seul qu'il appartient de décider de son gouvernement !

Le pétrole vénézuélien appartient au peuple vénézuélien et à lui seul !

La patrie ne se vend pas ! le pétrole se défend !

Lambayeque, Pérou, le 12 juin 2004."

Au Brésil, où le gouvernement Lula a multiplié ces derniers temps les gestes d'inimitié, voire d'hostilité, à l'égard du gouvernement Chavez, allant jusqu'à refuser d'assurer la sécurité de celui-ci lors d'une récente réunion qui se tenait au Brésil, des militants responsables et élus du Parti des travailleurs, de la CUT, du MST viennent de publier une lettre ouverte à Lula, qui recueille partout des centaines de signatures.

« Monsieur le Président,

Le peuple travailleur du Brésil n'abandonnera pas le peuple frère du Venezuela. Il ne le laissera pas être transformé en un nouvel Irak. De quel "crime" l'impérialisme accuse-t-il le Venezuela et son gouvernement légitime ?

(1) La compagnie pétrolière nationalisée du Venezuela.

De la même manière qu'en Irak, il parle de démocratie et de liberté. La vérité est tout autre. Le gouvernement Chavez a distribué plus d'un million d'hectares de terres à plus de 120 000 familles sans terres, ce qui, pour un pays de 24 millions d'habitants, constitue l'équivalent de la distribution de terres à plus d'un million de familles au Brésil.

Le gouvernement Chavez s'est refusé à casser le monopole national du pétrole. Ce sont deux crimes impardonnables aux yeux des latifundiaires, des multinationales du pétrole et du gouvernement des Etats-Unis, car ils veulent contrôler les réserves de ce pays, qui est le cinquième exportateur de pétrole du monde.

Pour l'impérialisme, le gouvernement qui dit que le pétrole appartient à la nation et doit continuer à lui appartenir, un gouvernement qui donne la terre aux paysans, c'est un gouvernement qui doit être abattu.

Mais pour les travailleurs des villes et des campagnes, pour la jeunesse, un gouvernement qui dit que le pétrole appartient à la nation et qui donne la terre aux paysans, c'est un gouvernement qui doit être défendu quand il est menacé par l'impérialisme.

Monsieur le Président Lula,

Vous avez été aussi élu par le mandat du peuple. Vous avez aussi été élu pour garantir que le pétrole brésilien reste entre les mains de la nation brésilienne et pour que la terre soit distribuée aux millions de sans-terres.

Votre responsabilité, c'est de dire haut et fort au gouvernement Bush : ne touchez pas au Venezuela ! Le Brésil et le Venezuela sont des nations sœurs, qui doivent faire bloc pour défendre leur souveraineté, leur pétrole et leurs richesses. »

On mesure l'écho puissant de cette exigence aux résultats obtenus dès les premiers jours dans les assemblées ouvrières dans tout le pays.

Cette lettre a été présentée à l'assemblée générale des délégués de la CUT de l'Etat de Pernambuco (nord-est du Brésil), qui réunissait quelque 160 délégués. 123 des présents l'ont contresignée. Elle a été également adoptée par acclamation par 103 militants du PT réunis pour le lancement de la candidature du conseiller municipal Miranda, à Caieiras (dans l'Etat de São Paulo).

Plusieurs autres candidats et le directoire municipal de cette ville ont décidé d'organiser un meeting sur cette base. Neuf dirigeants de la CUT de Récife (Ceara) l'ont également signée.

A Maceio, 25 dirigeants de la CUT d'Alagoas (un autre Etat du nord-est brésilien) ont signé l'appel unitaire international lancé depuis le Pérou, à l'initiative de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, qui a déjà recueilli des signatures au Brésil, en Equateur, aux Etats-Unis, au Mexique, en Uruguay, en Guadeloupe...

Il ne fait aucun doute, cependant, que l'impérialisme américain est bien décidé à passer outre toutes ces manifestations de l'opposition des travailleurs et des peuples. Incertain sur le fait que même la fraude la plus cynique lui assurera un succès au référendum, il prépare déjà ouvertement le recours à un coup de force direct, comme en témoigne cette information parue dans la presse :

« Caracas, 15 juillet. Les représentants officiels du gouvernement vénézuélien ont réagi à une décision prise par une agence gouvernementale des Etats-Unis, qui vient de décréter que la compagnie pétrolière nationalisée du Venezuela, PDVSA, avait "exproprié" des avoirs appartenant à une entreprise américaine basée à San Diego, la Science Applications International Corporation (SAIC).

Lundi, l'organisme gouvernemental américain OPIC (Overseas Private Investment Corporation), une agence gouvernementale dont la fonction est d'évaluer les risques politiques des investissements américains dans les pays étrangers, a publié une décision acceptant les plaintes de la SAIC contre "l'expropriation" de ses avoirs par PDVSA. L'OPIC a accordé à l'entreprise (SAIC) une compensation financière de la part du gouvernement américain, dont le montant n'a pas encore été déterminé. La SAIC a des liens étroits avec le Pentagone et les deux agences de renseignements des Etats-Unis, la Central Intelligence Agency (CIA) et la National Security Agency (NSA), et aussi avec nombre d'anciens responsables des services de renseignements et du ministère de la Défense, qui siègent dans ses organes de direction.

L'essentiel de ces 3 milliards de dollars de revenus annuels proviennent

d'ailleurs de contrats passés dans le domaine de la défense et des renseignements avec le gouvernement des Etats-Unis (...).

Son comité directeur comporte ou a comporté l'ancien président de la NSA, Bobby Inman, l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense, Melvin Laird, l'ancien directeur de la division recherche et développement du Pentagone, Donald Hicks, l'ancien secrétaire d'Etat à la Défense, William Perry, l'ancien directeur de la CIA, John Deutsch, et l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates (...).

Les représentants officiels du Venezuela ont exprimé leur préoccupation sur les possibles raisons et conséquences de la décision de l'OPIC : "Nous pensons qu'il pourrait y avoir une grosse affaire à partir de là. Accuser le Venezuela d'avoir exproprié des avoirs américains est quelque chose de très sérieux", a déclaré un représentant du gouvernement vénézuélien, qui a demandé à conserver l'anonymat.

Ajoutant : "Cela pourrait être le commencement d'une nouvelle attaque contre Chavez. Ces gens-là (le gouvernement américain) et l'opposition (vénézuélienne) savent que nous sommes en tête et très largement dans les sondages, et ils ont besoin de nouvelles munitions à utiliser contre Chavez une fois que celui-ci aura remporté le référendum" » (diffusé par venezuelanalysis.com)

Précisons : dans la déclaration publiée le 14 juillet par Ali Rodriguez Araque, président de PDVSA, il est établi que l'entreprise SAIC a joué un rôle important dans les opérations de sabotages techniques durant la prétendue "grève du pétrole" lancée par le patronat vénézuélien avec le soutien des Etats-Unis contre Chavez il y a quelques mois.

Précision encore : la SAIC a réalisé des profits monstrueux, depuis un an, grâce aux gigantesques contrats qu'elle a obtenus... en Irak.

LA PRISE DE POSITION DU CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'AFL-CIO DE CALIFORNIE

La fédération de l'AFL-CIO de l'Etat de Californie (plus de 2 millions d'adhérents, un sixième des membres de la confédération) vient de tenir son 25^e Congrès les 13 et 14 juillet derniers, à San Diego, en Californie ; elle y a adopté une résolution dont l'importance est à souligner.

La fédération californienne de l'AFL-CIO vient en effet d'inviter la centrale syndicale à

"exiger la fin immédiate de l'occupation américaine de l'Irak et à soutenir le retrait du Patriot Act (1), ainsi que la réorientation des priorités nationales dans le sens des besoins de notre peuple".

Cette résolution fait explicitement référence au Venezuela, comparant les agissements actuels du gouvernement américain à ceux qui ont conduit au coup d'Etat chilien en 1973.

Dans le communiqué de presse spécialement consacré à cet événement, que nous publions ci-dessous, US Labor Against the War (la coalition syndicale américaine contre la guerre en Irak) a rendu compte de ce congrès.

(1) Le "Patriot Act" est une loi adoptée par le gouvernement Bush s'attaquant aux libertés, au droit syndical et à la vie privée au nom de la lutte contre le terrorisme (NDLR).

LA PLUS GRANDE FÉDÉRATION SYNDICALE AMÉRICAINE APPELLE À LA FIN "IMMÉDIATE" DE L'OCCUPATION DE L'IRAK PAR LES ÉTATS-UNIS

Le Congrès de la fédération de l'AFL-CIO de Californie a décidé à une écrasante majorité d'inviter l'AFL-CIO à *"exiger la fin immédiate de l'occupation américaine de l'Irak et à soutenir le retrait du Patriot Act, ainsi que la réorientation des priorités nationales dans le sens des besoins de notre peuple"*.

Cette décision a été inspirée par une résolution contre la guerre présentée par le conseil syndical de San Francisco, mais le comité des résolutions du congrès a ensuite proposé

(suite de la page précédente)

d'appeler au retrait des troupes *“dès que possible, dès que les conditions seront réunies”*. Lorsque le débat s'est ouvert, Nancy Wohlforth, vice-présidente de la fédération (et également secrétaire générale de la fédération des employés OPEIU et dirigeante de “Pride at Work”), a proposé de rétablir la formulation initiale exigeant la fin *“immédiate”* de l'occupation. Sa demande a été soutenue par Walter Johnson, secrétaire général du conseil syndical de San Francisco. Les 400 délégués, à une écrasante majorité, ont alors voté en faveur de cette exigence plus résolue. La force de ce vote apparaît comme le reflet de la profondeur de la colère des syndiqués contre la *“guerre préventive”* et contre l'occupation de l'Irak menées par l'administration Bush, au cours de laquelle plus de 850 soldats américains sont déjà morts et plus de 5 000 blessés depuis l'invasion de l'an dernier.

Un deuxième amendement a alors été présenté par John Dalrymple, président exécutif du conseil syndical de comté de Contra Costa, et par Alan Benjamin, membre de la section 3 de San Francisco du syndicat OPEIU, affirmant que la fédération AFL-CIO de Californie *“examine la possibilité de soutenir activement et de s'affilier à US Labor Against the War (USLAW)”*. USLAW est un réseau national d'organisations syndicales opposées à la politique américaine en Irak, qui compte plus de 80 syndicats locaux et nationaux, des comités contre la guerre et d'autres organisations ouvrières. Cet amendement a été adopté à une majorité écrasante, et le vote de la résolution entière ainsi amendée a réuni une majorité encore plus large.

La fédération AFL-CIO de Californie a aussi adopté, sans modification, une résolution exigeant plus de transparence et de comptes rendus dans les programmes internationaux de l'AFL-CIO. Elle presse l'AFL-CIO et son Centre de solidarité *“de faire preuve de la plus grande prudence dans la demande et dans l'acceptation de subventions données par le gouvernement américain, ses agences ou toutes autres institutions financées par lui”*, comme le Fonds national pour la démocratie (National Endowment for Democracy — NED), dans son action en Irak et ailleurs.

Cette résolution avertit que demander et accepter de telles subventions pourrait *“donner l'apparence, sinon l'effet, de faire de l'AFL-CIO un agent apparent du gouvernement américain et de sa politique étrangère”*, ce qui *“pourrait ternir la bonne réputation de l'AFL-CIO auprès des organisations syndicales d'autres pays et mettre en question la motivation et l'indépendance réelle de l'AFL-CIO dans ses relations internationales”*.

Le congrès a ainsi invité l'AFL-CIO à *“rendre pleinement compte de ce qui a été fait au Chili”*, au Venezuela et dans d'autres pays où des fonds du NED ont été distribués par l'entremise de l'AFL-CIO à des opposants aux gouvernements élus de ces pays.

Dans le cas du Chili, cela a mené au coup d'Etat et au renversement du gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende en 1973, et à la prise du pouvoir par la dictature de Pinochet ; et, dans le cas du Venezuela, à la tentative, qui fut mise en échec, de renversement du gouvernement de Hugo Chavez en 2003.

La résolution invite l'AFL-CIO à rendre compte, pays par pays, de ses activités et à *“renoncer (...) à tout lien qui pourrait compromettre notre crédibilité authentique, la confiance que les travailleurs, ici et à l'étranger, ont placée en nous, et qui ferait de nous des agents stipendiés du gouvernement ou des forces de la mondialisation patronale”*.

Le congrès a invité l'AFL-CIO à mener ses actions et programmes internationaux, autant que possible, par des financements issus directement de ses syndicats affiliés et de ses membres.

Cette résolution avait été présentée par les conseils syndicaux centraux de San Francisco, de Monterey Bay, de South Bay et par la section 393 de San Jose du syndicat des plombiers.

**“SANS ABANDONNER
SA PROPRE IDENTITÉ, CHAQUE
ORGANISATION OUVRIÈRE HONNÊTE
DANS LE MONDE ENTIER...”**

C’est dans ce cadre, en respectant les positions propres des uns et des autres, que le bureau latino-américain a inscrit l’ensemble de ses tâches vis-à-vis du Venezuela et dans tout le continent. Les délégués du bureau panaméricain ont souligné :

“Notre responsabilité comme IV^e Internationale est celle que Léon Trotsky a assumée vis-à-vis de Cardenas au Mexique lors de la nationalisation du pétrole.”

Gouvernement Cardenas que Trotsky qualifiait à l’époque de *“seul gouvernement courageux”* au monde, et à propos duquel nous faisons intégralement nôtre ce qu’il en disait :

“Le prolétariat révolutionnaire n’a aucune raison d’identifier son programme avec celui du gouvernement mexicain. Les révolutionnaires n’ont nul besoin de changer de couleur, de s’adapter et de jouer les flatteurs (...).”

Sans abandonner sa propre identité, chaque organisation ouvrière honnête dans le monde entier (...) a le devoir de prendre une position intransigeante face aux brigands impérialistes, leur diplomatie, leur presse et leurs mercenaires fascistes.

La cause du Mexique, comme la cause de l’Espagne, comme la cause de la Chine, est la cause de la classe ouvrière internationale. La lutte autour du pétrole mexicain n’est qu’une des escarmouches de la ligne avancée des batailles à venir entre les oppresseurs et les opprimés.”

C’est très exactement sur cette même base que la IV^e Internationale entend prendre aujourd’hui toute sa place aux côtés du peuple et des travailleurs vénézuéliens.

**LE CONGRÈS
DE LA SECTION BRÉSILIENNE
DE LA IV^e INTERNATIONALE,
COURANT *O TRABALHO*
DU PARTI DES TRAVAILLEURS
DU BRÉSIL**

Cette réunion du bureau panaméricain se tenait, nous l’avons dit, à l’occasion du congrès de la section brésilienne de la IV^e Internationale, courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs du Brésil. Celui-ci se tenait à un moment de très grandes difficultés pour les travailleurs et le peuple brésiliens, près de deux ans après que 53 millions d’entre eux aient porté au pouvoir le Parti des travailleurs et Lula pour que soient enfin prises les mesures permettant de commencer à rompre avec le cycle infernal qui enchaîne le pays à la dette et aux diktats du FMI, conduisant au chaos et à la barbarie. Le gouvernement Lula n’a fait, durant vingt longs mois, que reproduire et aggraver la politique de son prédécesseur Cardoso ; au gouvernement, le représentant du Secrétariat unifié pabliste, Miguel Rossetto, usurpant le sigle de la IV^e Internationale, conduit une politique qui refuse l’attribution des terres aux millions de sans-terres brésiliens et couvre la poursuite de leur massacre par les grands propriétaires terriens.

A l’issue de cet important congrès, les 52 délégués élus par les assemblées plénières du courant *O Trabalho* du Parti des travailleurs, tenues dans 12 Etats, réunis, conjointement avec les membres de la direction nationale sortante et les représentants du secrétariat international et du bureau panaméricain de la IV^e Internationale, ont adopté une lettre aux militants leur présentant les conclusions de leurs travaux.

Parmi les nombreuses résolutions et décisions adoptées les délégués au congrès de *O Trabalho* soulignons-en une qui concentre toutes les autres : la décision d’engager une campagne de masse, dans tous les Etats et toutes les villes du Brésil, pour la défense de la souveraineté de la nation sœur du Venezuela.

Après avoir rappelé les enjeux véritable de la tentative en cours visant à renverser

Chavez, les délégués affirment avec force que si,

« pour l'impérialisme, un gouvernement qui dit : "Le pétrole est à la nation et doit le rester", un gouvernement qui donne la terre aux paysans est un gouvernement qui doit être abattu »,

pour les travailleurs des villes et des campagnes, pour la jeunesse, à l'inverse,

« un gouvernement qui dit : "Le pétrole appartient à la nation" et qui donne la terre aux paysans est un gouvernement qui doit être défendu. Dès aujourd'hui

commence la mobilisation générale. Non au renversement du gouvernement Chavez ! »

Nous reproduisons ici l'essentiel de cette lettre, qui dégage la portée et les leçons du congrès d'une section de la IV^e Internationale.

Elle permet à tous les lecteurs de se faire une opinion sur ce que nous sommes et sur la place que nous les invitons à prendre avec nous dans le combat pour l'émancipation des travailleurs et des peuples.

LA LETTRE DU CONGRÈS DU COURANT O TRABALHO DU PARTI DES TRAVAILLEURS DU BRÉSIL À TOUS LES MILITANTS

"Camarades,

Vous le savez, nous le savons : la survie du régime capitaliste décomposé fondé sur la privation des moyens de production s'opère, dans le monde entier, au prix d'une destruction en masse des forces productives, à commencer par la principale : la force de travail, la classe ouvrière organisée pour défendre ses droits.

L'injuste et lâche agression contre le peuple irakien, la barbarie et la décomposition qui se sont installées dans ce pays sous l'égide des troupes d'occupation américaines et autres montrent au monde entier l'atroce avenir que lui réserve la poursuite de la domination impérialiste.

A cela, la IV^e Internationale oppose l'unité et la fraternité des travailleurs et des peuples, rassemblant leurs efforts contre l'opresseur et l'exploiteur communs. La IV^e Internationale est fière d'être partie prenante, dans le cadre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, de la campagne commune avec les syndicalistes américains, avec la Confédération internationale des syndicats arabes, avec la Confédération des conseils de syndicats d'Irak, pour le retrait des troupes et la défense des droits ouvriers en Irak.

Pour la IV^e Internationale, seule cette action commune, indépendante, des travailleurs et des organisations dans le monde entier peut faire barrage à la barbarie, préserver et reconquérir la démocratie, la souveraineté des nations, les droits et libertés indispensables au combat ouvrier indépendant.

Notre congrès a largement débattu de la situation au Brésil dans ce contexte international et continental. Le peuple du Venezuela n'est pas le seul à s'être engagé sur la voie de la mobilisation révolutionnaire des masses, pour préserver sa souveraineté. L'Argentine, la Bolivie, l'Équateur, le Pérou, dans les dernières années, ont connu de semblables développements.

Au Brésil même, la situation ouverte en octobre 2002 est loin d'être refermée.

Au moment où se tient notre congrès, chacun peut le constater :

- les ouvriers dans les usines occupées, qui combattent pour la nationalisation ;
- les paysans sans terre, qui multiplient les occupations ;
- les travailleurs, qui multiplient grèves et manifestations pour les salaires, pour le salaire minimum, pour les retraités... ;
- les jeunes et la population, qui, à Florianopolis, à Fortaleza, se dressent pour la défense des services publics et des droits de la population...

Tous se mobilisent pour que le mandat confié par le peuple travailleur en octobre 2002 soit appliqué.

Des millions, par les grèves et les manifestations, se dressent dans tout le pays pour que les revendications vitales du peuple travailleur soient satisfaites.

Nul ne peut contester que la situation soit difficile.

Mais rien ne peut justifier que, 20 mois après octobre 2002, la situation des masses opprimées continue de se dégrader, tandis que les profits des banques et des grandes entreprises continuent de progresser. Rien ne peut justifier, 20 mois après octobre 2002, que les paysans sans terre se voient chaque jour davantage pourchassés et assassinés par les grands propriétaires terriens, sûrs de l'impunité que leur garantit le refus du ministre Rossetto de s'engager sur la voie d'une sérieuse

(suite de la page précédente)

réforme agraire.

Pour le courant O Trabalho du Parti des travailleurs, il ne fait aucun doute que l'approfondissement du processus de mobilisation révolutionnaire en cours appelle une solution politique. Cette solution politique passe par la rupture du gouvernement Lula avec l'impérialisme.

Et dans l'immédiat : l'annulation de la dette, l'abrogation des mesures de privatisation et de rigueur découlant de 10 années du plan real, l'abrogation de la dictature du superavit primaire et de la loi de responsabilité fiscale, la nationalisation des entreprises liquidées, la distribution des terres aux paysans et la satisfaction des revendications ouvrières et populaires.

Oui, les millions, qui, dans tout le pays, manifestent et font grève ont pour eux la légitimité du mandat de 2002, qui doit être accompli.

L'aboutissement du mouvement en cours exige l'unité des rangs ouvriers, indissociable du combat pour préserver l'indépendance des organisations. Le courant O Trabalho du Parti des travailleurs met en garde contre toutes les tentatives de diviser, d'intégrer, et donc de détruire les organisations ouvrières. Considérant la CUT comme l'organisation de la classe ouvrière brésilienne consciente des ses intérêts, le courant O Trabalho du Parti des travailleurs combat pour l'unité de la CUT contre son intégration au Forum national du travail. Il appelle de même à déjouer les manœuvres de ceux qui, sous prétexte de contester l'orientation de la direction de la CUT, organisent la désaffiliation et la division de la centrale syndicale.

Travailleurs, ne vous laissez pas abuser. Unissez vos rangs pour défendre l'unité et l'indépendance de vos organisations, car, sans elles, la classe ouvrière n'est rien.

Le courant O Trabalho du Parti des travailleurs est la section brésilienne de la IV^e Internationale. Il porte haut, au Brésil, le drapeau sans tache de la IV^e Internationale. La IV^e Internationale n'a rien à voir avec ceux qui — tels Rossetto et Démocratie socialiste — usurpent son nom et participent au gouvernement pour piétiner les revendications des sans-terre. La IV^e Internationale n'a rien à voir avec ceux qui, usurpant son nom, appellent à détruire le Parti des travailleurs, comme le font Héloïsa Hélène et Joao Machado et leur parti, le PSOL, construit sur le modèle de Refondation communiste en Italie. La IV^e Internationale n'a rien à voir avec ceux qui, usurpant son nom, appellent ouvertement à détruire la CUT, comme le fait le PSTU.

La IV^e Internationale, en toute circonstance, est dans le camp des opprimés et des exploités. Le camp de ceux et celles qui combattent aujourd'hui pour que le Parti des travailleurs, conformément à ce pour quoi il a été fondé, constitue un gouvernement du Parti des travailleurs de rupture avec le FMI, pour la satisfaction des revendications. La IV^e Internationale est dans le camp de ceux et celles qui combattent pour l'unité des rangs ouvriers et l'indépendance de la CUT.

Camarades,

Notre congrès a pris d'importantes décisions visant au renforcement de notre organisation et à la publication hebdomadaire de notre journal.

Ces objectifs ne sont pas coupés des besoins de millions d'opprimés et d'exploités, ils ne sont pas coupés des besoins de la nation. Bien au contraire !

Renforcer le courant O Trabalho du Parti des travailleurs, c'est renforcer le combat pour que le gouvernement Lula rompe avec le FMI et l'ALCA, c'est renforcer le combat pour que le Parti des travailleurs rompe avec un cours qui l'éloigne chaque jour davantage de ses origines, c'est renforcer le combat pour que la CUT redevienne une centrale pleinement indépendante. C'est renforcer le combat pour que la classe ouvrière brésilienne, se saisissant de ses organisations, s'ouvre enfin la voie de la justice sociale et de l'émancipation.

Le congrès invite tous les militants à s'engager sur cette base dans la campagne des 30 candidats O Trabalho du Parti des travailleurs. Le congrès invite les militants à prendre en main la mise en œuvre des campagnes, en particulier le développement de la vente du journal, pour en faire l'organisateur collectif de la section brésilienne de la IV^e Internationale et permettre ainsi d'avancer pour le renforcement et la construction dans tout le pays du courant OT comme section brésilienne de la IV^e Internationale.

A bas la guerre, l'exploitation et l'impérialisme !

Pour l'indépendance du mouvement ouvrier et la rupture avec la bourgeoisie !

Pour la souveraineté des nations, du Brésil au Venezuela !

Vive la IV^e Internationale !

Vive sa section brésilienne, le courant O Trabalho du Parti des travailleurs !"

Sao Paulo, 4 juillet 2004,

PÉROU : GRÈVE NATIONALE À L'APPEL DE LA CGTP ET DES FRONTS DE DÉFENSE

Au même moment, au Pérou, c'est tout un peuple également qui se dresse pour sa survie et celle de la nation péruvienne. Dans l'éditorial du journal *El Trabajo*, édité par les militants qui combattent pour la fondation d'un authentique parti des travailleurs appuyé sur les syndicats et les organisations populaires, parmi lesquels les militants péruviens de la IV^e Internationale, on lit :

« Le peuple péruvien et la nation péruvienne sont debout pour défendre leur souveraineté menacée par les plans de l'impérialisme, comme est menacée la souveraineté de tous les peuples du continent. Le peuple péruvien se dresse comme le peuple frère du Venezuela pour dire : "Non à la destruction de la nation ! Non à l'ingérence impérialiste ! Les peuples sont libres et souverains !" »

Le pays avance aujourd'hui vers une explosion sociale. La responsabilité en incombe au gouvernement Toledo, qui continue à mettre en œuvre les injonctions du FMI et de la Banque mondiale, qui exigent le paiement de la dette externe, toujours plus de privatisations, l'accélération de l'entrée dans l'ALCA et l'approfondissement de la décentralisation-régionalisation, qui démantèle la nation.

Les travailleurs et la nation, tout le peuple péruvien ne supportent ni ne tolèrent plus ce gouvernement. Les événements de Llave, le soulèvement des paysans "cocaleros" et, dernièrement, la vague de protestations des étudiants des facultés de Villareal, de l'UNI, de Puno, de Trujillo..., sont autant de faits qui démontrent qu'une grande polarisation sociale est en train de se produire. L'"Accord national de gouvernabilité" a épuisé tous ses effets.

Dans ce cadre, la grève nationale du 14 juillet, appelée par la dernière assemblée nationale des délégués de la CGTP

et appuyée par les fronts régionaux de défense, l'UFREP et les autres centrales syndicales, le collège des professeurs, Pueblos Jovens et la Fédération des étudiants du Pérou (FEP), est le moyen dont vont se saisir le peuple et la nation pour exiger la satisfaction de leurs revendications et pour manifester leur volonté que soit établie la souveraineté de la nation face à l'impérialisme et au gouvernement Toledo.

La majorité nationale dit : "Dehors le gouvernement Toledo !" Et cette exigence s'exprimera avec force le 14 juillet.

La récente enquête d'opinion publiée dans La Republica (3 juillet 2004) le confirme lorsque, répondant à la question : "Pour quelle raison adhérez-vous à la grève nationale ?", 84,9 % des personnes interrogées répondent : "Pour la démission du président Alejandro Toledo", 5,1 % "pour un changement de politique économique" et 2,1 % "pour un changement de gouvernement".

La CGTP a, dans ces circonstances, une très grande responsabilité vis-à-vis du peuple et de la nation péruvienne.

Il incombe à la CGTP la responsabilité de convoquer tous les "comités unitaires de lutte" qui se sont formés au niveau de tous les départements du pays et les "fronts de défense", pour qu'ils se réunissent avec le "comité national de lutte" (formé à l'initiative de la CGTP, avec les directions des autres centrales syndicales — NDT) en une "Assemblée nationale d'urgence" pour sauver la nation et le peuple péruvien en rompant avec les diktats de l'impérialisme nord-américain » (Lima, le 10 juillet 2004).

Bien d'autres questions — Uruguay, Chili, Mexique, Caraïbes, Equateur... — ont été abordées au cours des quatre jours de travail du bureau panaméricain à São Paulo, qui sont rapportées dans le bulletin mensuel d'information à l'intention des sections de la IV^e Internationale des Amériques, dont la publication régulière a été décidée à cette occasion. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans nos prochains numéros.

Jean-Pierre Raffi

La lutte pour un parti noir aux États-Unis : fondements théoriques et quelques expériences récentes

Par Alan Benjamin

La position prise en faveur d'un parti noir indépendant aux États-Unis plonge ses racines dans l'histoire et les traditions du Socialist Workers Party (1). Il a pour origine les discussions entre Léon Trotsky et les dirigeants du SWP en 1938, ainsi que la résolution qui a résulté de ces discussions en 1939, intitulée "*Le SWP et le travail en direction des Noirs*" (adoptée par le congrès national du SWP – 1^{er} au 4 juillet 1939). Ces discussions et cette résolution ont été publiées par le SWP dans un recueil, sous le titre : "*Léon Trotsky, le nationalisme noir et le droit à l'autodétermination*" (Pathfinder Press).

Les raisons politiques de cette position pour un parti noir ont été fournies dans divers documents du SWP. Les motifs avancés étaient les suivants :

"La révolution américaine à venir aura un caractère combiné. Ce sera une révolution socialiste menée par la classe ouvrière et ses alliés contre la bourgeoisie. Dans le même temps, ce sera une révolution de libération nationale menée par les Noirs et les autres nationalités opprimées. Ce n'est que par la mise en place d'un pouvoir ouvrier dans ce pays que cette lutte combinée aboutira à une conclusion couronnée de succès.

Seul un gouvernement basé sur la classe ouvrière opprimée et l'ensemble des opprimés pourra garantir les droits démocratiques de toutes les nationalités opprimées. Il ne peut y avoir de solution pour les revendications démocratiques et nationales pour les nationalités opprimées en dehors du règlement du problème de l'exploitation capitaliste par les travailleurs. La révolution, pour être victorieuse, doit combiner l'accomplissement des tâches inachevées de la révolution démocratique — incluant le droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités opprimées — et la révolution socialiste.

Le parti révolutionnaire soutient l'organisation indépendante des Noirs et des autres nationalités opprimées. Cela fera progresser tant leurs propres luttes pour l'autodétermination que le combat de la classe ouvrière dans son ensemble" ("A propos du nationalisme noir et du

(1) Socialist Workers Party (SWP) : organisation trotskyste américaine fondée dans les années 1930, et qui constituait alors l'une des principales organisations qui fondèrent la IV^e Internationale. Ultérieurement, le SWP, étant membre du Secrétariat unifié et refusant de rompre avec lui, connut dans les années 1970 à 1980 un processus qui finit par le transformer en une organisation castroïste.

droit à l'autodétermination", 28 février 1939. Voir l'exposé plus complet des positions de Léon Trotsky concernant le parti noir en Annexe 1).

Les Noirs sont partie constituante de la nation américaine. Le combat pour leur émancipation était au cœur de la deuxième révolution américaine — la guerre de Sécession. Mais l'échec, ou, plus exactement, les limitations de la période de reconstruction radicale après la guerre ont permis de reléguer la lutte pour la liberté des Noirs dans les abysses de la ségrégation et des "Jim Crow" (2).

RÉSOLUTION DU SWP EN 1963

La résolution adoptée par le congrès du SWP de 1963 s'intitule : *"La liberté maintenant: une nouvelle étape dans le combat pour l'émancipation des Noirs et les tâches du SWP"* (Pioneer Publishers, octobre 1963).

C'est un des argumentaires les plus solidement établis par le SWP sur la question du parti noir et la façon dont la lutte pour le parti noir s'intègre dans la lutte générale pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière.

Malheureusement, l'orientation politique contenue dans ce texte devait être bientôt abandonnée sous la pression "sectorialiste" (3) des mouvements qui se sont développés dans les années 1960.

Dans cette résolution de 1963, le chapitre sur *"L'action politique indépendante"* (chapitre VII) exprimait un point de vue correct concernant l'articulation de la lutte pour un parti noir et celle pour un parti ouvrier en définissant *"l'Alliance entre les Noirs et les ouvriers"*. Solidement appuyé sur ce que Trotsky avait appelé *"le développement dialectique de la lutte des Noirs pour l'autodétermination"* au cours de ses discussions avec Curtis et C.L.R. James, la résolution affirmait que les Noirs devaient se *"distinguer"* comme tels des Blancs et constituer leur propre parti politique indépendant, de façon à ensuite *"s'unir à la classe ouvrière blanche dans la lutte générale contre le capitalisme"*.

Cette résolution notait que

"si la communauté noire est pour l'essentiel composée de prolétaires, le peuple noir représente plus qu'un secteur surexploité de la classe ouvrière et le mouvement noir n'est pas simplement un secteur du mouvement ouvrier en général. Comme minorité opprimée (...), ils occupent une position particulière dans la société, et leur conscience est influencée par des facteurs raciaux et nationaux autant que de classe."

(Nombre des militants qui s'opposent aujourd'hui à cet appel à la constitution d'un parti noir ont pour argument que si, à la fin des années 1930, les Noirs étaient dans leur grande majorité des prolétaires et des opprimés, ce n'est plus le cas en ce début de XXI^e siècle. Mais il suffit de jeter un coup d'œil au *Rapport sur l'Amérique noire* publié en 1992 par la National Urban League pour voir confirmer les conditions terribles dans lesquelles se trouvent la masse des Noirs aux États-Unis. Il faut ajouter que les statistiques des 12 années écoulées depuis la publication de ce rapport montrent que la situation n'a fait depuis que s'aggraver. Voir Annexe 2.)

La résolution de 1963 continuait en indiquant que *"le mouvement ouvrier et le mouvement noir suivent chacun leur propre chemin"*, mais soulignait le fait qu'ils

"marchaient vers une destination commune, et que la libération de l'oppression pour les Noirs et de l'exploitation pour les travailleurs ne pouvait se réaliser qu'à travers la victoire de la lutte commune contre le capitalisme. Les Noirs ne peuvent gagner dans leur lutte pour l'égalité sans une alliance avec la classe ouvrière."

Notant ensuite que *"les rythmes de développement de ces deux mouvements sont inégaux"*, la résolution insistait sur la nécessité pour *"les Noirs de commencer par s'unir"* (dans leur propre parti) pour être capables *"d'aboutir à une alliance sur une base d'égalité, pour pouvoir être raisonnablement sûrs que leurs revendications et leurs besoins propres ne soient pas négligés ou trahis par leurs alliés"*.

(2) Jim Crow : littéralement : Jim le Corbeau. Nom méprisant donné aux Noirs.

(3) Sur cette question, lire l'article d'Alan Benjamin dans *La Vérité*, n° 36.

Enfin, la résolution indiquait qu'il n'y a aucune contradiction entre le fait de se prononcer pour un parti noir et celui de se prononcer pour un parti ouvrier (Labor Party) :

“Notre soutien à un tel parti (noir) n'entre en aucun cas en conflit avec (...) notre lutte permanente pour un parti ouvrier (...). Bien au contraire, nous pensons qu'un parti noir (...) et un parti ouvrier auraient beaucoup de choses en commun dès le départ, travailleraient ensemble à des fins communes et tendraient dans le cours de leur activité commune à établir des liens d'organisation étroits, ou même à se regrouper dans un seul parti fédéré.”

La résolution explique plus loin qu'en fait, si un parti noir se formait en premier, il représenterait une incitation majeure au développement d'un parti ouvrier (Labor Party) :

“La création d'un parti noir présentant ses propres candidats déstabiliserait toute la structure politique jusqu'à ses fondations. Les partisans d'une rupture du mouvement ouvrier d'avec les vieux partis bénéficieraient d'une audience meilleure et plus large dans les rangs de la classe. La création d'un parti noir se ferait par conséquent non seulement au bénéfice des Noirs, mais à celui de ses alliés actuels et potentiels.”

RUPTURE AVEC LA MÉTHODE DE TROTSKY

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, le SWP rompit avec la méthode contenue dans sa résolution de 1963, qui consistait à lier entre elles les questions du parti noir et du parti ouvrier (Labor Party). La lutte pour un parti noir fut détachée de celle pour l'action politique indépendante de la classe ouvrière dans son ensemble.

L'orientation axée sur le mouvement ouvrier et le combat pour construire un parti ouvrier s'appuyant sur les syndicats se retrouva à l'arrière-plan.

Comme je l'ai indiqué plus haut, à la place de cette orientation surgit une *“approche sectorielle”*, dans laquelle tous les divers secteurs entrés à cette époque dans l'action politique furent considérés comme des alliés effectifs ou potentiels du

parti noir, à l'exclusion de la classe ouvrière organisée en tant que telle.

(Le SWP devait critiquer plus tard sa propre vision *“sectorielle”*, et la caractériser comme une adaptation impressionniste aux mouvements sociaux actifs à l'époque. Cela est le plus clairement indiqué dans la résolution du SWP de 1975 — qui ne tire cependant pas clairement l'ensemble des leçons de la façon dont ce *“sectorialisme”* a isolé la lutte pour un parti noir de la lutte pour un parti ouvrier.)

Voici un exemple, entre autres, des effets de cette approche sectorielle sur l'orientation concernant le parti noir. La résolution adoptée par le SWP en 1967, intitulée *“La question du parti noir”* explique :

“Une fois qu'un parti noir indépendant aura la capacité et les compétences nécessaires pour rechercher des alliances et les passer à ses propres conditions, il deviendra également possible de passer des accords utiles avec d'autres forces du pays.

Parmi elles, les jeunes révoltés, en particulier chez les étudiants ; le mouvement antiguerre ; les hispanophones (Américains portoricains et Américano-Mexicains) ; les Indiens d'Amérique, dont le sort est négligé par presque toutes les forces de ce pays ; les travailleurs pauvres blancs ; et les opposants radicalisés tant au capitalisme qu'à la bureaucratie syndicale (...).

Les ennemis des ennemis du peuple noir de ce pays pourront devenir des partenaires sur certaines questions et pour des périodes données, quelle que soit leur position à long terme.”

Dans cette résolution de 1967, non seulement le SWP abandonne toute référence à la classe ouvrière (les travailleurs blancs pauvres devenant juste un secteur parmi d'autres, tels les jeunes révoltés et les militants antiguerre), mais il remet en cause la compréhension que l'égalité des Noirs ne peut être atteinte sans une fusion avec la classe ouvrière.

Désormais, cette approche *“sectorielle”* du parti noir devait fournir la base des arguments et de l'implication du SWP dans les mouvements pour un parti noir, même si la résolution de 1975 rejette formellement le *“sectorialisme”*. La continuité avec la méthode de la résolution de 1963 était rompue.

ADAPTATION AU NATIONALISME NOIR

Dans ma *“Contribution à une histoire de la IV^e Internationale aux Etats-Unis”* je suis revenu dans le détail sur la position du SWP sur la question du combat pour un Labor Party (1). J’ai mis en évidence son renoncement, de fait, à rechercher les moyens de poser cette question du parti ouvrier autrement que de manière propagandiste dans ses campagnes électorales. J’ai souligné que, dans la période de l’après-guerre, en particulier à la fin des années 1940, il y a eu des occasions innombrables d’aider à mettre sur pied un parti ouvrier (Labor Party) sur une base locale et même régionale dans tout le pays.

C’est ce même problème fondamental de méthode qui a imprégné l’attitude du SWP vis-à-vis du parti noir, et qui l’a conduit à la fois à s’adapter aux faiblesses politiques du mouvement nationaliste noir et ensuite à adopter une position sectaire.

Le SWP — et en particulier l’un des ses dirigeants, George Breitman — a suivi de près l’évolution politique de Malcolm X. Mais si l’on étudie de plus près les écrits de Breitman et du SWP, on s’aperçoit qu’ils sont marqués par l’adaptation aux positions politiques de Malcolm (un autre article serait nécessaire pour étayer pleinement cette affirmation).

Et la raison de cette adaptation, c’est le renoncement à la lutte pratique pour un parti ouvrier, qui a conduit les dirigeants du SWP, dialoguant avec Malcolm X, à ne pas poser ouvertement la question de la lutte pour un parti noir en liaison avec la lutte plus générale pour un parti ouvrier (Labor Party).

En fait, même si le SWP, à différentes étapes de son existence, a été capable de mettre en œuvre la ligne définie par Trotsky lors de ses discussions avec les dirigeants du SWP à Coyoacan, au Mexique, en ce qui concerne le parti ouvrier et le parti noir, il n’a jamais pleinement assimilé cette méthode.

C’est la raison pour laquelle le SWP, à chaque fois qu’il se trouvait confronté à la possibilité d’ouvrir la voie à la formation

d’un parti noir — que ce soit en relation avec Malcolm X, ou plus tard en relation avec les Panthères noires, ou encore à la fin des années 1970 en relation avec le Parti politique indépendant national noir (NBIPP) —, a toujours oscillé entre l’adaptation opportuniste et le sectarisme.

Le meilleur exemple de tournant sectaire est celui de l’expérience du NBIPP.

LE PARTI POLITIQUE INDÉPENDANT NATIONAL NOIR (NBIPP) ET LE SWP

Tout au long des années 1970, aux Etats-Unis, un mouvement se développe pour la constitution d’une expression politique indépendante des travailleurs et des militants noirs. Des conférences sont organisées. Plus de 1 000 délégués se regroupent à Gary, dans l’Indiana ; d’autres le font à Baltimore, à Saint Louis et dans d’autres grandes villes, au cours de sept années qui sont autant d’étapes vers la formation du Parti politique indépendant national noir (NBIPP). Finalement, en novembre 1980, le NBIPP est créé par un congrès fondateur à Philadelphie, auquel participent plus de 1 500 délégués.

La charte pour la libération des Noirs fondant le NBIPP a été le produit d’années de discussions politiques entre militants noirs. On y lit :

“En conséquence, nous adoptons cette Charte pour un Parti politique indépendant national noir (NBIPP), qui sera en premier lieu noir en ce qu’il cherche à organiser d’abord et avant tout ceux qui sont d’origine afro-américaine ; national, parce qu’il cherche à organiser les Noirs dans tous les Etats et régions de ce pays ; indépendant, parce qu’il sera financé, renforcé et dirigé par des Noirs et non par leurs oppresseurs.

Et en conformité avec notre croyance en la valeur et la dignité de notre histoire et de notre culture, et dans le respect et la tolérance de toutes les autres cultures, ce sera un parti, dans le sens où il doit refléter les multiples facettes de la nature sociale, économique et politique du pouvoir, et il devra s’organiser pour s’opposer aux multiples formes de l’oppression imposées à la masse du peuple noir.

(1) *La Vérité*, n° 36, nouvelle série.

Notre parti n'aura rien à voir avec les Partis démocrate et républicain. Notre parti est une organisation politique qui prend en charge les besoins du peuple et invite le peuple à soutenir un programme. Il synthétise les aspirations du peuple et commence à les définir politiquement. Notre parti est une formation qui se bat pour le pouvoir au sein des institutions socio-économiques.

Les deux grands partis (le Parti républicain et le Parti démocrate) nous ont trahis parce que leurs intérêts sont pour l'essentiel contradictoires aux nôtres. Ils ont systématiquement utilisé le pouvoir et le gouvernement pour mettre en œuvre une politique de sous-développement économique, d'exploitation politique et de destruction culturelle des Noirs. Leur politique est chargée de mépris pour les intérêts des Noirs et ils n'existent que pour maintenir en place le système politique et socio-économique actuel."

Et dans la sous-section de plate-forme du parti concernant la politique électorale, la charte établit :

"La stratégie électorale du NBIPP est indépendante des Démocrates, des Républicains et de tous les autres partis."

La charte du NBIPP inclut également les revendications suivantes : travail à plein temps, des emplois pour tous, fin des pratiques de discrimination raciste dans l'emploi, fin des fermetures d'usines, abrogation des lois antigrevés ; et elle appelle à la mise en place de plans pour le développement massif des services publics, des programmes donnant la priorité aux Noirs dans toute une série de domaines "*Affirmative Action !*" et des programmes de protection sociale pour tous.

LE NBIPP NE ROMPT PAS AVEC LES DÉMOCRATES

En dépit de ce programme très progressiste et du fait que des dizaines de milliers de militants noirs se soient regroupés pour construire le parti autour de ce programme de lutte, le NBIPP a été incapable, au cours de ses quatre brèves années d'existence, d'appliquer sa charte. Il a en ce sens été incapable de répondre à un potentiel énorme.

Les raisons de l'échec du NBIPP ne sont pas difficiles à comprendre : la direction du NBIPP a maintenu "une double stratégie", consistant à avoir un pied dans le Parti démocrate et l'autre dehors. Les intellectuels noirs, essentiellement d'origine petite-bourgeoise, qui se sont retrouvés à sa tête après le congrès de fondation du NBIPP n'avaient pas rompu avec les démocrates. Ils prétendaient qu'il était nécessaire d'avoir une "*stratégie de l'intérieur*" et de soutenir "*les démocrates progressistes*" comme Jesse Jackson, tout en travaillant "*à l'extérieur*" à construire le NBIPP.

C'est cette violation de l'orientation politique développée dans sa propre charte qui a enfermé le NBIPP dans le cadre du bipartisme. Du fait de cette stratégie erronée, le NBIPP n'a jamais pu présenter ses propres candidats contre les démocrates et les républicains. Il n'a jamais eu la possibilité de mettre en œuvre sa propre charte. En fait, il n'a jamais fonctionné en quoi que ce soit comme un véritable parti politique. Par conséquent, la plupart des gens ignorèrent même son existence.

Lorsque Jesse Jackson a décidé d'organiser sa "coalition Arc-en-ciel" avant l'élection présidentielle de 1984, le parti n'était guère préparé à faire face à la pression pour l'absorber au sein de la coalition de Jackson dans le Parti démocrate. En juillet 1984, le NBIPP était dépourvu d'existence. La plupart de ses dirigeants allaient bientôt devenir les principaux organisateurs de la coalition Arc-en-ciel de Jackson.

LE SECTARISME DU SWP

Au printemps 1982, frustrés de voir que la direction traître du NBIPP n'avait ni imprimé ni diffusé sa propre charte, le SWP prit les devants et imprima la charte du NBIPP en s'auto-accordant l'imprimatur.

Les militants noirs de tout le pays, y compris ceux qui s'opposaient à la capitulation politique de la direction du NBIPP devant les soi-disant "progressistes" noirs au sein du Parti démocrate, furent scandalisés que le SWP prenne cette décision unilatérale.

Cette attitude sectaire fournit à la direction du NBIPP le levier dont elle avait besoin pour exclure du NBIPP un grand nombre de membres affiliés à des courants “gauches”, en particulier des dizaines de membres du SWP.

Plutôt que de chercher à constituer une aile militante dans le NBIPP qui se batte pour défendre la charte du NBIPP, plutôt que de proposer à la gauche du NBIPP que cette aile gauche publie la charte et combatte pour son application (après avoir mené jusqu’au bout la bataille nécessaire au sein du parti pour exiger que la direction applique le mandat du congrès de fondation), le SWP a fait cavalier seul.

Il a été considéré par tous les militants du NBIPP, même ses anciens alliés, comme un groupe de “braconniers” — autrement dit, comme un groupe extérieur, dont le seul intérêt était de recruter pour son propre compte d’organisation essentiellement blanche, aux dépens de la construction du NBIPP. Cette action sectaire du SWP a, de plus, permis aux dirigeants fourvoyant le NBIPP de se déga-ger.

Les membres du SWP — y compris des vieux militants qui avaient travaillé étroitement avec Malcolm — furent isolés et exclus du NBIPP, sans l’opposition de quiconque dans le parti.

Il est vrai que si le SWP avait poursuivi cette bataille dans le respect des principes sur une ligne de front unique — autrement dit, s’il avait cherché véritablement à grouper une véritable coalition au sein du NBIPP pour mettre en œuvre la charte —, il n’y avait aucune garantie qu’il réussisse. Il est tout à fait possible que les faibles forces du SWP n’aient pas réussi à préserver le NBIPP comme instrument de lutte.

Mais le combat pour préserver le NBIPP sur un axe de front unique aurait maintenu vivace la lutte pour un parti noir, maintenu la cohésion de son aile marchante permettant de relancer l’effort lorsque la situation serait mûre.

Au lieu de cela, le SWP a sali la réputation du trotskysme aux yeux de milliers de militants noirs qui en étaient venus à respecter le SWP pour son soutien au combat pour une action politique indépendante des Noirs.

LE COMBAT POUR UN PARTI NOIR AUJOURD’HUI

L’une des tâches majeures des trotskystes organisés dans Socialist Organizer aujourd’hui est de continuer la lutte difficile, mais essentielle, pour la construction d’une expression politique indépendante des travailleurs noirs en liaison avec le parti ouvrier.

Depuis sa fondation en 1991, Socialist Organizer appelle à

“la constitution d’un parti ouvrier noir, conscient de la nécessité d’aider à orienter le parti noir à venir vers le parti ouvrier, afin que le parti ouvrier noir ne soit pas isolé du parti ouvrier et de la classe ouvrière dans son ensemble, mais devienne un élément constituant essentiel du parti ouvrier — quelque forme que cela prenne”.

Ce qui est en jeu aujourd’hui, c’est le combat pour un parti ouvrier noir, et non un parti noir, car 50 ans après le lancement de cette discussion par Trotsky et C.L.R. James, il y a eu la croissance importante d’une bourgeoisie et d’une petite bourgeoisie noire, avec même certains secteurs noirs au sein de l’establishment de la classe au pouvoir. Dans les années 1940, la population noire était essentiellement prolétarienne. Il n’était pas nécessaire de spécifier la nature de classe de ce parti, elle était sous-entendue, ou, plutôt, résumée par le titre de parti noir. Ce n’est pas le cas aujourd’hui.

La mise en place d’un parti ouvrier noir comme composante du mouvement pour un parti ouvrier aura un rôle décisif dans le développement du Labor Party lui-même et de sa capacité à devenir l’instrument de la défense conséquente des intérêts de la classe ouvrière et des masses opprimées.

Se battre pour un parti ouvrier noir n’est pas une abstraction ou une réaffirmation d’une position correcte, mais dépassée. La formation, il y a quelques années seulement, du Black Radical Congress (BRC) — Congrès radical noir — a représenté une tentative d’exprimer cette nécessité politique. Mais, dans la mesure où le BRC est resté centré sur des positions étroitement nationalistes, dans la

mesure où il n'a pas rompu ses liens avec les dirigeants noirs traîtres au sein du Parti démocrate afin de s'orienter vers le Labor Party, il a lui aussi fini par dégénérer politiquement.

Des discussions récentes avec les responsables de Black Workers For Justice (BWFJ) – Travailleurs noirs pour la justice — montrent la nécessité d'organiser une conférence des travailleurs noirs qui puisse adopter un programme et une orientation politiques indépendants pour radicaliser les travailleurs noirs. Le BWFJ considère que c'est aujourd'hui une tâche urgente.

C'est le problème soulevé par les dirigeants du BWFJ dans un éditorial de leur journal mensuel *Justice Speaks* ("La Voix de la justice") publié en avril 1996 (il est à noter que le BWFJ défend toujours cette position aujourd'hui). Ils écrivent :

« Nous sommes licenciés et nos emplois nous sont dérobés. Le système politique étrangle les services de santé, d'éducation et autres, et les brade aux entreprises privées.

Alors, que faire? Comment combattre pour le droit à la vie de nos familles et de notre communauté ?

Tout d'abord, nous devons reconnaître ce que les "vieux" nous ont toujours dit : il faut combattre deux fois plus dur pour tout. Ce pays a rayé de la carte la communauté nationale noire — en particulier les travailleurs noirs, qu'ils soient employés ou chômeurs. Nous devons défendre nos intérêts comme peuple, comme travailleurs afro-américains (c'est-à-dire 90 % d'entre nous).

Nous devons restaurer la tradition de lutte afro-américaine en construisant et-ou renforçant les organisations (politiques, économiques, communautaires), les coalitions, les fronts uniques fondés sur nos intérêts comme peuple opprimé de travailleurs.

Toutes nos organisations doivent devenir des instruments politiques, lancer des campagnes pour la protection sociale, l'insertion sociale, la représentation, etc., et défier des lois et des règles injustes. Le Dr Luther King n'a pas attendu après les lois pour entrer dans l'histoire ou pour faire exister le caucus noir du Congrès.

Un groupe de travailleurs noirs, le Mouvement pour l'unité des travailleurs noirs, a lancé un appel à toutes les orga-

nisations de travailleurs noirs, à tous les regroupements noirs au sein des syndicats, et tous les autres groupes, pour la constitution d'un Congrès des travailleurs noirs. Un tel congrès mettrait en avant les positions des travailleurs noirs comme travailleurs, au sein du Mouvement pour la libération des Noirs, et renforcerait la voix des travailleurs noirs au sein des syndicats. Répondons tous à cet appel !

Soutenons le développement d'un Labor Party aux Etats-Unis (...). Les démocrates et les républicains ont démontré des milliers de fois qu'ils se moquent des intérêts du peuple et des travailleurs noirs. Il est temps d'organiser un parti politique qui reflète la diversité de l'ensemble des travailleurs, ancré dans les syndicats, qui combatte pour la sécurité d'emploi, les avantages sociaux, l'amélioration des conditions de travail, le droit d'expression, un salaire décent, le droit d'organisation, la représentation politique des Afro-Américains et des autres nationalités opprimées, et contre le NAFTA, la privatisation, les déchets toxiques, etc.

Enfin, soutenez Black Workers For Justice. Maintenons vivant l'esprit de la Marche d'un million, du Dr King, de Malcolm X, de Harriet Tubman ! Les travailleurs veulent la justice ! Organisons l'action politique indépendante ! Organisons le Sud ! »

L'ORIENTATION DE SOCIALIST ORGANIZER

Le récent congrès de Socialist Organizer, en novembre 2003, a considéré qu'une des façons de rouvrir la discussion sur la nécessité d'une représentation politique indépendante des travailleurs noirs serait d'associer cette couche de militants noirs, en particulier les militants du BWFJ et d'anciens membres du NBIPP, à une discussion dans les pages du journal *The Organizer* sur le bilan de leurs expériences passées en relation avec l'action pour une politique noire indépendante.

Le congrès de Socialist Organizer a également affirmé qu'à cette étape, ce que nous pouvons faire de plus important dans ce domaine est de traiter dans notre journal des questions qui concernent le plus

les travailleurs et les militants ouvriers noirs. Notre journal, avons-nous dit, doit être un moyen d'établir des relations suivies avec ces militants. Ce sont ceux qui sont potentiellement les plus intéressés à cette discussion sur une politique noire indépendante et ses relations avec le mouvement du Labor Party.

Nous avons considéré qu'une page régulière dans notre journal sur la lutte

des Noirs, écrite en coordination avec les dirigeants du BWFJ et d'autres militants et syndicalistes noirs, pourrait permettre cette discussion nécessaire. Elle pourrait également avoir un rôle important comme forum de discussion sur la proposition avancée par le BWFJ il y a quelque temps d'un congrès des travailleurs noirs.

Alan Benjamin

ANNEXE N° 1

Trotsky et la question du parti noir

Dans les années 1930, Léon Trotsky polémiquait contre plusieurs dirigeants de l'organisation trotskyste américaine qui étaient opposés au mot d'ordre d' "*autodétermination*" pour les Noirs américains. Trotsky leur répondait dans ces termes :

« *Un critère abstrait ne peut être déterminant sur cette question ; ce qui l'est beaucoup plus, ce sont la conscience historique d'un groupe, ses sentiments, ses réactions (...). Les Nègres (c'était à l'époque le terme usité pour faire référence aux Afro-Américains — NDLR) ne se sont pas encore éveillés, et ils ne sont pas encore unis avec les travailleurs blancs. 99,9 % des travailleurs américains sont chauvins ; en ce qui concerne les Nègres, ce sont des lyncheurs, et ils le sont également pour les Chinois, etc.*

Il est nécessaire de leur faire comprendre que l'Etat américain n'est pas leur Etat et qu'ils n'ont pas à défendre cet Etat. Les travailleurs américains qui disent : "Les Nègres n'ont qu'à faire sécession s'ils le désirent, et nous les défendrons contre la police américaine" sont des révolutionnaires, et j'ai confiance en eux. L'argument selon lequel le mot d'ordre d'autodétermination s'écarte du point de vue de classe est une adaptation à l'idéologie des travailleurs blancs » (1).

Dans le cadre de la discussion interne préparatoire au deuxième congrès national du SWP, prévu pour juillet 1939, Trotsky ouvrit un débat avec ses camarades américains sur la possibilité de construire une organisation politique noire spécifique aux Etats-Unis. Trotsky aboutit à la

conclusion qu'une telle organisation était nécessaire après plusieurs discussions avec C.L.R. James, un Noir originaire des Caraïbes, membre du SWP. Trotsky lui-même reconnaissait que cette proposition était quelque chose de nouveau et sans précédent :

"Notre mouvement est familiarisé avec des formes d'organisation comme le parti, le syndicat, les associations éducatives, les coopératives ; mais il s'agit là d'un type nouveau d'organisation, qui ne coïncide pas avec les formes traditionnelles d'organisation. Nous devons envisager cette question de tous les points de vue pour savoir si elle est envisageable ou non et quelle devrait être la forme de notre participation à une telle organisation" (2).

Quels étaient les facteurs qui justifiaient l'existence d'une organisation politique noire spécifique ? Trotsky explique :

"Il y a une certaine analogie avec les Nègres. Ils ont été mis en esclavage par les Blancs. Ils ont été libérés par les Blancs (prétendument libérés). Ils ont été dirigés et fourvoyés par les Blancs et n'ont pas eu leur propre indépendance politique. Ils avaient besoin d'une activité prépolitique comme Nègres. Il me semble absolument clair, d'un point de vue théorique, qu'une organisation spéciale doit être créée pour une situation spéciale" (3).

(1) "A propos du nationalisme noir et du droit à l'autodétermination", 28 février 1939, reproduit dans *Léon Trotsky : la question noire et l'autodétermination*, Pathfinder Press, 1971.

(2) "Une organisation noire", 5 avril 1939, *ibidem*.

Et Trotsky poursuit :

“Qu’est-ce qui détermine cette nécessité ? Deux faits fondamentaux : les Nègres, dans leurs larges masses, sont arriérés et opprimés, et cette oppression est si forte qu’ils doivent la ressentir à chaque instant ; qu’ils la subissent comme Nègres. Nous devons trouver les moyens de donner à ce sentiment une expression politique organisée. On me dira qu’en Allemagne ou en Angleterre, nous ne créons pas de telles organisations semi-politiques, semi-syndicales ou semi-culturelles. Nous répondrons que nous devons nous adapter aux masses nègres aux Etats-Unis telles qu’elles sont réellement” (4).

Pour Trotsky, la discussion sur l’organisation politique des Noirs américains était une question centrale pour l’ensemble des travailleurs américains. Il allait même jusqu’à dénoncer comme *“un symptôme très inquiétant”* la faiblesse des discussions et de l’élaboration politiques des trotskystes américains sur cette question. Il déclarait :

“Le trait caractéristique des partis, des syndicats et autres organisations des travailleurs américains, c’était leur caractère aristocratique. C’est là la base de l’opportunisme. Les travailleurs qualifiés qui se sentent intégrés dans la société capitaliste aident la classe bourgeoise à maintenir les Nègres et les travailleurs sans qualification tout en bas de l’échelle (...). Notre parti ne peut se développer dans ces conditions ; il dégénérera.

Les vieilles organisations, à commencer par l’AFL, sont les organisations de l’aristocratie ouvrière. Notre parti est issu du même milieu, non de la base des masses exploitées, dont les Nègres sont les plus exploités. Le fait que notre parti, jusqu’à présent, ne se soit pas préoccupé de la question noire est un symptôme très inquiétant. Si l’aristocratie ouvrière est la base de l’opportunisme, l’une des sources de l’adaptation à la société capitaliste, alors, ce sont les plus opprimés et discriminés qui représentent les couches les plus dynamiques de la classe ouvrière.

Nous devons dire aux éléments les plus conscients parmi les Nègres qu’ils sont appelés par le développement historique à devenir l’avant-garde de la classe ouvrière. Qu’est-ce qui sert de frein aux couches supérieures ? Ce sont les privilégiés, le confort qui les empêchent de devenir révolutionnaires. Cela n’existe pas pour les Nègres. Qu’est-ce qui peut

transformer une certaine couche, la rendre plus capable de courage et de sacrifice ? Cela se concentre chez les Nègres. S’il arrivait que nous, le SWP, ne soyons pas capables de trouver le chemin de cette couche, alors, nous ne valons rien. La révolution permanente et tout le reste ne seraient que mensonges” (5).

La persistance de Trotsky a payé. Le deuxième congrès national du SWP, en juillet 1939, adoptait deux résolutions sur la question noire, toutes deux rédigées par C.L.R. James (connu dans le parti sous le pseudonyme de J.R. Johnson). La première résolution, intitulée *“Le droit à l’auto-détermination et le Noir aux Etats-Unis d’Amérique”*, affirmait catégoriquement que *“seule la défense la plus énergique du droit à l’autodétermination des masses noires pouvait conduire leur mouvement dans la voie révolutionnaire”*.

La seconde résolution, sur le *“SWP et le travail noir”*, faisait un pas de plus, en

(3) *Ibidem.*

(4) *Ibidem.*

(5) *Ibidem.* Remarquons que cette formule de Léon Trotsky datant de 1939, qui reste parfaitement d’actualité dans son contenu fondamental, devrait aujourd’hui être mise en rapport avec cette tendance majeure du capitalisme entré depuis des décennies dans la voie de la putréfaction et de la décomposition : toutes les couches de la classe ouvrière, y compris les plus qualifiées, y compris celles dont Trotsky indique qu’elles appartiennent à l’aristocratie ouvrière, sont aujourd’hui menacées dans leur existence même par un système capitaliste ne pouvant se survivre qu’au prix de la destruction massive de tout ce qui constitue la classe ouvrière en classe pour soi, en particulier de tous les éléments de qualifications et de conquêtes qui faisaient jusqu’à présent la valeur socialement reconnue de la force de travail.

De cette observation ne découle pas que ce qu’écrit Trotsky sur la place des Noirs nécessairement à l’avant-garde de la révolution ouvrière à venir aux Etats-Unis — et donc de l’attention prioritaire que doit accorder la IV^e Internationale à cette question —, ne soit plus d’actualité, bien au contraire.

Mais cela signifie que, dans ce combat pour réaliser l’unité de la classe ouvrière, l’offensive impérialiste pousse, d’une certaine façon et dans certaines limites, toutes les couches de la classe ouvrière à chercher à rassembler leurs forces communes pour se défendre comme classe. Il en découle également que l’AFL-CIO, en tant que centrale fondée sur les réformes progressistes de la classe ouvrière, a dans cette situation une responsabilité majeure face à l’avalanche des contre-réformes destructrices, une place déterminante dans ce processus unissant au sein de toute la classe ouvrière des Etats-Unis de larges secteurs de la classe ouvrière noire.

décrétant la nécessité de construire une organisation politique noire spécifique reliée à l'ensemble des luttes de toute la classe ouvrière. Elle commençait comme suit :

“Les Nègres d'Amérique, qui ont été pendant des siècles le secteur le plus opprimé et victime de la plus grande discrimination au sein de la société américaine, sont potentiellement les éléments les plus révolutionnaires de la population. Ils sont destinés par tout leur passé historique à être, sous une direction adéquate, l'avant-garde même de la révolution prolétarienne. La négligence à l'égard du travail noir et de la question noire de la part du parti est par conséquent un signe très inquiétant (...). A moins que le parti trouve sa voie vers la grande masse des surexploités, dont les Nègres constituent un secteur majeur, les vastes perspectives de la révolution permanente ne resteront qu'une fiction et le parti sera condamné à la dégénérescence (...).”

Le SWP propose par conséquent que ses membres noirs, aidés et soutenus par le parti, prennent l'initiative en collaboration avec d'autres militants noirs de constituer une organisation de masse noire consacrée à la lutte pour les droits des Noirs. Cette organisation NE sera PAS (capitales dans l'original — NDLR)

une organisation annexe de la IV^e Internationale, que ce soit ouvertement ou secrètement.

Ce sera une organisation que la masse des travailleurs et paysans noirs sera invitée à rejoindre sur la base d'un programme de classe correspondant aux besoins de la lutte quotidienne des travailleurs et des paysans noirs. Son programme sera élaboré par l'organisation noire, dans laquelle les membres noirs de la IV^e Internationale participeront sans plus ni moins de droits que les autres membres.”

Avec cet additif à son programme, le SWP a pu jouer un rôle actif majeur dans la lutte contre le racisme au cours de la Seconde Guerre mondiale. Comme l'écrit George Breitman, rédacteur du recueil du SWP titré *La fondation du SWP : procès-verbaux et résolutions, 1938-1939* :

“Sans le complément de la lutte sur la question noire, le SWP n'aurait certainement pas été totalement armé de son programme pour la nouvelle guerre qui allait commencer quelques semaines après le Deuxième Congrès” (6).

A. B.

(6) *La fondation du SWP*, Pathfinder Press, 1982.

ANNEXE N° 2

L'état de l'Amérique noire en 1992

On trouve une claire démonstration de la nécessité d'un parti noir dans le rapport sur l'“Etat de l'Amérique noire” publié en 1992 par la National Urban League (1). Ce rapport indique :

“Le niveau de l'inégalité raciale est plus élevé en ce début de décennie 1990 qu'à n'importe quel autre moment des 20 dernières années (...).”

Tant en termes absolus qu'en termes comparés avec les Américains blancs, les Noirs ont un niveau plus élevé de chômage, des chiffres d'emploi plus bas, une répartition inférieure en termes de profession, de bas salaires et des bas revenus (...). Deuxièmement, aucun progrès significatif n'a été fait pour améliorer le statut des Noirs et réduire les inégalités (...). Le statut économique désavantageux de la population afro-américaine est un

trait constant de l'économie américaine.”

Les statistiques fournies par la National Urban League pour conforter son argumentation indiquent :

- Les Noirs n'ont que trois cinquièmes du revenu par tête d'habitant des Blancs (1989 : Noirs 8 747 dollars ; Blancs 14 896 dollars). Cette situation se perpétue depuis 1970.

- En 1989, le revenu médiant de la famille noire ne représentait que 56,2 % du revenu médiant de la famille moyenne blanche. Cela indique une baisse constante depuis 1970.

- Les revenus médians d'un ménage américain blanc en 1988 sont dix fois plus

(1) National Urban League : Centre national d'études urbaines.

élevés que ceux d'un ménage noir (43 280 contre 4 170).

- 11,2 % des familles noires ont un revenu annuel inférieur à 5 000 dollars. Cela représente une augmentation de 38 % de ce chiffre depuis 1978.

- 9,3 millions de personnes noires, soit 30,7 % de la population noire aux États-Unis, vivaient au-dessous du seuil de pauvreté en 1989. Donc, un tiers environ des personnes noires vivent dans une situation de pauvreté.

- 4,3 millions d'enfants noirs vivent dans des familles pauvres, ce qui aboutit à un taux de pauvreté pour les enfants noirs de 43,2 %. Les enfants noirs ont trois fois plus de chances que les enfants blancs de vivre dans la pauvreté.

- Le taux d'abandon scolaire pour les citadins noirs de sexe masculin atteint des niveaux de 40 % à 50 %. En 1980, un adolescent masculin noir sur cinq était incapable de lire à un niveau de quatrième année d'école primaire.

- Le taux de chômage pour les jeunes citadins atteint 40 % à 60 %, trois fois plus qu'en 1960.

- Alors que les Afro-Américains représentent 12 % de la population américaine, 45 % des détenus dans les prisons et pénitenciers américains sont des Noirs.

L'oppression particulière des Noirs comme Noirs est également mise en évidence par les éléments suivants, fournis par l'article de Paul Leonard dans le numéro de mai 1991 de *The Organizer* :

- La faim est un véritable problème pour la communauté noire. Selon une étude conduite par le Centre pour la recherche et l'action alimentaire (Food Research and Action Center — FRAC), dont les résultats ont été publiés le 26 mars 1991, près de 75 % des enfants vivants en dessous ou juste au-dessus du seuil de pauvreté aux États-Unis souffrent de la faim ou sont au bord d'en souffrir. Ce qui veut dire qu'enfant sur huit âgé de moins de 12 ans — soit 5,5 millions d'enfants — a faim tous les jours, tandis que 6 millions d'autres vivent dans des familles qui n'ont pas assez d'argent à dépenser pour la nourriture et risquent d'être affamés.

- Dans la communauté noire, l'homicide est la première cause de mortalité pour les hommes âgés de 20 à 29 ans. Le quart de l'ensemble des hommes noirs âgés de 23 à 29 ans sont d'ores et déjà en prison, libérés

sur parole ou en probatoire, en général pour un délit lié à la drogue.

Le taux d'incarcération dans les prisons américaines est le plus élevé du monde, selon un programme d'étude des condamnations, The Sentencing Project. Avec 426 personnes emprisonnées pour 100 000 habitants, le taux américain est largement au-dessus de celui de l'Afrique du Sud (333), de l'Union soviétique (268), de l'Irlande du Nord (120) et de la Nouvelle-Zélande (100), pour ne citer que quelques pays. Et la population carcérale a doublé, aux États-Unis, au cours des années 1980, alors que le taux de criminalité restait inchangé.

La situation pour les hommes noirs est encore plus catastrophique. Le taux d'incarcération des Noirs de sexe masculin aux États-Unis est quatre fois supérieur à celui des Noirs de sexe masculin en Afrique du Sud, soit 3 109 Noirs dans les prisons américaines contre 729 en Afrique du Sud pour 100 000 habitants.

- Le taux de chômage a atteint son niveau le plus élevé ces quatre dernières années. Pour les adolescents, toutes races confondues, le chômage atteint 18,7 % selon les derniers chiffres fournis par le ministère du Travail américain. Concernant les adolescents noirs, ce taux atteint 38,6 %. Ces chiffres n'incluent même pas ceux qui ont cessé de chercher un travail ou ceux qui n'ont pas encore cherché d'emploi pour les mois d'été.

Le chômage des Noirs de sexe masculin au niveau national est 2 à 2,5 fois plus élevé que celui des Blancs. Dans les villes à prédominance noire essentiellement industrielles, comme Detroit, le chômage a atteint des niveaux qui rivalisent avec ceux de l'Est de l'Allemagne réunifiée. Et là où il y a des emplois, ils sont mal payés, n'offrent aucun avantage ou garantie, et le prix à payer en termes de stabilité de la vie de la communauté est exorbitant.

- La situation sanitaire de la communauté noire est tout aussi désastreuse. Près de 2 milliards de dollars sont dépensés chaque jour pour la santé aux États-Unis, plus que dans n'importe quel autre pays. Pourtant, près de 37 millions d'Américains n'ont pas d'assurance maladie. Et un nombre disproportionné d'entre eux sont Noirs ou Latino-Américains.

La mortalité infantile, ce fléau des pays pauvres, pose un gros problème ici aussi. Les bébés noirs meurent 3,5 fois plus que les bébés blancs.

LA VERITE

REVUE THÉORIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

1929 - 2004

Le 75^e anniversaire de *La Vérité*

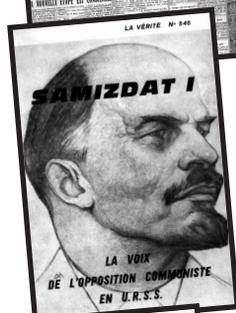
SOMMAIRE

- **Continuité**..... p. 63
Un entretien entre Daniel Gluckstein et Pierre Lambert
- **Table**..... p. 77
- **Articles, textes et documents publiés depuis 1929**..... p. 79
- **Repères chronologiques**..... p. 180
- **Noms, sigles et expressions cités**..... p. 188

Le choix des articles, textes et documents republiés dans ce supplément spécial a été effectué par une commission de militants composée des camarades Christel Keiser, Pierre Levasseur, François Péricard, François de Massot et Jean-Jacques Marie.

Les textes sont cités sous leur titre original (entre guillemets) ou sous un titre de la rédaction, le titre original étant alors rappelé en dessous, avant la référence de numérotation et de date. Les coupes pratiquées ont été systématiquement indiquées.

Les lecteurs pourront se reporter en fin d'ouvrage à de brefs repères chronologiques, qui aideront à situer dates et événements évoqués dans leur contexte historique, ainsi qu'à une liste des noms et des sigles cités.



EN HOMMAGE À LA MÉMOIRE DE MARCEL HIC



Marcel Hic a dix-huit ans, en 1933, lorsqu'il s'engage dans le combat pour la IV^e Internationale et adhère à la Ligue communiste. Il entre au Parti ouvrier internationaliste (POI) pendant la vague révolutionnaire de 1936.

Dès les premiers jours de 1940, il est à son poste de combat et contribue à la reconstruction du POI dans l'illégalité. A ce titre, il prend une part active à la reparation de *La Vérité*, interdite et clandestine.

Il est également à ce moment l'un des premiers à lutter pour que les trots-

kystes s'insèrent dans la lutte de classe et entrent dans les usines, et prend la responsabilité de la commission syndicale du POI.

Il est l'un des principaux animateurs du secrétariat européen de la IV^e Internationale et y prépare activement la réunification des forces trotskystes, qui aboutira à la proclamation du Parti communiste internationaliste (PCI) en 1944. Arrêté (pour la deuxième fois) par les nazis fin 1943, il est torturé par la Gestapo, déporté dans les camps de concentration de Büchenwald puis de Dora, où il meurt en 1944.

Continuité

*Un entretien entre
Daniel Gluckstein et Pierre Lambert*

Daniel Gluckstein : D’abord une question générale : que t’inspire la décision du comité de rédaction de *La Vérité* de republier quelques extraits de cette revue sur 75 années ?

Pierre Lambert : Lorsqu’on relit les documents publiés dans ces articles, ce qui frappe, c’est la continuité de l’analyse. Bien entendu, la continuité de l’analyse ne suffit pas. L’événement analysé répond-il exactement à la méthode qui amène à analyser cet événement ? On est frappé par le fait que, souvent, les erreurs ne sont pas des erreurs en tant que telles, mais des approximations par rapport à l’événement, ce dernier étant lui-même maîtrisé par l’analyse historique marxiste. Et sur ce terrain-là, je crois vraiment que l’ensemble des documents la vérifie.

D. G. : Justement, cela nous amène au vif du sujet. Le premier numéro de *La Vérité* paraît le 15 août 1929 ; c’est le premier numéro d’une revue d’opposition communiste au sein du Parti communiste français, reliée à l’Opposition de gauche internationale. L’appel qui présente ce nouveau bulletin, intitulé “*Aux ouvriers révolutionnaires*”, commence par cette phrase : “*Après dix années d’existence, l’Internationale communiste est en complet recul.*” Or, pour qui connaît l’histoire telle qu’elle s’est déroulée, il peut sembler que si, en 1929, l’Internationale communiste était en complet recul, en revanche, dans la période qui a suivi, les Partis communistes, l’Internationale communiste ont connu un certain nombre de succès, de développements. Alors, est-ce que, dès le départ, il n’y avait pas dans cette analyse quelque chose qui relève de l’une de ces approximations que tu évoques ?

P. L. : Je ne le pense pas. Quand on lit très soigneusement ce document, si on se situe sur un plan fondamental, le problème qui est posé est de savoir où l’Internationale communiste, déviée par la position stalinienne, conduit l’Union soviétique, c’est-à-dire aussi l’Internationale communiste et ses partis.

Et sur ce terrain-là, qui est le terrain fondamental, tout a été vérifié. Des dizaines d’années sont passées, avec des hauts et des bas, mais le résultat est là. Aujourd’hui, l’URSS s’est effondrée, selon le pronostic que faisait Trotsky : ou bien la révolution mondiale sauvera l’URSS, ou bien le stalinisme entraînera

l'URSS dans sa défaite. Et, des partis staliniens qui ont marché avec Staline, il ne reste plus que des décombres. Sous cet angle-là, tout a été vérifié.

D. G. : Parmi les premiers textes qui sont publiés dans ce numéro de *La Vérité*, il y en a un qui se réfère au combat mené par l'Opposition de gauche, à l'époque (on est en 1932), sur la question du front unique. Il y a, en Allemagne, la montée vers le fascisme, et l'article que nous publions indique : le Parti communiste allemand doit proposer au Parti socialiste le front unique contre le fascisme. On va retrouver cette question tout au long des articles de *La Vérité*, par exemple par rapport aux événements de février 1934 en France. Donc, on s'aperçoit que, dès le départ, notre courant politique a fait du combat pour le front unique, pour la défense de la classe ouvrière, une question centrale. Peut-on la qualifier de programmatique, de stratégique ?

P. L. : Je pense qu'il s'agit d'une position stratégique s'incluant dans le programme de la lutte pour la révolution prolétarienne. La distinction doit être faite, cependant, pour une raison essentielle : le problème de la lutte pour la révolution prolétarienne ne se limite pas simplement au front unique, bien qu'il l'inclue.

Que signifie la lutte pour le front unique ? C'est la lutte pour permettre à la classe ouvrière — qui, dans les relations sociales de production, est la classe la plus homogène ; mais qui, comme toutes les classes, est partagée en fonction d'idéologies, de points de vue différents, etc., qui s'expriment dans des organisations — de réaliser son unité.

Sous cet angle-là, le combat dans les organisations et pour les organisations est une nécessité absolue. L'histoire et la lutte politique déterminent qui a raison ou qui a tort en fonction des événements.

Prenons, par exemple, l'histoire de la SFIO. Il est absolument clair qu'après l'expulsion des "néos" (Déat et compagnie) en 1933⁽¹⁾, il y a eu un cours gauche. Ce cours gauche a été extrêmement loin puisque, en 1934, ce sont la SFIO et la direction réformatrice de la CGT qui se sont opposées à la politique menée par les staliniens. Ce sont elles qui exprimaient les positions classiques de la classe ouvrière en disant : "Non au fascisme ! Non à la tentative de coup d'Etat que cherchaient à faire les émeutiers du 6 février." Sous cet angle-là, il est absolument clair que la SFIO a suivi un cours gauche très positif.

Pour notre part, à travers des hauts et des bas, à travers les erreurs que nous avons pu commettre, il reste que notre courant était au premier rang de cette bataille. Je signalerai, par exemple, que Pierre Frank — qui était un des dirigeants des trotskystes à cette époque et qui, ensuite, a eu des positions qui ne sont pas les miennes — a signé avec Timbaud⁽²⁾ un appel (c'était, je crois, le 8 février 1934) pour une manifestation commune du PCF, du PS, de la CGT, de la CGT-U. Manifestation qui aura lieu les 9 et 12 février : c'est cela le front unique. C'est plus qu'une tactique, mais cela relève quand même de la tactique, car il est évident que le Parti socialiste SFIO ne peut pas se résumer à cette position-là puisque, ensuite, il l'a modifiée considérablement.

D. G. : Retour sur l'Allemagne : nous republions dans ce numéro spécial l'article célèbre de Trotsky (déjà publié à l'époque dans *La Vérité*) au moment de

(1) Le courant "néos" (pour néo-socialistes), dont le principal animateur était Marcel Déat, fut exclu de la SFIO en 1933 pour son cours ultra-droitier prônant l'abandon de toute référence à la lutte des classes et développant des mots d'ordre ouvertement corporatistes (NDLR).

(2) Jean-Pierre Timbaud, membre du PCF, responsable en 1934 des Métaux CGT-U du XV^e arrondissement de Paris, sera après la réunification syndicale secrétaire de la fédération CGT des métaux de la région parisienne (NDLR).

la défaite du prolétariat allemand, article qui avait pour titre : “*La tragédie du prolétariat allemand*” et pour sous-titre : “*Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais.*”

On sait que, pour notre courant politique, cette défaite du prolétariat allemand marque un moment de rupture. Pour la première fois, Trotsky conclut au fait que le Parti communiste allemand — jusque-là l’un des plus puissants dans un pays où le prolétariat était le plus organisé — ayant, par sa politique, contribué à une telle défaite du prolétariat, qu’il ne pouvait plus être un outil pour la révolution prolétarienne. Toutefois, il ne tire pas tout de suite la même conclusion en ce qui concerne l’Internationale communiste. Il faudra attendre six mois avant qu’il arrive à cette conclusion, qui l’amènera à proposer de se fixer l’objectif de construire la IV^e Internationale. Alors, pourquoi cet écart ?

P. L. : Le marxisme exige une analyse qui soit conforme à la réalité, et cette réalité politique, historique, est toujours très complexe. Elle est empreinte de contradictions. Le Parti communiste allemand, sous la direction de Staline, a été contraint d’accepter une politique (lutte contre le front unique, dénonciation de la social-démocratie comme “social-fascisme”, etc.) qui a permis à Hitler de prendre le pouvoir.

Sous cet angle, il est évident qu’en acceptant cette politique, le Parti communiste allemand était complètement sur la ligne de la débâcle comme instrument de la révolution, comme instrument de la lutte contre le capitalisme dont la forme la plus exacerbée était le fascisme d’Hitler. Mais cela ne réglait pas le problème de savoir si, à l’intérieur des Partis communistes et de l’Internationale communiste, il y aurait des réactions. On sait d’ailleurs qu’il y a eu des tentatives, y compris à Moscou, où une recherche a eu lieu pour trouver les moyens de redresser. Cette politique n’a pu se développer. Staline a imposé son cours : non seulement il fallait justifier ce qui s’était passé en Allemagne, mais il fallait aussi mettre cela sur les épaules de ceux qui avaient conduit à cette défaite, et que lui dirigeait. Il fallait généraliser l’infaillibilité de Staline, c’est-à-dire de la bureaucratie qui s’élevait comme couche privilégiée au-dessus des conquêtes de la révolution d’Octobre.

C’est dans ce sens qu’ayant constaté qu’il n’y a pas eu ce réflexe de défense, Trotsky conclut à la mort de la III^e Internationale et à la nécessité de construire la IV^e Internationale.

•

D. G. : On va y revenir, mais avant, je voudrais te citer la conclusion du premier article du premier numéro de *La Vérité*. C’est un appel à des souscriptions, à des abonnements, et il est écrit, je cite : “*Un journal qui ne peut recueillir les ressources dont il a besoin pour vivre, c’est ou qu’il ne représente pas un mouvement viable, ou que ceux qui le font ne savent pas exprimer ce mouvement.*” Alors, du point de vue de la continuité qui est la nôtre depuis 75 ans, qu’est-ce que t’inspire cette proclamation du premier numéro de *La Vérité* ?

P. L. : Je pense que la vie a démontré la pertinence de cette appréciation. Il suffit de savoir que *La Vérité* a eu des trous dans son édition. Pourquoi ? Parce que les moyens financiers, on ne les avait pas. Nous n’étions pas capables de les rassembler pour des raisons diverses, des raisons politiques — et pas seulement parce qu’on subissait la pression du stalinisme, qui nous traitait d’hitléro-trotskyistes (pas seulement pour cela) —, mais aussi pour des raisons de méthodes de

construction, de méthodes politiques d'organisation. Il faut bien admettre que *La Vérité*, durant ces 75 ans, a eu des trous. Il y a eu des années où elle n'a pas paru ; puis, la parution a repris.

Les crises de la IV^e Internationale qui se sont succédé se sont toutes concentrées sur le journal. C'est normal. Le journal étant l'expression la plus élevée de l'expression politique pour permettre à l'avant-garde, aux travailleurs, de pouvoir se retrouver dans la situation, donc de s'organiser. Il est évident que, dans la mesure où le journal était incapable d'assurer ses propres finances, obligatoirement, il s'arrêtait de paraître.

Et c'est justement en rapport avec cette analyse, qui était celle de Lénine dans *Que faire ?*, en 1903, quand il disait que le journal était le facteur central d'organisation, que, dans les moments les plus difficiles que la IV^e Internationale a connus, notamment pendant la crise pabliste, nous avons décidé de cesser la parution de *La Vérité* en disant : "*Si on veut nous lire, il faut payer.*" Et nous sommes repartis d'un bulletin qui s'appelait *Informations ouvrières*, ronéotypé, qui paraissait le samedi, envoyé le dimanche, toutes les semaines (plus de 500 numéros, je crois). A partir de là, nous avons reconstitué les bases mêmes pour que le journal soit financé par ses lecteurs, les militants qui le vendent, les abonnés. Et nous considérons que cette question est une question centrale pour nous, car nous n'acceptons aucun soutien financier extérieur à ce que les travailleurs eux-mêmes nous donnent dans le combat politique.

D. G. : Dans ce numéro de *La Vérité*, nous reproduisons en effet un extrait de l'article de 1958 où l'on explique pourquoi *La Vérité* redevient une revue mensuelle et où on annonce la publication de ce bulletin ronéotypé dont tu parles, *Informations ouvrières*.

P. L. : J'ajoute qu'*Informations ouvrières* n'était pas conçu par nous comme un organe exclusif du courant communiste internationaliste, de la IV^e Internationale, mais comme tribune libre de la lutte des classes en fonction d'une analyse que nous avons faite sur la nécessité de reconstituer le mouvement ouvrier et toutes ses étapes sous une autre forme, à savoir dans le cadre d'une bataille que nous menons encore actuellement avec l'Entente internationale des travailleurs et des peuples. Dans ce sens-là, *Informations ouvrières* est et doit être encore plus la tribune de la lutte des classes, tandis que *La Vérité*, c'est l'organe des trotskystes.

•

D. G. : On va revenir sur ces aspects mais on peut dire que, dès les premiers pas de *La Vérité*, ces questions étaient formulées. Par exemple, dans le n° 3 de *La Vérité*, Trotsky adresse une lettre à la rédaction. Il salue la sortie de *La Vérité* et il évoque ce qu'il appelle la "*faiblesse de l'opposition communiste*" à l'époque. Il cite Marx, pour qui "*un pas réel du mouvement vaut mieux qu'une douzaine de programmes*". Et il ajoute : "*Marx pensait au programme élaboré en dehors de la réalité de la lutte pour la satisfaction de leur créateur. Ces paroles s'appliquent on ne peut mieux à la situation actuelle de l'opposition communiste française. En quoi consiste sa faiblesse ? En ce qu'elle n'a pas mené jusqu'à ce jour de lutte politique ou n'en a menée qu'épisodiquement. Cela conduit inévitablement à la formation ou au maintien de groupes clos et conservatifs, destinés sur ce terrain à échouer, comme on le sait, à l'épreuve des événements.*"

Quand on lit les quelques extraits de *La Vérité* que nous republions, on s'aperçoit que, selon les périodes, l'accent est mis plus ou moins sur la nécessité de

cette intervention politique dans la lutte réelle, dans la lutte des classes. Par exemple, dans la période 1945-1955, il y a dans *La Vérité* un grand nombre d'articles qui témoignent d'une intervention concrète dans les grèves, dans la lutte de classe vivante, et la volonté de lier la construction de la IV^e Internationale à ces événements. Dans d'autres périodes (qui correspondent à des phases de crise de la IV^e Internationale ou de la section française), cette priorité à l'intervention politique dans la lutte des classes ne se reflète que dans une moindre mesure dans *La Vérité*. Or, là encore, la continuité sur 75 ans, la continuité du trotskysme, c'est la continuité du programme, des principes, mais en rapport avec une pratique, et singulièrement le rapport entre l'organisation, le journal et l'intervention dans la lutte des classes. Que t'inspire cet avertissement de Trotsky à 75 ans de distance ?

P. L. : Le programme, c'est l'expression consciente du mouvement inconscient, ce qui ne signifie pas que la classe ouvrière est inconsciente dans sa lutte de classe. Mais dans les conditions d'exploitation dans lesquelles elle est, à quoi s'ajoutent, depuis plus d'un siècle, les trahisons des directions des organisations officielles qu'elle a constituées, la classe ouvrière voit son mouvement historique de défense obstrué. Elle cherche toujours, et nous cherchons avec elle, comment résister à l'exploitation. Celle-ci, quand elle n'est pas freinée par les conquêtes que la classe ouvrière a arrachées comme résultat même de sa volonté de s'organiser pour se défendre, amène aux catastrophes que nous connaissons à l'échelle de l'humanité.

Donc, quand Marx dit qu' "*un pas réel du mouvement vaut mieux qu'une douzaine de programmes*", ce n'est pas contradictoire. Effectivement, le programme, s'il n'est pas l'expression consciente du processus inconscient, est quelque chose d'extérieur, et par là même il extériorise ceux qui combattent et il extériorise par rapport à la classe. Et cela, nous l'avons connu. Nous l'avons connu, car la force contraignante du stalinisme dans les années de ses succès apparents nous a contraints à être des exilés dans notre propre classe.

Il fallait absolument rester. Quel que soit l'avenir de tel ou tel qui ont participé à cette bataille aux côtés de Trotsky, il est clair que ceux qui ont dit "non" ont pavé le chemin, indépendamment de ce qu'ils sont devenus après. C'est une nécessité pour la classe ouvrière d'avoir une organisation qui donne une expression consciente. Et c'est dans ce sens-là que le journal est le facteur le plus élevé de l'organisation (sa confection, sa vente, sa diffusion, sa régularité). Le journal est relié à l'expression consciente, c'est-à-dire qu'il vise à élever ce que la classe elle-même, ce que les travailleurs eux-mêmes cherchent à réaliser. C'est ce journal qu'aujourd'hui nous faisons avec les moyens qui sont les nôtres, car, je le répète, nous ne sommes financés par personne.

•

D. G. : Il y a plusieurs passages dans *La Vérité* qui, sans doute, seront de nature à émouvoir nos lecteurs actuels : c'est tout ce qui relève de la publication de *La Vérité* clandestine, durant la période de l'occupation nazie. Dans les quelques extraits que nous publions, il y a sans doute les erreurs, les approximations dont tu parlais tout à l'heure, mais aussi des choses qui se vérifient. *La Vérité* est le premier organe clandestin republié après la défaite militaire de la France. Son numéro 1 est daté du 31 août 1940 et comprend un article intitulé "*A bas l'antisémitisme !*". C'est le premier article, à ma connaissance, publié en France contre les premières mesures antisémites prises sous l'occupation et la France de

Pétain ; il y a aussi un article qui, significativement, pose le problème de défendre en toutes circonstances la classe ouvrière et son indépendance, sous Vichy et sous l'occupation nazie.

Et puis, assez rapidement, on va voir apparaître dans cette *Vérité* clandestine des questions qui, finalement, posent l'alternative : ou bien le corporatisme, ou bien l'indépendance de la classe ouvrière. Nous publions, par exemple, des extraits d'un article publié le 20 novembre 1941 sur la "Charte du travail" de Vichy et qui, vraiment, avec le recul, doit être relu avec attention, tant il fournissait une analyse extrêmement précise de la signification de la Charte, et donc du corporatisme. A la même époque, *La Vérité*, rend compte des premières luttes de classes de masse, significatives, notamment la grande grève des mineurs de l'automne 1941 avec Auguste Lecoœur et ce secteur des militants du PC dans le Nord de la France.

Donc, finalement, à relire ces articles, il y a des enseignements à tirer pour aujourd'hui, et, en particulier, sur ce qu'a été pour le prolétariat français cette expérience majeure du point de vue du corporatisme : la Charte du travail.

P. L. : Le stalinisme nous a contraints — pour un temps, je le répète — d'être des exilés dans notre propre classe. Il y a eu les assassinats des bolcheviks, l'assassinat de Léon Trotsky, et c'est sur une poignée de jeunes qui n'avaient pas d'expérience que s'est concentrée la nécessité, la volonté de maintenir la IV^e Internationale. Les erreurs, nous en avons fait plein, tout le monde, y compris moi-même, je n'ai pas la prétention de me mettre au-dessus de personne. La composition prolétarienne, ouvrière, de l'organisation était extrêmement faible. Alors, fin 1940, début 1941, nous avons décidé d'entrer dans les usines et nous sommes entrés dans les usines. A partir de là, une expérience extraordinaire a été faite.

Pour ces jeunes militants qui n'avaient pas d'expérience, ils ont fait celle de la reconstruction des syndicats dans des conditions les plus difficiles, avec d'autres courants, et l'expérience de ce que pouvait être la lutte de classe encamisolée par la Charte du travail. Lutte de classe encamisolée dans son expression, mais qui n'arrivait cependant pas à être stoppée, car c'était la réalité des relations sociales dans le système capitaliste, à savoir : l'antagonisme entre les producteurs de plus-value et ceux qui accaparent la plus-value. C'est en ce sens-là et à travers une situation historique qui était celle de la guerre que le prolétariat a reconstitué ses forces.

Il l'a fait indéniablement avec beaucoup de confusion, mais ces forces reconstituées ont été telles qu'en 1944, la révolution était là, la crise révolutionnaire était là, et ce sont parmi les plus grandes conquêtes de la classe ouvrière qui ont été arrachées à cette époque.

Pour ma part, je pense profondément qu'une conquête comme la Sécurité sociale, qui est une conquête extraordinaire, l'est au compte du prolétariat et de toutes ses tendances, car c'est une conquête issue d'une révolution qui a été confisquée, mais qui reste comme son expression la plus élevée. Et cela, l'histoire nous montrera que c'est indélébile et que ça reprendra sous d'autres formes.

D. G. : Ce que tu évoques, on en trouve trace dans les extraits de *La Vérité* publiés ici. Par exemple, ces articles qui, en pleine période d'occupation nazie, saluent, je cite, "*la révolution en Italie*" qui éclate en juillet 1943 et qui est en quelque sorte le prologue de la vague révolutionnaire qui allait toucher la France quelques mois plus tard. On en trouve trace aussi parmi d'autres articles. On republie, par exemple, l'article d'août 1944 sur les premiers comités d'usine, sur

celui de l'usine Jumo dans la grève, à Argenteuil. On publie également le compte rendu d'une manifestation à Nantes, en février 1945, où l'on voit les travailleurs qui cherchent à obtenir du ravitaillement et les revendications se heurter à l'appareil, mais finalement entraîner les militants de toutes tendances dans le combat pour les revendications.

On le voit dans cet appel des dirigeants du comité confédéral national de la CGT, du PCF et du PS, qui, le 1^{er} mai 1945, appellent à faire du 1^{er} mai une "*ournée de travail de choc*", et le tract de la section française de la IV^e Internationale qui dit : "*Non, le 1^{er} mai doit être pour les revendications ; ne pas se laisser diviser.*" On voit bien sûr de manière très partielle, à travers ces éléments ce qu'a été cette vague révolutionnaire, cette révolution confisquée dont tu parles, et qui, effectivement, arrache toutes les grandes conquêtes.

On publie également — ce qui a un rapport direct avec cela — le compte rendu en 1951 de la grève des mineurs du Nord. Le titre marquera par son actualité : "*Les mineurs ne veulent pas que l'on touche à leur Sécurité sociale.*" Et il y a une annexe à ce document, intitulée : "*La vérité sur le déficit de la Sécurité sociale.*" Nous sommes en 1951 ! L'article débute ainsi : "*Une campagne de discrédit et de mensonges est lancée contre la Sécurité sociale.*" Et *La Vérité* explique ce qui est à l'origine du prétendu déficit. Finalement, il y a une continuité entre cette vague révolutionnaire, ces conquêtes révolutionnaires et la défense de ces conquêtes, qui commence dès leur obtention.

P. L. : Concernant la manière dont s'est constituée la Sécurité sociale en 1945, on peut se référer à *Informations ouvrières*, où l'on explique pas mal de choses. Cela dit, sur la question que tu me poses, je répondrai sur un point précis. Il est clair qu'en 1945, la Sécurité sociale relève du salaire différé, c'est-à-dire qu'aux yeux des travailleurs, ceux qui ont fait des milliards et des milliards de profits pendant la guerre en travaillant avec les nazis doivent payer, et c'est cette question qui est au centre. Ce point a été partiellement résolu. Partiellement, parce que les appareils ont accepté que les patrons soient dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale. Et il faut comprendre que gérer les salaires ne doit pas revenir aux patrons. Le travailleur est exploité, il a son salaire, il doit pouvoir le gérer comme il l'entend. Cette question est une question très actuelle. Donc, en 1945, malgré ces obstacles, il est clair que la Sécurité sociale a été une réalité. Tout de suite, immédiatement, le patronat a tenté de remettre en cause cette conquête ouvrière fondamentale.

Etant donné que les accidents du travail étaient considérés comme un risque rentable, et qu'ils étaient intégrés dans la Sécurité sociale, le patronat des assurances a maintenu pendant des années et des années des services d'accidents du travail, parce qu'il voulait récupérer la gestion de ce risque. Le MEDEF (organisation du patronat français) n'a pas abandonné cette exigence en 2004.

A partir de là, en dépit des obstacles que la classe ouvrière a rencontrés, obstacles constitués par les appareils à l'échelle internationale et nationale, elle a utilisé les organisations. On l'a vu dans toute la lutte des classes. Par exemple, regardons la situation des enseignants. Avant-guerre, la situation des enseignants, des instituteurs, était dramatique : les retraites étaient mangées par la hausse du coût de la vie et les enseignants avaient souvent un jardin pour pouvoir survivre. Pourquoi y a-t-il eu ce passage qui a fait que, d'un seul coup, les enseignants et leurs organisations ont été au centre même de conquêtes qui n'étaient pas simplement leurs conditions de vie, mais aussi des conditions d'enseignement ? En fait, de manière très simple. En octobre 1947, les enseignants se sont mis en grève

pendant plusieurs semaines, et il a fallu lâcher des choses considérables qui, aujourd'hui, sont remises en cause, en particulier la mutuelle, pour qu'ils ne fassent pas jonction avec la grève généralisée que la direction de la CGT avait lancée contre le plan Marshall. Il n'y a pas eu la jonction, mais les conquêtes sociales les plus importantes pour les enseignants ont quand même été arrachées, comme sous-produit de la lutte de classe (sous-produit n'a, en l'occurrence, pas de signification péjorative). C'est cela, la lutte de classe.

•

D. G. : Alors, justement, défense des conquêtes : en 1941, Hitler attaque l'URSS et il y a un numéro spécial de *La Vérité* dans la clandestinité intitulé : "*Immédiatement, la défense de l'Union soviétique, face à l'attaque de Hitler contre l'URSS.*" Et ce numéro, d'ailleurs, reprend les positions qui avaient été développées par Trotsky dans *Défense du marxisme*, à savoir : défense inconditionnelle de l'URSS et de ses bases sociales, ce qui ne veut aucunement dire alignement sur la bureaucratie du Kremlin qui, par sa politique, avait d'ailleurs préparé les conditions de cette agression. Or nous publions des extraits de cet article de 1941 et nous publions également des extraits d'une discussion qui a eu lieu entre toi et des militants de l'ex-URSS ; mais là, c'est dans les années 1990, justement sur cette même question, mais à quarante ans de distance, à savoir : fallait-il défendre l'URSS et faut-il encore aujourd'hui défendre, chercher à défendre, ce qui subsiste et ce qu'il faut reconquérir des conquêtes de l'ex-URSS ?

Cette question a joué un rôle central dans l'histoire du mouvement trotskyste. Elle sera d'ailleurs, sous une certaine forme, au cœur de la rupture avec les pablistes, qui, eux, choisiront d'identifier délibérément l'URSS et le stalinisme.

A ton avis, est-il justifié de republier cette discussion aujourd'hui ? Quelle est son actualité ?

P. L. : Ô combien c'est justifié ! Parce que, au-delà de la défense de l'URSS, quelle est la signification de la politique que Trotsky nous a amenés à défendre ? La classe ouvrière est classe quand elle est organisée. Ses organisations, la classe ouvrière les a arrachées par la lutte de classe.

Cette lutte de classe a arraché les conquêtes sociales, et, en même temps a constitué les appareils, lesquels se sont accommodés du régime capitaliste et ont amené défaite sur défaite. L'URSS, c'est la plus grande conquête de la classe ouvrière internationale. C'est la propriété sociale, ce sont les nationalisations, c'est la terre arrachée des mains des grands propriétaires terriens expropriés pour être remise à ceux qui la travaillent. Ce sont les plus grandes conquêtes sociales. De la même façon, même si nous pouvons être en désaccord avec tel ou tel dirigeant des appareils, nous défendrons jusqu'au bout la conquête sociale qu'il gère, et en même temps nous nous opposerons à ce que soient détruites les conquêtes de la classe ouvrière.

C'est un problème très actuel, et ce depuis la dégénérescence de l'Internationale communiste. Nous avons combattu sur notre position pour la défense de l'URSS, pour la défense des conquêtes sociales contre Staline qui les a menées à la débâcle, et c'est valable pour toutes les conquêtes sociales, quelles que soient les directions des organisations de la classe ouvrière.

D. G. : Durant cette même période, on trouve dans la *Vérité* clandestine beaucoup d'appels à l'internationalisme ouvrier. Un article de juillet 1943, "*Main ten-*

due aux ouvriers allemands et italiens”, dénonce la façon dont les journaux gaulistes et staliniens disent : “*L’ouvrier allemand est un sale boche qu’il faut exterminer.*” Et puis, un peu plus tard, un appel en deux langues : “*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous*”, publié à la fois en français et en allemand, et qui rend compte de toute une série d’incidents significatifs par lesquels les travailleurs allemands sous l’uniforme cherchent à affirmer leur attachement à la classe ouvrière malgré le nazisme, malgré la pression des officiers.

Puis, plus tard encore, on va trouver ce numéro spécial de mai 1944 : “*Que faire lors du débarquement ?*” qui, en particulier, lance cet appel : “*Fraternisez avec les soldats anglais, allemands et américains, ce sont des travailleurs sous l’uniforme.*”

Et puis encore, juste après la Libération, cet article ô combien significatif, qui est signé par les déportés internationalistes. On sait que beaucoup de militants trotskystes ont été assassinés par les nazis dans les camps de concentration, comme Marcel Hic. Certains sont revenus, ce fût le cas de Marcel Beaufrère, de Gérard Bloch et d’autres. Dès le 13 octobre 1945, à peine revenus, ils publient dans *La Vérité* une déclaration du “*Groupe des déportés internationalistes*” qui condamne la façon dont les autorités françaises et alliées parquent les prisonniers allemands dans des conditions qui, disent-ils, les condamnent à une mort lente. Et eux, qui sortent des camps nazis, lancent cet appel contre les conditions intolérables faites aux prisonniers allemands.

Alors, cette affirmation répétée d’internationalisme, le refus d’identifier le peuple allemand avec le régime nazi : là encore, quelle actualité aujourd’hui, quelle signification ?

P. L. : Certains ont milité pendant cette période et nous ont quittés ensuite. Mais ce dont nous devons être fiers, ce dont toutes les générations doivent être fières, c’est ce combat qui a été mené, du premier jour de l’occupation jusqu’à la fin, de fraternisation avec les ouvriers allemands. Ce dont nous devons être fiers, c’est la constitution en 1943 de cellules dans les bases de sous-marins allemands qui étaient à Brest. Malheureusement, un provocateur avait réussi à s’y infiltrer, et il a été à l’origine de la fusillade par les nazis des camarades marins allemands et de la déportation du camarade Beaufrère. Ce camarade qui, plus tard, nous a quittés, a maintenu haut et ferme le drapeau de la fraternisation, car l’ouvrier allemand n’était pas l’ennemi. L’ouvrier n’était pas l’ennemi. Il n’est jamais l’ennemi.

L’ouvrier américain, aujourd’hui, n’est pas l’ennemi du peuple irakien. L’ennemi, c’est celui qui fait des profits, qui est propriétaire des moyens de production et qui entraîne l’humanité à la débâcle. Et cela, c’est l’ensemble du travail qui a été mené pendant la guerre sous le drapeau de Léon Trotsky. C’est ainsi que Léon Trotsky et ceux qui l’ont suivi durant cette période ont pavé le chemin de l’avenir.

D. G. : On va le voir dans un instant quand on va parler de l’attitude de la section française de la IV^e Internationale par rapport à la lutte d’émancipation coloniale en Indochine et en Algérie. Mais avant cela, une observation : nous republions un extrait d’un article qui annonce la proclamation du Parti communiste internationaliste, organisation unifiée des trotskystes en France, produit de l’unification de trois groupes, le 25 mars 1944.

Difficile, avec le recul, de juger de la signification exacte. Les trotskystes étaient entrés dans une crise de dispersion à partir des années 1934-1935 en France. Ils étaient, dans la guerre, dispersés. Ils se rassemblent en mars 1944. Quelle était la signification de ce regroupement ?

P. L. : Il faut bien comprendre, je le répète, que nous étions des exilés dans notre propre classe et que la force contraignante du stalinisme nous isolait. Dans toutes les manifestations auxquelles nous participions, nous avions à faire face à la violence stalinienne contre nous. Et sous cet angle-là, bien entendu, il y a eu une difficulté à appréhender les problèmes, entraînant des scissions et des départs, et l'apparition d'organisations diverses se réclamant de la IV^e Internationale.

Cela dit, il faut reconnaître que lorsqu'éclate la Seconde Guerre mondiale, l'organisation qui représentait à mon avis, après coup, le mieux le point de vue de la IV^e Internationale, c'était l'organisation majoritaire qui, en France, s'appelait le Parti ouvrier internationaliste (POI). C'était la section officielle de la IV^e Internationale.

Je faisais partie de l'autre groupe. Mais à la réflexion, à travers les difficultés, les erreurs que tout le monde commettait, c'est quand même dans le POI que la tradition de la IV^e Internationale a été le plus maintenue. Ce qui ne veut pas dire, par exemple, qu'un homme comme Marc Laurent, qui était un ami de Trotsky, qui était un leader du groupe dans lequel j'étais et qui s'appelait le PCI, ne maintenait pas à sa façon la tradition de la IV^e Internationale.

Sous cet angle, la fusion qui s'est faite était un indéniable pas en avant. Mais, encore une fois, il faut prendre en compte l'absence d'expérience qui était la nôtre, le fait que tous les cadres (ce qui est difficile à comprendre) qui s'étaient incarnés dans la III^e Internationale avaient quasiment tous été exterminés et qu'il a fallu reconquérir le fil de l'histoire. Sur ce plan, notre parti a cherché de toutes ses forces à trouver le chemin des masses pour les aider à prendre en main leur propre sort, ce parti a eu d'énormes difficultés, parce qu'il n'avait pas la conscience, la maîtrise suffisante de ce qu'est la lutte des classes.

Cette expérience, il a fallu mois après mois, année après année, l'acquérir dans des conditions extrêmement difficiles. Et encore maintenant, on ne peut pas dire qu'elle soit totalement assimilée dans les rangs des organisations de la IV^e Internationale.

D. G. : Faiblesses, difficultés, certes, mais principes aussi. Dans cet appel concernant le 1^{er} mai 1945 que j'évoquais tout à l'heure, je relève la chose suivante : on est à un moment où beaucoup de travailleurs sont choqués par la tentative du sommet de l'organisation syndicale de leur imposer l'union sacrée pour la défense du "*produire d'abord*". Dans l'appel que lance le PCI à faire du 1^{er} mai un 1^{er} mai de combat et non un 1^{er} mai de production (d'ailleurs, il faut dire la vérité, c'est que, tenant compte de la poussée de la classe ouvrière, les dirigeants vont finalement appeler à la grève et à la manifestation le 1^{er} mai 1945), je lis ce passage : "*Travailleurs, ne nous laissons pas diviser. Nombreux sont les ouvriers qui déchirent leur carte syndicale. Faire cela, c'est capituler sans combattre. Il faut au contraire au sein de la CGT faire appel à tous les syndiqués pour qu'ils imposent le respect de la volonté de combat des travailleurs.*"

Cela, ce n'était pas une erreur, mais au contraire affirmer un principe qui est un fil de continuité pour la IV^e Internationale.

P. L. : Non seulement c'est un fil de continuité, mais, en relation même avec le combat qui a été mené pour le traduire dans les faits, cela a considérablement aidé la classe ouvrière dans les années qui ont suivi, dans toute sa lutte de classe : par exemple, la grève générale de 1953, les grèves de 1955, où avec d'autres militants de toutes tendances, nous avons effectivement lutté pour les comités de

grève, nous avons lutté pour l'unité de la classe ouvrière en 1968-1969, etc. On pourrait donner bien d'autres exemples.

Je ne développerai pas ici, mais cet entretien démontre la nécessité d'écrire une suite à *Quelques enseignements de notre histoire*, parce que je crois que l'on pourra s'expliquer beaucoup plus clairement et plus nettement.

D. G. : Nous avons évoqué une page dont les trotskystes peuvent être fiers, celle du combat pour la fraternisation. Il en est une autre qui peut être mise en avant : dès juillet 1945, *La Vérité* dénonce la répression de Sétif et Guelma (le 8 mai) dans un article intitulé : "*Contre la répression qui frappe le peuple algérien.*" Ce sera d'ailleurs une continuité dans les années qui vont suivre. La campagne politique menée par *La Vérité* et les trotskystes français est constante pour la défense du peuple vietnamien ; on trouvera de nombreux articles pour le retrait des troupes françaises d'Indochine, contre l'aventure qui se mène en Indochine ("*Evacuez le Viêt Nam !*"), notamment après Diên Biên Phu, mais aussi, bien évidemment, sur la question centrale de l'Algérie.

A ce sujet, on trouve dès juillet 1949 un entretien avec Messali Hadj dans la revue *La Vérité*. Dans les années qui vont suivre, *La Vérité*, qui a combattu dès le départ pour le droit à l'indépendance du peuple algérien, pour son droit à proclamer son Assemblée constituante souveraine, etc., va à différentes reprises donner la parole à Messali Hadj comme celui qui se prononce à cette époque d'ailleurs (et il le dit explicitement dans l'interview qu'il donne à *La Vérité*) pour l'indépendance de l'Algérie.

C'est un moment extrêmement important. Il y aura d'ailleurs des procès contre les rédacteurs de *La Vérité* sur cette question, et on en fait mention ici. Mais il y a aussi une question : Messali Hadj, grande figure du nationalisme algérien, mais aussi, à un moment donné, la rupture avec lui...

P. L. : Cela me donne l'occasion d'annoncer une série d'articles pour commémorer le 50^e anniversaire de l'insurrection qui a commencé le 1^{er} novembre 1954 en Algérie, dans les Aurès. Je voudrais simplement dire qu'il y a nécessité de rétablir la vérité sur la base de faits sans se contenter d'affirmations. Aujourd'hui, de toute part, on s'efforce d'obstruer la compréhension de ce qui s'est passé et de ce qui se passe en Algérie.

Cela dit, et ce n'est pas mon propos, je voudrais dire simplement une chose, puisqu'il s'agit d'une interview en rapport avec des problèmes politiques qui relèvent aussi de souvenirs... J'ai rencontré, en 1946, Messali Hadj avec Marcel Beaufrère, dont j'ai parlé tout à l'heure, dirigeant trotskyste qui, ensuite a abandonné le trotskysme, avec qui je suis resté lié tout le temps, jusqu'à sa mort. Donc, nous avons rencontré Messali à sa libération (il avait été emprisonné depuis 1938 jusqu'à la fin de la guerre).

Nous sommes allés le voir dans sa chambre d'hôtel, à l'hôtel Lutétia, et il nous a dit ceci : "*Vous êtes assis dans ces fauteuils, et avant vous étiez assis des dirigeants du parti stalinien, du PC, ceux qui ont envoyé sur Sétif et Guelma les avions qui ont écrasé la manifestation du peuple algérien, qui cherchait à utiliser les moyens d'assurer son indépendance et de gagner son droit à la vie.*" Et à partir de là, ont commencé les relations que nous avons eues. Messali, indéniablement, a été l'homme qui a marqué pas seulement le peuple algérien, mais, en fait, ce qu'était la fidélité à un mouvement.

Il était venu en France dans les années 1920. Il était entré au Parti communiste. Puis, il l'a quitté au moment où, le stalinisme commençait à utiliser les mouvements nationaux pour ses propres intérêts. Il a constitué un parti qui s'appelait

L'Etoile nord-africaine ensuite le Parti du peuple algérien. En 1958, Messali a estimé devoir modifier non pas l'essence de sa politique, mais chercher des voies de traverse.

Dans les discussions que j'ai eues avec lui à ce moment, je lui ai dit que, pour ma part, je n'y croyais pas : "*Nos routes divergent, mais je garderai pour vous le plus profond respect.*" Il est resté fidèle à ce qu'il était. Et je crois que, dans les articles qui ont été écrits au moment de sa mort, en 1974, j'explique ces choses assez clairement. Cela dit, comme en toutes choses, comme il faut bien vivre, il y a des gens qui vivent de Messali. Laissons les morts enterrer les morts....

•

D. G. : En rapport avec la question de la continuité et des principes, on voit à travers *La Vérité* l'apparition de la crise pabliste, 1952, la rupture avec ceux qui conféraient à Staline la mission de "réaliser le socialisme à sa manière durant des siècles de transition", mais on voit aussi, dès 1953, le positionnement de la revue *La Vérité* soutenant la révolution à Berlin-Est. Et puis, ensuite, cette constante dans la revue *La Vérité* sur tout ce qui annonce les développements de la révolution politique antistalinienne : c'est Berlin-Est, c'est Poznan en 1956, c'est la Hongrie en 1956, et d'autres développements par la suite.

On a tendance à mettre en rapport les deux éléments... D'un côté, un secteur, et non des moindres, de la IV^e Internationale plie en quelque sorte devant la pression du stalinisme et estime qu'il faut se ranger dans le camp stalinien dès lors que le monde est divisé en deux camps. De l'autre côté, avec, de toute évidence, beaucoup de difficultés, la majorité de la section française de la IV^e Internationale — et c'est visible à travers ces extraits de *La Vérité* —, qui cherche à garder le cap à la fois d'une politique d'indépendance de classe, de combat intransigeant contre l'impérialisme, et en même temps celui du refus de confondre la défense des conquêtes d'Octobre et des conquêtes ouvrières avec la politique du stalinisme.

C'est sensible aussi dans les articles consacrés à la défense de la Yougoslavie de Tito contre Staline. Il n'y a pas lieu ici de débattre fondamentalement de la question du pabliste, on en parle d'ailleurs dans l'introduction générale de ce numéro de *La Vérité* et on y revient dans différents articles. Mais, on sent, quand il y a cette crise de 1952, que c'est un coup majeur qui est porté à la IV^e Internationale. Depuis, il y a eu le long combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont on trouve des échos dans des numéros publiés ici : la conférence de 1966, celle de 1972, puis, finalement, la conférence de reproclamation, le IV^e puis le V^e Congrès mondial. Tout de même, peut-on dire aujourd'hui que la crise de dislocation de la IV^e Internationale a été pleinement surmontée plus de cinquante ans après ? Dans quelle mesure l'a-t-elle été et dans quelle mesure ne l'a-t-elle pas été ? Cela intéresse au premier rang *La Vérité*, puisque, depuis maintenant treize ans, *La Vérité* a cessé d'être la revue de la seule section française de la IV^e Internationale pour devenir l'organe théorique de la IV^e Internationale.

P. L. : Evidemment, c'est une question très vaste... Il ne s'agit pas de l'épuiser ici. La première chose, ce sont les faits. Les faits n'ont-ils pas tranché ? Quand Pablo et ceux qui l'ont suivi nous expliquaient à partir de 1952-1953 que la bureaucratie, placée dans les conditions de la guerre froide, serait contrainte de réaliser le socialisme à sa manière dans des siècles de transition, est-ce que, en définitive, cette prédiction de Pablo et de tous ceux qui l'ont suivi a été vérifiée ? Il suffit de regarder la

réalité. La bureaucratie a entraîné la débâcle de l'Union soviétique, et aujourd'hui, pour les peuples de l'ex-URSS, pour les peuples d'Allemagne de l'Est, d'Europe orientale et centrale, etc., il leur faut lutter dans des conditions plus difficiles pour essayer de maintenir ce qui est indispensable pour leur propre survie.

La théorie n'est pas autre chose que l'expression consciente de la pratique. L'histoire a tranché. Aujourd'hui, suffit-il que les faits tranchent pour qu'il y ait la reconnaissance de ceux qui ont raison et qui ont eu raison ? Vieux révolutionnaire, vieil homme, j'ai vu tellement de choses, j'ai lu beaucoup de choses... Cela se passe très rarement ainsi. Il reste que la fidélité aux principes, la fidélité à ce qu'était la révolution russe, l'expression la plus élevée de la démocratie ouvrière, l'expression la plus élevée de la reconnaissance que l'humanité a un avenir, aujourd'hui, dans les conditions les plus difficiles, cette fidélité se maintient et doit être préservée.

Et ceux qui avaient rallié le pablisme, indépendamment des personnes, il faut voir aujourd'hui ce qu'ils sont et ce qu'ils font. Peut-on se revendiquer du trotskysme, de la IV^e Internationale, et être ministre de l'Agriculture dans un gouvernement qui écrase les révoltes paysannes au Brésil ? C'est de cela qu'il s'agit.

Chacun dans son camp, et nous nous retrouverons.

D. G. : Nos lecteurs verront que, dans la dernière partie des articles publiés, il y a constamment une combinaison entre la nécessité de reproclamer la IV^e Internationale et celle de l'insérer, de la relier dans des processus plus vastes. Par exemple, nous republions ici, à vingt ans de distance, l'article de 1984 sur *"Qu'est-ce que le Parti des travailleurs du Brésil ?"*, article qui explique les raisons pour lesquelles la section brésilienne de la IV^e Internationale, à cette époque, tout en préservant son hebdomadaire et sa fidélité au programme, décide d'entrer dans ce parti, dont elle dit : *"L'existence du Parti des travailleurs est la cristallisation d'idées, qui, nous le savons, ne sont pas seulement les nôtres, mais qui sont aussi les nôtres."*

Cette formulation a une portée qui va au-delà du Brésil. Nous republions aussi des extraits du rapport politique adopté par la section française de la IV^e Internationale en octobre 1985, qui est intitulé : *"Le combat du PCI pour un authentique Parti des travailleurs"*, et qui prépare le Mouvement pour un parti des travailleurs, aujourd'hui Parti des travailleurs, dont le Courant communiste internationaliste (CCI- section française de la IV^e Internationale) est partie prenante. De même que nous publions des extraits d'articles sur le combat pour l'Internationale ouvrière, qui préparait le terrain à l'Entente.

C'est une dimension essentielle de l'orientation stratégique de la IV^e Internationale : la reproclamation de la IV^e Internationale sur la base de son programme, et en même temps la capacité à se lier, à agir en commun avec des courants, des groupes, des militants qui cherchent à se situer sur le terrain de l'indépendance de classe. Peut-on dire aujourd'hui que cette orientation stratégique s'est pleinement matérialisée ou qu'en réalité, elle est un instrument pour aborder — des choses ont été faites — la période qui vient, pour répondre à la nécessité de travailler au regroupement de la classe ouvrière sur le terrain de son indépendance ?

P. L. : Bien évidemment, cette question aussi est très vaste. Sous une certaine forme, aujourd'hui, l'histoire enjoint en quelque sorte à la classe ouvrière de récupérer ce qu'elle a cristallisé pour sa propre défense, depuis qu'elle a été constituée en classe dans le système de la propriété privée des moyens de production, et qui se confond aujourd'hui avec la défense de la civilisation humaine.

Sous une certaine forme, donc, nous voyons aujourd'hui se dessiner les processus qui font que, pour se reconstituer comme classe sur son terrain fondamental, la classe ouvrière dégage des formes de recherche qui, en fait, intègrent tout son passé : celui de la I^e Internationale, celui de la II^e Internationale (au moment où nous allons l'année prochaine commémorer la constitution de la SFIO en 1905, nous allons démontrer comment cette constitution a été un pas en avant extrêmement important avant la capitulation des sociaux-démocrates en 1914, et qui représentait tout l'avenir de tous les courants de la classe ouvrière qui étaient insérés dedans).

Il y a eu la III^e Internationale, ses acquis. Et la IV^e Internationale, comme on l'a dit tout à l'heure, est une nécessité. Aujourd'hui, l'ensemble de l'acquis du marxisme, du bolchevisme qui est son héritier, nécessite d'être la base d'un courant. C'est celui de la IV^e Internationale, qui s'institue le parti mondial de la révolution. Mais il ne saurait prétendre à l'exclusive. Et c'est dans ce sens-là qu'après la guerre, après les difficultés que nous avons connues, qu'après la guerre, nous avons cherché des formes de regroupement se plaçant sur terrain de la lutte de classe, de l'indépendance de classe, de l'internationalisme prolétarien, politique que nous avons constituée comme celle de la stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), qui s'est incarnée ensuite dans la constitution du Parti des travailleurs.

Bien entendu, ces questions sont très complexes. On l'a vu justement en 1980, ce à quoi tu fais référence, pour savoir s'il fallait ou non entrer dans le PT du Brésil. Cette décision a été précédée par une intense discussion, dans laquelle un certain nombre de ceux qui, maintenant, cherchent autre chose affirmaient qu'il ne fallait pas rentrer dans le Parti des travailleurs parce que c'était un "parti bourgeois", etc.

Toutes ces questions sont des questions fondamentales. Il faut faire l'impossible pour qu'elles soient mises en discussion et, modestement, je crois qu'il faut que nous essayions de les insérer dans la réflexion commune.

D. G. : Un dernier mot, pour conclure : tu es le directeur de publication de *La Vérité* ; tu en assures la responsabilité depuis un nombre important de décennies. On est parti du bulletin de l'opposition communiste en 1929, une tentative de regroupement de l'opposition communiste. Aujourd'hui, sur la couverture de ce numéro de *La Vérité* — c'est une manière aussi de prendre acte d'un pas en avant —, on reproduit des éditions de *La Vérité* en dix langues différentes, et elle est diffusée dans plus de cinquante pays. Qu'est-ce que cela t'inspire, ce rapport entre *La Vérité*, la IV^e Internationale et ce que nous avons à accomplir dans la prochaine étape ?

P. L. : Il ne s'agit pas de faire parler les morts, mais je crois que Trotsky serait satisfait de voir que *La Vérité* (qui est la *Pravda* de Lénine) est aujourd'hui publiée dans dix langues et diffusée dans plus de cinquante pays, pour permettre la libre discussion afin de dégager les voies de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

TABLE

1929. “Aux ouvriers révolutionnaires”	p 77
1929. La vérité est toujours révolutionnaire	p 80
1932. En Allemagne, “le PC doit proposer au Parti socialiste le front unique contre le fascisme”	p 82
1933. “La tragédie du prolétariat allemand”	p 84
1934. Il faut “l’alliance ouvrière”	p 90
1940. La tâche de défendre la classe ouvrière	p 91
1940. “Léon Trotsky assassiné !”	p 91
1940. “A bas l’antisémitisme !!!”	p 92
1941. “Face à l’attaque de Hitler contre l’URSS !”	p 92
1941. Après la grève des mineurs du Nord	p 93
1941. Contre la “Charte du travail” de Vichy	p 94
1943. « Contre la “relève”, la lutte continue »	p 95
1943. “Main tendue aux ouvriers allemands et italiens”	p 96
1943. Révolution en Italie	p 98
1943. “Proleten aller Laender, vereinigt euch !”	p 99
1944. La proclamation du Parti communiste internationaliste	p 100
1944. “Que faire lors du débarquement ?”	p 101
1944. “Hitler s’effondre”	p 104
1944. “Les premiers comités d’usine à Argenteuil, Jumo dans la grève”	p 106
1945. “Travailleurs et ménagères manifestent”	p 106
1945. “1 ^{er} mai de lutte pour le pain et l’échelle mobile des salaires”	p 107
1945. Contre la répression qui frappe le peuple algérien	p 108
1945. “Solidarité totale avec le peuple indochinois en lutte contre l’impérialisme français ! Vive l’Indochine libre et indépendante !”	p 108
1945. “Les prisonniers allemands sont condamnés à une mort lente”	p 109
1946. Le comité de grève, arme indispensable pour la victoire	p 100
1947. La grève Renault de 1947	p 111
1949. “Sous le règne du socialiste Naegelen le régime de l’Algérie est exclusivement policier”	p 113
1949. “Pourquoi Staline veut écraser Tito ? Les révolutionnaires doivent défendre la Yougoslavie”	p 114
1951. Les mineurs ne veulent pas qu’on touche à leur Sécurité sociale	p 116
1951. “La vérité sur le déficit de la Sécurité sociale”	p 117
1952. “Une date dans l’histoire du trotskysme”	p 117
1953. “Contre l’occupation, pour l’unité allemande, les prolétaires de Berlin se lèvent”	p 119
1953. La grève générale de 1953	p 121
1954. “Diên Biên Phu : évacuez le Viêtnam !”	p 124

1954. “Algérie : pas de nouvelle sale guerre”	p 124
1956. “Retrait immédiat des troupes françaises d’Algérie”	p 126
1956. “Algérie, guerre ou Constituante”	p 127
1956. La bureaucratie stalinienne devant la révolution politique	p 129
1956. “Pologne : gloire aux ouvriers de Poznan !”	p 130
1956. Prise de parole d’un dirigeant trotskyste devant les métallos de Saint-Nazaire	p 131
1958. Non à de Gaulle	p 133
1958. Faire face aux besoins de l’avant-garde ouvrière	p 134
1960. “Quatre militants trotskystes traduits devant le tribunal militaire”	p 135
1963. “La grève des mineurs de 1963”	p 136
1966. “Un moment de la reconstruction de la IV ^e Internationale : la conférence du Comité international”	p 138
1966. Quelle solidarité avec la révolution vietnamienne ?	p 140
1971. “L’actualité de la Commune de Paris”	p 141
1973. “La ligue communiste dans le camp du nouveau front populaire	p 142
1974. La révolution portugaise de 1974	p 144
1975. “Au Vietnam, retentissante défaite de l’impérialisme, une victoire de la révolution mondiale”	p 145
1975. “Tournant dans la situation mondiale”	p 146
1984. “Qu’est-ce que le Parti des travailleurs au Brésil ?”	p 148
1985. “Le combat du PCI pour un authentique Parti des travailleurs”	p 149
1988. La méthode de reconstruction d’une Internationale ouvrière, d’une Internationale révolutionnaire	p 150
1989. “Bicentenaire : la révolution défigurée. Défense de la démocratie révolutionnaire”	p 152
1990. La révolution roumaine	p 153
1990. “Que signifient les événements d’Allemagne ?”	p 154
1990. “Un an de révolution allemande”	p 155
1990. “Le Secrétariat unifié sur la position de la restauration capitaliste”	p 157
1991. Après la première guerre du Golfe	p 158
1993. “Le programme de la IV ^e Internationale a-t-il été vérifié par les événements ?”	p 163
1994. “La conférence africaine de Johannesburg”	p 167
1999. “Le manifeste du IV ^e Congrès de la IV ^e Internationale”	p 170
2000. “Sur les causes de l’effondrement de l’URSS”	p 173
2002. “Le combat des travailleurs américains après le 11 septembre”	p 176

Articles, textes et documents publiés par *La Vérité* depuis 1929

1929. “AUX OUVRIERS RÉVOLUTIONNAIRES” (*titre original – n° 1, 15 août 1929*)

Après dix années d’existence, l’Internationale communiste est en complet recul (...).

- Le régime intérieur des partis bannit toute discussion approfondie. Il faut approuver aveuglément toute décision signifiée par le centre — ou s’en aller.

La vraie et saine critique que toute organisation ouvrière doit, non pas redouter, mais désirer, a été remplacée par une caricature de critique baptisée autocritique.

Un tel régime ne peut s’imposer et durer qu’à coups d’exclusions. Les communistes authentiques sont chassés du parti. D’autres se mettent silencieusement à l’écart, espérant que cela ne durera pas toujours.

Faut-il s’étonner que, dans ces conditions, les Partis communistes soient des passoires ?

- Partout, maintenant, les communistes hors du parti sont nombreux. Et, partout, les forces d’opposition ont été amenées à se grouper.

Dans l’Union soviétique, l’Opposition mène stoïquement la lutte, malgré une répression qui dépasse en brutalité, en cruauté raffinée, la répression tsariste.

En dehors de l’Union soviétique, la situation varie selon les pays (...).

Nous croyons que l’opposition a besoin, tant pour son regroupement que pour son action, d’un hebdomadaire édifié sur une base communiste solide.

Cette base communiste, nous la trouvons dans les conceptions théoriques et dans la tactique élaborées par les quatre premiers congrès de l’Internationale communiste, complétées par les travaux de l’Opposition communiste russe.

C’est l’Opposition communiste russe qui incarne aujourd’hui la courte, mais glorieuse tradition communiste, si riche d’événements qui ont fait trembler le vieux monde.

Dans l’Union soviétique, elle défend les principes d’Octobre.

Dans l’Internationale communiste, elle maintient la politique à la fois audacieuse et prudente des années 1919-1923.

Il est du reste impossible de suivre en même temps une politique juste dans l’Union soviétique et une politique fausse dans l’Internationale communiste (...).

Le mouvement ouvrier français a besoin d’une cure de vérité.

Il y a des simplifications qui sont des déformations, des grossissements qui sont une injure à la classe ouvrière (...).

Si l'on pense que la classe ouvrière est encore mineure, qu'elle a besoin d'être dupée au moyen d'inventions comme "*le socialisme dans un seul pays*", il faut en tirer les conclusions inéluctables.

Nous pensons, nous, que la classe ouvrière est majeure, qu'elle est capable de prendre tout le pouvoir avec ses seules forces, et, en conséquence, qu'elle a droit à la vérité.

L'œuvre que nous nous sommes assignée ne pourra être menée à bien que si nous trouvons dès maintenant à Paris, et sur tous les points du pays, des camarades résolus à nous seconder.

Notre budget de dépenses sera réduit au minimum, il ne comportera nulle rétribution, ni pour la rédaction, ni pour l'administration. Rédaction et administration seront du travail de "samedi communiste".

Nous nous adressons à tous ceux qui souhaitent le succès de notre œuvre, qui veulent s'associer à notre effort.

Il nous faut des souscriptions, des abonnements. Partout où cela est possible, des groupes d'amis du journal doivent se constituer, qui étudieront les moyens d'assurer la diffusion du journal dans leur coin ou dans leur région.

Un journal qui ne peut recueillir les ressources dont il a besoin pour vivre, c'est : ou qu'il ne représente pas un mouvement viable, ou que ceux qui le font ne savent pas exprimer ce mouvement.

L'Opposition communiste en France n'a besoin que de se trouver pour être une force.

Nous voulons que son journal vive.

**H. Audoin, Marthe Bigot,
L. Charbit, Jeanne Despallières,
P. Frank, Gourget, L. Marzet,
A. Mougeot, Sarah Monant,
R. Rey, A. Rosmer**

1929. LA VÉRITÉ EST TOUJOURS RÉVOLUTIONNAIRE

(*"Lettre ouverte à la rédaction"* – n° 3, 27 septembre 1929)

Vous entreprenez la publication d'un hebdomadaire sur la base de l'Opposition communiste de gauche. Je suis de tout cœur avec vous. C'est précisément ce dont nous avons besoin.

En France, l'influence de l'Opposition est trop faible. C'est qu'en France les groupements de l'Opposition sont trop nombreux.

Quelques-uns se sont figés. Ils publient de temps à autre un numéro de journal qui contient les documents de l'Opposition internationale ou des articles occasionnels sur des questions isolées de la vie française. Le lecteur oublie le contenu du numéro précédent avant de recevoir le suivant. Il faut en finir avec une pareille situation. Il faut donner aux masses l'appréciation marxiste juste et systématique des événements sociaux. La politique exige la continuité de la pensée, de la parole et de l'action. C'est pourquoi la politique exige un quotidien.

L'Opposition n'a pas encore les moyens de mettre sur pied un quotidien. Vous êtes contraints de commencer par un hebdomadaire. C'est déjà un pas en avant. A condition, naturellement, que l'entreprise ne s'en tienne pas là, mais qu'elle mette le cap sur un quotidien.

Les idées que vous représentez — les idées du marxisme enrichi par la pratique révolutionnaire du parti de Lénine et de toute l'expérience révolutionnaire internationale de l'après-guerre — se fraieront leur route. On ne peut en douter. Il faut seulement que ces idées soient reliées étroitement aux faits de la vie, qu'elles s'accrochent aux événements réels, qu'elles soient fécondées par l'expérience vivante des masses.

Tel est l'objet de votre hebdomadaire, et c'est ainsi qu'il deviendra l'instrument utile et irremplaçable de l'élaboration d'une plate-forme justement fondée dans la doctrine et dans la vie. Il n'y a pas

d'erreur plus grande que de s'imaginer qu'on peut fabriquer une plate-forme en chambre et la proclamer comme les prémisses tout à fait arrêtées de l'action politique.

Non, la plate-forme de combat ne peut que retracer et généraliser l'expérience politique déjà accomplie, et créer ainsi les prémisses plus larges et plus fécondes de l'avenir.

Marx a dit une fois qu'un pas réel du mouvement vaut mieux qu'une douzaine de programmes. Marx pensait aux programmes élaborés en dehors des réalités de la lutte pour la satisfaction de leurs créateurs. Ses paroles s'appliquent on ne peut mieux à la situation actuelle de l'Opposition communiste française. En quoi consiste sa faiblesse ? En ce qu'elle n'a pas mené jusqu'à ce jour de lutte politique, ou qu'elle n'en a mené qu'épisodiquement. Cela conduit inévitablement à la formation et au maintien de groupes clos et conservatifs destinés sur ce terrain à échouer, comme on le sait, à l'épreuve des événements.

La survivance de cet état de choses menacerait de compromettre gravement l'Opposition française et de lui barrer pour longtemps la route de l'avenir. La concentration de toutes les forces de l'Opposition de gauche pour l'action est indispensable. Votre *Vérité* doit devenir l'organe de cette concentration.

Il n'y a plus un instant à perdre. On en a déjà suffisamment perdu.

Les fautes du communisme officiel n'ont pas un caractère occasionnel. Elles tiennent à la nature même de la fraction dirigeante. Le centrisme est un courant intermédiaire entre le réformisme et le communisme. Il n'a, il ne peut avoir de ligne propre. Il la cherche toujours sous les coups de droite et de gauche. Il oscille, il fait des zigzags ; il fait des crochets, il se jette d'une extrémité à l'autre. Il faut ajouter que le centrisme actuel est foncièrement bureaucraté et pleinement soumis au commandement du sommet de la fraction stalinienne. Cela donne à chacun des zigzags de la direction un élan international, indépendamment des conditions effectives du mouvement ouvrier dans chaque pays. Il en résulte un affaiblissement progressif des positions du commu-

nisme mondial. Les Sémard, les Monmousseau sont les représentants achevés du type de bureaucrate centriste en France.

Les derniers zigzags aventuriers à gauche, qui avaient pour but immédiat de dissimuler l'écrasement de l'Opposition communiste aux yeux des masses ouvrières, se sont traduits par une série d'aventures et ont démontré, de Canton à Berlin, l'héroïsme de l'avant-garde ouvrière et la faillite politique de sa direction.

Comme résultats de ces convulsions, qui ont porté naturellement leurs fruits : des défaites, il faut s'attendre à un nouveau affaiblissement du centrisme et au renforcement des deux ailes. C'est maintenant que s'ouvre le moment favorable aux recrutements des ouvriers révolutionnaires sous le drapeau de Marx et de Lénine.

En rejetant l'esprit de cénacle avec ses intérêts et ses ambitions mesquins, *La Vérité* doit rallier autour d'elle tous les éléments vivaces et véritablement révolutionnaires de l'Opposition communiste. C'est aussi nécessaire à l'avant-garde des ouvriers que le pain quotidien.

Les rapports de la presse ouvrière avec ses lecteurs fournissent la vérification la plus nette de sa ligne politique. Les réformistes mentent consciemment au lecteur dans l'intérêt de la conservation du régime bourgeois.

Les centristes couvrent par leurs mensonges, leurs hésitations, leur manque d'assurance, leurs capitulations et leurs aventures. Ils n'ont pas confiance en eux-mêmes, c'est pourquoi ils manquent de confiance en leurs lecteurs. Ils croient qu'on ne peut entraîner les ouvriers que les yeux bandés et tirés par la main. C'est cet esprit qui pénètre maintenant la presse de l'Internationale communiste. Elle n'a pas confiance dans les ouvriers. Elle les tient en tutelle comme de petits enfants. Elle leur raconte des histoires fantastiques. Quand ils posent des questions gênantes, elle les menace du doigt. C'est pour cela que l'apathie s'installe dans les rangs du parti et que le vide s'élargit autour de lui.

La masse ouvrière n'est pas composée de nourrissons. Elle est faite d'hommes

ayant une âpre expérience. Elle ne tolère pas de gouvernante bureaucratique, dont la sévérité égale généralement la sottise. L'ouvrier ne demande pas d'ordres, mais de l'aide pour son orientation politique. Pour cela, il faut lui dire avant tout ce qui est. Ne pas déformer, ni choisir tendancieusement, ne pas maquiller, ne pas sucrer, mais dire honnêtement ce qui est.

La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle *La Vérité*. On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité sur leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les dirigeants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers à assurer la direction juste de l'Internationale communiste.

C'est la tâche de votre hebdomadaire. Toutes les formes et les manifestations du mouvement ouvrier doivent être loyalement éclairées. Le lecteur attentif devra se persuader que, pour connaître la vérité sur les mouvements du prolétariat en France et dans le monde, il doit la rechercher dans *La Vérité*.

Et il acceptera ainsi votre point de vue, parce qu'il se présentera à lui dans la lumière des faits et des chiffres. Seul ce courant, qui cherche honnêtement avec les ouvriers et à leur tête la juste orientation, gagnera à lui les partisans conscients et dévoués, qui ne connaîtront ni désenchantement ni découragement.

Chers amis, je suis avec vous de tout cœur, j'accepte avec joie votre proposition de collaboration. Je ferai tout pour que cette collaboration soit systématique et permanente. Je m'efforcerai de donner des articles pour chaque numéro : sur la situation en Russie, sur les événements de la vie mondiale, sur les questions du mouvement ouvrier international.

Je souhaite chaleureusement votre succès.

L. Trotsky

1932. EN ALLEMAGNE, "LE PC DOIT PROPOSER AU PARTI SOCIALISTE LE FRONT UNIQUE CONTRE LE FASCISME"

(titre original – n° 118, 15 juin 1932)

Il n'y a plus maintenant de doute pour personne ! Le nouveau gouvernement du Reich est un gouvernement de transition, qui prépare ouvertement la venue du fascisme au pouvoir.

Von Papen et Hindenburg (eux-mêmes directement liés au fascisme) réalisent en même temps une manœuvre habile : ils ont dissous le Reichstag, et ils espèrent faire venir une majorité plus large encore de nazis dans le nouveau Reichstag. Ainsi, tout en ayant l'air de respecter la "démocratie", la "Constitution", la clique von Papen permettra aux nazis de s'emparer des dernières positions.

A l'heure où les dirigeants staliniens fermaient les yeux sur le danger, nous l'avons clairement caractérisé. Nous avons dégagé des faits une perspective qui se vérifie de jour en jour. Il faut continuer

la lutte pour le redressement de la politique du parti selon cette perspective (...).

En politique extérieure, le gouvernement du Reich s'attaque ouvertement à l'URSS et préconise une entente avec la France et la Pologne pour le dépeçage de la Russie soviétique. Avions-nous eu raison de crier l'alarme sur ce danger, le danger le plus formidable que l'URSS ait jamais rencontré depuis la période d'intervention en 1919-1920 ?

En politique intérieure, c'est la guerre à mort contre le prolétariat révolutionnaire, et la classe ouvrière tout court. A bas le marxisme ! crie von Papen. Interdiction des ligues de Libre Pensée, du Front rouge, de la Jeunesse communiste, et demain du PC ! Ecrasement ensuite des syndicats. La nouvelle "ordonnance de détresse" vient d'être publiée : nouvelle

Comme en 1914...

« Il n'y a pas de section japonaise de P.I. O. S. Y en «étil» une, l'international ne serait à aucun degré responsable du fléchissement d'une de ses sections. »

« Il y a des socialistes japonais dont la foi a chancelé et qui sont passés à la réaction nationaliste. De semblables choses ont lieu dans toutes les grandes crises politiques et sociales. »

(VAN DER VELDE, président de P.I. O. S.)

Qui, en Allemagne, (« passera ») chez Hitler ?

PROUX : fr. 30



N° 448. — 45 JUIN 1932

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION DE GAUCHE)

VON PAPEN, FOURRIER DU FASCISME HITLÉRIEN

Le P. C. doit proposer au parti socialiste le front unique contre le fascisme

Pour clarifier quelques problèmes

La crise du Parti s'accroît. Le quart de million de membres... (Text continues with analysis of the party's situation and the need for a united front against fascism.)

Il n'y a plus maintenant de doute pour personne... (Text continues with analysis of the party's situation and the need for a united front against fascism.)

Il n'y a plus maintenant de doute pour personne... (Text continues with analysis of the party's situation and the need for a united front against fascism.)

Il n'y a plus maintenant de doute pour personne... (Text continues with analysis of the party's situation and the need for a united front against fascism.)

Il n'y a plus maintenant de doute pour personne... (Text continues with analysis of the party's situation and the need for a united front against fascism.)

réduction de 25 % des allocations de chômage ! Impôt sur le sel ! Diminution nouvelle de 5 % des traitements des fonctionnaires et employés. Et enfin : rétablissement des sections d'assaut de fascisme !

Des troupes fascistes armées, hier «illégales», sont donc aujourd'hui la force semi-officielle de la bourgeoisie, qui veut contraindre le prolétariat, le réduire à merci, ramener les ouvriers de l'Allemagne à l'état d'esclavage. Le processus se développe avec rapidité.

Dans la lutte gigantesque qui met aux prises la contre-révolution et la révolution allemande, il n'y a plus de place pour les «apaisements» démocratiques, pour la «pacification». La bourgeoisie allemande, profondément atteinte, doit écraser le prolétariat si elle veut survivre encore ; et le prolétariat ne peut vivre, abattre le capitalisme, transformer de fond en comble la société qu'en prenant à son tour l'offensive, en posant comme but de la lutte actuelle, non seulement la défense contre le fascisme, mais la question du pouvoir elle-même.

La social-démocratie et les partis «démocratiques» sont placés dans une alternative décisive. Les masses ouvrières, qui constituent la base non seulement de la social-démocratie, mais aussi en partie du centre (syndicats chrétiens), s'ébran-

lent, en poussant ces partis à la résistance au fascisme. Mais, bien entendu, les cadres, les dirigeants «démocratiques» résistent à cette pression, temporisent, laissent les choses aller.

Mais nous, communistes, nous devons utiliser cette disposition des masses travaillant pour réaliser un puissant front unique ouvrier. A ce sujet, il faut abandonner les ergotages centristes. Il ne suffit pas d'appeler les ouvriers à venir grossir nos rangs pour qu'ils nous rejoignent immédiatement.

La classe ouvrière, les millions d'ouvriers ne se décident que par l'expérience. Et c'est pourquoi il faut proposer aux organisations auxquelles ils tiennent encore le front unique pour la lutte en commun, armée, des syndicats locaux ouvriers, journaux, réunions. Dispersion des bandes fascistes. Contrôle de la production et des prix par les conseils d'usine, etc.

Si les organisations refusent, les masses qui les suivent ouvriront les yeux, viendront vers nous ; si elles acceptent, nous pourrons, dans la lutte commune, montrer aux ouvriers que seuls nous lutons vraiment et conséquemment pour eux, les communistes se révéleront comme les vrais dirigeants de la masse, qui aura confiance en eux (...).

1933. "LA TRAGÉDIE DU PROLÉTARIAT ALLEMAND"

(*titre original ; sous-titre : "Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais"*
n° 147, 24 mars 1933)

Le prolétariat le plus puissant d'Europe par sa place dans la production, son poids social, la force des ses organisations, n'a manifesté aucune résistance lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir et des premières attaques violentes contre les organisations ouvrières. Tel est le fait sur lequel il faut s'appuyer pour les calculs stratégiques ultérieurs.

Il serait évidemment stupide de croire que le développement ultérieur de l'Allemagne ira sur la voie italienne ; que Hitler fortifiera pas à pas sa domination sans résistance sérieuse ; que le fascisme allemand aura de longues années de domination. Non, le sort ultérieur du national-socialisme, il faudra le tirer de l'analyse des conditions allemandes et internationales, non de pures analogies historiques. Mais ceci est dès maintenant évident : si, depuis le mois de septembre 1930, nous avons exigé de l'IC de viser court en Allemagne, maintenant il nous faut bâtir une politique visant loin. Avant que le combat décisif soit possible, l'avant-garde du prolétariat devra s'orienter à nouveau, c'est-à-dire comprendre clairement ce qui s'est passé, répartir les responsabilités de la grande défaite historique, tracer la nouvelle voie, et de cette façon regagner la confiance en elle-même.

Le rôle criminel de la social-démocratie ne nécessite aucun commentaire : l'IC fut créée 14 ans auparavant précisément pour arracher le prolétariat à l'influence démoralisatrice de la social-démocratie. Si cela n'a pas réussi jusqu'à présent, si le prolétariat allemand s'est trouvé impuissant, désarmé, paralysé, au moment de la plus grande épreuve historique, la faute directe et immédiate en retombe sur la direction de l'IC post-léninienne. C'est la première conclusion qu'il faut tirer immédiatement.

Sous les coups perfides de la bureaucratie stalinienne, l'Opposition de gauche conserva jusqu'au bout sa fidélité au parti officiel. Les bolcheviks-léninistes partagent maintenant le sort de toutes les organisations communistes : nos militants et cadres sont arrêtés, nos éditions interdites, notre

littérature confisquée. Hitler s'empressa même de suspendre le *Bulletin de l'Opposition* paraissant en langue russe. Mais si, ensemble avec toute l'avant-garde prolétarienne, les bolcheviks-léninistes supportent les conséquences de la première victoire sérieuse du fascisme, ils ne peuvent pas et ne veulent pas porter sur eux-mêmes l'ombre de la responsabilité pour la politique officielle de l'IC.

Depuis 1923, c'est-à-dire depuis le début de la lutte contre l'Opposition de gauche, la direction staliniste aida de toutes ses forces, quoique indirectement, la social-démocratie à dérouter, à embrouiller, à affaiblir le prolétariat allemand : elle arrêta, elle freina les ouvriers quand les conditions dictaient une offensive révolutionnaire courageuse ; elle proclama l'approche de la situation révolutionnaire, tandis que celle-ci était dépassée ; elle passait des accords avec des phraseurs et des bavards petits-bourgeois ; elle boitait, impuissante, à la queue de la social-démocratie sous la forme de la politique du front unique ; elle proclamait la "troisième période" et la lutte pour la conquête de la rue dans des conditions de reflux politique et de faiblesse du PC ; elle remplaçait la lutte sérieuse par des bonds, des aventures ou des parades ; elle isolait les communistes des syndicats de masse ; elle identifiait la social-démocratie avec le fascisme et refusait le front unique avec les organisations ouvrières de masse devant les bandes agressives des nationaux-socialistes ; elle sabotait la moindre initiative de front unique de défense locale, en même temps elle trompait systématiquement les ouvriers quant au rapport réel des forces, défigurait les faits, présentait les amis comme les ennemis, et les ennemis comme des amis — et serrait de plus en plus fort la gorge du Parti, ne lui permettant plus de respirer librement, ni de parler, ni de penser.

Dans la vaste littérature consacrée à la question du fascisme, il suffit de se rapporter au discours de Thaelmann, chef officiel du PC allemand, qui, au plénum de l'exécutif de l'IC, en avril 1931,

dénonçait les “*pessimistes*”, c’est-à-dire les gens qui savent prévoir, dans les termes suivants :

“Nous n’avons pas laissé les dispositions à la panique nous dérouter... Nous avons sobrement et fermement constaté que le 14 septembre (1930) fut dans un certain sens la meilleure journée de Hitler et qu’après viendront non des jours meilleurs, mais pires. Cette appréciation que nous avons donnée du développement de ce parti est confirmée par les événements... Aujourd’hui, les fascistes n’ont plus de raison de rire.”

Se référant à la création par la social-démocratie de groupes de défense. Thaelmann prouva dans le même discours que ces groupes ne diffèrent en rien des sections de combat des nationaux-socialistes et que toutes deux se préparent pareillement à anéantir le communisme.

Aujourd’hui, Thaelmann est arrêté. Devant la réaction triomphante, les bolcheviks-léninistes se trouvent au même rang que Thaelmann.

Mais la politique de Thaelmann, c’est la politique de Staline, c’est-à-dire la politique officielle de l’IC. C’est précisément cette politique qui est cause de la démoralisation complète du parti au moment du danger, où les chefs perdent la tête, où les membres du parti déshabitués de penser tombent en prostration, où les principales positions historiques sont cédées sans combat. Une théorie politique mensongère porte en elle-même son châtement. La force et l’obstination de l’appareil augmentent seulement les dimensions de la catastrophe.

Ayant cédé à l’ennemi tout ce qu’on pouvait céder dans un si court laps de temps, les stalinistes tentent de corriger le passé au moyen d’actes convulsifs, qui ne font qu’éclairer davantage toute la chaîne des crimes commis par eux. Maintenant que la presse du PC est étouffée, que l’appareil est détruit, que le torchon sanglant du fascisme flotte impunément sur la maison Karl Liebknecht, le comité exécutif de l’IC se met sur la voie du front unique non seulement par en bas, mais aussi par en haut. Le nouveau zigzag plus aigu que tous les précédents ne s’est cependant pas produit sous la propre impulsion de l’exécutif : la bureaucratie

staliniste a abandonné l’initiative à la II^e Internationale. Celle-ci a réussi à prendre dans ses mains l’arme du front unique, dont elle a eu jusqu’à présent une peur mortelle. Autant qu’il est possible de parler d’avantages politiques dans les conditions d’une retraite panique, ceux-ci se trouvent complètement du côté du réformisme. Forcée de répondre à une question directe, la bureaucratie staliniste choisit la voie la plus mauvaise : elle ne refuse pas l’entente des deux Internationales, mais elle ne l’accepte pas non plus ; elle joue à cache-cache. Elle est arrivée à une telle perte de confiance en elle-même, à un tel abaissement, qu’elle n’ose déjà plus se montrer devant le prolétariat mondial face aux chefs de la II^e Internationale, aux agents stigmatisés de la bourgeoisie, aux électeurs de Hindenburg, qui ont frayé le chemin du fascisme.

Dans un appel spécial de l’exécutif (“*Aux ouvriers de tous les pays*”), le 5 mars, les stalinistes ne disent pas un mot du social-fascisme en tant qu’ennemi principal. Ils ne reparlent plus de la grande découverte de leur chef : “*La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux.*” Ils n’insistent plus pour dire que la lutte contre le fascisme exige la défaite préalable de la social-démocratie. Ils ne soufflent plus un mot sur l’inadmissibilité du front unique par en haut. Au contraire, ils énumèrent soigneusement les cas du passé où la bureaucratie staliniste, d’une façon inattendue pour les ouvriers et pour elle-même, se trouva forcée de proposer à l’improviste le front unique aux sommets réformistes. Ainsi s’effondrent sous le tourbillon de la tempête historique les théories artificielles, fausses, charlatanesques.

“*Tenant compte des particularités de chaque pays*” et de l’impossibilité qui sois-disant en découle d’organiser le front unique à l’échelle internationale (tout à coup est oubliée la lutte contre “l’exceptionnalisme”, c’est-à-dire la théorie des droitiers sur les particularités nationales), la bureaucratie staliniste recommande aux PC nationaux d’adresser des propositions de front unique aux “*comités centraux des partis social-démocrates*”. Cela était proclamé hier encore comme une capitulation devant le social-fascisme ! Ainsi volent

sous la table, dans la corbeille à papiers, les grandes leçons du stalinisme pendant les quatre dernières années. Ainsi se réduit en poussière tout un système politique.

Les choses n'en restent pas là : ayant déclaré à l'instant l'impossibilité de conditions de front unique sur l'arène internationale, l'exécutif l'oublie immédiatement, et, déjà, vingt lignes plus loin, formule les conditions auxquelles le front unique est admissible et acceptable dans tous les pays, malgré la différence des conditions nationales. La retraite devant le fascisme est suivie par une retraite panique des commandements théoriques du stalinisme. Des éclats et des fragments d'idées et de principes sont jetés sur la route comme un fardeau.

Les conditions du front unique posées par l'IC pour tous les pays (comités d'action contre le fascisme, démonstrations et grèves contre la réduction des salaires) ne présentent rien de nouveau ; au contraire, elles sont la reproduction schématisée et bureaucratisée des mots d'ordre que l'Opposition de gauche a formulés beaucoup plus nettement et concrètement deux ans et demi auparavant, et à propos desquels elle fut inscrite dans le camp du social-fascisme. Le front unique sur ces bases pouvait donner en Allemagne des résultats décisifs ; mais il aurait dû pour cela être exécuté à temps. Le temps est un facteur important de la politique.

Quelle est donc maintenant la valeur pratique des propositions de l'exécutif ? Pour l'Allemagne, elle est minime. La politique du front unique suppose un "front", c'est-à-dire des positions stables et une direction centralisée. L'Opposition de gauche a posé les conditions de front unique comme conditions d'une défense active avec la perspective du passage à l'offensive. Maintenant, le prolétariat allemand est arrivé à l'état d'une retraite désordonnée, sans même des combats d'arrière-garde. Dans cette situation, des unions volontaires d'ouvriers communistes et social-démocrates peuvent se réaliser, se réaliseront pour diverses tâches épisodiques, mais la réalisation systématique du front unique est rejetée inévitablement pour un avenir indéterminé. Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce point.

Il y a environ quinze mois, nous avons écrit que la clef de la situation se trouve dans les mains du PC allemand. La bureaucratie staliniste a maintenant perdu cette clef de ses mains. Il faudra de grands événements extérieurs à la volonté du parti pour donner aux ouvriers la possibilité de s'arrêter, de se fortifier, de réédifier leurs rangs et de passer à une défense active. Quand cela viendra-t-il, nous ne le savons pas avec précision. Peut-être beaucoup plus vite que la contre-révolution triomphante ne l'espère. Mais, en tout cas, ce ne sont pas ceux-là qui ont rédigé le manifeste de l'exécutif qui dirigeront la politique du front unique en Allemagne.

Si la position centrale a cédé, il faut se fortifier dans les approches, il faut préparer des points d'appui pour la future offensive. Cette préparation signifie, à l'intérieur de l'Allemagne, l'éclaircissement critique du passé, le soutien de la rigueur d'esprit de l'avant-garde des militants, leur rassemblement, l'organisation des combats d'arrière-garde là où c'est possible, en attendant le moment où les divers groupes de combat pourront se resserrer en une grande armée. Cette préparation signifie en même temps la défense des positions prolétariennes dans les pays étroitement liés à l'Allemagne ou situés immédiatement près d'elle : en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, dans les pays Baltes, en Scandinavie, en Belgique, en Hollande, en France et en Suisse. Il faut entourer l'Allemagne fasciste d'un cercle puissant de fortifications prolétariennes. Sans cesser un instant les tentatives pour arrêter la retraite désordonnée des ouvriers allemands, il faut dès maintenant créer les positions fortifiées prolétariennes autour des frontières de l'Allemagne pour la lutte contre le fascisme.

Au premier plan vient l'Autriche, immédiatement menacée par le cataclysme fasciste. On peut dire avec certitude que si le prolétariat autrichien s'emparait maintenant du pouvoir et transformait son pays en place d'armes révolutionnaire, l'Autriche deviendrait pour la révolution du prolétariat allemand ce que le Piémont fut pour la révolution de la bourgeoisie italienne. On ne peut pas prédire combien le prolétariat autrichien, poussé en avant par les événements, mais paralysé par la

bureaucratie réformiste, avancera dans cette voie (...).

Cependant, la politique du front unique renferme en elle non seulement des avantages, mais aussi des dangers. Elle donne facilement naissance à des combinaisons entre chefs derrière le dos des masses, à l'adaptation passive à l'allié, aux oscillations opportunistes. On ne peut prévenir ce danger que sous la condition de deux garanties expresses : le maintien de la liberté totale de critique envers l'allié et le rétablissement de la liberté totale de critique à l'intérieur de son propre parti. Refuser de critiquer ses alliés mène directement et immédiatement à la capitulation devant le réformisme. La politique de front unique sans la démocratie du parti, c'est-à-dire sans le contrôle du parti sur l'appareil, laisse aux chefs les mains libres pour les expériences opportunistes qui complètent les expériences aventuristes.

Comment l'exécutif a-t-il agi dans ce cas ? Des dizaines de fois, l'Opposition de gauche a prédit que, sous les coups des événements, les stalinistes seront forcés de reculer de leur ultra-gauchisme, et que, se plaçant sur la voie du front unique, ils commenceront à accomplir toutes ces trahisons opportunistes qu'ils nous attribuaient la veille encore. Le prévision s'est cette fois aussi littéralement réalisée.

En faisant un saut vertigineux vers les positions du front unique, l'exécutif foule les garanties fondamentales, qui, seules, peuvent assurer à la politique du front unique un contenu révolutionnaire. Les stalinistes prennent en considération et acceptent la prétention hypocrite et diplomatique des réformistes à une soi-disante "non-agression mutuelle". Rompant avec toutes les traditions du marxisme et du bolchevisme, ils recommandent aux PC, en cas de réalisation du front unique, de "renoncer aux attaques contre les organisations social-démocrates durant l'action commune". C'est exprimé ainsi : renoncer aux attaques (!) contre la social-démocratie (quelle formule honteuse !) signifie renoncer à la liberté de critique politique, c'est-à-dire à la fonction principale du parti révolutionnaire.

La capitulation est provoquée non par la nécessité pratique, mais par un état

d'esprit panique. Les réformistes viennent et viendront à un accord dans la mesure où la pression des événements et la pression des masses les y obligent. L'exigence de la "non-agression" est du chantage, c'est-à-dire une tentative des chefs réformistes de tirer un avantage accessoire. Se soumettre au chantage signifie construire le front unique sur des bases pourries et donner la possibilité aux hommes d'affaires réformistes de le faire sauter sous un quelconque prétexte arbitraire.

La critique en général, et d'autant plus dans les conditions du front unique, doit évidemment correspondre aux rapports réels et garder les proportions nécessaires. Il faut réfuter les absurdités concernant le "social-fascisme" : c'est une concession non à la social-démocratie, mais au marxisme. Ce n'est pas pour les trahisons de 1918, mais pour son mauvais travail en 1933 qu'il faut critiquer l'allié. Mais la critique, comme la vie politique même, dont la critique est la voix, ne peuvent s'arrêter une heure. Si les divulgations communistes répondent à la réalité, elles servent les buts du front unique, poussent en avant l'allié provisoire, et, ce qui est encore plus important, donnent une éducation révolutionnaire au prolétariat tout entier. Renoncer à ce devoir fondamental, c'est la première étape de cette politique criminelle et honteuse que Staline imposa aux communistes chinois envers le Kuomin-tang.

Les choses n'en sont pas mieux en ce qui concerne la seconde garantie. Ayant renoncé à la critique contre la social-démocratie, l'appareil staliniste ne pense même pas à rendre le droit de critique aux membres de son propre parti.

Le tournant même est accompli comme d'habitude à la manière d'une révélation bureaucratique. Pas de congrès nationaux, ni de congrès international, ni même de plénum de l'exécutif, aucune préparation dans la presse du parti, aucune analyse de la politique du passé.

Et cela n'a rien d'étonnant : aux premiers pas d'une discussion dans le parti, chaque ouvrier qui réfléchit demanderait aux fonctionnaires : pourquoi les bolcheviks-léninistes ont-ils été exclus de toutes les sections et sont-ils soumis en URSS aux arrestations, aux déportations et aux

fusillades ? Est-ce seulement parce qu'ils croient plus profondément et qu'ils voient plus loin ?

La bureaucratie staliniste ne peut pas admettre une telle conclusion. Elle est capable de n'importe quel saut ou tournant, mais se présenter honnêtement devant les ouvriers pour se confronter avec les bolcheviks-léninistes, elle ne le peut pas et ne l'ose pas. Ainsi, dans la lutte pour sa propre conservation, l'appareil déprécie son nouveau tournant en sapant d'avance la confiance envers lui non seulement chez les ouvriers social-démocrates, mais aussi chez les communistes.

La publication du manifeste de l'exécutif est encore accompagnée d'une circonstance extérieure à la question que nous examinons, mais qui projette une lumière excessivement crue sur la situation actuelle de l'IC et sur l'attitude du groupe dirigeant staliniste envers elle. Dans la *Pravda*, du 6 mars, le manifeste est publié non comme un appel direct et ouvert de l'exécutif de l'IC siégeant à Moscou — comme cela se faisait toujours —, mais comme la traduction d'un document de *L'Humanité* transmise par télégramme "Tass" de Paris. Quelle ruse stupide et humiliante ! Après tous les succès, après la réalisation du premier plan quinquennal, après la "disparition des classes", après "l'entrée dans le socialisme", la bureaucratie staliniste n'ose plus publier en son propre nom le manifeste de l'exécutif de l'IC. Telle est son attitude réelle envers l'IC, et voilà comment elle se sent elle-même sur l'arène internationale.

Le manifeste n'est pas la seule réponse à l'initiative de la II^e Internationale. Par l'intermédiaire d'organisations de paille : les oppositions syndicales révolutionnaires (RGO) allemande et polonaise, l'Antifa et la soi-disante CGT italienne, l'IC convoque pour le mois d'avril un "congrès ouvrier antifasciste pan-européen". La liste des invités, comme il convient, est confuse et vaste : les entreprises (ainsi, on dit "entreprises", quoique, par les efforts de Staline-Lozovsky, les communistes sont évincés de presque toutes les entreprises du monde), les organisations ouvrières locales, révolutionnaires, réformistes, catholiques, de parti ou non, sportives, antifascistes et payannes. En plus :

"Nous voulons aussi inviter tous les isolés qui luttent réellement pour la cause des travailleurs."

Ayant compromis pour longtemps la cause des masses, les stratèges font appel aux "isolés", à ces ermites qui n'ont pas trouvé place dans les rangs des masses, mais qui, tout de même, "luttent réellement pour la cause des travailleurs". Barbusse et le général Schoenaich seront de nouveau mobilisés pour sauver l'Europe de Hitler.

Nous avons ici un livret tout prêt d'une de ces représentations charlatanesques avec lesquelles les stalinistes ont l'habitude de masquer leur impuissance. Qu'a réalisé le bloc amsterdamien des centristes et des pacifistes dans la lutte contre l'agression des bandits japonais contre la Chine ? Rien. Par respect pour la "neutralité" staliniste, les pacifistes n'ont même pas lancé un manifeste de protestation. Maintenant, une nouvelle édition du congrès d'Amsterdam se prépare, non contre la guerre mais contre le fascisme. Que fera le bloc antifasciste des "entreprises" absentes et des "isolés" impuissants ? Rien. Il lancera un manifeste vide, si, d'une façon générale, les choses iront cette fois jusqu'à un congrès. La tendance aux isolés a deux faces : opportuniste et aventuriste. Les socialistes-révolutionnaires russes, dans l'ancien temps, tendaient la main droite aux libéraux, et dans la main gauche tenaient une bombe. L'expérience des dix dernières années témoigne qu'après chaque grande défaite tragique provoquée ou du moins aggravée par la politique de l'IC, la bureaucratie staliniste tenta implacablement de se refaire une réputation à l'aide d'une aventure grandiose quelconque (Estonie, Bulgarie, Canton). Ce danger n'existe-t-il pas maintenant aussi ? En tout cas, nous considérons nécessaire d'élever la voix pour mettre en garde. Les aventures qui ont pour but de remplacer l'action des masses paralysées désorganisent encore davantage les masses et aggravent la catastrophe.

Les conditions de la situation mondiale actuelle, ainsi que les conditions de chaque pays en particulier sont aussi mortelles pour la social-démocratie qu'elles sont défavorables pour le parti révolutionnaire. Mais la bureaucratie staliniste a réussi à transformer la crise du capitalisme et du réformisme en crise du commu-

nisme. Tel est le bilan du commandement incontrôlé des épigones pendant dix ans.

Il se trouvera des hypocrites qui diront : l'Opposition critique le parti tombé dans les mains du bourreau. Les canailles ajouteront : l'Opposition aide le bourreau. En combinant un sentimentalisme faux et le mensonge empoisonné, les stalinistes essaieront de cacher le CC derrière l'appareil, l'appareil derrière le parti, d'éliminer la question des responsabilités de la catastrophe, de la stratégie mensongère, du régime désastreux, de la direction criminelle : c'est cela qui signifie aider les bourreaux d'hier et d'aujourd'hui.

La politique de la bureaucratie staliniste en Chine ne fut pas moins désastreuse qu'actuellement en Allemagne. Mais, là-bas, l'affaire se passa derrière le dos du prolétariat mondial, dans des conditions qui lui furent incompréhensibles. La voix critique de l'Opposition ne parvenait presque pas de l'URSS jusqu'aux ouvriers des autres pays. L'expérience de la Chine est restée pour l'appareil stalinien presque impunie. En Allemagne, il en est tout autrement. Toutes les étapes du drame se développaient devant les yeux du prolétariat mondial. A chaque étape, l'Opposition élevait la voix. Toute la marche du développement fut annoncée par avance. La bureaucratie staliniste calomniait l'Opposition, lui imputait des idées et des plans étrangers à elle, excluait tous ceux qui osaient parler du front unique, aidait la bureaucratie social-démocrate à démolir les comités locaux unifiés de défense, barrait aux ouvriers la moindre possibilité de sortir sur la voie de la lutte de masses, désorganisait l'avant-garde, paralysait le prolétariat. Ainsi, s'opposant au front unique de défense avec la social-démocratie, les stalinistes se trouvèrent avec celle-ci dans un front unique de panique et de capitulation.

Et maintenant, se trouvant déjà devant des ruines, la direction de l'IC craint plus que tout la lumière et la critique. Que soit perdue la révolution mondiale pourvu que vive le vain prestige. Les banqueroutiers sèment la confusion et brouillent les traces. Le fait que le Parti communiste allemand ait perdu sous le premier coup "seulement" 1 200 000 voix devant un accroissement général du nombre des électeurs de 3 ou 4 millions est proclamé par la *Pravda* comme une "victoire poli-

tique énorme". De même, en 1924, Staline proclama comme une "victoire énorme" le fait que les ouvriers en Allemagne qui se retiraient sans combat soient encore parvenus à donner au Parti communiste 3 600 000 voix. Si le prolétariat trompé et désarmé par les deux appareils a donné cette fois-ci au Parti communiste près de 5 millions d'électeurs, cela signifie seulement qu'il lui en aurait donné le double ou le triple s'il avait eu confiance dans sa direction. Il l'aurait élevé au pouvoir si celle-ci avait pu montrer qu'elle est capable de prendre et de garder le pouvoir. Mais elle ne donna rien au prolétariat, si ce n'est confusion, zigzag, défaite et détresse.

Oui, cinq millions de communistes ont réussi encore à s'approcher un par un de l'urne. Mais dans les entreprises et dans la rue, il n'y en pas. Ils sont déconcertés, dispersés, démoralisés. Sous le joug de l'appareil, ils ont perdu l'habitude de l'indépendance. La terreur bureaucratique du stalinisme a paralysé leur volonté avant que soit venu le tour de la terreur des bandits fascistes.

Il faut le dire clairement, nettement, ouvertement : le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août. Dès aujourd'hui, les ouvriers avancés dans ce pays ne parleront de la période de domination de la bureaucratie staliniste qu'avec un âpre sentiment de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédictions. Le Parti communiste officiel allemand est condamné. Dès maintenant, il ne fera que se décomposer, s'effriter et tomber à néant. Aucun moyen artificiel ne le sauvera. Le communisme allemand ne peut naître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction.

La loi du développement inégal agit aussi sur le sort du stalinisme. Dans les différents pays, il se trouve à différents stades de décomposition. Dans quelle mesure l'expérience tragique de l'Allemagne servira-t-elle d'impulsion à la renaissance des autres sections de l'IC, l'avenir le montrera. En Allemagne, la chanson funeste de la bureaucratie staliniste est en tout cas finie. Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Sous les coups terribles de l'ennemi, les ouvriers avancés allemands auront à construire un nouveau parti. Les bolcheviks-léninistes donneront toutes leurs forces pour ce travail.

L. Trotsky

1934. IL FAUT "L'ALLIANCE OUVRIÈRE"

(*"Aux travailleurs ! Appel de la commission exécutive de la Ligue communiste"*
n° 190, 8 février 1934)

Hier, 6 février, la réaction a déferlé sur Paris ; ses troupes de choc (Action française, Croix-de-Feu, Jeunesses patriotes, etc.) s'étaient même organisées pour opérer un coup d'Etat. Son but : détruire les libertés conquises par les travailleurs, imposer un régime dictatorial au peuple.

La vague d'hier n'a pas atteint son objectif. Mais le danger a grandi, car la journée ne constitue qu'une étape. Déjà, exploitant le sang versé, la réaction se prépare pour des assauts de plus grande envergure et plus résolus.

Le gouvernement n'a réussi hier qu'à grand'peine à contenir la vague réactionnaire. Malheur aux travailleurs qui lui feraient confiance pour la défense de leurs droits et de leur vie ! Dans les rouages essentiels de l'Etat (armée, police, magistrature) foisonnent les éléments réactionnaires, qui n'attendent que le moment propice pour servir ouvertement les initiateurs d'un coup d'Etat. Chiappe, Weygand ne font que les personnifier, les symboliser !

Pour arrêter la montée réactionnaire, pour briser les reins au bonapartisme et au fascisme menaçants, il n'y a qu'une force réelle : l'action de la classe ouvrière et du peuple tout entier !

Travailleurs !

La réaction n'a pu tenter son opération que parce que les organisations ouvrières

(partis, syndicats) ne se sont pas entendues pour agir en commun et ne vous ont pratiquement donné aucune directive pour dresser le bloc compact des masses laborieuses contre le danger mortel qui nous menace. Continuer dans cette voie, c'est aller à la défaite, à l'écrasement comme en Allemagne.

Il n'est pas un communiste, pas un socialiste, pas un travailleur organisé ou non qui se résignera à cela. Il faut briser impitoyablement tous les obstacles à l'action commune des organisations ouvrières et de tous les travailleurs.

Aux forces organisées de la réaction, il faut opposer l'alliance ouvrière.

A leurs troupes, il faut opposer les milices ouvrières (...).

Nous proposons aux directions de toutes les organisations ouvrières et antifascistes de se réunir immédiatement pour réaliser l'alliance ouvrière et la mettre en œuvre par tous les moyens.

Travailleurs communistes, socialistes, syndiqués de toutes tendances !

Il n'y a pas une minute à perdre. Dans chacune de vos assemblées, exigez une réponse à notre proposition ! Imposez l'alliance ouvrière à vos organisations ! Ne pas le faire, ce serait trahir votre classe, le peuple tout entier.

JEUDI 8 FÉVRIER 1934. — N° 190 PRIX : 0 fr. 80 23, RUE DES VINAIGRIÈRES, PARIS

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

Abonnements : France ... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr. Abonnements d'essai 30 jours : 5 francs
 Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr. Paris le dimanche

LA CLASSE OUVRIÈRE EST EN DANGER !...

L'émeute réactionnaire du 6 Février

Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale !

Edition spéciale

Après une tentative de résistance, le Cabinet Daladier a capitulé devant le chantage fasciste et réactionnaire.

La classe ouvrière est directement menacée. Les prolétaires ne peuvent compter que sur eux-mêmes.

Il faut passer sans délai à l'organisation d'une vaste "Alliance Ouvrière" englobant les partis ouvriers et syndicats ! Alerte !

1940. LA TÂCHE DE DÉFENDRE LA CLASSE OUVRIÈRE

(“Paris-Vichy” - n° 1, 31 août 1940)

A Paris, une presse aux ordres accuse chaque jour avec véhémence le gouvernement Pétain d’impuissance, de gabegie et de corruption ; elle se tait sur ce qui se passe en zone occupée, sur l’impuissance, le cynisme et la brutalité de ses maîtres allemands.

Oui, il y a des régions libres où l’on craint la famine. Mais quel ouvrier ignore que la famine guette la zone occupée cet hiver, après le pillage des récoltes, après les départs massifs de vivres vers l’Allemagne ?

Oui, le gouvernement Pétain ne met aucune hâte à démobiliser les troupes ; mais quelle femme en zone occupée ignore que Hitler se refuse à rendre à la France ses deux millions de prisonniers ?

Oui, M. Marquet maintient dans les prisons et les camps de concentration des milliers d’ouvriers communistes, réformistes, anarchistes, trotskystes. Mais qui peut oublier que les prisons de Hitler sont pleines, qu’à Dachau et ailleurs, des milliers d’héroïques combattants ouvriers crèvent ?

Oui, le gouvernement Pétain est un gouvernement réactionnaire, anti-ouvrier, aux ordres d’un patronat sans usines et d’une clique de généraux défaits. C’est pourquoi les ouvriers le méprisent. Mais le pouvoir dans la zone occupée, ce sont les baïonnettes allemandes, les SS et les SA, la dictature nazie : une bourgeoisie

puissante, maîtresse d’une industrie formidable, décidée à vassaliser toute l’Europe, à détruire l’industrie française, un parti dont le seul et unique programme est l’anéantissement par la violence de tout mouvement ouvrier. Cette dictature, les ouvriers la haïssent et doivent bander toutes leurs forces pour l’abattre.

S’il ne comptait pas sur les baïonnettes allemandes pour le sauver, le gouvernement de Vichy disparaîtrait d’un coup d’épaule. Mais la tâche de défendre les richesses de la France, de défendre la classe ouvrière française et la classe ouvrière de toute l’Europe contre une hitlérisation de la France et de l’Europe exige plus d’un coup d’épaule. Elle demande un travail patient, continu, d’organisation de la France ouvrière. En premier lieu, il faut dresser un barrage contre les mesures qui préparent la mise au pas de la France : empêcher l’enlèvement des vivres et des machines ; empêcher à Paris la constitution d’un gouvernement aux ordres ; briser pour cela les groupuscules fascistes qui posent leur candidature ; par l’unité indissoluble du mouvement ouvrier, faire échec à la manœuvre qui a créé cinq France (Bretagne autonome, Alsace-Lorraine annexée à l’Allemagne, départements du Nord annexés à la Belgique, zone de Paris, zone de Vichy). Il faut que cesse la comédie de la France divisée (...).

1940. “LÉON TROTSKY ASSASSINÉ !”

(titre original - n° 1, 31 août 1940)

Le mouvement ouvrier international est en deuil. Léon Trotsky, premier président du soviet de Petrograd en 1905 et en 1917, fondateur avec Lénine de l’Internationale communiste, créateur de l’Armée rouge, celui qui, depuis 1923, a dénoncé impitoyablement les erreurs et les trahisons opportunistes de Staline, l’animateur du mouvement pour la IV^e Internationale : Léon Trotsky est mort, le

front fendu à coups de hache par une brute déchaînée.

Il faut que la lumière, toute la lumière, soit faite sur ce crime, sur les responsabilités proches et lointaines. Dès maintenant, nous affirmons ceci : le grand responsable, c’est Staline. Staline qui, déjà 38 fois, tenta de faire assassiner Trotsky. Staline qui a fait exécuter ses deux fils, Serge et Léon Sedov, qui a fait mourir ses

deux filles, Nathalie et Zeila Bronstein, qui a fait assassiner deux de ses secrétaires, Rudolf Klement et Erwin Wolf, qui a fait fusiller après une sinistre farce judiciaire toute la vieille garde bolchevique, Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Rykov.

En frappant Léon Trotsky, c'est la révolution qui vient que Staline a voulu frapper.

Il croit par là arrêter le cours inexorable des événements, empêcher que le mouvement ouvrier balaye enfin le vieux monde qui s'écroule, empêcher que le prolétariat russe reprenne en main ses propres destinées. Il croit briser le mouvement international des bolcheviks-léninistes, l'empêcher de prendre la tête de la révolution qui monte.

Il se trompe ! Les mains qui recueillent l'héritage que lègue Trotsky sont certes plus jeunes, plus inexpérimentées. Mais sur la tombe de notre grand camarade, nous jurons de tendre toutes nos forces, toute notre volonté pour mener à bien la tâche qu'il avait entreprise : la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale.

Notre pensée émue et fraternelle va à Nathalia Yvanovna Sedova, la compagne de sa vie, à notre jeune camarade Siéva Vsewood, son petit-fils, à ceux de nos camarades français et étrangers qui vivaient près de lui. Unis à eux dans le deuil, nous le sommes aussi dans cette volonté commune : l'œuvre entreprise par Léon Trotsky vivra !

La révolution socialiste vaincra ! Vive la IV^e Internationale !

1940. "A BAS L'ANTISÉMITISME !!!" (titre original - n° 1, 31 août 1940)

Quelques fiers-à-bras, dont on sait trop qui les paye, et quelques suiveurs imbéciles essaient de vendre dans les quartiers ouvriers l'infâme torchon antisémite *Au Pilon*, et de briser les vitrines de gros commerçants juifs.

Le rôle de ces messieurs est d'essayer de détourner la colère populaire des vrais responsables des maux de la défaite et de l'occupation : capitalistes, juifs et non-juifs, français et allemands.

Les ouvriers de France n'ont pas de tendresse pour Rothschild ou Lévitane, mais ils savent qu'il y a des milliers

d'ouvriers et d'artisans juifs, qui, comme eux, peinent, triment. Ils savent que des milliers de Juifs se sont battus, sont morts pour les capitalistes de ce pays. Ils savent que des centaines de savants, professeurs, médecins juifs apportent leur part à la culture contemporaine. Ils constatent que toutes les tentatives soi-disant scientifiques (...) de démontrer l'infériorité raciale des Juifs aboutissent piteusement à montrer que les Juifs sont, au même titre que toutes les races d'Europe, une race mêlée (...).

Il faut organiser des groupes de défense ouvrière contre les bandes antisémites.

1941. "FACE À L'ATTAQUE DE HITLER CONTRE L'URSS !" (Titre original - numéro spécial, 25 juin 1941)

L'Allemagne hitlérienne est entrée en guerre contre l'URSS. Hitler proclame la nécessité pour l'Europe de défendre sa "culture".

Le bobard n'est pas nouveau. C'était déjà celui de Daladier en 1939. Mais, cette fois, pas un ouvrier qui ne frémisses d'indignation et ne serre les poings. La "culture" de Hitler et de ses valets fran-

çais, c'est les camps de concentration, la réaction, la misère, l'esclavage des nations et des travailleurs, l'écrasement de la raison et des sentiments humains. Voilà la culture que Hitler instaure à travers toute l'Europe dans le sillon sanglant de ses divisions blindées.

En réalité, Hitler attaque l'URSS parce qu'il est acculé à cette dangereuse extré-

mité par la logique de sa guerre et de sa domination. Trotsky écrivait depuis longtemps que jamais en aucun cas l'impérialisme allemand ne pourrait tolérer la puissance si proche d'un pays en voie rapide d'industrialisation. En vain, Staline s'est efforcé de faire la part du feu, nourrissant l'espoir du maintien de la paix. En vain, il a cédé à l'Allemagne le pétrole qui a servi pour les campagnes de France et des Balkans. Le conflit était inévitable.

Le conflit ne pouvait pas être remis. Hitler n'a pu éviter une longue guerre contre les Anglo-Saxons. L'Amérique entre maintenant de toutes ses forces dans le conflit. Dans ces conditions, Hitler a besoin de tout le pétrole russe, de tout le blé russe.

Et il en a besoin d'urgence. Déjà l'avoue : la situation des pays dominés par Hitler est telle qu'on peut s'attendre avant peu à des soulèvements révolutionnaires. Cette situation ne peut que s'aggraver avec la continuation de la guerre hitlérienne et des razzias effectuées partout par ses états-majors.

Quelle autre solution Hitler pourrait-il apporter à la famine, sinon une solution de brigandage et de pillage ? Il veut arracher le pain des ouvriers et paysans russes pour nourrir ses armées et pour éviter la révolution.

Les ouvriers français et européens sont solidaires de leurs frères soviétiques. Il sauront obtenir leur pain, non en affamant les ouvriers russes, mais en faisant rendre

gorge aux spéculateurs et aux bandits hitlériens (...).

Si Hitler triomphe, il disposera d'immenses ressources matérielles. Sa puissance renforcée servira à écraser les masses travailleuses sous un joug infernal. Ce sera le signal d'une réaction sans précédent, de la terreur blanche et des fusillades. Dès maintenant, la répression anti-ouvrière va s'accroître. Dès maintenant, il faut organiser la résistance.

Aujourd'hui comme hier, les ouvriers ne doivent compter que sur eux-mêmes (...). Dans tous les pays, dès maintenant, les travailleurs doivent s'organiser pour paralyser l'agression hitlérienne. Bien entendu, il ne faut pas prendre ses désirs pour des réalités. L'appareil militaire allemand est encore puissant. La suite ininterrompue de ses victoires empêche sa désagrégation.

Il serait criminel de livrer les ouvriers d'avant-garde à des aventures prématurées que Hitler pourrait facilement écraser dans le sang. Ce serait décapiter le mouvement révolutionnaire et briser le magnifique élan qui commence à dresser les masses travailleuses. L'occasion est favorable pour la lutte, mais il faut mesurer chacune des actions aux forces réelles des ouvriers.

Partout où les circonstances permettraient aux masses laborieuses de manifester leur dégoût contre l'hitlérisme et ses laquais de Vichy, pas un révolutionnaire ne restera en arrière.

1941. APRES LA GREVE DES MINEURS DU NORD

(*"Par-delà les fusillades..." - n° 20, 15 septembre 1941*)

Les masses ouvrières et paysannes ne se laisseront pas corrompre par la démagogie des assassins des ouvriers allemands. Confondant dans une même haine les débris de la bourgeoisie française et le militarisme hitlérien, les ouvriers français, au lieu de se laisser entraîner par eux, ne cessent de leur manifester leur hostilité : troubles de Toulouse, héroïques grèves du Nord, nombreuses manifestations de ménagères, grève perlée dans les usines.

Devant un tel état d'esprit, les chefs de l'armée d'occupation devaient changer

rapidement d'attitude. Ils viennent d'adresser en quelques jours une série de menaces à la population française. Deux avis : l'un annonçant la peine de mort pour les propagandistes communistes et anti-allemands, l'autre, des fusillades d'otages ; enfin, la rafle dans les milieux juifs.

Quant à Pétain, dans son sermon du mois d'août, il a promis à la Gestapo une aide immédiate et redoublée de la part de la police française. Ainsi, les affameurs et leurs complices savent "fraterniser"

lorsque les affamés réclament leur dû, leur droit à la vie.

Déjà, lors de la grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, SS et gardes mobiles ont collaboré dans la répression. Les ouvriers communistes condamnés par le tribunal allemand ont été exécutés par des gardes mobiles ! (...)

Les balles de la réaction ont déjà couché dix travailleurs communistes. Des

siècles de prison et de bagne ont été infligés à des centaines d'autres. On a enfermé dans des camps de concentration des milliers d'ouvriers et d'artisans juifs. La répression bourgeoise fait des vides dans les rangs ouvriers : cesserons-nous pour cela le combat ? Non! Les vides seront comblés par de nouveaux militants plus résolu encore. Les tribunaux spéciaux de M. Pucheu ne sauveront pas un régime pourri (...).

1941. CONTRE LA "CHARTRE DU TRAVAIL" DE VICHY ("La Charte des trusts contre les travailleurs" - n° 25, 20 novembre 1941)

Depuis que la victoire de l'impérialisme nazi en a fait le gouvernement de la France, le gouvernement de Vichy n'a pas cessé de clamer à tous échos sa volonté d'en finir avec la lutte des classes. Le programme de ce ministère thermal et naval est en effet la constitution d'une société "communautaire", où patrons et ouvriers seront "égaux en droits", où les trusts seront "désarmés" et la classe ouvrière "disciplinée". L'Etat jouerait alors le rôle d'un superarbitre "au-dessus des classes".

Malheureusement, cette piteuse tentative de bonapartisme s'est déjà démasquée. Vichy s'est montré, dès les premiers jours du pouvoir, comme un gouvernement tout dévoué aux grands trusts (...). Politiquement, le gouvernement de Vichy, semblable à ceux de Berlin, de Rome et de Madrid, se présente comme le pire gouvernement, réactionnaire réalisant l'alliance monstrueuse du flic, du curé et du grand capitaliste. Tel se présente le gouvernement qui prétend vouloir supprimer la lutte des classes ! (...)

Tel est le but véritable du gouvernement de Vichy : supprimer la lutte de classe du prolétariat, permettre aux trusts d'exploiter cyniquement et à fond la classe ouvrière et les paysans pauvres, laisser le champ libre aux magnats de la finance et de l'industrie de continuer leur "lutte" pour de plus gros et de plus scandaleux bénéfices : tels sont les buts clairs et nets de la Charte du travail.

Non content de ne plus tolérer la liberté pour la classe ouvrière de posséder ses propres organisations politiques, le gouvernement Pétain-Darlan veut museler les

organisations syndicales, qui auraient permis aux ouvriers de défendre leurs salaires, leur droit au travail, qui auraient permis d'organiser un meilleur ravitaillement par un contrôle plus populaire (...).

Bien sûr, la structure définitive de l'organisation est loin d'être au point. En particulier, on doit encore fixer la liste des "familles professionnelles" et l'étendue territoriale des organisations locales. Des "décrets d'application" devront régler les dernières modalités, et cela dans un délai de quelques mois. Cependant, les 80 articles de la nouvelle loi sont assez clairs pour que la manœuvre patronale puisse être dénoncée.

Il a fallu d'abord songer à morceler la classe ouvrière. Le grand patronat pense y parvenir en créant des "familles professionnelles" très étendues, qui diviseront et neutraliseront le mouvement revendicatif ouvrier : rassemblant en un seul organisme des catégories professionnelles très différentes, il vise à empêcher l'unification des luttes ouvrières, donc à stériliser toute action. Tous les moyens de défense ouvrière sont interdits, spécialement la grève. On enferme l'ouvrier dans un organisme dont le patronat espère bien tenir les leviers de commande. Il compte y réussir par deux moyens : par l'intervention directe de l'Etat, qui nomme les responsables et détient tout l'appareil judiciaire, d'une part, et, d'autre part, par les "comités sociaux", dont les patrons veulent faire leur instrument.

Les "comités sociaux" auront pour but "d'organiser la collaboration obligatoire" sur le plan de l'entreprise, localement,

régionalement et nationalement. Ils se composeront des membres des différentes catégories : patrons, techniciens, ouvriers. Cette composition sera contrôlée par le gouvernement. Cela revient à dire que, divisée et neutralisée sur le plan de l'organisation, la classe ouvrière se voit en outre refuser tout moyen d'expression et d'action à l'intérieur même des nouveaux organismes.

Les "comités sociaux", où l'ouvrier est en minorité, seront appuyés par les tribunaux de la corporation, qui ont le droit d'exclure de la profession tout ouvrier qui ne pense pas selon la morale du patronat. Vichy espère ainsi mater les révolutionnaires et les non-conformistes. L'exclusion de la profession signifie, en effet, l'impossibilité de retrouver du travail où que ce soit. C'est faire peser sur la classe ouvrière la menace de la famine si elle n'est point sage et obéissante.

A partir de là, il est facile de comprendre que les comités sociaux fonction-

neront à fond dans le sens des intérêts du seul patronat. Et leurs attributions très étendues (élaboration des conventions collectives, réglementation des rapports entre ouvriers et patrons, arbitrage des différends, répartition des cotisations obligatoires perçues par le patron) en font des organes purs et simples de la domination patronale.

Le syndicat unique obligatoire est créé. Mais les responsables seront nommés par décrets gouvernementaux ! Mais ses attributions sont très restreintes, et, de plus, extrêmement confuses ! Il devra essentiellement discipliner les réactions de ses membres !

Cela signifie une mise en tutelle indéfinie de la classe ouvrière. Le gouvernement supposant naturellement qu'il trouvera des ouvriers, des syndicalistes à mentalité de gendarmes pour maintenir cette "discipline", sans laquelle le patronat ne pourrait plus songer à augmenter ses bénéfices (...).

1943. « CONTRE LA "RELEVE", LA LUTTE CONTINUE »

(titre original, n° 46 - 20 juin 1943)

Les mesures de réquisition vont s'accroître. L'Allemagne nazie a besoin d'une production de guerre toujours accrue et elle draine vers ses usines toute la jeunesse d'Europe. La classe 43 est mobilisée. Le 1^{er} septembre, les étudiants doivent partir : le sursis ne leur a été accordé que jusqu'à cette date et une session spéciale d'examens est prévue pour le mois d'août, afin que l'ordre de route puisse suivre.

Mais, partout, la lutte des ouvriers s'intensifie.

Mille prisonniers de guerre sont venus passer en France un congé de quinze jours. Au moment du départ, la presse a crié qu'ils étaient tous là. Mensonge : malgré les menaces de déportation dans les bagnes de l'Est, ou même les menaces de mort, cent manquaient à l'appel. Cent avaient préféré les dangers de l'illégalité au travail pour l'industrie de guerre nazie. Quant aux autres, qui, sans nul doute, ont été influencés par la crainte de faire du tort à leurs camarades prisonniers, les faits suivants illustrent leur état d'esprit : les discours officiels (...) furent accueillis par

un silence glacial. Sur le train partant pour l'Allemagne, on pouvait lire cette inscription : "*Nous ne sommes pas des volontaires.*"

En Allemagne, de nombreux prisonniers refusent de se laisser transformer en "travailleurs libres", préférant rester sous la protection de la Convention de Genève, qui, cependant, a été maintes fois violée par les nazis, recevoir des colis de la Croix-Rouge et faire profiter leur famille des allocations qui leur sont versées.

En France, des milliers de jeunes continuent à résister à la déportation. Au nord de la Courtine, un millier de réfractaires, encadrés et armés, tiennent le plateau. Il y a eu des escarmouches avec les troupes du gouvernement et les gendarmes, mais, prudemment, les gendarmes cherchent à éviter la bataille, craignant les répercussions qu'elle pourrait avoir dans le pays. En Corrèze, un camion de bétail réquisitionné a été saisi par les réfractaires, qui, gardant quelques veaux pour eux, ont restitué les autres aux paysans. Une autre fois, un train dans lequel les gendarmes

amenaient deux des leurs vers Ussel fut arrêté par une troupe d'une centaine d'hommes armés, qui délivrèrent leurs camarades et confisquèrent les revolvers des gendarmes.

Ces luttes préliminaires font bien augurer des grandes luttes de masse de demain. L'heure de la bataille décisive est maintenant proche. Pour la préparer, il faut pour-

suivre la lutte, en France par la grève, par la résistance collective dans les campagnes, en Allemagne par la propagande révolutionnaire dans les usines du Reich. L'enjeu de la bataille, c'est l'avènement dans le monde d'une société socialiste, où le travail sera libéré. Le moyen de la lutte, c'est l'union de toutes les forces prolétariennes en un puissant front ouvrier, à l'usine, à la ville, au village.

1943. "MAIN TENDUE AUX OUVRIERS ALLEMANDS ET ITALIENS"
(titre original - n° 49, 30 juillet 1943)

26 juillet. Un coup de théâtre bouleverser la physionomie de la guerre. Mussolini démissionne. En vingt-quatre heures, la bourgeoisie italienne liquide "l'Ordre nouveau". Fini la démagogie et les mascarades. Il faut sauver le capitalisme en faisant la paix. Car le roi peut bien proclamer qu'on se battra jusqu'au bout, tout le monde comprend que la fin est proche pour l'Italie. Et le maréchal Badoglio peut bien croire qu'en tenant bon il pourra négocier une paix avantageuse, le moment n'en viendra pas moins très vite où lui ou un autre vaillant militaire refera à la radio de Rome le discours de Pétain du 16 juin 1940.

Qu'on ne s'y trompe pas, la guerre sera-t-elle finie pour cela ? (...)

Le pain, la paix, la liberté ne sont pas pour les prolétaires des phrases. Ils les veulent, ils les arracheront. Aux combinaisons louches de l'impérialisme mondial, ils opposeront leur action de classe : ils dresseront le drapeau de la révolution. Dans tous les pays, les masses doivent s'unir en un puissant front ouvrier ; par-dessus les frontières, par-dessus les champs de bataille, elles doivent se tendre la main, fraterniser et se regrouper.

Mais, déversant leur poison revan- chard, les radios de Londres, d'Alger et de

PROLETARIAT ALLE KÄNDER. VEREINIGT SICH !

JULI 1944

ARBEITER und SOLDAT

Organ des Bundes der Kommunisten-Internationalisten (Deutsche Sektion der vierten Internationale)

NIEDER MIT DEM KRIEG SOFORTIGER FRIEDEN !

Der Moranachlag auf Hitler ist der letzte Warnruf vor dem Bürgerkrieg

Die Propaganda der Naziregierung stellt überall den Krieg der Völker dar. Sie verspricht jedem Tag um die Mitternacht ohne die nötigste Hilfe und ohne sein geschuldet werden kann. Selbst der Moranachlag auf Hitler ist, in Wirklichkeit, ein offener Moranachlag, das Kommando der hohen Offiziere und anderer Trübe der Reichsregierung, dass Deutschland in einen unabschließbaren Krieg mit dem Hitlerregime zu ziehen. Aber die Millionenarbeiter wollen nicht in einen solchen Krieg eingezogen werden, sie wollen im Lager von England an der Parisertrappe bleiben. Sie

lassen Stellungen zurückgedrängt. Die Lage im Innern wird von Tag zu Tag immer schlimmer. Je mehr die Lage innerhalb verschlechtert wird, desto mehr regt sich die Kapitalisten und Bürgerkrieg und wieder sich Hitler mehr von Hitler an.

Aber was kommt nach Hitler ?

Nach fünfjährigen, unstilligen Massenmorden hat der Soldat an der Front, der deutsche Arbeiter in der Heimat der unter der losdringender Bedrückung zu die Front geschickt zu werden, nicht nur den Krieg, sondern ständige Bombardierungen erlitten, mehr als zwölf Jahre Krieg, der ihnen fast alles was sie sich ausdenken zum Überleben hatten, genommen hat. Sie sehen, dass als in diesem Krieg nicht zu gewinnen haben. Ihre deutsche Soldat, Arbeiter und Bauer möchte die Hitlertruppe und seinen Verantwortlichen

**Im Wege von Karl Liebknecht
gegen den imperialistischen Krieg**

Am 7. des J. 1900 hat sich Karl Liebknecht in Berlin zum ersten Mal auf dem Reichstag die Rede gehalten. Er wurde verurteilt und zum ewigen Kerkerstrafe verurteilt. Ein neues Verbot gegen den imperialistischen Krieg zu erklären, überließ er zum Ende von Deutschland, um seine Gefährlichkeit über einen der Bedingungen.

*

Die deutsche Regierung ist wegen seiner geschichtlichen Revolutionäre auf immer sozialer Zusammenstellung als Instrument der Unterdrückung und Ausbeutung für die Arbeiterklasse innerhalb und außerhalb des Landes erachtet für die Interessen der Arbeiter der Kapitalisten und des Imperialismus.

Arbeiter und Soldat, organe de la section allemande de la IV^e Internationale, diffusé notamment à Hambourg, Brême et Lübeck ainsi que dans les garnisons de la Wehrmacht en France.

Brazaville, les journaux gaullistes et staliens nous disent : *“L’ouvrier allemand est un sale boche, qu’il faut exterminer.”*

Ouvrier français ! Avant d’écouter les va-t-en guerre indécorables et les destructeurs de l’Internationale, avant de jeter la pierre à l’ouvrier allemand, nous devons réfléchir à l’expérience qu’il a vécue.

Comme nous, il a connu, en Rhénanie, l’occupation des traîneurs de sabre, des soudards franco-anglais, aussi abjects, aussi vaniteux, aussi ivrognes que peuvent l’être les soudards nazis. Comme nous, il a connu l’humiliation, la misère, la famine, le chômage, les chaussures sans semelles, le linge troué qu’on ne peut remplacer, il a connu aussi la chute du mark, les prix que l’on changeait trois fois par jour aux devantures des magasins.

Et surtout, il a connu contre lui l’alliance des bourgeois allemands, français et anglais, lorsque, derrière Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, il a tenté de briser ses chaînes. A ce moment, pour les banquiers et les industriels franco-anglais, leurs congénères allemands n’étaient pas des “sales boches”, mais des agneaux innocents attaqués par les bolcheviks. Pour les sauver, ils n’ont ménagé ni l’or, ni les armes.

Et, douze ans plus tard, inquiets des 6 000 000 de voix obtenues par les communistes, ils devaient soutenir aussi généreusement les milices nazies.

Camarade, rappelle-toi le cri de triomphe des vautours français, rappelle-toi de quelle façon ils ont salué l’avènement de Hitler ; ce n’était pas alors un “sale boche”, mais un génie, car il avait vaincu la révolution ouvrière allemande.

Aujourd’hui, l’Office d’information américain annonce que l’Allemagne sera à nouveau morcelée, occupée, frappée d’un lourd tribut de guerre. Quelle aubaine pour le sinistre Goebbels ! Il peut dire au travailleur allemand : *“Voilà le sort qui t’est réservé si tu perds la guerre. La victoire ou la misère.”*

Pourtant, les travailleurs allemands cherchent une autre issue, ils sont prêts à reprendre la lutte révolutionnaire contre les Krupp, les Henkels et leurs valets hitlériens. Mais, depuis dix ans, les ouvriers

et les paysans allemands vivent sous un régime de terreur. Beaucoup ont payé de leur liberté ou de leur vie leur activité militante, le monstrueux parti fasciste a partout des oreilles, dans la rue, au café, à l’usine, dans la chambrée.

Voilà pourquoi les soldats allemands en groupe se taisent, ignorant s’il ne se trouve pas parmi eux un espion du parti ou de la Gestapo. Mais isolés, ils parlent. Alors, on découvre sous les uniformes verts les anciens communistes, les anciens socialistes, et, plus nombreux qu’on se l’imagine, les jeunes qui en ont tout simplement marre de risquer leur peau dans les carnages d’Europe et d’Afrique.

De même, en Italie, les ouvriers de Milan, de Turin et de Rome n’ont pas oublié la leçon de 1921. Cette fois, ils ne lâcheront pas les armes que les traîtres de la social-démocratie leur firent déposer devant Mussolini.

Déjà, les grèves et les manifestations de rue se multiplient. Et puisque, en Sicile, le général Alexander protège les fascistes contre les fureurs de la foule, la révolution italienne devra passer sur le corps des fascistes et de leurs défenseurs “alliés”.

Camarade ! Ce programme est le tien. Il faut qu’aujourd’hui les travailleurs allemands et italiens sous l’uniforme soient sûrs que lorsqu’ils reprendront la lutte révolutionnaire, ils ne trouveront pas en toi un adversaire, mais un camarade de combat. Il faut fraterniser avec eux, leur parler toutes les fois que c’est possible. Il faut leur expliquer que, nous aussi, nous avons été vaincus et trahis en 1936, mais que nous voulons comme eux la mort du capitalisme, la construction des Etats-Unis socialistes d’Europe et du monde.

Au lieu de passer notre temps à nous accuser les uns les autres d’être des lâches et de n’avoir pas su faire la révolution dans notre propre pays, il faut cette fois la faire ensemble, contre l’ennemi commun.

C’est pour ce combat que t’appelle la IV^e Internationale en ces jours anniversaires de la mort de Léon Trotsky, l’un des fondateurs de l’Internationale communiste dissoute par Staline. C’est pour ce combat qu’elle appelle les travailleurs du monde.

1943. RÉVOLUTION EN ITALIE

(*“Contre les valets de Roosevelt et de Hitler, la révolution italienne continue”*
n° 52, 25 septembre 1943)

Fin mars, 50 000 ouvriers de Turin se mettent en grève pour l’obtention d’une prime de bombardement, leur triomphe ressuscite la confiance en l’action de classe ; après la grève des ouvriers du port, à Trieste, c’est un mouvement général dans toute l’Italie du Nord contre le travail de nuit dans les régions menacées de bombardements, mouvement qui triomphe à son tour. Les concessions ne calment pas la classe ouvrière ; de nouvelles grèves surgissent, partout des manifestations ont lieu contre la guerre. La bourgeoisie italienne prend peur. Depuis longtemps, elle songeait à se débarrasser de Mussolini et de sa politique d’alliance avec l’Allemagne. Ces événements lui servent de prétexte : elle liquide le fascisme pour replâtrer l’union sacrée sur une base royaliste et réactionnaire. Les fascistes de la vieille garde, Grandi, Do Bono et le gendre Ciano, soudainement convertis à l’antifascisme, se chargent de la première partie de l’opération au sein du Grand Conseil fasciste. Victor-Emmanuel sort de dessous la table pour faire arrêter le Duce, et Badoglio, le 25 juillet, forme avec une équipe de vieilles barbes le nouveau gouvernement. Le peuple italien voulait le pain, la paix, la liberté ; le pain est rare, Badoglio clame que la guerre continue et proclame l’état de siège, interdit toute rassemblement, militarise les ouvriers. Aussi, ceux-ci continuent-ils leur offensive. Ce sont des manifestations de masse à Turin, Milan, Bologne, des grèves grandioses d’ouvriers et de cheminots dans toute l’Italie du Nord. C’est la formation dans les entreprises importantes des “commissions internes”, véritables comités d’usines, embryons du pouvoir ouvrier ; c’est la formation, à Milan et à Turin, d’un “conseil d’ouvriers et de soldats”. Ce mouvement a une telle ampleur que Badoglio ne peut espérer le prendre de front, il le légalise, en s’efforçant par là même de limiter étroitement son champ d’action ; il utilise pour cela les dirigeants des anciens partis ouvriers, avec lesquels il signe un compromis, dont, presque immédiatement, les usines les plus impor-

tantes désavouent les signataires. C’est l’heure que choisissent Badoglio, son équipe et la famille royale pour gagner la Sicile.

Le prolétariat italien connaît maintenant une période difficile. Mussolini, “délivré” suivant un scénario inspiré d’Hollywood, est revenu au pouvoir ; jamais gouvernement n’a eu une base aussi insignifiante, son seul espoir, ce sont les baïonnettes nazies. Des tentatives de soulèvement à Milan, Turin et Rome sont sévèrement réprimées par l’armée allemande. Dans la situation actuelle, de telles tentatives ne peuvent être encore que le fait d’une minorité révolutionnaire. La tâche présente reste le rassemblement en vue d’un mouvement de masse prochain. En outre, il est urgent d’organiser la fraternisation auprès des soldats allemands : il est clair, en effet, que si ceux-ci continuent à suivre leurs officiers, leurs gendarmes et leurs SS, la révolution italienne irait vers de sanglantes défaites.

Cette leçon doit nous être profitable à nous, travailleurs français : pour que notre révolution triomphe, le soutien des ouvriers allemands sous l’uniforme nous est indispensable (...).

Le prolétariat italien se trouve actuellement coincé entre les deux camps impérialistes : alors qu’il a clairement manifesté sa volonté de paix, son territoire est devenu le champ de bataille des deux armées ennemies, les grandes villes ouvrières sont sauvagement bombardées ; à Milan, par exemple, “pas une maison ne demeure intacte”, d’après la radio suisse. Les nazis se livrent à une répression sévère contre les militants ouvriers, tous ceux qui furent les meilleurs combattants de la classe ouvrière après le 25 juillet sont emprisonnés, tous ceux qui après cette date furent libérés, ceux qui reviennent de l’émigration doivent se cacher. Dans l’autre camp, on ne laisse aucun espoir à la classe ouvrière. Churchill avait clairement signifié, dans son discours aux Communes, qu’il ne voulait pas l’anarchie, qu’il ne traiterait qu’avec un gouver-

nement de l'ordre, et chacun sait ce que cela veut dire. En Sicile, les anciens fonctionnaires ont été maintenus, et toute activité politique interdite. Radio-Rabat, poste gaulliste, vient de se livrer à une apologie du Mussolini première période, de celui qui sut "rétablir l'ordre", qui sut mater la classe ouvrière. Les Anglo-Saxons veulent changer les pantins et en tirer eux-mêmes les ficelles, ils n'offrent au peuple italien qu'une nouvelle servitude, ils veulent l'utiliser comme chair à canon (...).

Plus que jamais se pose le problème des rapports avec la bourgeoisie libérale. Les dirigeants communistes et socialistes ont cru bon de collaborer avec les partis démocrate-chrétien, républicain, de "l'Action libérale" ; il les ont aidés à frei-

ner le mouvement ouvrier en lutte contre Badoglio, celui-ci leur a laissé ignorer ses pourparlers avec les "Alliés" et sa fuite les a livrés à Hitler-Mussolini. Seule une offensive hardie contre la bourgeoisie dans son ensemble pouvait éviter le retour de Mussolini.

Deux voies s'ouvrent devant le prolétariat italien : s'il confond ses buts avec ceux de la bourgeoisie, même de gauche, il se livrera lui-même à celle-ci et renouvellera les écrasantes défaites de France et d'Espagne. Si, au contraire, il s'achemine vers l'action autonome de classe, vers la lutte pour le pouvoir des comités ouvriers, alors, la révolution italienne sera la première étape de la révolution européenne montante.

1943. "PROLETEN ALLER LAENDER, VEREINIGT EUCH !" (titre original [en français et en allemand] - n° 53, 15 octobre 1943)

Nous lisons dans *Front ouvrier*, organe clandestin des ouvriers et paysans de la région bretonne, n° 7, de septembre 1943 :

« Les 27 et 28 août, les nazis ont procédé à des rafles à Brest. A la base sous-marine et sur nombre de chantiers, ils ont arrêté environ 150 gars... Un tiers environ s'est évadé dès le lendemain !

En un certain point de la base, des Allemands ont prévenu les jeunes à temps. Sur un chantier de Lambé II, les jeunes ont filé dès l'arrivée des flics. Même chose sur un chantier de l'Armoricaïne. Les jeunes ont fait du ramping. Un officier allemand a indiqué aux flics la direction prise par les jeunes; ces derniers sont tombés sur un groupe de soldats allemands qui les a laissé passer. Précisons que les gars de l'Armoricaïne discutaient souvent amicalement avec les prolétaires allemands sous l'uniforme... Au point qu'un jour, le commandant de la batterie de DCA interdit aux soldats de parler aux ouvriers parce que "cela portait atteinte au moral". Chaque ouvrier doit méditer cela.

A Kerhuon, le 6 août, sept soldats allemands ont traversé le bourg en chantant L'Internationale. Les soldats allemands sont des prolétaires exploités comme nous. Ne l'oublie pas ! »

Nous apprenons, d'autre part, les faits suivants.

A Caen, le mois dernier, les équipages de vedettes rapides allemandes ont été internés. Ces équipages sont par principe sacrifiés. Lorsqu'une vedette est coulée, les autres ne doivent pas s'arrêter à lui prêter secours, mais attaquer l'ennemi ou disparaître. Mais les matelots de la base d'Ouistreham ont rompu la discipline. Les naufragés ont été recueillis par leurs camarades des autres unités. Au retour, tous, les naufragés comme ceux qui les avaient recueillis, ont été fourrés en prison.

A Saumur, le 11 septembre, des troupes autrichiennes ont hissé le drapeau américain sur l'hôtel Durban, siège de l'état-major. Les SS sont intervenus. Bagarres, mitraillettes, morts et blessés de part et d'autre. Les troupes sont maintenant consignées à 21 heures.

Hisser le drapeau américain, c'est une manifestation de défaitisme simpliste, une réaction politique primitive, ce n'est pas encore l'acte révolutionnaire conscient.

Mais voici des extraits du journal ronéotypé *Der Arbeiter (Le Travailleur)*, édité par des soldats allemands en occupation en France, et où s'exprime déjà la maturité politique révolutionnaire, bien

que, presque sans exception, les rédacteurs soient des jeunes qui n'ont connu que le régime de Hitler depuis qu'ils sont en âge de comprendre.

“Nous, soldats, qui nous trouvons en pays ennemi, nous ne sommes en définitive que des travailleurs, des prolétaires, qui devons exécuter les ordres de la dictature nazie. La situation de nos camarades de l'arrière n'est pas, surtout en ce moment, meilleure. Nous et eux, nous devons nous éreinter nuit et jour, toujours pour rien.

En tirons-nous le moindre avantage ? Non !

Alors, pourquoi tout cela ? Allons-nous continuer encore cette guerre inutile ? Non, encore une fois. Je me suis toujours comporté jusqu'à présent comme un bon Allemand et ai obéi aux ordres de mes supérieurs, mais maintenant, c'en est fini. Pourquoi poursuivre cette guerre qui ne peut, en aucune manière, aboutir à une fin ?

Chaque nuit, les bombardiers anglo-américains survolent l'Allemagne, détruisant ville après ville, anéantissant tout ce que nous aimons et chérissons, rendant fous nos femmes et nos enfants, nos parents et nos frères, nos amis et nos camarades. Oui, les rendant fous. Car lorsque, nuit après nuit, les pauvres civils voient pleuvoir sur eux une pluie de bombes, cela finit par être trop pour les nerfs, par mener à la folie. Regardez un peu les asiles ! Vous verrez qu'ils sont remplis de femmes, d'hommes et d'enfants. Et pour chaque attaque, il y a plusieurs milliers de morts. Je vous

demande : est-ce que cela peut durer ? Non ! Un peuple peut-il supporter cela à la longue ? Non !”

Der Arbeiter appelle les soldats allemands au combat révolutionnaire. Il dit : *“Jetez vos armes et adhérez à la IV^e Internationale !”* Ce qui n'est pas un mot d'ordre juste, car il ne s'agit surtout pas de jeter ses armes, mais de les retourner contre l'ennemi de classe. Mais c'est là seulement une erreur de plume sans conséquence. Le jeune militant qui se lève dans les rangs de l'armée n'a pas encore trouvé la formule juste. Il ramasserait aussitôt son arme pour la révolution, s'il la jetait. Car toute son orientation est profondément révolutionnaire.

“(…) Nous ferons la révolution prolétarienne. Nous travaillerons à ce but avec la plus grande ardeur. Vous autres, camarades, ouvriers et soldats, vous devez aider la IV^e Internationale et aidez-la à lutter pour la paix, la liberté, du travail et du pain.

Seule la révolution mondiale peut apporter une paix véritable. Seule la République socialiste des comités peut apporter la liberté et la fraternisation des prolétaires du monde entier. Tous se verront alors assurer du travail et du pain. Nous en finirons avec les crises économiques, nous déposséderons les capitalistes et nous créerons une économie socialiste planifiée. La main dans la main avec nos frères de tous les pays.

Enrôlez-vous dans nos rangs !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !”

1944. LA PROCLAMATION DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(“Déclaration d'unité” - n° 1 nouvelle série, 25 mars 1944)

Depuis près de cinq ans, la guerre impérialiste accumule des ruines et des cadavres. Au cours de la guerre, les groupements de l'avant-garde révolutionnaire se réclamant du programme internationaliste de la IV^e Internationale (le Parti ouvrier internationaliste, le Comité communiste internationaliste, le groupe Octobre) n'ont cessé de dénoncer cette guerre comme une guerre impérialiste, dont le but est un nouveau partage du

monde. Ces organisations ont développé en conséquence une politique et une action internationales, énonçant comme premier ennemi “notre propre bourgeoisie”, l'impérialisme français, et tendant une main fraternelle à l'ouvrier allemand contre l'impérialisme allemand, le maître actuel de l'Europe.

Pendant près de cinq ans, malgré toutes les fautes épisodiques de tel ou tel groupement, l'action des organisations se récla-

mant de la plate-forme de la IV^e Internationale a été menée sur la base de la lutte contre l'impérialisme mondial (américain, anglais, allemand), pour la défense de l'Union soviétique, malgré sa bureaucratisation, pour la reconstruction du front de la classe ouvrière, pour la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Aujourd'hui, nous arrivons devant le tournant décisif de la guerre : l'avance de l'Armée rouge et la révolution italienne sont les signes avant-coureurs de la formidable crise révolutionnaire qui se prépare en Europe et qui prendra toute son ampleur dès l'écroulement de l'impérialisme allemand. C'est pour ce moment que l'impérialisme anglais et l'impérialisme américain préparent leurs armes — qu'ils n'ont pas voulu utiliser contre Hitler —, mais qu'ils s'apprentent à jeter contre la révolution et contre le prolétariat.

Les contradictions qui rongent l'Europe "unifiée" par l'impérialisme allemand et la crise révolutionnaire qui monte posent devant l'avant-garde révolutionnaire comme une tâche brûlante la question de la construction du parti révolutionnaire. Les bolcheviks-léninistes ne pouvaient ni aborder la crise révolutionnaire en rangs dispersés, ni entrer désarmés politiquement dans le tournant décisif de la guerre. Pour l'armement politique de notre organisation, une conférence européenne vient de se tenir, qui a défini, après de longues journées de discussion, les tâches de l'organisation européenne devant la crise révolutionnaire montante. Sur la base politique de la ligne tracée par la conférence européenne, les trois organisations bolchevique-léninistes de France ont décidé de ne former désormais qu'une seule organisation, qui prend le nom de Parti

communiste internationaliste. Soulignant ainsi son attachement aussi bien au véritable communisme révolutionnaire, le communisme de Lénine et de Trotsky, qu'à la tradition politique internationaliste de toute l'Opposition de gauche de l'Internationale communiste.

Un pas en avant est ainsi fait vers la formation du véritable parti révolutionnaire qui puisse mener le combat victorieux pour la révolution prolétarienne, pour les Etats-Unis socialistes soviétiques de l'Europe. La section française de la IV^e Internationale affirme ainsi sa volonté de constituer le ferment révolutionnaire de la crise qui vient, et de devenir le pôle d'attraction de tous les éléments révolutionnaires de l'avant-garde.

En ce moment décisif, la IV^e Internationale regroupe ses forces, corrige ses fautes à travers une autocritique bolchevique, retrempe ses cadres et affirme dans l'action sa présence et son unité politique.

En ce moment décisif, la section française de la IV^e Internationale appelle les ouvriers avancés à rejoindre ses rangs et à participer coude à coude à la formation d'un véritable parti bolchevique :

Contre l'impérialisme fasciste ou "démocratique"

Pour le triomphe de la révolution socialiste

Vive le Parti communiste internationaliste !

Vive la IV^e Internationale !

Février-mars 1944

Le Parti communiste internationaliste

Le Comité communiste internationaliste

Le groupe Octobre

1944. "QUE FAIRE LORS DU DÉBARQUEMENT ?"

(titre original – numéro spécial, mai 1944)

Lors du débarquement, vous aurez d'autres chiens à fouetter que de servir de domestiques à Eisenhower et à de Gaulle pour rétablir la domination impériale du patronat français. Vous utiliserez au contraire l'ébranlement de l'appareil nazi

et vichyssois pour les seuls intérêts de la classe ouvrière, de l'URSS et de la révolution socialiste.

Restez libres !

Pour cela, vous ne vous laisserez pas mobiliser par Laval et l'état-major alle-

mand pour travailler sous la schlague et les SS à des travaux de guerre. Vous ne vous laisserez pas paralyser dans les camps de concentration. A la Gestapo et à la Milice, vous opposerez la résistance de la classe ouvrière. Pas davantage vous ne vous laisserez mobiliser par Eisenhower et de Gaulle. N'acceptez d'ordre de mobilisation que des organismes ouvriers élus par vous, de vos comités, et pour le service de la classe ouvrière.

Ouvrez les prisons et les camps !

Dès que les rapports de force le permettront, courez ouvrir les prisons et les camps de concentration avant que les SS aient pu assassiner les prisonniers. N'attendez pas les libérations officielles. Rappelez-vous que la plupart des prisonniers prolétariens en Afrique du Nord sont restés enfermés de long mois après l'arrivée des "alliés" et même de De Gaulle. Libérez vous-mêmes les emprisonnés.

Grève générale !

Comptez sur vous-mêmes aussi pour vous libérer de l'oppression capitaliste. N'attendez pas que les patrons se ressaisissent et appellent à l'aide les baïonnettes d'Eisenhower. Dès que faiblira l'étreinte hitlérienne, déclenchez la grève générale, plus unanime, plus irrésistible encore qu'en juin 1936, non pas pour servir de grooms à Eisenhower, mais pour reconquérir et élargir les conquêtes de juin 1936 : les 40 heures, les congés payés ; un salaire vital et l'échelle mobile, des conditions humaines de travail, le contrôle de l'embauche et du débauchage par les délégués ouvriers, le contrôle par eux des comptes et de la gestion de l'usine. Si les patrons essaient de s'opposer à votre contrôle, vous prendrez directement en main la production avec la collaboration de vos camarades techniciens. Laissez aux hitlériens et aux "démocrates" les bavardages hypocrites sur le socialisme. Réalisez-le !

Armez les milices ouvrières !

La première tâche du comité d'usine sera de constituer la milice ouvrière de l'usine si elle n'existe pas encore, de la renforcer et de l'organiser en désarmant les flics, les fascistes, les SS ou en obtenant des armes des soldats, notamment des soldats allemands révoltés contre leurs chefs. Les milices ouvrières se battent sur le front de la classe ouvrière et du socialisme.

Contrôle ouvrier et paysan sur le ravitaillement !

Bientôt, les opérations entraîneront la disette, peut-être la famine. Ne comptez que sur vous-mêmes pour assurer la juste répartition du ravitaillement et pour empêcher la spéculation. Aux conseils d'ouvriers et de paysans travailleurs de contrôler les stocks, l'acheminement des denrées et les prix payés aux producteurs. Aux comités de ménagères de surveiller la répartition dans les villes et les quartiers, de contrôler les prix de détail, de faire fusiller mercantis et spéculateurs.

Contrôle ouvrier sur les logements !

Les conseils ouvriers contrôleront également la répartition équitable des logements. Ils logeront les sinistrés dans les immeubles des riches. Ils leur ouvriront notamment les demeures spacieuses, non occupées ou faiblement occupées, des quartiers aristocratiques Passy, Neuilly, etc.

Justice populaire !

C'est au peuple à juger les bourreaux fascistes, les policiers assassins, les tueurs de la milice de Darnand, les mercantis, les accapareurs, les spéculateurs, les responsables de la guerre et de la famine.

La classe ouvrière n'a aucune confiance dans les juges d'Eisenhower. Elle n'a aucune confiance dans les juges bourgeois, qui condamnent à mort et aux travaux forcés, par milliers, les travailleurs communistes, révolutionnaires ou antifascistes. Les travailleurs n'ont confiance que dans les juges nommés par leurs conseils ouvriers, dont le verdict sera implacable et au service des travailleurs.

Fraternisez avec les soldats allemands, anglais et américains !

Bien entendu, les milices ouvrières ne pourraient pas tenir tête aux tanks et aux bombardiers des armées d'occupation. Mais si elles sont équipées et commandées pour servir les capitalistes, par contre, ces armées sont composées d'ouvriers et de paysans qui ont les mêmes intérêts que vous. Le soldat allemand hait les bourgeois allemands et Hitler. Dès que la poigne de l'état-major se desserrera, il ne demandera pas mieux que d'être des vôtres. Fusillez les SS, les gens de la Gestapo, les officiers réaction-

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

NUMÉRO SPÉCIAL 1^{er} MAI 1944

LA VÉRITÉ 

Organ. Central de PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAliste
Boulevard de la 1^{re} Internationale

*Il n'y a pas eu long
du 1^{er} Mai 36 à Juin 36...*

Premier Mai de préparation à la grève générale contre la relève

**UN DÉBRAYAGE GÉNÉRAL D'UNE DEMI-HEURE LE LUNDI 1^{er} MAI
SERVIRA DE GRANDE MANŒUVRE AVANT LE COMBAT.**

Depuis plus de 30 ans, chaque Premier Mai, le prolétariat de tous les pays affirme par la grève sa volonté de voir mettre fin à son sort d'exploité et commémorer le martyre de ses martyrs.

Cette année, comme depuis quatre ans, Pétaïe, l'assassin des millions de 1917, essaie de transformer cette biennuelle journée de lutte révolutionnaire internationale en une « fête du travail » de soumission aux capitalistes. Pour que ses quelques heures ne soit pas perdues pour le prolétariat et pour le peuple contre l'U. R. S. S., il faudrait pour que les ouvriers ne soient pas à l'aise pour y célébrer leur Premier Mai dans la lutte, le gouvernement déteste que le 1^{er} Mai soit le dimanche 30 Avril. Il espère ainsi que le prolétariat sera tranquillisé le 1^{er} Mai à la suite de ses conférences de beaux discours et de meetings.

**MAIS PAS UN OUVRIER N'OUBLIE QUE MALGRÉ LES DISCOURS, SA MÉRITE NE CESSE
DE GRANDIR, ET QUE DERRIÈRE LE MUGUET, IL Y A LA RELÈVE PROMISE PAR DÉFAT.**

Contre la
compter

La radio de
généraliste contre le
militaire pour l'ac-
tuelle au libéralisme
pour faire l'armistice
l'année : en Angleterre
en grève, en Italie
vienne, en Belgique
d'ailleurs, et il y a eu
des milliers de morts

Depuis ce jour, le
pour le prolétariat, les
membres du prolétariat
sont situés (1917-19)

Pour l'année, il
est en danger de la
situation dans le
la direction de la lutte
ouvrière, et l'histoire
d'histoire, d'histoire

Au premi
d'usine à

Pour l'année, les
membres du prolétariat
sont situés (1917-19)

Contre la relève,
elle sera assurée
et nous pour l'année
l'année, nous sommes
pour l'année, le pro-

naires. Mais accueillez les soldats comme vos alliés et vos frères. Invitez-les à passer du côté de la révolution, utilisez leurs armes et leur savoir militaire.

Les soldats anglais et américains seront plus réticents, parce que leur armée sera victorieuse. Mais comme les ouvriers russes en 1917, vous leur rappellerez que votre lutte est la leur. Il y a de grandes grèves aux Etats-Unis et en Angleterre. Les ouvriers américains et anglais sauront bien empêcher l'assassinat de la révolution française et européenne.

Vivent les Etats-Unis socialistes soviétiques !

Car notre lutte n'est pas isolée. Déjà, sur un sixième du globe, l'URSS, la propriété privée des moyens de production a été abolie. Quelle que soit la politique tortueuse et contre-révolutionnaire de la bureaucratie qui l'a accaparée, la révolution russe reste vivante et l'URSS reste l'alliée de la classe ouvrière. Dans toute l'Europe occupée, l'incendie révolutionnaire flambra, galopant par-dessus les frontières.

Bâtissons le parti mondial de la révolution !

Pour qu'ils triomphent, il faut bâtir un puissant parti mondial de la révolution, un parti prolétarien qui ne se laisse corrompre par aucune compromission avec l'impérialisme mondial. C'est la lutte que

mène en avant-garde dès maintenant, dans tous les pays, la IV^e Internationale. C'est la lutte que mène en France le Parti communiste internationaliste. Aux militants qui dirigent les magnifiques luttes de la classe ouvrière, aux partisans qui veulent utiliser leurs armes pour la révolution prolétarienne, aux travailleurs communistes qui veulent rester fidèles au communisme, il appartient de renforcer les rangs du PCI et d'en faire un parti de masse, capable de diriger la classe ouvrière à la victoire.

Sous le drapeau de l'internationalisme, les ouvriers d'Europe et d'URSS formeront un bloc invincible. Ensemble, ils construiront l'Europe socialiste, entraîneront les autres continents et chasseront définitivement le spectre hideux de la guerre, de la famine, de la tyrannie et de la barbarie.

Ensemble, ils ouvriront enfin la route à une civilisation humaine.

Travailleurs !

En avant pour transformer la guerre impérialiste en guerre civile, pour la victoire du socialisme !

En avant pour le combat décisif, pour le pain, la liberté, la paix !

**Le comité central
du Parti communiste internationaliste
(section française
de la IV^e Internationale)**

11 AOUT 1944. LA "UNE" DE LA VÉRITÉ ÉDITÉE SOUS FORME D'AFFICHE (n° 71 - numéro spécial)

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

N° 71 - Nouvelle série, N° 11 NUMÉRO SPÉCIAL 11 AOUT 1944

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Le journal des trotskystes

qui luttent depuis 5 ans dans
l'illégalité contre la guerre impé-
rialiste et la terreur fasciste.

Hitler s'effondre

LES Américains approchent de Paris. La classe ouvrière doit mettre à profit la situation et passer à l'action pour **assurer elle-même sa libération contre le fascisme et la réaction, contre la terreur et la dictature, contre ses exploitateurs capitalistes.** Suivez le mot d'ordre de grève générale de la C.G.T. (illégal). Déjà, les cheminots sont entrés en lutte.

VIVE LA GRÈVE DES CHEMINOTS ! SOUTENEZ LA, comme l'ont déjà fait les métallos qui ont débarrasé dans plusieurs usines les machines à votre travail et, surtout à la fois, dans les usines, les bureaux, les chantiers, dé

GRÈVE GÉNÉRALE !

Pour vos revendications : la réduction du chômage et le salaire vital, le retour aux conquêtes sociales de Juin 36.

Pour le contrôle des cantines : le travaillement par les délégués élus.

Pour le contrôle de la production : afin qu'elle ne serve que les besoins du peuple, et non l'intérêt impérialiste, mais les besoins du peuple.

Pour les libertés ouvrières : le droit syndical, la reconnaissance du droit des ouvriers à former et à l'organiser.

Pour la libération immédiate : des prisonniers politiques.

Occupez les usines et les entreprises en Juin 36 !

OUVRIERS LIÉGÉS : occupez-les ou joignez-vous aux usines en lutte de votre région.

Comme en Juin 36, **réunissez-vous dans l'usine avec vos délégués.** Qu'ils constituent leur **Comité d'Entreprise.** Que les délégués de votre Comité d'Entreprise prenne contact avec ceux des entreprises voisines.

En s'étendant aux diverses corporations, aux districts, la grève deviendra invincible comme en Juin 36.

Renforcez les **MILICES OUVRIÈRES D'USINES ET DE QUARTIERS !** Qu'elles occupent les postes vitaux de l'usine et empêchent les fascistes de prévenir la Gestapo et la police. Qu'elles établissent la liaison entre les usines et les quartiers. Qu'elles organisent le ravitaillement. Qu'elles protègent les grévistes contre les policiers, les brigades des S.S., de la Gestapo et de la Milice de Darraud.

Mais les Milices Ouvrières sont mal armées : la Résistance a refusé de leur armer parce qu'elle a peur de la classe ouvrière. **ARMEZ-VOUS** vous-mêmes en désarmant les flics, les fascistes et les S.S., en vous emparant des arsenaux et des stocks mal gardés.

Surtout, n'oubliez pas qu'au sein des armées d'occupation les grévistes ont aussi des alliés. Les soldats allemands désertent en masse. Ce sont des travailleurs comme vous. **APPELEZ LES A PATERNISER,** à vous donner leurs armes, A SE JOINDRE A VOUS DANS LA LUTTE CONTRE LEURS BOURREAUX ET LES NOTRES : LES S.S. ET LA GESTAPO.

Dès que le rapport des forces le permettra, **OUVREZ LES PRISONS, OCCUPEZ LES MAIRIES** et installez-y les délégués démocratiquement élus par les assemblées d'entreprises et de quartiers.

Voilà le programme sur lequel nous, PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE, nous appelons les partis ouvriers, notamment le Parti Communiste Français et le Parti Socialiste à **L'UNION D'ACTION**

Pour le **PAIN, la LIBERTÉ et la PAIX**

VIVE LA GRÈVE GÉNÉRALE !

Le Comité Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Pour que la défaite de Hitler soit la victoire des travailleurs

La machine d'oppression des nazis s'effondre partout. L'heure est à la classe ouvrière. La vraie libération ne peut venir que des travailleurs des villes et des champs, des ménagères et des soldats, UNIS DANS L'ACTION. Nous, Communistes-Internationalistes («trotzkystes»), nous vous disons :

Ouvrez les prisons et les camps !

Armez-vous en profitant des événements et gardez vos armes !

**Formez vos Milices Ouvrières
d'entreprises et de quartiers !**

Occupez les entreprises !

Elisez vos délégués comme en Juin 36 !

Ils constitueront des COMITÉS D'ENTREPRISES qui contrôleront la production et feront tourner les usines pour les besoins du peuple et non plus pour la guerre.

Dans les quartiers ouvriers, prenez vous-mêmes en mains le ravitaillement. Logez les sinistrés dans les maisons des riches. Pour cela, élisez dans les maisons ouvrières et les quartiers vos délégués aux COMITÉS DE QUARTIER.

Appelez les soldats allemands à former leurs conseils de soldats, à vous donner leurs armes ou à passer à la Révolution. Aidez-les à passer en Allemagne et à y porter la Révolution.

Appelez les soldats alliés à fraterniser.

Avec les Milices Ouvrières, PRENEZ LES MAIRIES et installez-y vos DÉLÉGUÉS ÉLUS dans les usines, les quartiers ouvriers et les villages.

UNITÉ D'ACTION !

Notre Parti propose L'UNITÉ D'ACTION au Parti Communiste Français, au Parti Socialiste et à toutes les organisations ouvrières pour organiser ensemble les Milices d'Entreprises, les Comités d'Entreprises, les Comités de Quartiers.

EN AVANT POUR LE PAIN, LA LIBERTÉ ET LA PAIX SOCIALISTE !

**LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)**

Deutsche Soldaten !

Sofortiger Kampf gegen Hitler, die Nazis, die Gestapo. Sofortiger Kampf gegen alle Kapitalisten !
Entwaffnet eure Offiziere. Bildet eure Soldatenraete. Wirft nicht eure Waffen ! Gibt uns eure Waffen. Kämpft mit uns, eure Brueder, die franzoesische Arbeiter. Tragt die Revolution in Deutschland und erichtet dort die Herrschaft der Arbeiter und Soldatenraete.

**ES LEBE DER VERBRUEDERUNG DER ARBEITER ALLER
LAENDER !
ES LEBE DIE SOLDATENRAETE !
ES LEBE DER FRIENDEN !**

Allied Soldiers !

We want to overthrow the capitalism and take the power for the working class. This our struggle is yours too. It's the only way to help English and American workers, to win best wages for them and you. Don't break our struggles. Don't shoot at us !

**LONG LIFE TO INTERNATIONAL BROTHERHOOD !
LONG LIFE TO THE SHOP AND SOLDIERS COMITEES !
LONG LIFE TO SOCIALIST PEACE !**

1944. "LES PREMIERS COMITÉS D'USINE À ARGENTEUIL, JUMO DANS LA GREVE" (titre original - n° 72, 18 août 1944)

La direction allemande profita de la débâcle pour partir sans payer ses ouvriers. Le matin, les ouvriers massés à la porte de l'usine s'aperçurent qu'ils étaient volés et qu'ils avaient travaillé pour rien pendant une quinzaine. Au portail de chez Jumo, Charlot, l'homme de confiance des Allemands, essaya de calmer leur colère et de les empêcher d'entrer. Mais les gars ne se laissèrent pas faire. Certains commencèrent à se dédommager sur le matériel. Mais l'immense majorité des travailleurs comprit la nécessité des solutions collectives. Ils bousculèrent l'agent des capitalistes allemands et entrèrent dans l'usine. Charlot fut renvoyé de l'usine. Comme en 1936, des ouvriers commencèrent l'occupation, et, maîtres de leur usine, élurent immédiatement un comité provisoire de trois membres, avec des représentants de tous les ateliers représentant le bloc unanime. Le comité organisa aussitôt les divers services : le service de ravitaillement et le service d'ordre. La commission du ravitaillement s'aperçut d'abord que les repas distribués par la direction lui coûtaient 3,75 francs et qu'elle faisait ainsi un énorme bénéfice en volant les ouvriers. Le

chef de la cantine fut aussitôt renvoyé et, avec les réserves, les ouvriers organisèrent une cantine gratuite.

Pendant ce temps, le comité d'usine s'occupe des salaires en cours. Le préfet voulait allouer aux ouvriers l'aumône du fonds de chômage. Les délégués protestèrent et le maire d'Argenteuil leur fit allouer 75 % du salaire. La somme sera remise globalement au comité d'usine, qui effectuera le partage (...).

Le service d'ordre fut également organisé. Les ouvriers étaient décidés à protéger énergiquement l'usine contre les pillards et contre les bandes armées qui essayaient de sortir les ouvriers de l'usine. Malheureusement, les ouvriers n'étaient pas armés. Les groupes de résistance refusèrent de donner des armes aux ouvriers (...).

Les ouvriers de Jumo (...) comprennent la nécessité de s'armer. Dès maintenant, ils comprennent aussi la solidarité des usines. Hier, dix ouvriers délégués par eux ont grimpé sur un châssis et sont allés haranguer ceux de BMW, d'Amiot, de Gnome et Rhône. Partout, ils ont été acclamés. Former un comité interusines : voilà la voie de la victoire (...).

1945. "TRAVAILLEURS ET MÉNAGÈRES MANIFESTENT" (titre original - n° 20, 21 février 1945)

Le 29 janvier, une manifestation s'est déroulée à Nantes. Pour en comprendre le sens, il convient d'examiner la situation de la population nantaise. Elle a froid et elle a faim. Cela peut paraître banal à Paris. Mais Nantes manque de bois et de beurre, alors que la campagne environnante en regorge.

Il y a des camions qui dorment dans les usines et les garages, il y a des cars inemployés à la Compagnie des trains. Le préfet ne les réquisitionne pas. Des véhicules de toutes sortes roulent tous les jours pour le marché noir. On pourrait les arrêter, les réquisitionner au profit du ravitaillement. Rien n'est fait. Le marché noir bat son plein et jouit de l'impunité la plus complète.

Lundi 29 janvier, l'union locale des syndicats fit débrayer les métallurgistes à 16 heures et organisa une manifestation devant la préfecture à 17 heures. 4 000 à 5 000 personnes cernaient la préfecture, pendant que les responsables de l'union locale portaient un ordre du jour au préfet. Au dehors, la foule s'impatientait. Il faisait froid. Des cris : "*Le préfet à la porte !*", "*Démision !*", s'élevaient par instant. Au bout d'une heure, n'ayant pas encore eu de réponse, la foule enfonça les grilles et força les barrages d'agents qui se trouvaient derrière. Elle parvint au pied des bâtiments et commença à attaquer portes et fenêtres. Cela tournait à l'émeute. Un responsable de l'union locale (membre du PC) sortit de la préfecture et réclama le

silence : *“Aujourd’hui, les pouvoirs publics doivent tenir compte des revendications ouvrières... (applaudissements). Les ouvriers manifestent dans l’ordre et la discipline, mais ne demandent qu’à travailler pour poursuivre l’effort de guerre... (sifflets, huées) : “Du sucre, d’abord !”, “Démission !”.*”

Devant un tel accueil, le délégué dut renoncer à parler. Des jeunes défoncent les fenêtres et la grande porte de la préfecture.

Les agents, qui s’étaient enfermés à l’intérieur, tentèrent de s’opposer à cette marée. Ils furent refoulés, renversés, piétinés. Les travailleurs se répandirent dans la préfecture, gravirent les escaliers, envahirent le premier étage.

Le préfet tenta de les calmer. Sa voix fut couverte de clameurs, il dut s’enfuir sous les huées. Pendant une heure et demie, la foule piétina dans la préfecture sous les regards des flics impuissants. Des quolibets, des cris : *“On est bien chauffé à la préfecture !”, “Démission !”, “A Vichy !”, “A Berlin !” ; L’Internationale*, chantée à pleine voix par des jeunes. Un ouvrier du PCF prit la parole du haut de l’escalier : *“Nous ne sortirons d’ici que lorsque le préfet aura déclaré qu’il démissionne ! Nous allons le chercher ! Attendez !”* La foule applaudit à tout rompre. Mais il dut revenir en déclarant que le préfet était parti : *“Demain, nous ferons la grève générale, jusqu’à ce qu’il s’en aille !”* —

“Oui, oui, grève générale !”

Les responsables de l’union locale étaient partis depuis longtemps ! Un responsable syndical essaya d’intervenir : *“Camarades, le préfet doit aller à Paris. En attendant qu’une décision intervienne, nous devons travailler demain, pas de grève ! N’oubliez pas que nous sommes en guerre !”* Sifflets, huées. *“On en a assez des paroles, à manger !”, “Démission !”, “Les délégués se foutent de nous !”* Il ne fut soutenu que par quelques bonzes, au milieu d’une hostilité générale.

La manifestation dura jusqu’à 19 h 40. L’alerte avait été chaude. Mais, faute de directives précises, aucun résultat ne fut obtenu.

Le préfet a publié un communiqué assez penaud, où nous relevons les revendications présentées par les métallos nantais :

- réajustement des salaires sur la base du coût de la vie ;

- retour aux conventions collectives ;

- relèvement des allocations des assurés sociaux, des accidentés du travail et des vieux ;

- amélioration du ravitaillement ;

- épuration des agents de Vichy et des collaborateurs.

Le préfet réclame *“l’union et l’ordre”* et fait état de la désapprobation du mouvement par les dirigeants syndicaux.

1945. “1^{er} MAI DE LUTTE POUR LE PAIN ET L’ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES” (titre original - n° 24, 13 avril 1945)

Le prix du pain est doublé. Parodi édicte une véritable parodie de mise en ordre des salaires.

Les travailleurs doivent se dresser contre cette provocation du gouvernement au service des banques et des patrons. Ils feront du 1^{er} mai une journée de lutte revendicative et n’accepteront pas de suivre la décision antidémocratique du CCN (*de la CGT - NDLR*) d’en faire une journée de travail “de choc”.

Entreprise par entreprise, syndicat par syndicat, mobilisons toutes nos forces pour contraindre les dirigeants syndicaux à préparer la grève générale du 1^{er} mai pour le pain et l’échelle mobile.

Motions, interventions dans les assemblées générales (...), tout doit être mis en

œuvre. Ne nous laissons pas diviser ! Nombreux sont les ouvriers qui déchirent leurs cartes syndicales. C’est capituler sans combattre.

Il faut au contraire, au sein de la CGT, faire appel à tous les syndiqués pour qu’ils imposent le respect de la volonté de combat des travailleurs. Il faut élaborer et unifier les cahiers de revendications, que nous déposerons à la direction le 30 avril.

Le 1^{er} mai, journée mondiale revendicative et d’unité prolétarienne, nous appartient.

Hitler et Pétain, par peur de cette unité, tentèrent de la transformer en une mascarade de collaboration de classes.

Aujourd’hui, le gouvernement qui a pris la succession de Vichy au service de la bourgeoi-

sie commémore sainte Geneviève, Jeanne d'Arc et M. Thiers, mais veut nous obliger à travailler le 1^{er} mai pour la guerre des capitalistes.

Le 1^{er} mai nous appartient ; reprenons-le aux gouvernements bourgeois, rendons-lui toute sa puissance !

Notre parti demande aux dirigeants du Parti communiste français, du Parti socia-

liste et de la CGT de renoncer à préconiser le travail du 1^{er} mai et de réaliser l'unité d'action de toutes les organisations ouvrières pour le pain et l'échelle mobile des salaires.

Il fait appel à tous les travailleurs pour qu'ils appuient notre action en faveur du 1^{er} mai de lutte revendicative et d'unité prolétarienne !

1945. CONTRE LA RÉPRESSION QUI FRAPPE LE PEUPLE ALGÉRIEN

(*"Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes" - n° 28, 25 juillet 1945*)

La répression de la révolte d'Algérie est le même caractère de bestialité que la destruction par les SS du ghetto de Varsovie ou d'Oradour. *"Il faut mater les salopards, feu sur les burnous !"* fut le mot d'ordre officiel.

Les colons et tous les mouchards, les mercenaires et la racaille dont dispose l'impérialisme français furent armés et le paysan arabe, "le burnous", mis hors la loi.

Les canons de marine, les chars et l'aviation du ministre "communiste" Tillon donnèrent à fond. Six mille travailleurs arabes furent massacrés. La boucherie fut patronnée de Paris par de Gaulle et par son ministre de l'Intérieur, le "socialiste" Tixier. Voilà où peut mener la honte de la collaboration de classes.

"Il s'agit d'une provocation hitlérienne, c'est la V^e colonne qui incite les Arabes", disait *L'Huma* à ce propos. Mais, trois lignes plus bas, elle ajoutait que les travailleurs arabes souffrent de faim et de soif, et qu'ils sont vêtus de

haillons, tandis que les colons s'enrichissent sur leur dos. Pourquoi, alors, salir leur mouvement ?

Pourquoi mentir sciemment et confondre le Parti populaire algérien, formé par les bandits de Doriot, avec le Parti du peuple algérien, parti démocratique qui veut l'indépendance de son pays ? Mais la réponse vient à la fin de l'article, où *L'Huma* affirme qu'il faut que l'Algérie se confonde avec la France, que les Algériens sont des Français.

Et s'ils ne veulent pas, eux, se confondre avec la France capitaliste ? S'ils ont assez de l'exploitation des trusts français ? — si, comme il y a un an les FTP, ils ne veulent plus de l'occupation et ils veulent la liberté ? — "Non !", seront forcés de leur répondre les chefs socialistes et communistes français.

Et les travailleurs arabes comprendront que c'est "non" parce que ces chefs siègent sur le même banc que de Gaullle, parce qu'ils sont en réalité les alliés de leurs exploiters ou de leurs bourreaux.

1945. "SOLIDARITÉ TOTALE AVEC LE PEUPLE INDOCHINOIS EN LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ! VIVE L'INDOCHINE LIBRE ET INDÉPENDANTE !"

(*titre original - n° 32, 4 octobre 1945*)

Alerte à la répression. Tandis que le peuple indochinois se débat contre l'assaut des impérialismes et qu'il affirme à la face du monde sa volonté de se libérer définitivement de la tutelle impérialiste, une passivité criminelle règne en France parmi les dirigeants des organisations se réclamant de la classe ouvrière.

Le Populaire fait absolument bloc avec les apôtres de la grandeur : aucune protestation, aucun mot d'ordre de solidarité avec l'Indochine ne peuvent être trouvés dans les colonnes du journal "socialiste".

L'Humanité, tout en reconnaissant en paroles le droit du peuple indochinois à son indépendance, a soigneusement évité

Augmentation des transports pour payer les canons de d'Argenlieu :
CE SONT LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET VIETNAMIENS
QUI PAIENT LA GUERRE DU CAOUTCHOUC !

Contre l'impérialisme de l'Assemblée Nationale, qui a voté, sans l'assentiment général des peuples, Français et vietnamiens, cette adresse de dénonciation et de réprobation expéditive au sujet de l'Indochine.

Le Jeudi 4 avril 1945 :

« L'Assemblée Nationale, par son vote, a autorisé le gouvernement de Vichy à continuer de payer les canons de d'Argenlieu et de payer les dépenses de la guerre de l'Indochine. Ce vote est contraire à la volonté des Français et des Vietnamiens. Il est contraire à la volonté de la population de l'Indochine libre. »

Le Jeudi 18 décembre 1945 :

« L'Assemblée Nationale, par son vote, a autorisé le gouvernement de Vichy à continuer de payer les canons de d'Argenlieu et de payer les dépenses de la guerre de l'Indochine. Ce vote est contraire à la volonté des Français et des Vietnamiens. Il est contraire à la volonté de la population de l'Indochine libre. »

En l'Union nationale internationale au conseil par décret.

Vendredi 27 Décembre 1944. 118000. " PROLETAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS " — Prix 5 Francs. N° 129

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
 PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

A BAS LA GUERRE D'INDOCHINE!

Assez de sacrifices!
 SALARIÉS, IMPOSEZ AU PATRONAT
UN MINIMUM VITAL

ARRÊTEZ LES MASSACRES COLONIALISTES!
 Les travailleurs vietnamiens veulent leur indépendance,
 les travailleurs français ne veulent pas faire les frais
 de nouvelles opérations militaires

d'appeler le prolétariat français à une action décisive contre la politique des De Gaulle, Leclerc et consorts.

Travailleurs, il faut rompre avec la criminelle non-intervention en face des crimes de notre bourgeoisie. Il faut arrêter sa main avide d'or et de sang. L'appel lancé par le représentant de la délégation des Indochinois en France trouvera, nous en sommes sûrs, un écho profond chez les travailleurs de France, malgré les calomnies et les manœuvres de basse police qui se trament contre les représentants qualifiés de l'Indochine libre.

Les 300 000 ouvriers australiens qui se sont mis en grève pour le soutien des nationalistes d'Indonésie, les dockers de Sydney, qui refusent de charger le matériel de guerre à destination des troupes de

l'impérialisme hollandais en Indonésie, nous montrent la voie.

Tout doit être mis en œuvre pour aider le peuple indochinois à se libérer.

Le combat continue âprement et sans relâche, d'un bout à l'autre de l'Indochine. La lutte des travailleurs coloniaux porte des coups efficaces à l'édifice pourri de l'impérialisme, fauteur de misère, de fascisme et de guerre. Rester passif, c'est non seulement agir en criminels, mais aussi laisser écraser stupidement les meilleurs alliés des travailleurs français. Notre aide doit être immédiate et totale.

Vive la grève de solidarité avec l'héroïque peuple indochinois ! Vive l'Indochine libre !

Jean Marcoux

1945. "LES PRISONNIERS ALLEMANDS SONT CONDAMNÉS À UNE MORT LENTE" (titre original - n° 33, 13 octobre 1945)

Le prolétariat mondial a appris avec horreur la vérité sur les camps de mort nazis, depuis que des milliers de militants ouvriers sont revenus de cet enfer. Destinés au début uniquement aux travailleurs intellectuels antifascistes allemands, ces camps barbares étaient devenus le symbole de la barbarie capitaliste poussée au paroxysme.

Mais voilà que, cinq mois à peine après la révélation de Buchenwald et de Belsen,

l'impérialisme français, qui aime à se draper des grands principes de "liberté, égalité, fraternité", s'est rendu coupable de crimes presque aussi monstrueux que ceux des tortionnaires nazis. Lisez le récit suivant sur la vie dans les camps de prisonniers de guerre allemands en France, où 600 000 simples soldats, ouvriers, paysans, artisans, sont condamnés à une mort lente d'inanition. C'est le journal bourgeois *Le Figaro* qui en étale, dans son

numéro du 22 septembre, toute la barbarie. Mais, pour lui, il ne s'agit que de défendre les intérêts des capitalistes et du rendement de cette main-d'œuvre à bon marché.

La situation des prisonniers est plus que misérable. Leur ration journalière en calories se monte à 900 (à Belsen, ce fut 800 calories !), c'est-à-dire, d'après l'opinion d'un médecin, "*juste assez pour qu'un homme couché, ne bougeant pas, ne meure pas trop vite*" (sic). La mortalité est effrayante. La moyenne de poids est de 35 à 40 kg ! Les hôpitaux sont pleins. Avec le froid, c'est la catastrophe. Le général Buisson, directeur des prisonniers de guerre de l'Axe, n'hésite pas à déclarer au reporter du *Figaro* :

"Les uniformes sont en loques, parfois en tel état que la décence élémentaire n'autorise plus à envoyer travailler certains prisonniers. A l'approche de l'hiver, nous disposons d'une couverture pour 5 ou 6 hommes..." !

Voilà le véritable visage de l'impérialisme français démasqué, après celui de l'impérialisme allemand ! Est-ce cela que les milliers d'ouvriers sincères ont voulu quand ils se sont engagés dans le maquis ou dans la Résistance ? Est-ce pour imposer à leurs frères allemands un esclavage semblable à celui qui pesait sur eux qu'ils ont lutté pendant des années contre la terreur de la Gestapo ? Ou n'est-ce pas plutôt pour un monde nouveau, où l'abominable barbarie disparaîtrait pour tous les hommes ? Et faut-il être très lucide pour

comprendre que la libération, la véritable, loin d'être achevée, est à peine entamée, aussi longtemps que la bourgeoisie impérialiste reste maître quelque part sur la terre ?

Nous appelons tous les prisonniers politiques ouvriers, qui, comme nous, ont souffert pendant de longs mois dans les camps de concentration nazis, à protester contre cette barbarie du gouvernement français ! Nous appelons en premier lieu nos camarades socialistes et communistes, qui, avec nous, ont lutté pendant cinq ans pour qu'il n'y ait plus de camps de concentration sur la terre, à envoyer des lettres de protestation au gouvernement, car ce régime est inhumain dans un pays sans gouvernement fasciste, mais où des socialistes et des communistes sont ministres de la République, sont préfets et maires, et où, sur le territoire administré par eux, des milliers d'hommes du peuple allemand meurent des mêmes souffrances que nous avons éprouvées ! Et si l'impérialisme français se montre aujourd'hui cruel à ce point-là envers des prisonniers de guerre allemands, qui l'empêchera de retourner demain toute sa cruauté contre les révolutionnaires français, les ouvriers français, les socialistes et les communistes français, comme il l'a déjà fait hier envers les héros de l'armée républicaine espagnole ? Qui pourra l'en empêcher, si ce n'est la réaction des travailleurs français ? Des travailleurs du monde entier ?

**Le groupe
des déportés internationalistes**

1946. LE COMITÉ DE GREVE, ARME INDISPENSABLE POUR LA VICTOIRE (*"Vive la grève des postiers !" – édition spéciale du 5 août 1946*)

Les postiers garderont à jamais l'honneur d'avoir renoué avec la glorieuse tradition de lutte du mouvement ouvrier français, auquel les dirigeants-ministres croyaient avoir passé pour toujours la camisole de force de la passivité et de la résignation.

En même temps et immédiatement, ils ont retrouvé l'arme de toujours : le comité de grève. Dès que le mouvement a embrassé tous les exploités des PTT, il est immédiatement apparu que les organismes

habituels de "tous les jours" ne suffisaient plus.

Les jeunes, les femmes, c'est-à-dire les plus exploités, qui, d'ordinaire, ne prennent pas part aux délibérations syndicales, deviennent dans le combat les lutteurs les plus acharnés et les plus dévoués. Parmi eux naissent des dirigeants. Les jeunes, les vieux, les femmes, les syndiqués, tous se mobilisent. Comment vont-ils se diriger ? Où trouver l'organisme dans lequel ils auront vraiment confiance, parce qu'il les

représentera directement, démocratiquement ? A ces questions, une réponse : le comité de grève.

Elu démocratiquement, sous le contrôle permanent de la base, recevant sans répit son impulsion, son souffle, il agit, sûr de la force que lui donne la confiance de ses mandants.

Le comité de grève est l'organisme représentatif qui reflète le mieux la combativité de la base. Quiconque s'y révèle faible, sans ardeur, est éliminé à la première assemblée des grévistes.

Liant directement, sans intermédiaire, chaque entreprise à toutes les autres, il donne une cohésion sans égale à chaque corporation et à toute la classe ouvrière, en cas de grève générale. L'unité réelle, profonde, dans le combat contre le patronat, il la permet et la rend indissoluble. Unité qui fait d'une corporation et de tous les travailleurs une armée sans fissure, solidaire. Grâce au comité de grève, les entreprises ordinairement isolées réalisent la devise : "Un pour tous, tous pour un."

Les postiers, pour mener leur combat, n'ont pas eu à s'opposer seulement à leur patron, la direction des PTT et le gouvernement, mais à ceux mêmes qu'ils avaient placés à la tête de leur fédération postale pour qu'ils obtiennent satisfaction à leurs légitimes revendications.

A ces directions fossilisées et briseuses de grève, qui se conduisent aujourd'hui en "jaunes", se sont opposées les véritables directions des travailleurs en lutte : les comités de grève.

Cette leçon servira demain à toute la classe ouvrière, imposant au patronat le minimum vital, garanti par l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur la production.

Tous les travailleurs verront dans les comités de grève les organismes par lesquels ils poseront la question au patron : "Qui est le maître de l'usine ? Toi, qui ne vis que pour nous exploiter ; ou nous, qui produisons tout ce qu'il faut à l'humanité pour la sortir du borbier ?"

1947. LA GREVE RENAULT

("Malgré chantage et manœuvres des bonzes syndicaux, Renault suit le comité de grève. La lutte est engagée pour les 10 francs. Vers la grève générale" – numéro spécial, 30 avril 1947)

Pendant des mois et des mois, ils nous ont dit : "Produire, produire pour le relèvement national."

Ils nous ont imposé le blocage des salaires, jetant les travailleurs dans la ruine et la misère.

Ils nous ont imposé les primes à la production, semant la division parmi les travailleurs.

Devant les protestations ouvrières, craignant d'être débordés par la colère des masses laborieuses, ils nous ont noyés de discours.

Ils nous ont promenés dans d'innombrables "processions".

Et, suprême arme de combat, ces "dirigeants ouvriers" traîtres à leur classe déposaient sur les bureaux de leurs complices des pouvoirs publics des résolutions "énergiques", des protestations "catégoriques", vite oubliées par ceux dont le minimum vital s'inscrit en chiffres sur sept colonnes.

Ils, les chefs géniaux du PCF, les dirigeants ouvriers de la SFIO et de la CGT, nous ont expliqué, à nous, ouvriers qui ne comprenons pas les finesses de la politique nationale, que : la France est un jardin en friche devant lequel souffre de faim la population laborieuse ; il nous fallait piocher, bêcher, semer, souffrir encore jusqu'à la prochaine récolte, qui, grâce aux sacrifices nécessaires, serait l'abondance pour tous.

Tous, c'était le propriétaire de ce terrain inculte, le capitaliste.

Encore entourés d'un prestige immérité, ils se sont faits les porte-parole de ce propriétaire, à l'usine, au bureau, dans le gouvernement. Infâme collaboration de classes, qui aboutit aujourd'hui à frustrer les travailleurs de la revendication la plus modeste, la plus immédiate, celle-là même des 7 000 francs, devenue "indemnité mensuelle temporaire et exceptionnelle de vie chère appliquée aux salaires les plus anormalement bas".

EDITION SPECIALE sur la GREVE RENAULT



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV^e Internationale)

MERCREDI 30 AVRIL 1947

REDACTION, ADMINISTRATION
100, rue Réaumur, 100
PARIS (2^e)
Téléphone : OXT. 90-90
C. C. P. PARIS 5478-17

Prix : 2 francs

Malgré chantages et manœuvres des bonzes syndicaux

RENAULT SUIV LE COMITE DE GREVE

LA LUTTE EST ENGAGÉE POUR LES 10 FRANCS

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

RÉPONSE aux calomnies

DANS son numéro du 23 avril, l'«*Annuaire*» dénonce «*le caractère démagogique, mensonger, égoïste, égoïste et égoïste*» de chez Renault. Elle nous dit que les dirigeants du parti ont «*dirigé*» les ouvriers «*contre*» le C.G.T.

rien à l'exploitation des ouvriers, qui ne change rien aux bénéfices des patrons, peuvent reprocher aux travailleurs de dire qu'ils en ont assez ?

PENDANT des mois et des mois, ils nous ont dit «*produire, produire*» sous le prétexte national. Ils nous ont imposé le blocage des salaires, la ruine et la misère.

Ils nous ont imposé la grève à la production, la division parmi les travailleurs.

Devant les revendications ouvrières, craignant d'être ébranlés par la colère des masses ouvrières, ils nous ont mis de côté.

Ils nous ont entraînés dans d'immenses et coûteuses opérations de «*propagande*» et de «*pression*» sur les dirigeants du C.G.T. et les dirigeants ouvriers à traîner à leur



EXTRAITS DU TRACT DISTRIBUÉ PAR LES OUVRIERS DU SECTEUR COLAS (publié dans cette édition spéciale de La Vérité sur la grève Renault)

Ce que nous voulons ? Un salaire minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la CGT, de 7 000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base.

La direction nous répond qu'elle n'est pas autorisée par le gouvernement pour augmenter les salaires. Mais la direction a bien trouvé le moyen d'obtenir l'autorisation du gouvernement quand il lui a fallu payer la note de 30 % d'augmentation sur les produits sidérurgiques (voir bulletin Lefaucheux). Mais s'il y a de l'argent pour payer une augmentation de 30 % aux potentats milliardaires de la sidérurgie, il faut obliger le patronat à payer aussi notre force de travail, qui a subi une dévalorisation bien supérieure à 30 %. On nous présente souvent la puissance des trusts comme un épouvantail qui doit toujours nous écraser. Mais la classe ouvrière, unie dans la défense de ses revendications, n'est-elle pas plus puissante qu'un trust ? Nous avons le monopole de la force de travail, sans laquelle ces messieurs ne peuvent plus récolter des bénéfices. Malgré toutes les calomnies et toutes les manœuvres avec lesquelles on essaie de nous diviser, nous sommes décidés à mener notre lutte jusqu'au bout.

Pouvons-nous continuer à vivre en faisant toujours plus de sacrifices, pour voir tous les jours notre situation s'aggraver ?

La revendication que nous formulons est une revendication générale, qui intéresse tous les ouvriers. Les organisations dites ouvrières, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte. C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications :

- 10 francs de l'heure sur le taux de base ;
- paiement intégral des heures de grève.

Seule l'action peut nous donner satisfaction.

Le comité de grève élu par les grévistes en assemblée générale

Mais à la veille de ce 1^{er} mai 1947, les ouvriers des usines Renault se sont ressaisis, livrent le combat pour les salaires, se mobilisent sur une revendication centrale. Une revendication mise en avant depuis des mois par notre parti : dix francs d'augmentation de l'heure sur tous les salaires. Dix francs, premier acompte à valoir sur un minimum vital.

Dix francs, revendication immédiate, premier pas vers un véritable salaire pour vivre, un combat qui nous montre où sont les briseurs de grèves, les jaunes, ceux qui s'opposent aux revendications de la base : les "dirigeants" de la CGT.

Pour eux, la grève est toujours "l'arme des trusts", mais, lorsqu'ils se sentent débordés, ils lancent à leur tour l'ordre de débrayer.

C'est vrai que l'action discrédite cette CGT-là, la CGT des "dirigeants" ; mais elle redonne son véritable sens au syndicalisme, à ce que doit être la CGT (...).

Aujourd'hui, les dix francs sont un premier pas ; ces dix francs doivent regrouper non seulement tous ceux qui veulent un salaire décent : les blanchisseuses, les ouvriers des sucreries Say, les employés des transports, de chez Unic, etc. Dans toutes les usines, dans tous les bureaux, à travers toute la France, ces dix francs doivent réunir dans un même combat tous les exploités. Renault nous montre la voie vers la victoire.

Premier pas vers un minimum vital, premier pas vers une vraie CGT, premier coup aux tripes du capitalisme pourri et de tous ses valets.

Lambert

1949. "SOUS LE REGNE DU SOCIALISTE NAEGELEN LE RÉGIME DE L'ALGÉRIE EST EXCLUSIVEMENT POLICIER"

(titre original – sous titre : "Une heure avec Messali Hadj", n° 237, juillet 1949)

"Voyez-vous, nous dit Messali en nous accueillant, comme toujours, très fraternellement, *la police vient encore de me rendre visite.*" Et de nous montrer un papier qui lui notifie la décision du ministre de l'Intérieur d'avoir à quitter Paris le lendemain de son jugement "avant midi précise".

Car c'est seulement à une convocation devant la cour d'appel que Messali doit de pouvoir résider quelques jours à Paris. Le séjour dans la capitale de la grande démocratie française est strictement interdit au leader algérien, en vertu d'une décision du gouvernement de Vichy que le très socialiste Jules Moch se fait un honneur d'exécuter avec zèle.

Durant près d'une heure, nous allons nous entretenir cordialement, dans la plus grande compréhension, des grands problèmes de l'heure. Messali demande des nouvelles du mouvement ouvrier français.

Puis, nous passons à la lutte du peuple algérien. La récente visite de Vincent Auriol a donné lieu à une mascarade impudente. Dans une lettre ouverte au

président de l'Union française, Messali n'a pas mâché ses mots :

"Les Algériens dignes et sincères, en lutte contre le régime qui les accable, ne peuvent, en leur âme et conscience, participer aux réjouissances organisées en votre honneur.

Le peuple algérien, confiant en lui-même, s'est fait une raison de ne rien attendre que de sa propre force. Il est persuadé que la IV^e République que vous présidez, coiffée d'un vieux casque colonial et maniant la trique, ne se différencie point des précédentes."

Combien digne est cette attitude de Messali à côté de celle d'un Ferhat Abbas, qui reçut Vincent Auriol à Constantine. L'administration colonialiste ne s'y trompe pas, qui réserve aux deux hommes un sort bien différent. Abbas est libre de mener sa propagande à sa guise. Messali, lui, est interdit de toutes les grandes villes d'Algérie. Il est gardé jour et nuit dans sa villa par une escorte policière impressionnante, munie de conduites intérieures et de motos. Ce traitement de faveur, unique

en France, est tout à l'honneur de ce militant courageux et intransigeant.

“La police pénètre ici, dans ma chambre d’hôtel, à peu près toutes les deux heures, nous dit Messali. On m’interdit de tenir, durant mon séjour, la moindre réunion, le moindre discours. On me recommande de n’avoir aucune activité politique et de visiter plutôt les curiosités de la capitale.”

Messali fut reçu, l’autre jour, au foyer des étudiants nord-africains. Il leur adressa quelques mots. A la porte, il y avait plusieurs cars de police. Aussitôt après, nouvelle visite d’un commissaire de police, qui l’interroge et dresse un procès-verbal.

“Sous le règne du socialiste M. Neagelen, poursuit Messali, le régime en Algérie est essentiellement, exclusivement policier. La police, appendice hypertrophié du gouvernement général, est omnipotente. Elle a pratiquement droit de vie ou de mort sur l’Algérie. Quoi qu’on en dise, j’affirme et j’apporterai des preuves que les supplices de la baignoire et de l’électricité sont de plus en plus monnaie courante dans l’inquisition policière.

Une véritable conspiration du silence s’étend autour de la condition véritable de notre peuple. Un des moyens les plus infâmes consiste en la fabrication méthodiquement faussée des assemblées et

conseils. Le chef-d’œuvre de cette falsification de la représentation du peuple, c’est évidemment l’Assemblée algérienne.”

Messali élève une protestation énergique contre l’inclusion de l’Algérie dans le pacte Atlantique.

« Le gouvernement a visé deux buts :

— Confirmer, sur le plan des conventions internationales, le caractère français de l’Algérie ;

— garantir la présence française en Algérie au moyen d’une clause relative à “l’agression interne”.

Il est évident que la France s’est réservée de faire jouer cette clause contre un éventuel mouvement de libération nationale algérien. En tout état de cause, le peuple algérien ne pourra se ranger aux côtés de ses oppresseurs. »

Mais le temps de Messali est mesuré. Il lui reste encore à recevoir beaucoup de visiteurs. Il nous demande de transmettre ses amitiés à tous nos camarades.

“C’est toujours pour moi un grand plaisir de lire La Vérité, nous affirme-t-il. Je lis régulièrement votre journal avec beaucoup d’attention.”

Nous prenons congé de Messali, non sans l’assurer à nouveau de l’entière solidarité de la IV^e Internationale à son égard et à la cause du peuple algérien.

A. Duret

1949. “POURQUOI STALINE VEUT ÉCRASER TITO ? LES RÉVOLUTIONNAIRES DOIVENT DÉFENDRE LA YOUGOSLAVIE” (titre original – n° 238, septembre 1949)

La cause de Staline n’est pas celle du socialisme. La cause de Staline n’est pas celle de la révolution russe.

C’est celle des profiteurs de la révolution, d’une caste rapace et despotique de bureaucrates, fonctionnaires parasites, qui profitent des grandioses réalisations d’antan des travailleurs russes.

Ce ne sont pas les travailleurs russes qui se dressent contre les travailleurs yougoslaves parce que ceux-ci désirent être traités sur un pied d’égalité. Ceux qui sont responsables, ce sont les milliers de bureaucrates qui vivent comme des para-

sites sur la propriété nationalisée russe, réduisent la masse de la population à un niveau de vie misérable, alors qu’ils ne se refusent aucun luxe.

C’est cette bureaucratie qui a trahi depuis deux décennies la révolution internationale.

C’est elle qui a supprimé et assassiné les véritables communistes russes, toute la vieille garde léniniste. C’est elle qui a empoisonné le mouvement communiste avec des méthodes dont tout l’opprobre s’est fait sentir dans la campagne contre Tito.

Nous, trotskystes, nous avons reconnu dès 1923, suivant en cela les derniers avertissements de Lénine, la terrible menace que cette bureaucratie criminelle représente pour l'URSS et le communisme.

Nous l'avons dénoncée sans répit. Staline nous a pour cela voué une haine mortelle. Il nous a calomniés et persécutés mille fois plus qu'il ne calomnie et persécute aujourd'hui les partisans de Tito. Nos avertissements se sont, hélas ! par trop vérifiés. Pour éviter de futures défaites, pour préparer et assurer la victoire sur le capitalisme et le libre développement de l'humanité vers le socialisme, les trotskystes ont constitué dans tous les pays des Partis communistes internationalistes et une nouvelle Internationale : la IV^e. En elle est incarné le programme communiste véritable, le programme de Lénine et de la révolution d'Octobre.

Si nous considérons aujourd'hui comme notre devoir de défendre sans réserve la Yougoslavie de Tito et le Parti communiste yougoslave contre les attaques calomnieuses et les manœuvres d'étouffement de la bureaucratie russe, ça n'est pas que nous considérons Tito comme "trotskyste". Sur le plan économique et social, nous avons de nombreuses critiques à formuler contre la politique de Tito en Yougoslavie. Sur le plan politique, nous restons inébranlablement opposés aux méthodes policières que Tito a imitées de Staline. Sur le plan idéologique, les dirigeants du Parti communiste yougoslave n'ont fait qu'un premier pas sur la voie d'un examen critique des fausses positions stalinienne, pour le retour aux principes du léninisme. Nous avons dit ouvertement et nous le répétons : si les dirigeants du PC yougoslave ne se basent pas sur l'aide que le prolétariat international peut leur apporter ; s'ils ne s'engagent pas sur la voie de la démocratie prolétarienne en Yougoslavie même ; s'ils ne retournent pas à la politique de révolution prolétarienne mondiale en rompant avec toutes les conceptions stalinienne, la Yougoslavie, prise entre le marteau stalinien et l'enclume impérialiste, finira par succomber à l'un de ses deux ennemis puissants.

Mais indépendamment de notre jugement sur le passé et le présent des diri-

geants du PC yougoslave, indépendamment de toutes les critiques que nous devons leur adresser, il est de notre devoir de communistes de défendre les droits à la parole et à la critique de toute tendance du mouvement ouvrier contre toute tentative d'y porter atteinte.

C'est ainsi qu'aujourd'hui, alors que la presse aux ordres de Staline accuse injurieusement les trotskystes "*d'être au service de l'impérialisme américain*", le Socialist Workers Party (parti trotskyste américain) combat sans relâche la répression du gouvernement Truman contre le PC américain.

Les chefs stalinien, eux, se sont solidarisés pendant la guerre avec la répression du gouvernement américain contre les trotskystes. Nous prouvons ainsi que nous prenons au sérieux, non seulement en paroles, mais aussi en actes, la lutte pour la démocratie prolétarienne intégrale.

La défense de la Yougoslavie est aujourd'hui la tâche de tous les communistes qui veulent empêcher que la calomnie et le gangstérisme ne gangrènent le mouvement ouvrier. C'est la tâche de tous les travailleurs qui comprennent que le mouvement ouvrier ne peut plus progresser si l'on ne rétablit pas pleinement les principes de la démocratie prolétarienne, le droit à la libre discussion et à la critique accordé sans réserves à tous les militants.

Ouvriers communistes, nous ne vous demandons pas de nous croire sur parole. Faites vous-mêmes votre expérience.

Exigez qu'on vous communique tous les documents du PC yougoslave défendant sa cause contre les attaques du Kominform !

Exigez qu'une libre discussion s'ouvre partout dans vos organisations au sujet de l'affaire yougoslave !

Soutenez toutes les tentatives prises par les organisations révolutionnaires en vue de l'éclaircissement de l'affaire yougoslave. Assistez aux réunions contradictoires que les révolutionnaires doivent organiser dans chaque pays autour de cette affaire. Demandez à vos représentants d'y apporter leur point de vue.

Exigez l'envoi de délégations ouvrières démocratiquement élues en Yougoslavie. Exigez que des délégations ouvrières you-

goslaves puissent librement vous exposer leur point de vue.

Exigez qu'on abolisse immédiatement le blocus économique de la Yougoslavie, tendant à pousser celle-ci délibérément dans le camp impérialiste.

Luttez pour le rétablissement d'une pleine liberté d'expression dans toutes vos organisations.

Contre le capitalisme décadent fauteur de guerre et de fascisme !

Contre la bureaucratie stalinienne qui a sali le drapeau du communisme de crimes innombrables.

Pour la défense de la Yougoslavie contre la campagne calomnieuse du Kremlin et du Kominform.

Pour la défense de l'URSS contre l'impérialisme.

Pour le renversement de la dictature stalinienne et le rétablissement d'une démocratie prolétarienne véritable !

Pour la révolution communiste mondiale !

**Le secrétariat international
de la IV^e Internationale,
septembre 1949**

1951. LES MINEURS NE VEULENT PAS QU'ON TOUCHE À LEUR SÉCURITÉ SOCIALE (*"Huit jours chez les mineurs" - n° 285, 22 novembre 1951*)

Je viens d'être témoin de la naissance, du développement et de la victoire de la grève pour la suppression du ticket modérateur, action qui a montré avec éclat combien les travailleurs du sous-sol, un moment affaiblis par leur longue lutte de l'hiver 1948, reprennent aujourd'hui leurs forces. C'est la grève !

De quoi s'agissait-il ? De défendre une des plus chères conquêtes de la corporation : le régime de la Sécurité sociale minière, qui assure aux mineurs, en raison du caractère exceptionnellement malsain et dangereux de leur travail, le droit au remboursement intégral des frais médicaux et pharmaceutiques pour eux et leur famille.

Depuis l'été, sous prétexte de combler le déficit de la Sécurité sociale, ceux qui ne manquent jamais d'argent pour la guerre, gouvernants et dirigeants syndicaux à leur solde, parlaient d'imposer aux mineurs un ticket modérateur, qui les obligerait à rembourser 5 % de leurs soins. Cela avait même fait assez de bruit aux élections du 5 juillet pour les caisses de secours.

5 %, dira-t-on, ce n'est pas grand'chose, mais les travailleurs ont appris depuis longtemps que quand on se laisse prendre le doigt dans un engrenage, l'engrenage a vite fait de vous prendre la main, puis le bras. Voici venir l'hiver, les gripes, les bronchites, les "coups durs",

plus fréquents à la mine que nulle part ailleurs. C'est le moment qu'a choisi M. Paul Bacon, ministre MRP du Travail, pour instituer le ticket modérateur. Et, cette fois, à 15 %.

Comme les mineurs s'y attendaient depuis longtemps, ça n'a guère traîné. Le 10 novembre, à Hénin-Liétard, Lens et Liévin, spontanément, plusieurs fosses se mettent en grève. Presque aussitôt, la CGT, de loin la plus puissante dans le bassin, prend la tête du mouvement. Cependant, à Paris, la direction Force ouvrière désavoue la grève. Mais le 14, Lampin, secrétaire de la fédération FO du bassin, doit s'incliner devant les faits : *"Nous sommes en grève."*

Dès le 16, le gouvernement est contraint de modifier le décret : les mineurs ne rembourseront en aucun cas plus de 60 francs ; en outre, de nombreuses dérogations sont prévues.

Victoire de l'action directe, qui, pour la première fois depuis 1948, a fait renaître ces jours-ci les piquets de grève devant plusieurs puits, victoire de l'unité à la base, qui a entraîné dans le mouvement plus de 75 % des mineurs.

Aucune revendication ne peut mieux faire l'unanimité chez les mineurs que celle qui concerne la protection de leur santé, de celle des leurs, de leur vie. Car la mine tue. Pas seulement en masse, tout d'un coup et spectaculairement par le gri-

sou et les éboulements qui vous enterrent vivants, mais au détail ; lentement, sournoisement, par la silicose, qui vous prend d'abord 5 %, puis 15 % de vos poumons, puis vos poumons tout entiers que la féro-

cité de l'Etat-patron vous empêche ensuite de guérir en vous volant 5 %, puis 15 % de vos médicaments, si on le laissait faire...

Et la silicose était guérissable.

1951. "LA VÉRITÉ SUR LE DÉFICIT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE"

(titre original – n° 287, 20 décembre 1951)

Une campagne de discrédit et de mensonge est lancée contre la Sécurité sociale.

Les difficultés sont en réalité dues à trois causes essentielles.

1) Le déséquilibre des salaires et des prix ; les recettes sont basées sur les salaires, qui n'augmentent pas en proportion du coût de la vie, alors que les dépenses, au contraire, évoluent avec les prix, qui montent en flèche. En 1950, les frais d'hospitalisation ont atteint 50 fois ceux de 1938 et les frais pharmaceutiques 40 fois.

2) La fraude patronale, qui a atteint 60 milliards en 1947, 60 en 1948, 70 en 1949 et 94 en 1950.

3) Les charges injustifiées : au 31 août dernier, l'Etat devait à la Sécurité sociale 11 milliards 800 millions pour les fonctionnaires ; 16 milliards 200 millions avancés par le fonds national des assurances sociales au fonds national de prestations familiales ; 7 milliards à la caisse nationale pour le paiement des allocations temporaires aux économiquement faibles ; 2 milliards 300 millions versés aux agriculteurs d'Alsace et de Moselle ; 21 milliards d'allocations payées aux vieux travailleurs de l'agriculture en 1950, sans compter ce qui est dû pour les années précédentes. Soit un total de 58 milliards 300 millions, sur lesquels seulement 20 milliards ont été versés en septembre 1951.

1952. "UNE DATE DANS L'HISTOIRE DU TROTSKYSME"

(titre original – n° 299, 18 septembre 1952)

Juillet 1952 n'a pas été un mois particulièrement marquant. Mais, durant deux jours, les 14 et 15 juillet, une assemblée de militants ouvriers a tenu des assises qui feront date.

Les trotskystes français se sont rassemblés pendant 48 heures pour débattre des problèmes qui dépassaient de loin le cadre de la salle de la rue de Lancry, où ils siégeaient.

Depuis dix-huit mois, une lutte théorique et politique intense se développait au sein de la IV^e Internationale. Plus exactement, la majorité du PCI, regroupant l'essentiel des forces ouvrières de la section française de la IV^e Internationale, défendait avec intransigeance le programme du trotskysme face aux positions développées par le secrétariat international (SI). Cette lutte engagée sur le terrain théorique devait atteindre son point culminant lorsqu'il fut question de mettre en pratique les idées émises par le SI. S'il

était possible de résumer en une phrase le différend existant, on pourrait dire que le SI discernait aux dirigeants staliniens, durant la période nous séparant de la guerre ou de la révolution, un brevet de bonne conduite, leur reconnaissant la capacité de mener la lutte décevise contre l'impérialisme. Devant ce fait, les trotskystes, et en particulier ceux de France et d'Italie, se devaient de baisser pavillon, de mettre leur drapeau et leur programme dans leur poche, d'entrer repentis dans les Partis communistes. Les militants révolutionnaires n'avaient qu'à se borner à être de bons staliniens.

Le VIII^e Congrès du PCI se situait au terme d'une longue lutte, qui avait introduit des germes de paralysie et de désorganisation. Il se devait de prendre clairement position dans une des plus graves crises qui aient jamais secoué le mouvement trotskyste international depuis sa

fondation. Il devait enregistrer, de plus, la scission perpétrée froidement quinze jours plus tôt par un groupe minoritaire, qui s'était incliné devant les exigences du SI.

L'enjeu de ce congrès était grand, et chacun, parmi les congressistes et les délégués, savait que cette assemblée n'était pas comme les autres.

Le camarade responsable de la région parisienne qui fit le discours d'ouverture le montra clairement, ne laissant pas place à l'équivoque et plaçant chacun devant ses responsabilités en posant le dilemme suivant :

“Continuer à être les représentants authentiques de la pensée et de l'action ouvrières marxistes et révolutionnaires en dépit des aléas et des écueils de la lutte des classes, ou bien ruser et mentir, prendre des chemins de traverse, renoncer au programme du marxisme révolutionnaire.”

Le congrès dans son ensemble répondit d'un seul élan. Délaissant pour un moment l'aspect formel des problèmes, ne tombant pas dans le piège des questions procédurières et de leur labyrinthe inextricable, le congrès commença par décider de son caractère souverain et représentatif des intérêts du trotskysme en France. Le congrès ne céda pas aux menaces qui lui furent adressées, ni au chantage à l'exclusion dont il fut l'objet.

La discussion politique fut riche et nourrie d'exemples abondants démontrant l'activité des militants ouvriers dans leur classe. Comparativement aux congrès précédents, la qualité et la variété des interventions montrèrent le chemin parcouru et indiquèrent aussi les voies de l'avenir. A ceux qui se font un devoir d'enterrer le trotskysme chaque année, avant la fête des morts, la présence, l'existence et la manifestation des délégués puisant leur expérience dans la lutte de tous les jours furent un cinglant démenti. Tous les grands problèmes agitant la classe ouvrière, depuis le front unique ouvrier, l'offensive patronale, la stratégie des combats en retraite, la préparation de la contre-offensive ouvrière et l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan, furent les thèmes centraux de la plupart des interventions.

Mais il y eut plus, chaque orateur démontra à travers les mille faits de tous les jours combien le trotskysme est une nécessité politique tangible face aux trahi-

sous répétées des grandes organisations ouvrières et comment le militant trotskyste d'une usine, d'un chantier ou d'un bureau pouvait jouer son rôle véritable parce qu'il est l'expression consciente des espoirs et des aspirations de centaines de milliers de prolétaires.

La discussion dura plusieurs heures, passionnée et pleine de mesure, et se termina par le vote unanime de la résolution politique présentée par le comité central sortant. Mais sur plusieurs problèmes tactiques des luttes ouvrières, la discussion continue à travers tout le parti, dans l'ensemble de ses organismes, animée par un bulletin intérieur.

Différentes commissions travaillèrent sur des sujets particulièrement importants : le travail syndical, le travail “jeunes”, le journal et l'organisation du parti. Un plan de travail applicable aux régions de province fut mis sur pied et entre dès maintenant en application. Le comité central fut élu. Fait notable et nouveau dans l'histoire du mouvement trotskyste français, ce comité central est composé en majeure partie de militants ouvriers liés à leur classe et vivant avec elle.

Ce congrès fut une réussite. Il fut une réussite moins par le nombre de ses délégués que par la valeur et le capital politique de ses représentants. Ce congrès fut une réussite, car il y avait de gros dangers que les trotskystes sortent meurtris et abattus d'une lutte interne stérilisante, où apparaissait la faillite d'une équipe de direction internationale.

Ce fut le contraire qui se produisit. Face aux tentatives de liquider un capital politique amassé au cours de longues années difficiles, le VIII^e Congrès du PCI fut un sursaut de la pensée et de l'action communistes militantes.

Ce VIII^e Congrès du PCI ne balaiera pas du chemin à parcourir les écueils nombreux qui s'y trouveront, mais sa vitalité ici montrée laisse augurer que ces écueils sont franchissables. La dure, longue et difficile tâche de créer une avant-garde révolutionnaire capable, trempée au feu de l'action, est possible. Notre congrès l'a prouvé. Laissons aux sceptiques, aux désabusés et aux aventuriers le soin d'en douter.

Daniel Renard

1953. “CONTRE L'OCCUPATION, POUR L'UNITÉ ALLEMANDE, LES PROLÉTAIRES DE BERLIN SE LEVENT”

(titre original – n° 312, 29 juin 1953)

Salut aux travailleurs de Berlin-Est et de toute l'Allemagne orientale, qui viennent d'écrire une nouvelle page glorieuse dans l'histoire du prolétariat international !

Silence aux chiens sanglants de la bourgeoisie, aux impérialistes français, américains, anglais. L'histoire de leur régime n'est que boue, sang et misère, de la Commune à l'assassinat des Rosenberg.

Qu'ils se taisent, ceux qui, par deux fois en vingt-cinq ans, ont déchaîné la guerre impérialiste pour défendre leurs profits. Qu'ils se taisent, ceux qui, depuis huit ans, font la guerre au Viêtnam, ceux qui en un jour assassinèrent 45 000 Algériens, ceux qui, en trois jours, assassinèrent 100 000 Malgaches, les bourreaux de Ferhat Hached, les rôtisseurs du Cap-Bon, les hommes de la guerre atomique, les incendiaires de la Corée, les chevaliers du napalm et de la chaise électrique. Les travailleurs de Berlin se sont dressés contre l'oppression et la misère, c'est-à-dire contre vous et votre régime. Vos larmes de crocodile sur le sort de l'Allemagne orientale ne tromperont personne.

Quant aux valets de plume de *L'Humanité* et de *Libération*, en assimilant tout un prolétariat dressé pour le pain et la liberté à des “provocateurs fascistes”, ils ont montré, au grand jour, leur plate subordination aux bureaucrates du Kremlin et leur mépris de la classe ouvrière.

Travailleurs français, voici comment et pourquoi les travailleurs d'Allemagne combattent.

Voici les faits

Le 16 juin, les gars du bâtiment de Berlin débrayaient en masse pour protester contre l'augmentation des normes de travail de 10 %, sans augmentation de salaires. Les cheminots, les métallurgistes se joignirent au mouvement : bientôt, la grève fut générale. Les grévistes se répandirent dans les rues de la ville, aux cris de :

“Nous en avons assez ! Nous ne pouvons plus vivre ainsi. Nous voulons du pain et la liberté ! Vive la grève générale !” Par centaines de milliers, affluant de 30 et 40 kilomètres à la ronde, ils marchèrent sur le siège du gouvernement Grotewohl pour exiger sa démission.

Les 17 et 18 juin, les manifestations ouvrières s'étendaient à toute l'Allemagne. En maints endroits, la police populaire fraternisa avec les travailleurs.

Le gouvernement stalinien de Grotewohl-Ulbricht — ce même gouvernement, qui, pour satisfaire les exigences de la politique internationale du Kremlin, venait de tendre la main à l'évêque Dibelius, de préconiser le développement de la petite et moyenne industrie capitaliste et la liberté du commerce, de prôner les vertus de la libre concurrence, de promettre des avantages aux paysans riches; ce même gouvernement qui venait d'amnistier en masse les mercantis et les trafiquants —, ce gouvernement aux abois, tout prêt d'être emporté par les travailleurs insurgés, s'abrita derrière les troupes d'occupation russes. Celles-ci intervinrent avec leurs tanks et leurs mitrailleuses contre les travailleurs qui scandaient : *“Qui sommes-nous ? Nous sommes les travailleurs de Berlin ! Ils ne nous feront rien, nous sommes des ouvriers !”*

Plusieurs dizaines furent tués, plusieurs centaines blessés. A Magdebourg, où 10 000 métallurgistes des usines Thaelmann s'étaient emparés de la préfecture et de la prison, et avaient libéré les détenus politiques, vingt d'entre eux furent tués. Des événements semblables se déroulèrent à Weimar, Chemnitz, Halle, Dresde, Leipzig, Erfurt et dans les mines d'uranium de Saxe. A Berlin, l'ouvrier électricien en chômage Willy Götting fut fusillé pour l'exemple. Le vice-président du gouvernement, Nuschke, déclara : *“Les Russes ont raison d'employer les tanks, car c'est leur devoir en tant que puissance d'occupation de rétablir l'ordre.”*

Où sont les complices de l'impérialisme ?

Travailleurs ! Vous ne vous laisserez pas duper par les faussaires qui prétendent vous faire croire que les travailleurs allemands, lorsqu'ils luttent pour leur conditions d'existence, pour leurs libertés, pour l'unité de leur pays, sont des provocateurs fascistes ! Certes, l'impérialisme américain, qui vient de défier l'opinion publique mondiale en assassinant les Rosenberg, cherche, dans sa rage contre-révolutionnaire, à exploiter la situation.

Mais qui donc fait le jeu de l'impérialisme — qui donc compromet la défense de l'Union soviétique —, sinon les bureaucrates du Kremlin, qui ont consacré à Potsdam la division de l'Allemagne entre les quatre "Grands" ? Qui, de concert avec les impérialistes occidentaux, ont imposé au peuple allemand, les démantèlements d'usines et d'écrasantes réparations ? Qui fait le jeu de l'impérialisme, sinon ceux qui instaurent en Europe orientale d'étouffants régimes policiers, provoquent l'indignation des masses ouvrières ?

Ne les reconnaissez-vous pas, ces dirigeants staliniens qui osent écrire aujourd'hui : *"Il y a lieu de rougir que les travailleurs allemands soient tombés dans le piège des machinations des provocateurs de Berlin-Ouest, que les ouvriers de Berlin n'aient pas réussi à empêcher que fût souillée leur ville"* (*Neues Deutschland*, 18 juin). Ne les reconnaissez-vous pas ? N'est-ce pas les mêmes qui vous disaient, il n'y a pas si longtemps : *"La grève est l'arme des trusts"*, ou encore : *"Seuls les fascistes veulent la grève générale."* N'est-ce pas eux qui prêchent aujourd'hui le *"Front national uni"* avec les bourgeois "patriotes" ? Ne sont-ils pas toujours prêts, aujourd'hui comme hier, en Allemagne comme en France, à sacrifier les travailleurs aux combinaisons diplomatiques du Kremlin ?

Seuls contre tous

Moscou et Washington sont aujourd'hui d'accord pour présenter les travailleurs manifestants de l'Allemagne orientale comme des partisans de la "démocratie" à la mode américaine. Ils entonnent, chacun pour ses raisons, le chœur de cette hideuse calomnie contre

les prolétaires allemands. Pas une voix ne s'est élevée contre les falsificateurs, pour la défense des aspirations socialistes du prolétariat d'Allemagne. Personne ne s'est trouvé non plus à la tête des manifestants, inorganisés et livrés à leur seul sens de classe, pour donner un programme à la lutte qu'ils voulaient mener.

Des témoins oculaires ont rapporté comment, au matin du 17 juin, de nombreux travailleurs, manifestant dans les rues de Berlin, disaient entre eux : *"Malheureusement, nous n'avons pas de direction."* Malheureusement, en effet, les travailleurs allemands n'ont pas encore à leur tête un parti révolutionnaire authentique, indépendant de Wall Street et du Kremlin.

Ce parti aurait proclamé devant les prolétaires du monde entier que les travailleurs d'Allemagne orientale, comme quelques jours auparavant ceux de Pilsen et de Morava-Ostrava, en Tchécoslovaquie, ne luttent pas pour le rétablissement du capitalisme ; ils luttent pour que les fruits de l'économie nationalisée et planifiée profitent à l'ensemble des travailleurs, et non seulement à une minorité de bureaucrates privilégiés.

Ce parti aurait appelé les travailleurs de toute l'Allemagne à ne pas attendre l'unité allemande d'une conférence des grandes puissances — ces mêmes puissances, qui, à Yalta et à Potsdam, consacrèrent la division de l'Allemagne. L'unité allemande doit être conquise par l'action des travailleurs allemands. C'est dans cette voie que seront engagés les travailleurs de Berlin. Aussi la presse bourgeoise dissimule-t-elle mal son inquiétude sous ses ricanements.

La bourgeoisie redoute que les travailleurs de toute l'Allemagne s'unissent dans un même combat. N'a-t-elle pas vu le 20 juin, précisément, des milliers de manifestants se heurter à la police à Munich, en zone américaine, au cours de violentes bagarres ? On comprend dès lors que Kayser, ministre d'Adenauer, ait adressé aux travailleurs insurgés de la zone orientale un appel au calme.

Solidarité

Travailleurs français ! Nous pouvons et devons aider la classe ouvrière allemande dans sa lutte pour l'unité de son pays,

pour le départ des troupes d'occupation étrangères, pour la démocratie ouvrière, pour le socialisme.

Unissons-nous pour imposer le retrait de toutes les troupes d'occupation ! Exigeons le retrait des troupes d'occupation de notre propre bourgeoisie en Allemagne, de la même façon que nous exigeons le retrait du corps expéditionnaire en Indochine et des troupes d'occupation françaises en Afrique du Nord !

Vivent les travailleurs d'Allemagne orientale ! Vive l'action révolutionnaire des travailleurs de toute l'Allemagne pour l'unité allemande contre Adenauer et gro-tewolh ! Vive la solidarité internationale du prolétariat !

**Le Parti communiste internationaliste
(section française de la IV^e
Internationale),
le 22 juin 1953**

1953. LA GREVE GÉNÉRALE D'AOUT 1953

(“La grève générale de la fonction publique, des travailleurs des services publics et du secteur privé chassera le gouvernement Laniel - décrets-lois” - n° 318, 13 août 1953)

Démarrée sur l'initiative des postiers de Bordeaux le 4 août, la grève générale a embrasé toutes les corporations de la fonction publique. Elle amorce aujourd'hui – 12 août – son entrée dans le secteur privé.

Comment le mouvement des masses s'est-il développé ? Quelles ont été les positions respectives des grandes organisations syndicales ouvrières ? Et quelles perspectives sont ouvertes à la lutte de classes en France ? A ces questions décisives, nous nous efforcerons de donner une première réponse, en rétablissant les données réelles du déclenchement et du développement du gigantesque conflit social dans lequel s'est engagé le prolétariat français.

Il est frappant de constater les conditions du déclenchement et de la montée vers la grève générale illimitée.

Le 4 août, la CGT lance une journée d'action des fonctionnaires postiers et des travailleurs des services publics. La CFTC s'y associe. FO ne s'y oppose pas. Les mots d'ordre sont : manifestez, débrayez, d'une façon limitée, assemblées générale, etc. Aucune directive n'est lancée par les confédérations qui irait au-delà de ces protestations limitées. Mais au soir du 4 août, les postiers de Bordeaux, sur l'initiative individuelle d'un facteur chef FO, qui en fait la proposition, décident la grève générale illimitée des postiers et informent les bureaux des PTI des gros centres en même temps que leurs fédérations respectives.

Remarquable est la position de la fédération CGT. Ce n'est que le 6 août, à 13 h 15, qu'elle s'associera au mot

d'ordre de grève générale. Jusqu'à ce moment, par la voix de son secrétaire général, Frischman (membre du comité central du PCF), elle expliquera qu'il faut être prudent avec la grève générale, qu'elle n'a pas d'ordre à donner, etc. A l'UGFF et à FO, les responsables adopteront les mêmes positions.

La pression du mouvement des postiers est telle que les dirigeants FO sont contraints à faire des pas qu'ils condamnaient la veille, dans la voie du front unique. Ainsi, jusqu'au 11, la fédération FO s'opposera à tous contacts avec la CGT. Mais, le 12, elle acceptera la constitution du comité de coordination régional de grève rassemblant CGT, FO, CFTC et autonomes.

Dans toutes les grèves, nous assisterons à ce double mouvement.

A la RATP, les syndicats, le vendredi 7 au matin, n'ont donné aucune directive. Jusqu'à 9 h 30, les délégués, dans les dépôts, soumis à la pression des travailleurs, téléphonent à leurs syndicats respectifs, dont les responsables sont absents. Ce n'est qu'à 11 heures que les syndicats réunis en commun (FO et CGT, en particulier, pour la première fois depuis des mois) donneront un ordre de grève de midi à minuit !

A la suite de la grève des cheminots, mardi 11, la pression augmente sans cesse et contraint les syndicats de la RATP à lancer une grève de 24 heures, pour le 12, puis à renouveler l'ordre pour 24 heures pour le 13. La grève du 12, décidée à 16 heures, fut précédée par des débrayages spontanés, à Montrouge, La Croix-Nivert,

Malakoff. Un délégué FO expliquera à l'assemblée générale du syndicat : *“Il aurait fallu se coucher par terre pour empêcher les autobus de rentrer, et encore, nous n'eussions pas réussi.”*

Même mécanisme chez les cheminots, qui, le mardi 11 au matin, débrayent partout sans ordre et contraignent la fédération CGT et la fédération FO à notifier officiellement à la direction de la SNCF, dans l'après-midi, qu'elles prendraient la responsabilité de la grève générale des cheminots. Pour les employés, développement identique.

Le samedi 8, seuls les postiers restent en grève, mais les travailleurs de la fonction publique et les travailleurs des services publics veulent se battre. Ils sont rentrés sur l'ordre de leurs dirigeants. Mais ils attendent la grève générale totale et illimitée pour le lundi. Les états-majors syndicaux se réunissent sans interruption. Le bureau confédéral de la CGT, le 10, salue les travailleurs en grève. Le cartel des services publics FO siège sous la présidence de Bothereau et laisse l'initiative aux fédérations intéressées. Aucune directive ne sera donnée, aucun mot d'ordre de grève générale ne sera lancé, ni par le bureau CGT, ni par FO. Mais à la suite de l'UGFF, le cartel FO lancera pour le jeudi 13 une grève générale de 48 heures. Ce qui frappe, c'est l'extraordinaire confusion qui règne quant à la durée de la grève. Chez les cheminots et les postiers, elle est illimitée, à la RATP, dans la fonction publique, elle est fixée à 24 heures une première fois, 48 heures ensuite, chez les employés, 24 heures, etc. Cette confusion traduit assez fidèlement l'indécision qui règne dans les directions confédérales, et qui a été marquée à la réunion de la commission exécutive de FO par un vote 5 contre 5, les autres s'abstenant, sur les propositions de grève générale décidée par le cartel ou

laisser l'initiative aux fédérations. Bothereau soutenant le deuxième point de vue.

Des conclusions peuvent se dégager.

La grève générale est un fait. Le mouvement des masses l'a imposée aux directions, qui, sur le sol brûlant de la montée ouvrière, ne pouvaient risquer de s'y opposer sans perdre toute leur influence. La CFTC en sait quelque chose, qui, après s'être opposée à la grève, fut contrainte de s'y rallier.

Les masses en lutte ont secoué leurs directions, les obligeant à s'engager dans le combat. Mais, et c'est un facteur essentiel de la grève générale, les directions ne dirigent pas ! Elles s'adaptent, elles suivent ! Elles laissent la grève générale morcelée en grèves corporatives de durée variable.

Il n'y a pas d'unité de direction ! Les directions se sont refusées encore à ce jour à constituer l'état-major de la grève, un comité central de grève, qui rassemblerait toutes les fédérations, toutes les confédérations CGT, FO, etc., et organiserait le combat contre Laniel et son gouvernement. De partout montent vers les bureaux de la CGT et de FO, vers les directions de fédérations, cette revendication. Unissez-vous pour nous diriger, ne laissez pas la grève générale se morceler. Les masses, les militants de la CGT et de FO, les autonomes dans la grève, les militants du PCF et du PS sentent cette absence de direction. Ils ont réussi à exprimer leur volonté en contraignant à la grève générale. Il leur faut hausser à une étape plus élevée leur grève générale en contraignant les bureaux CGT et FO à prendre l'initiative de former ce comité central des grèves, émanation des comités locaux et régionaux, instrument de la victoire.

UNE AFFICHE DU COMITÉ CENTRAL DE GREVE DE NANTES

“Proclamation

Vu la Constitution française, vu les dispositions légales sur le droit de grève,

Le comité central de grève proclame :

1 – La réquisition sous quelque forme que ce soit est illégale.

2 – Les pouvoirs publics manifestent leur faiblesse.

3 – Dans certains secteurs, ils tentent d'utiliser la troupe.

Fraternisez avec les soldats.

Apportez les ordres de réquisition au comité central de grève.

La lutte sera brève et victorieuse.”

N° 318 - 13 Août 1953

BI-MENSUEL

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS

NUMERO SPECIAL - 20 FRANCS

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE)

RÉDACTION, ADMINISTRATION

46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (14^e) — Tél. : CEN. 68 96C.G.P. 54 de Press. d'Édition et de Librairie, 403201 Paris
ABONNEMENTS : 1 AN : 400 FR. — 6 MOIS : 200 FR.

LA GRÈVE GÉNÉRALE de la Fonction publique, des travailleurs des Services Publics et du Secteur privé CHASSERA LE GOUVERNEMENT LANIEL DECRETS-LOIS

Gouvernement d'Union ouvrière !

LETTRE OUVERTE AUX BUREAUX CONFÉDÉRAUX DE LA C.G.T.
DE LA C.G.P.F. AU COMITÉ DIRECTEUR DE L'ASTI «PARISIENS»
S.F.A.O. AU BUREAU POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Chers camarades,

C'est avec joie que les travailleurs de ce pays ont constaté que vous et

5.000 grévistes de toutes caté-
gories de rassemblement en mas-
sive et défiant dans les rues en
cortège pour se rendre à la mairie
de Saint-Denis. Les millions de
travailleurs savent que leur ar-
rêt au travail est un succès plus à
faire peur au gouvernement. Les
travailleurs cherchent des formes
d'action efficaces.

Saint-Denis ont compris que des
démonstrations dans la rue sont
devenues nécessaires.

EN MEETING GÉNÉRAL

Dirigeants des grandes orga-
nisations ouvrières, écoutez leur ap-
pel ! Ouvrez-vous immédiatement
dans l'intérêt d'un meeting national
des grévistes de toute la région
parisienne.

LA VÉRITÉ

RÉSOLUTION N.AT.F. 19

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les camarades du Métro-Bus de
toutes organisations syndicales, réu-
nis en Assemblée locale à l'INTER
du XII^e, demandent et émettent le

EXTRAIT D'UN TRACT DU PCI (11 août 1953)

Il faut que les directions syndicales CGT et FO, et politiques PS et PCF de la classe ouvrière réalisent un comité national d'action pour impulser, développer la grève générale illimitée de la fonction publique et des travailleurs des services publics, qui chassera le gouvernement Laniel.

Tout attermoiement, toute hésitation dans cette voie porterait atteinte aux besoins des travailleurs et compromettrait les possibilités de victoire qui recèle le mouvement des masses.

Chasser le gouvernement Laniel, c'est porter le coup décisif contre la politique du grand capital, de ses représentants, qui s'appellent Pinay, Raynaud, Edgar Faure ou Mendès France, unanimes pour les décrets-lois !

Chasser le gouvernement Laniel par l'action des masses, c'est ouvrir la voie à un gouvernement représentatif des travailleurs au service des travailleurs, émanation du comité national d'action des partis ouvriers et des syndicats, qui :

- dénoncerait le pacte Atlantique ;
- arrêterait la guerre d'Indochine ;
- accorderait l'indépendance aux peuples coloniaux opprimés.

Vive la grève générale illimitée de la fonction publique.

Vive le front unique ouvrier.

Pour un gouvernement d'union des organisations syndicales et politiques des travailleurs.

1954. “DIEN BIEN PHU : ÉVACUEZ LE VIETNAM !”

(titre original – n° 325, 20 mai 1954)

Diên Biên Phu vit ses derniers moments. L'irrésistible poussée de la révolution vietnamienne s'avère plus forte que le napalm, les ponts aériens, etc. C'est la force de tout un peuple luttant pour briser les chaînes de l'impérialisme, et qui ne recule devant aucun sacrifice.

La révolution vietnamienne a déjà infligé une première défaite à l'impérialisme mondial. Elle a contraint les Dulles-Bidault-Eisenhower à reculer dans l'exécution de leurs plans contre-révolutionnaires d'agression généralisée en Indochine.

Mais la menace reste suspendue !

Le principal atout de Bidault-la-guerre, c'est justement de représenter la continuité de la politique de défense des intérêts impérialistes menée depuis 1945.

Le malheur pour Laniel-Bidault est que le combat révolutionnaire des peuples vietnamiens sape la réalisation de toute

politique impérialiste conséquente et entraîne irrémédiablement le corps expéditionnaire dans une défaite sanglante.

Daniel Mayer, président socialiste de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, vient d'effectuer un voyage à Genève :

“J'ai le ferme espoir, a-t-il déclaré après son retour en France, et M. Georges Bidault en a la volonté, qu'un accord interviendra afin que cessent les effusions de sang en Indochine.”

Nul doute que les travailleurs socialistes qui veulent la fin de la guerre d'Indochine jugeront comme il convient le brevet de pacifisme décerné par l'un de leurs dirigeants au ministre MRP qui a demandé ouvertement l'intervention des Etats-Unis dans la guerre du Viêtnam. Les travailleurs veulent la paix au Viêtnam, par la reconnaissance inconditionnelle du gouvernement Hô Chi Minh et le retrait immédiat du corps expéditionnaire.

1954. “ALGÉRIE : PAS DE NOUVELLE SALE GUERRE”

(titre original – n° 343, 12 novembre 1954)

“Notre Algérie à feu et à sang ! Notre Algérie en danger !” C'est par ce cri de panique que la presse aux ordres du grand capital tente d'ameuter l'opinion publique, de lui faire accepter les mesures répressives les plus sanglantes, de lui faire accepter l'utilisation des troupes du contingent pour les opérations militaires et les opérations de basse police que le gouvernement compte mener en Algérie. “Allez mourir en Algérie, dit Mendès France aux gars de vingt ans encasernés pour dix-huit mois. C'est pour défendre votre bien, les trois départements d'Algérie.”

Allons donc ! L'Algérie n'est pas aux Algériens, c'est vrai. En 125 ans, ils ont été méthodiquement chassés de leur sol. Les un million deux cent mille paysans algériens possèdent moins de terre (et moins bonne) que les 25 000 gros propriétaires européens et l'administration colonialiste.

Ceux-là, les possesseurs de 5, 10 ou 15 000 hectares volés à leurs propriétaires légitimes, peuvent dire “notre Algérie”. Ils ont quelque chose à défendre de l'autre côté de la Méditerranée. Mais pas les travailleurs français ! Pas les jeunes conscrits !

Que demandent les Algériens ?

Jamais asservis malgré les 125 ans de colonisation, les Algériens demandent simplement à pouvoir vivre comme des hommes et non comme des chiens dans leur propre patrie.

Ils ne veulent plus que l'ouvrier agricole gagne 300 francs par jour et le mineur 810 francs l'heure, dans cette Algérie aux prodigieuses ressources naturelles, dont le capitalisme français a fait la plus exploitée des “zones de salaires” françaises.

Ils ne veulent plus, chassés par le chômage de leur pays, où ils n'ont ni terre à cultiver ni industrie où travailler, mener

en France une existence misérable, tantôt en proie au chômage et au racisme, tantôt main-d'œuvre à bon marché, qui pèse sur le niveau des salaires en France, tantôt victimes des balles de la police lorsqu'ils défilent pacifiquement avec leurs frères français, comme le 14 juillet 1953.

Ils ne veulent plus être considérés comme les esclaves naturels de l'impérialisme français, au moment où les peuples de Tunisie et du Maroc, à qui tout les ratche, affirment leur amour de la liberté.

Ils ne veulent plus être un peuple en haillons, décimé par les maladies, chez qui la "culture française" a fait 92 % d'illettrés.

Ils veulent être les maîtres dans leur pays ! Ils veulent l'indépendance !

Et aujourd'hui, de bonnes âmes crient au scandale. Mais quels moyens avaient-elles laissés au peuple algérien pour manifester ses aspirations ? Aucun !

— Les élections ? Le seul droit électoral que l'on ait donné à ces dix millions d'Algériens que l'on proclame Français, c'est celui de défiler périodiquement, sous la menace policière, devant des urnes bourrées à l'avance, d'où sortent automatiquement vainqueurs (avec plus de 100 % des voix !) les noms des protégés de l'administration.

— La liberté d'opinion ? Sans cesse, depuis des années, la presse nationale d'Algérie est saisie, interdite, suspendue, poursuivie. La pensée libre est un délit, qui vaut aux Algériens d'être emprisonnés arbitrairement, soumis aux supplices les plus raffinés que la police des Renseignements généraux a repris de la Gestapo et perfectionnés.

Voilà le régime auquel est soumise depuis des années l'Algérie. Si elle constitue vraiment "trois départements français", est-il tolérable un jour de plus ? Et sinon, qu'attend-on pour reconnaître le droit du peuple algérien à son existence nationale ?

Les faits sont bien connus, et personne ne peut les cacher. Mais le cynisme des journalistes appointés du colonialisme n'a pas de bornes : "Cela n'est pas nouveau ! s'écrient-ils. Pourquoi ce soulèvement maintenant ? Le peuple algérien n'a pas été provoqué."

Compte-t-on pour rien la déportation du dirigeant national algérien Messali Hadj à Niort, au mépris de toute légalité, suivie le mois dernier de son transport aux Sables-d'Olonne et d'une nouvelle aggravation de ses conditions de résidence ?

Compte-t-on pour rien le honteux abandon des sinistrés d'Orléansville, laissés sans toit et sans secours, et les entraves apportées au mouvement de solidarité de leurs compatriotes ?

Compte-t-on pour rien les incessantes expéditions punitives dans les douars, la menace que faisaient planer les récents envois de troupes, les perquisitions qui commençaient dans les locaux du MTLD, les arrestations de militants qui se multipliaient ?

Tout cela, c'était la philosophie de M. Mitterrand, champion de la "détente en Afrique du Nord", grand chef de la police et bras droit de Mendès France. De M. Mitterrand, qui vient de déclarer : "*La seule négociation, c'est la guerre !*"

Au lieu de satisfaire aux aspirations du peuple algérien, il lui déclare donc collectivement la guerre. Il commence par mettre hors la loi le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, dont il détenait déjà le dirigeant Messali Hadj et de nombreux militants. On sait ce que cela signifie ! Le 26 avril 1945, déjà, le préfet de Constantine avait annoncé : "*De grandes opérations sont imminentes contre un parti politique qui sera dissous.*" Onze jours après, le massacre commençait. 45 000 Algériens tombaient sous les balles et les bombes du gouvernement de la IV^e République.

C'est le même bain de sang que l'on prépare aujourd'hui.

Déjà, soldats, gendarmes et CRS affluent. Les sinistres ratissages ont commencé. Avions, tanks et pièces de campagne bombardent et mitraillent à l'aveugle, et les correspondants de presse mentionnent sans émotion les écoles qui ont été détruites, les femmes enceintes et les enfants qui constituent les premières victimes.

Tolérerons-nous cela ? Si nous le tolérons, c'est nous, travailleurs français, qui en subissons les conséquences, au même titre que le peuple algérien.

Rappelons-nous l'Indochine ! Là aussi, en 1946, on nous promettait une petite opération de police, fraîche et joyeuse. Et ça a été la sale guerre, pendant huit ans, avec ses centaines de milliers de victimes.

Pas de sale guerre en Algérie !

Une seule voie pacifique : reconnaître pleinement le droit à l'indépendance du peuple algérien, comme celui du peuple tunisien ou marocain : lui permettre d'élire librement son Assemblée constituante souveraine.

Cette solution, il ne faut pas l'attendre de Mendès France, irrémédiablement lié aux intérêts des trusts et de la colonisation.

Elle sera l'œuvre de la classe ouvrière française, et d'elle seule.

Aujourd'hui, Messali Hadj s'adresse au peuple de France. Il appelle à la lutte *"pour que nos deux peuples, libres de toute servitude coloniale et capitaliste, marchent de l'avant vers la liberté, le pro-*

grès, la justice, la paix et la solidarité entre les peuples".

Cette main fraternelle tendue par le peuple d'Algérie, les travailleurs français la saisiront-ils ? Cela dépend en grande partie des organisations ouvrières : Parti communiste, Parti socialiste, CGT, CGT-FO. Déjà, la puissante Fédération de l'Éducation nationale, au lendemain des événements d'Algérie, proteste contre la répression qui frappe Messali Hadj. Le Comité pour la libération de Messali Hadj étend son action. Protestations et signatures affluent. Il faut faire plus. Le mouvement ouvrier organisé doit maintenant entamer l'action de masse pour :

— L'arrêt de la répression, des expéditions punitives et des tortures, la libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés !

— Le retrait de toutes les forces répressives, le rapatriement du contingent dans la métropole !

1956. "RETRAIT IMMÉDIAT DES TROUPES FRANÇAISES D'ALGÉRIE" (*titre original - n° 391, 27 janvier 1956*)

Il n'est plus de jour où les communiqués officiels n'annoncent qu'en Algérie, au Maroc, et à nouveau en Tunisie des combats mettant parfois aux prises des centaines de combattants ont eu lieu. Naturellement, à en croire ces communiqués, les "rebelles" tombent par dizaines. Mais ils doivent également annoncer que, chaque jour, dans chaque combat, tombent de jeunes soldats français. Quiconque connaît "l'objectivité" des communiqués de ce genre est obligé d'en déduire que c'est également par dizaines que tombent les jeunes travailleurs utilisés par le gouvernement comme troupe de répression contre les Algériens, les Marocains, les Tunisiens qui se battent pour leur indépendance.

De plus en plus, il se confirme que de véritables camps d'internement ont été constitués en Algérie et au Maroc, camps destinés aux jeunes soldats qui manifestèrent contre leur envoi en Afrique du Nord ou qui répugnent à être utilisés comme troupe de répression.

Des jeunes soldats qui manifestèrent à la gare de Lyon viennent d'être libérés. Dix-huit d'entre eux sont inculpés par les tribunaux militaires, et, en vertu de l'article 24 du Code de justice militaire, passibles de peines de 2 ans à 5 ans de prison. Huit d'entre eux sont arrêtés.

Ces faits sont connus de tous. Mais que fait-on pour qu'ils cessent ? Rien, absolument rien.

Le Parti socialiste est engagé jusqu'au cou dans les discussions préliminaires à la formation du gouvernement. Le PCF continue à supplier Mendès France et Guy Mollet de bien vouloir considérer les voix de ses députés comme valables.

La seule solution à cette situation est le retrait immédiat et inconditionnel du contingent d'Afrique du Nord. Il serait facile, pour l'une ou l'autre des grandes organisations ouvrières, de mobiliser les travailleurs pour imposer le retrait immédiat du contingent. Croit-on que la population ouvrière n'aurait pas répondu avec

N 391 — 27 Janvier 1956 — PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS — HEBDOMADAIRE — 20 F.

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

REDACTION : ADMINISTRATION :
46, rue de l'Arbre-Sec, Paris (10^e) — Tél. : CEN. 68-66

ABONNEMENTS : 1 an, 600 F. ; 6 mois, 320 F. ; 3 mois, 180 F. ; 15 jours, 10 F. (en France)
C.C.P. 501 de France, C.I.T.O. et L'ÉCLAIRAGE 6032-01 Paris

DANIEL RENARD
gérant de LA VÉRITÉ
à nouveau inculpé

Le gouvernement réactionnaire s'enferme contre nous. Partout, toutes sortes de résolutions de protestation. Souvenez-vous sans retard contre la répression.

Déjà des organisations ouvrières, comme le SNI de l'Osie, adoptent des ordres du jour de protestation. Déjà des abonnements, des souscriptions nous parviennent. En voici une première liste :

R. Villouanno, 1.000 fr. ; B. Iuvy, 1.000 F. ; D. Robert, Pierreffe, 350 F. ; Y. G., Paris 6^e, 1.000 F. ; B. pomier, Paris, 500 F. ; N. Marcellie, 225 F. ; E. Gresse, 300 F. ; C.C., Lyon, 1.000 F.

Souvenez-vous sans retard !

C.C.P. S.F.E.L. 6032-01 Paris

- Des soldats français tombent
- Des Algériens meurent
- Des milliards sont engouffrés
- Les salaires sont bloqués

RETRAIT IMMEDIAT des troupes françaises d'Algérie

Il n'est plus de force en la capitale...
L'armée française, d'occupation en Algérie, est devenue une véritable garnison de la capitale algérienne. Elle est devenue une véritable garnison de la capitale algérienne. Elle est devenue une véritable garnison de la capitale algérienne.

Des prisonniers, quel nombre...
Les prisonniers algériens sont nombreux. Ils sont nombreux.

grâce aux renseignements les plus...
Les renseignements les plus précis nous sont parvenus. Ils nous ont permis de connaître les intentions du gouvernement français. Ils nous ont permis de connaître les intentions du gouvernement français.



enthousiasme si on l'avait appelé à manifester devant le siège du Parlement, les préfectures, le jour de la rentrée parlementaire, pour exiger le retrait immédiat du contingent d'Afrique du Nord ? Il eût suffi que le PCF et la CGT lancent ce mot d'ordre.

Mais, précisément, ni le PCF, ni la SFIO ne veulent le retrait immédiat du contingent d'Afrique du Nord. Guy Mollet l'a affirmé sans ambages au congrès extraordinaire du Parti socialiste,

à Puteaux. Jacques Duclos, pas plus que Thorez, n'a répondu à la question de Mendès France : "Oui ou non, êtes-vous pour le retrait immédiat des troupes françaises d'Afrique du Nord ?" Cachin n'a pas même soufflé mot de cette question à la tribune de l'Assemblée nationale.

Il est impossible de vouloir en même temps "sauvegarder la présence française en Afrique du Nord" et retirer le contingent (...).

Stéphane Just

1956. "ALGÉRIE, GUERRE OU CONSTITUANTE" (titre original - n° 393, 10 février 1956)

Il n'y a pas de responsabilité égale et partagée entre oppresseurs et opprimés.

Les Algériens ont pris les armes pour ne plus subir l'oppression et la misère colonialiste.

L'armée française d'occupation est chargée de préserver l'ordre des oppresseurs, des exploités, des colonialistes. La question du retrait des troupes d'occupation représente la ligne de partage nette entre ceux qui, avec ou sans phrases démocratiques, veulent maintenir l'Algérie dans "l'Union française", c'est-

à-dire sous la botte des colons, et ceux qui se placent avec détermination du côté des intérêts conjoints du peuple algérien et du prolétariat français.

Sur cette question comme sur toutes les autres, la direction Parti communiste français cherche à tromper les travailleurs.

L'Humanité est devenue un véritable chef-d'œuvre de duplicité. Le lecteur ouvrier peut penser à sa lecture que la direction stalinienne est pour le retrait immédiat des troupes. En réalité, pour Duclos, ce retour est aussi conditionnel

qu'il l'est pour Mendès France et Guy Mollet.

Passant entièrement sous silence les accusations lancées par Mendès France au comité exécutif du Parti radical : *“Les communistes veulent l'évacuation des troupes. Ce qui veut dire que 2 millions d'Européens seraient massacrés”*, *L'Humanité* (17 janvier 1956) écrit :

“Mais pour préparer le climat favorable dont parle Mendès France, le meilleur moyen n'est-il pas de mettre fin immédiatement à la répression, de faire cesser immédiatement les hostilités, ce qui permettrait le retour des soldats en France ?”

Admirez le conditionnel. Il y a plus. *L'Humanité* (23 janvier 1956) relate dans sa revue de presse un article de *L'Aurore*, qui écrit :

“Les élus à l'Assemblée nationale sont pour ou contre le maintien de l'Algérie dans la France. Contre, c'est la position des communistes. Pour, aux nuances de conceptions près, c'est la position inévitablement prise par tous les autres partis.”

Et le commente en ces termes : *“Il n'y a pas un seul mot de vrai dans ce que dit Bony.”*

Et c'est, hélas ! exact : les dirigeants staliniens sont pour le maintien de l'Algérie dans la France dominée par les trusts. Ils sont pour l'Union française (*L'Huma*, 20 janvier 1956). Ils sont donc, en fait, malgré toutes leurs belles et doucereuses phrases, pour le maintien des troupes. Car c'est justement pour contraindre l'Algérie à rester sous le contrôle de la France colonialiste que plus de 300 000 hommes font la guerre à un peuple tout entier.

De cette position découle un accord de fait entre le PCF et “tous les autres partis”. Particulièrement avec Mendès France.

Les interlocuteurs “valables” et les conditions d'un cessez-le-feu

Dernier refuge de ceux qui, en France, des bourgeois mendésistes aux staliniens, veulent préserver la “présence française”. Mais pour aboutir au “cessez-le-feu”, déclarent ces bonnes âmes, il faut négocier. Avec qui ? Avec des interlocuteurs “qualifiés”. Lesquels ? Ceux que le gou-

vernement français désignera lui-même. Tant il est vrai qu'aujourd'hui ne peuvent être qualifiés d'interlocuteurs valables que ceux qui seront élus par le peuple algérien. Tous ceux qui, comme Mendès France et les staliniens, n'“estiment pas qu'au préalable des élections soient nécessaires” (*L'Huma*, 14 janvier 1956) veulent imposer, en fait, aux Algériens des solutions décidées unilatéralement par l'impérialisme français.

Et la position des dirigeants du PCF n'est-elle pas singulièrement éclairée par le fait que la conférence pour la solution du problème algérien, tenue à Montreuil le 5 février 1956, a été interdite aux musulmans sous le fallacieux prétexte qu'elle était réservée uniquement aux Français ? Comme si une solution pacifique pourrait être trouvée en dehors du peuple algérien, c'est-à-dire contre lui !

En réalité, le problème du cessez-le-feu ne peut en aucun cas se situer sur un plan technique. Il est politique. Que tous les détenus et condamnés politiques soient immédiatement libérés et un premier et important élément de détente sera donné. Que des élections libres pour une Constitution souveraine soient immédiatement préparées, et tous les Algériens qui aspirent à l'indépendance et à la paix commenceront sérieusement à penser à enterrer leur “hache” de guerre.

C'est cette perspective de paix dans l'indépendance qu'ouvre concrètement le leader national Messali Hadj quand il indique dans une déclaration à *Franc-Tireur* (17 janvier 1956) :

“En des temps extrêmement difficiles, j'ai été le seul Algérien à proclamer l'indépendance de l'Algérie et la volonté de notre peuple de recouvrer entièrement sa liberté... Non seulement je reste fidèle à cette conception, mais encore, je suis heureux de constater que tous les événements qui se sont déroulés de cette époque à nos jours sont venus vérifier et renforcer notre ligne politique. Bien plus, tous les hommes, qui, naguère encore, avaient opté pour la politique d'assimilation viennent, sous la poussée des événements, de retrouver la nation algérienne. Quels que soient les mobiles de cette évolution et ne tenant compte que des intérêts de notre pays, je salue le retour de ces hommes aux réalités historiques, et je m'en réjouis (...).”

Il reste à trouver une solution le plus rapidement possible pour mettre fin à la guerre en Algérie. Que faire alors ? Il faut donner la parole au peuple algérien pour lui permettre de déterminer librement et démocratiquement son avenir politique et désigner ses véritables représentants. C'est pourquoi nous sommes toujours pour une Constituante algérien-

ne souveraine... Et c'est ainsi que l'on peut dégager le ou les interlocuteurs valables. Mais au préalable, il est nécessaire de créer un climat de détente par un cessez-le-feu, l'abrogation de l'état d'urgence, l'arrêt de toute exécution capitale et la libération de tous les internés et détenus politiques."

P. Lambert

1956. LA BUREAUCRATIE STALINIENNE DEVANT LA RÉVOLUTION POLITIQUE (*"La lave et les scories"* - n° 395, 29 février 1956)

Quand une éruption volcanique a pris fin, la lave ralentit son cours et se refroidit peu à peu ; à sa surface, une croûte se coagule ; les scories s'y amoncellent, la terre, la poussière, des immondices de toutes sortes s'accumulent. Mais lorsque l'heure d'une nouvelle éruption est proche, que déjà les premières secousses ébranlent le sol, que, des profondeurs, montent de nouvelles coulées brûlantes, on voit la malsaine carapace prise d'étranges soubresauts ; elle se fendille ; elle s'agite, elle se dissocie ; des fragments détachés, comme pris d'une vie propre, s'en vont en tous sens.

Il en est ainsi du pays de la révolution d'Octobre, dont la lave refroidie a subi la cristallisation d'une étouffante carapace bureaucratique.

Aujourd'hui, prise dans la montée révolutionnaire mondiale, confrontée avec un prolétariat de 50 millions d'êtres, avec une jeunesse qui apprend dans les œuvres de Marx et de Lénine la haine de tous les privilèges et de toutes les oppressions, les successeurs de Staline s'agitent désespérément en tous sens. Et il se trouvera des esprits assez superficiels — qui, de plus, se prennent pour de profonds politiques — pour attendre de leurs soubresauts, et non des grandes forces historiques qui les engendrent, le renouveau de la révolution d'Octobre ! Pour ces gens, l'éruption est un sous-produit de la sagesse politique des scories bureaucratiques.

A quel point le nom de Staline est haï et détesté en Union soviétique, on peut le mesurer à la hâte avec laquelle ses successeurs à la tête de l'Etat russe s'efforcent de renier les liens qui les unissent au chef de la contre-révolution bureaucratique. Ils

n'avaient pas hier assez de mots pour porter aux nues le "*chef génial*", le "*coryphée de la science*", etc. Ils n'en auront bientôt plus assez pour le vouer aux gémonies.

Ils cherchent maintenant, devant la nouvelle génération soviétique comme devant le prolétariat mondial, à échapper au châtimement inévitable que l'histoire leur a préparé.

Il avait déjà fallu, pour se réconcilier avec Tito, avouer la falsification des procès de Prague et de Budapest — le bouc émissaire s'appelait alors Béria. Mais Béria était un trop petit personnage pour endosser la responsabilité de crimes dont chacun connaissait l'auteur principal : et c'est cet auteur principal, c'est Staline lui-même, dont ses complices cherchent aujourd'hui à faire le bouc émissaire des crimes historiques de la bureaucratie.

Car ces crimes ne furent commis, en définitive, que pour permettre aux fonctionnaires de l'Etat et du parti, aux techniciens, aux officiers supérieurs, de conserver et d'étendre les privilèges qu'ils s'étaient arrogés aux dépens des ouvriers et des paysans soviétiques.

La nouvelle caste privilégiée put asseoir ses privilèges en un temps où la révolution reculait partout — aujourd'hui, de la Chine à l'Afrique et à l'Europe occidentale, elle monte partout. Et les ouvriers et paysans russes ne tolèrent plus qu'avec impatience les privilèges de leurs maîtres. C'est pourquoi ceux-ci, en même temps qu'ils multiplient les avances aux impérialistes américains pour s'entendre avec eux contre la vague révolutionnaire ascendante, cherchent à jeter du lest.

Mais les aveux mêmes qu'ils passent, sur leurs crimes passés, sont autant d'armes pour les travailleurs et la jeunesse russe dans leur lutte contre les privilèges, contre l'oppression, contre la bureaucratie, pour une révolution politique qui restaurera la démocratie soviétique de 1917, sur une base économique incomparablement plus élevée. Une démocratie qui est

devenue aujourd'hui une exigence impérieuse et immédiate de l'économie planifiée, qui pose, dans son développement, des problèmes toujours plus complexes, que seule la participation effective des masses à sa gestion peut permettre de résoudre.

Gérard Bloch

1956. "POLOGNE : GLOIRE AUX OUVRIERS DE POZNAN !"

(titre original – n° 417, 6 juillet 1956)

Le matin du jeudi 28 juin 1956, les métallos de l'usine Staline, à Poznan, en grève depuis plusieurs jours, se sont rassemblés et ont manifesté dans la rue.

De nouveaux impôts venaient de les frapper, cependant que leurs salaires étaient diminués de 10, 20 et même 30 %.

Leurs justes revendications étaient brutalement rejetées, et cela par un gouvernement qui prétend les représenter : par les dirigeants de "leur" parti et de "leurs" syndicats.

A l'appel des métallos de l'usine Staline, la totalité des travailleurs de Poznan a débrayé. Tous ensemble, ils ont manifesté, aux cris de : *"Nous voulons du pain ! A bas les bonzes ! Démocratie ! Liberté !"*

Ils se sont emparés des locaux usurpés par les bureaucrates de la Maison du peuple, de la mairie. Les soldats fraternisaient avec eux, leurs tendaient leurs armes.

Mais les ex-dévots de Staline, les privilégiés dont le luxe et la morgue insultent, à Varsovie comme à Moscou, à la pauvreté des travailleurs, n'ont trouvé que du plomb pour ces ouvriers qui voulaient du pain. Par centaines, les prolétaires de Poznan sont tombés, morts ou blessés.

Silence aux brigands atlantiques, souillés du sang des peuples, en Algérie, en Corée, au Guatemala, au Kenya !

Espèrent-ils, en versant des larmes de crocodile sur les cadavres ouvriers de Poznan, faire oublier leurs propres crimes ? A qui feront-ils croire que ces prolétaires voulaient restaurer leur régime

de boue, de misère et de sang, le capitalisme exécré ?

Silence aux ex-complices du contre-révolutionnaire Staline, assassin des compagnons de Lénine ! A peine ont-ils confessé leurs calomnies passées qu'ils en lancent de nouvelles ! Qui croira que les travailleurs de Poznan sont des *"espions impérialistes"* ?

Mais les ouvriers ne font pas confiance aux staliniens pour déstaliniser. Ils ne font pas confiance aux bureaucrates pour combattre la bureaucratie. La démocratie socialiste, ils la conquerront eux-mêmes en abattant le régime des bonzes privilégiés.

C'est en vain que les hommes du Kremlin et leurs instruments à l'extérieur espèrent rejeter sur le seul Staline la responsabilité du régime de terreur instauré en commun pour la sauvegarde de leurs privilèges. Lorsque les ouvriers exigent l'égalité, lorsqu'ils veulent exercer eux-même le pouvoir, ils leur répondent comme à Berlin le 17 juin 1953, comme à Poznan le 26 juin 1956 !

Comme leurs frères d'Allemagne, il y a 3 ans, comme les détenus du camp stalinien de Vorkouta soulevés en 1953, comme ceux de Karaganda soulevés en 1954, les prolétaires de Poznan veulent que les fruits de la production socialiste profitent non à une minorité de technocrates et de politiciens, mais au peuple travailleur tout entier.

Leur cause est celle des peuples d'Europe orientale, soulevés d'espoir par leur action héroïque. Leur cause est celle des travailleurs du monde entier. Ils sont

les ennemis mortels des capitalistes “occidentaux”.

Ce n'est pas un hasard si les hommes du Kremlin sortaient à peine des embrassades des généraux américains quand ils ont fait tirer sur les prolétaires de Poznan.

L'heure se rapproche de l'effondrement du stalinisme contre-révolutionnaire. L'heure se rapproche où les travailleurs russes, abattant le régime bureaucratique haï, restaureront la démocratie soviétique

de Lénine et de Trotsky, et, renouant avec la tradition d'octobre 1917, tendront une main fraternelle non plus aux généraux de l'impérialisme, non plus aux gouvernements capitalistes, mais aux prolétaires et aux opprimés de tous les pays.

A bas le stalinisme !

Vive le communisme !

Le comité central du PCI (trotskyste)

**(section française
de la IV^e Internationale)**

1956. PRISE DE PAROLE D'UN DIRIGEANT TROTSKYSTE DEVANT LES MÉTALLOS DE SAINT-NAZAIRE *(“Discours aux travailleurs” – n° 430, 2 novembre 1956)*

Vendredi 26 octobre, à 13 heures, par deux fois, P. Lambert, du bureau politique du PCI (trotskyste), s'est adressé à la sortie de la cantine aux métallos des chantiers de Penhoët (Saint-Nazaire). Notre camarade a notamment déclaré devant un millier d'auditeurs :

Pour la paix en Algérie

C'est très certainement la première fois que le Parti communiste internationaliste (trotskyste) s'adresse aux ouvriers des chantiers de Penhoët. Ce parti, je voudrais brièvement vous le présenter et en définir la politique. Hier, notre journal *La Vérité* a été saisi une nouvelle fois par la police gouvernementale. *La Vérité* est l'organe d'un parti qui ne dispose pas, ou à peine, de moyens financiers. Pourquoi *La Vérité* a-t-elle été saisie ? Pourquoi les militants trotskystes sont-ils poursuivis par la justice civile et militaire ? Parce que nous développons une campagne inlassable contre la guerre d'Algérie, pour que les 65 000 jeunes soldats qui se battent en Afrique du Nord rentrent immédiatement dans leurs foyers, pour que satisfaction soit accordée aux légitimes aspirations à la liberté et à l'indépendance qui animent le combat du peuple algérien (...).

Les trotskystes et les travailleurs constatent qu'avec le vote des pouvoirs spéciaux le 12 mars, les députés des deux grands partis ouvriers ont voté la mobilisation des jeunes travailleurs. Ils constatent que les “rappelés” qui tiraient les

sonnettes des trains ont été volontairement isolés des “civils” qu'ils appelaient à l'aide. Les trotskystes estiment que c'est seulement par des manifestations de masse et l'action de classe que le gouvernement Mollet sera contraint d'ouvrir des négociations sans exclusive ni préalable avec les représentants du peuple algérien.

Les trotskystes constatent que, le 8 février, à Alger, les colonialistes, les fascistes et les poujadistes ont, en manifestant, infléchi la politique gouvernementale vers la guerre. Les travailleurs, par centaines de milliers, doivent manifester partout, devant les préfectures, les mairies, devant l'Assemblée nationale, pour imposer la paix...

Pour les 10 000 francs pour tous ; pour la grève générale

L'an passé, *a poursuivi Lambert*, la classe ouvrière de France a tressailli d'espérance et d'enthousiasme quand elle a suivi le magnifique combat que vous avez engagé, vous, travailleurs des chantiers, pour la satisfaction de vos revendications. Elle a vu que ce n'est pas par des discours autour d'un tapis vert, ce n'est pas avec les grèves tournantes ou des grèves limitées que vous avez arraché les 22 %. Les travailleurs des chantiers de Penhoët ont pris d'assaut le siège de la direction, ils ont répondu par les moyens adéquats à l'agression des CRS. Les travailleurs des chantiers ont gagné.

Un mois après, les métallos nantais, pour 40 francs l'heure, ont engagé le combat, utilisé les mêmes armes de classe que vous avez utilisées. Mais le patronat avait appris de votre combat. Comme un seul homme, tout le patronat de France, avec son organisation, le CNPF, s'est mobilisé. Le patronat a soutenu par tous les moyens la résistance des patrons nantais. Mais devant la grève des Nantais, les patrons ne pouvaient gagner.

Ils allaient lâcher pied, alors le gouvernement a mobilisé ses CRS. De partout, de Dunkerque, de Toulouse, du Nord, du Sud, les CRS ont investi la grève de Nantes (...).

Les dirigeants syndicaux n'ont pas voulu répondre à cette mobilisation générale du patronat et des forces de répression par la mobilisation de tous les travailleurs de France. Ils ont lancé des grèves échelonnées, un jour Renault, le lendemain la RATP, le troisième jour une catégorie, puis une autre, et ainsi de suite, et c'est seulement lorsque Nantes, la RATP, etc., furent rentrés qu'ils appelèrent les cheminots à la grève générale, aux manifestations de masse.

Travailleurs des chantiers, il aurait fallu peu de chose pour que la grève générale submerge la résistance gouvernementale et patronale. Quelques trotskystes de plus chez Renault et les 30 000 métallos auraient manifesté leur volonté à l'Assemblée nationale.

Et les revendications étaient satisfaites ! Et la grève générale était victorieuse ! Aujourd'hui, les trotskystes affirment avec tous les travailleurs que 10 000 francs pour tous, acompte substantiel vers le retour au pouvoir d'achat de 1938, ne pourront s'arracher que par la grève générale (...).

Le socialisme dans la liberté

Travailleurs, le Parti communiste internationaliste (IV^e Internationale) n'est pas un grand parti. C'est un parti sans ressources, sans permanents, sans "fauteuil". Tous ses militants travaillent dans les usines, les bureaux, les chantiers. *La*

Vérité est un modeste journal, que nous publions chaque semaine avec de grandes difficultés.

Ce parti a été fondé par le compagnon de Lénine, Léon Trotsky, l'organisateur de la victoire dans la guerre civile de 1917-1921. Léon Trotsky qui fut assassiné en 1940, comme des centaines et des milliers de révolutionnaires, sur l'ordre de Staline.

Ce parti a été dirigé durant la guerre par Marcel Hic, mort en déportation à Dora, en 1944.

Ce parti s'adresse à vous, avec ses faibles moyens, et vous dit : les travailleurs polonais, les travailleurs hongrois ont raison. Les travailleurs luttent pour le socialisme et la liberté. Les révolutionnaires hongrois et polonais ne sont pas des provocateurs, et ceux qui les traitent ainsi calomnient les travailleurs. Gomulka, après avoir passé quatre années dans les prisons de Staline, devenu le premier secrétaire du Parti communiste polonais et le président du Conseil du gouvernement, est dans le vrai quand il déclare que jamais des provocateurs ne peuvent entraîner des dizaines et des centaines de milliers d'ouvriers dans la rue.

Le programme des travailleurs en Hongrie, en Pologne, celui qui est déjà et sera demain plus encore le programme des travailleurs en Europe orientale, en URSS même, a été clairement défini par les ouvriers de l'usine Zeran, à Varsovie, Zeran, le Renault polonais :

"Nous combattons tous ceux qui ont l'impression que notre démocratisation est une première étape dans le retour à la démocratie bourgeoise. Au cours de la campagne électorale, nous nous livrons à une agitation en faveur de ceux de nos candidats dont nous savons qu'ils veulent construire le socialisme, mais un socialisme au sein duquel on ira plus librement, plus démocratiquement et plus humainement qu'aujourd'hui."

Les travailleurs de France ne peuvent qu'approuver la lutte révolutionnaire engagée en Pologne et en Hongrie...

1958. NON À DE GAULLE

(“*Voter non pour la défense des libertés ouvrières*” – n° 509, 11 septembre 1958)

L’atmosphère bien particulière dans laquelle se prépare la consultation du 28 septembre, par laquelle le peuple de France est supposé se donner en toute liberté et connaissance de cause de nouvelles institutions, se marque dans tous les domaines : l’annonce faite par de Gaulle de sa Constitution au bon peuple a clairement montré comment seraient traités les partisans du non, comment leur liberté d’expression et de manifestation était entendue. La publication de la liste des organisations qui bénéficient des facilités légales pour faire campagne est, elle aussi, significative. Alors, par exemple, qu’une série “d’associations” et de “mouvements” fondés ces derniers temps dans le seul but de faire voter oui se voient donner tous les moyens nécessaires, le Parti communiste internationaliste (trotskyste), sans explication aucune, se voit refuser le droit d’utiliser les panneaux électoraux, de faire entendre sa position à la radio et à la télévision...

De toute façon, d’ailleurs, les précautions sont prises ; la balance truquée. L’Algérie votera “bien”, avec l’aide de l’armée et de l’encadrement des comités de salut public, sans compter l’Afrique...

L’intention plébiscitaire, la qualité des partisans du oui, la manière dont se prépare le référendum, le soutien ouvert du grand patronat, de l’Eglise, tout cela suffirait à dicter leur devoir aux révolutionnaires : voter non (...).

Le rôle des partis ouvriers devrait être de dénoncer ces équivoques, de donner à la bataille du non son caractère de classe, tout en précisant ses limites. C’est tout le contraire qu’ils font. Passons sur les non de plus en plus assourdis venant des rangs de la SFIO, qui risquent bien, pour beaucoup, de ne pas être entendus en dehors de la salle du Congrès. De son côté, le Parti communiste français joue le jeu, se situe sur le terrain de la bourgeoisie, et n’offre d’autre perspective que celle d’une victoire de la “gauche” — du même genre que celle du 2 janvier 1956, sans doute ? C’est ainsi qu’à Montreuil, Maurice Thorez déclarait que le non signifiait une volonté

de “*rajeunissement de nos institutions*” (?).

Pour nous, il ne s’agit pas d’opposer Constitution bourgeoise à Constitution bourgeoise, de chercher à résoudre ce problème insoluble : trouver une Constitution bourgeoise qui soit “bonne” pour les ouvriers. Nous ne voulons pas établir un “contrat” avec l’aile de la bourgeoisie représentée par Mendès France, qui joue le front populaire. Nous ne pleurons pas sur la IV^e République.

Nous appelons à résister à toutes les atteintes que l’on veut porter aux libertés syndicales et politiques de la classe ouvrière, nous appelons la classe ouvrière à lutter contre toute limitation de son droit à s’organiser, contre toute atteinte à ses conquêtes politiques et syndicales. Dans le cadre de cette lutte, nous appelons à voter non le 28 septembre.

Nous dénonçons la Constitution que l’on veut imposer, et qui, pour l’essentiel, est dirigée contre la classe ouvrière, destinée à faciliter l’offensive menée contre elle, comme en témoigne, dès les premières lignes, le fameux article 4, qui permet la dissolution pure et simple de toute organisation “génante”.

Il s’agit, en faisant adopter ce projet réactionnaire, de plébisciter de Gaulle, et, ce faisant, d’asseoir plus solidement le pouvoir issu du 13 mai, de donner les mains libres à l’aile marchante de la bourgeoisie pour frapper le mouvement ouvrier, pour s’en prendre à ses libertés les plus élémentaires. Le référendum et sa préparation ne constituent qu’une étape qui marquera sans doute la fin de la période transitoire encore confuse que nous vivons depuis le 1^{er} juin. Il s’agit d’une étape dans l’offensive générale que la bourgeoisie mène depuis qu’elle a repris l’initiative. Nous ne voulons pas semer d’illusions ; renverser la situation exigera bien des combats, la trahison des “grands” partis ouvriers se paiera cher. Mais cette offensive, dès maintenant, il est possible de l’entraver sérieusement. Et, en ce sens, voter non le 28 septembre, ce n’est pas seulement accomplir par principe un geste

rituel, c'est faire œuvre utile. Un vote massif de la classe ouvrière en faveur du non sera un camouflet aux prétentions du général-président "d'être au-dessus des classes", il témoignera de sa conscience, de sa volonté de ne pas se laisser imposer le régime voulu par les colonels et les fascistes d'Alger.

Le référendum n'est qu'une étape, mais la manière dont cette étape aura été franchie pèsera sur la suite des événements — et, de ce point de vue, on ne saurait surestimer l'importance du vote du 28 septembre.

La bataille du non est une bataille limitée, sur un terrain qui est en fait celui de l'adversaire, mais c'est une bataille réelle, que l'on ne peut séparer de la lutte d'ensemble. A travers cette bataille, il faut viser à organiser, dans les meilleurs conditions possibles, la résistance ouvrière, préparer les positions qui permettront la contre-offensive.

La campagne pour le non doit être l'occasion pour les militants révolutionnaires de réaliser partout l'unité de ceux

qui refusent de Gaulle, qui refusent de voir le mouvement ouvrier capituler, et de chercher à donner à cette unité des formes permanentes d'organisation. La campagne pour le non doit aussi permettre d'avertir le plus largement possible l'opinion ouvrière de la gravité de la situation, de la nécessité de se préparer à une lutte longue et acharnée pour préserver le mouvement ouvrier et les conquêtes des travailleurs — et cela quels que soient les résultats du référendum.

Aussi, le PCI s'engage-t-il dans la bataille du non sans illusions, mais sans aucune réserve. Il fera tout, et il appelle chaque militant révolutionnaire à tout faire, pour que, le 28 septembre, le maximum de travailleurs votent non.

Car voter non, c'est dire : non au pouvoir personnel, non à l'Etat fort, non à toute atteinte portée aux droits politiques et syndicaux, à toute restriction des libertés fondamentales d'expression, d'organisation, de manifestation, non au blocage des salaires et à la misère, non à la guerre d'Algérie.

1958. FAIRE FACE AUX BESOINS DE L'AVANT-GARDE OUVRIERE

(*"Pourquoi La Vérité mensuelle"* – n° 513, 15 novembre 1958)

Fidèles aux enseignements des grands maîtres de la théorie et de l'action révolutionnaire que furent Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky, les trotskystes savent que la défense du marxisme, qu'ils s'assignent comme première tâche de l'heure, n'est pas concevable sans son enrichissement. C'est ainsi que le retard de la révolution dans les pays avancés, son développement sur une échelle immense dans les pays arriérés reposent de façon aiguë le problème des rapports entre la lutte pour l'indépendance nationale et la lutte pour le socialisme. L'expérience de la révolution algérienne est, à cet égard, riche d'enseignements, et l'analyse marxiste se doit d'en tirer toutes les leçons.

Le véritable réalisme, les événements viennent de le confirmer avec éclat, c'est d'œuvrer à la révolution socialiste, à l'irruption libératrice des masses sur la scène de l'histoire, à la conquête du pou-

voir par le prolétariat — donc à la destruction des appareils bureaucratiques, à la régénération du mouvement ouvrier, à la construction d'un nouveau parti révolutionnaire, condition inéluctable de la victoire finale, que l'ampleur des batailles, la combativité la plus acharnée, la conscience la plus haute dont les masses puissent faire preuve ne sauraient suffire à assurer.

C'est ainsi que la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale révolutionnaire — que les trotskystes durent entreprendre, il y a vingt-cinq ans, dans des conditions et devant des obstacles à beaucoup d'égards sans précédent — s'est avérée une tâche plus longue et plus difficile qu'il n'avait été possible de le prévoir à l'avance. Est-ce à dire qu'il faille y renoncer ? Autant, alors, renoncer au socialisme en général — car personne n'a même sérieusement tenté de montrer comment on pourrait s'en passer. Il n'en reste pas moins

qu'après l'expérience tragique de trente-cinq ans de stalinisme, les problèmes des rapports entre la spontanéité et la conscience, entre les masses, leur avant-garde et leurs directions, entre les syndicats et les partis (rappelons ici que, dès 1945, les trotskystes de France se prononçaient pour l'autonomie du mouvement syndical à l'égard de tous les partis) doivent être soumis à un examen scrupuleux, à la lumière de l'immense expérience accumulée ; c'est précisément à partir de telles études que seront abordés avec fruit les problèmes des voies et moyens de la destruction des appareils bureaucratiques et de la construction du nouveau parti.

C'est ainsi que la débâcle idéologique du stalinisme, précédant même à sa débâcle matérielle, impose aux marxistes de mettre en lumière inlassablement l'abîme, qui, dans tous les domaines, sépare le léninisme de sa contrefaçon bureaucratique. L'exposé et l'illustration de l'authentique doctrine léniniste, cette inconnue, ne constituent-ils pas le meilleur antidote contre la tendance, toujours renaissante, particulièrement chez ceux-là qui viennent tout juste d'ouvrir les yeux sur le stalinisme, à rendre le bolchevisme peu ou prou responsable de ceux qui, mettant à profit les conditions historiques, usurpèrent son héritage ?

Cette énumération, qui, certes, est loin d'être complète, suffit à montrer

l'ampleur du champ ouvert aujourd'hui à la pensée marxiste. Et c'est pour mieux pouvoir faire face, ne fût-ce qu'en partie, aux besoins qui sont aujourd'hui ceux de l'avant-garde ouvrière, c'est pour mieux œuvrer à la préparation des futurs combats que l'organe trotskyste *La Vérité*, fidèle à son titre depuis dix-huit ans, qui fut, sous l'occupation nazie, le premier organe clandestin, prend aujourd'hui la forme d'une revue mensuelle.

Aussi bien la réflexion théorique ne prend-elle tout son sens que si elle éclaire en même temps les tâches immédiates : il n'en est pas de plus urgente que la défense de l'indépendance du mouvement ouvrier face à l'offensive et aux empiètements de l'Etat bourgeois, qui vise à la désintégrer. *La Vérité* consacra à ce problème, et à ceux que pose la réalisation du front unique, condition indispensable d'une stratégie défensive efficace, la place qu'ils méritent.

Le réarmement politique de l'avant-garde est enfin inconcevable sans de larges débats entre tous les militants ouvriers, de tendances diverses, pour qui l'indépendance à l'égard des Etats et de tous les appareils bureaucratiques, la dépendance à l'égard des seuls intérêts de leur classe sont des principes intangibles : les colonnes de *La Vérité* leur sont ouvertes sans réserve.

1960. "QUATRE MILITANTS TROTSKYSTES TRADUITS DEVANT LE TRIBUNAL MILITAIRE"

(titre original – n° 519, mai-juin 1960)

En France, depuis le 1^{er} juin 1958, les libertés démocratiques semblent respectées, la liberté d'opinion, les droits de réunion et d'association ne sont pas touchés. Cependant, dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique du pays, le dispositif antidémocratique est mis en place. Les lois antilaïques, les projets d'association capital-travail, toujours sur le chantier, caractérisent clairement le régime, en équilibre instable entre le respect des libertés et leur suppression autoritaire. L'arrêt de la chambre d'accusation contre les trotskystes marque qu'une étape supplémentaire a été franchie, dans une

voie qui ne peut conduire qu'à l'étranglement des libertés.

Pour la première fois, quatre militants ouvriers sont traduits devant le tribunal militaire, exclusivement pour ce qu'ils ont dit et écrit. La cause revêt ainsi l'importance d'un test politique décisif.

Si c'est un journal trotskyste qui fait l'objet aujourd'hui de ce premier procès d'opinion dont ait à connaître la justice militaire, cela tient à toute une série de raisons, dont la moindre n'est certainement pas le fait que, marxistes conséquents, nous avons défendu le point de vue de la révolution socialiste. Mais il

n'est pas permis d'en douter : le cas des quatre trotskystes ne constitue que le premier maillon de la chaîne de la répression qui s'abattra sur tous les journalistes actuellement poursuivis devant la justice civile. Plus généralement, ce procès indique une volonté très arrêtée de museler toutes les libertés. Car, là où la liberté d'opinion est supprimée, c'en est fini rapidement des libertés de réunion, de parole, de presse et d'organisation. C'est là la conséquence principale, encore que plus lointaine, de l'arrêt rendu par la chambre d'accusation ; c'est contre ce danger que doivent se rassembler tous ceux, militants et organisations, pour qui la défense des libertés démocratiques est un impératif politique majeur (...).

Le plus important pour nous, c'était et c'est de légitimer et de défendre les principes ouvriers et démocratiques du marxisme, qui sont à la base de notre activité politique ; la lutte pour le droit du peuple algérien à disposer de lui-même s'insère dans le cadre de la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Pour les trotskystes que nous sommes, l'humanité ne pourra échapper à l'oppression, à

l'exploitation, à la misère et à la guerre que par la victoire de la révolution socialiste.

Cette position est la nôtre. Tous les Etats et tous les appareils bureaucratiques du monde y sont hostiles. Elle est la seule à exprimer les intérêts fondamentaux du peuple algérien, des travailleurs français et des travailleurs du monde entier.

Si c'est le procès du marxisme que le tribunal permanent des forces armées de Paris entend faire, nous répondrons "présents" et revendiquerons hautement nos responsabilités.

Nous ne saurions mieux conclure qu'en rappelant en quels termes l'un des accusés, Gérard Bloch, terminait sa déclaration au procès du 4 juin 1957, devant la cour d'appel de Paris :

"En septembre 1942, un tribunal militaire de Vichy me condamnait à 12 ans de travaux forcés. L'histoire, depuis, a révisé ce jugement. S'il s'avérait que le présent procès, malgré nos explications, doit se terminer par une condamnation, l'histoire, j'en suis convaincu, réviserait ce jugement à son tour."

1963. "LA GREVE GÉNÉRALE DES MINEURS"

(titre original - n° 524, juin 1963)

(...) Le comportement des femmes de mineurs dans la grande grève de cinq semaines mérite d'être médité. Mieux que quiconque, les femmes évaluent le rapport exact d'une grève, qui, officiellement, avait pour seul objectif la revendication des 11 %. Les mineurs n'ont, nous expliquons pourquoi dans ce numéro de *La Vérité*, arraché que 6 % d'augmentation ; mais même s'ils avaient obtenu les 11 %, leur situation matérielle n'aurait pas été tellement meilleure. Après cinq semaines de grève, il aura fallu des mois, avec les 11 % d'augmentation, pour récupérer la perte de salaires. Avec 6 %, il en faudra encore plus. Les femmes de mineurs ont néanmoins été les plus acharnées à tenir et à résister, ce qui contraste avec leur attitude dans les périodes de calme social.

Dans ces périodes, les femmes sont généralement un frein au développement des luttes. C'est l'épouse du mineur qui

gère le budget familial. Une grève coûte cher, et c'est pourquoi elle pèse sur "son homme" pour qu'il se tienne tranquille. Mais il y a des circonstances — la grève des mineurs l'atteste — où ces conditions sont balayées. Les femmes de mineurs étaient aux côtés de leurs hommes dans la grève. La routine quotidienne, qui contraignait la femme à n'avoir d'autre horizon social que le budget familial, a brusquement fait place à la volonté de vaincre, quelles qu'en soient les conséquences immédiates. L'action engagée a modifié, refondu les préoccupations individuelles ; elle les a subordonnées à ses exigences et s'en est nourrie à son tour.

Jour après jour, la femme de mineur doit calculer au plus juste pour nourrir et vêtir sa famille. La nuit, après avoir absorbé, avec l'homme et les enfants, sur le petit écran, sa ration de "rêve", elle écoute la respiration oppressée de son mineur

silicosé. Le matin arrive. La journée qui commence est identique à celle d'hier ; celle de demain ne sera pas différente. La grève arrive, non pas n'importe quelle grève, mais cette grève des mineurs, et, brusquement, toutes les barrières de la vie quotidienne sont renversées. Chaque femme de mineur descend aux côtés de son homme dans la rue ; elle prend sa place au meeting, elle manifeste. Elle rencontre les autres femmes de mineurs. Et, toutes ensemble, tous ensemble, ils vont participer à la grève, cette grève qui, pour elles, pour eux, éveille confusément l'espoir d'en finir avec les médiocrités de la vie quotidienne. "A Paris, à Paris !" Ce sont les femmes, il suffit d'avoir écouté la radio pour s'en convaincre, qui reprenaient avec plus de force ce mot d'ordre "A Paris !". Ce cri, c'était la recherche passionnée, la volonté de modifier la vie, l'espoir que demain ne sera plus comme hier, qui jaillissaient des poitrines de toutes les femmes. C'était l'objectif politique de la grève, celui qui, atteint, aurait signifié l'affrontement avec la bourgeoisie et son Etat, qui maintiennent les prolétaires dans leur situation d'exploités (...).

Le crime des appareils syndicaux, c'est d'avoir, une nouvelle fois, interdit aux masses d'avancer vers cette issue. Ainsi, les appareils n'ont pas hésité, le jour où ils ont substitué au mot d'ordre "A Paris tous ensemble !" l'envoi d'une délégation de 45 femmes de mineurs à la présidence de la République. On sait que ces femmes, après avoir piétiné pendant des heures, n'ont pas été reçues par de Gaulle. Elles sont retournées, pleurant de rage et de honte. 45 femmes, les dirigeants les savaient, ne seraient pas reçues. 50 000 mineurs avec leurs femmes, et la porte de l'Elysée était ouverte ! (...)

Lourches (Nord), 5 mai

Des militants ouvriers parisiens sont venus discuter avec les mineurs. Il y a plus de sept ans que nous ne sommes pas revenus dans cette ville ouvrière. Sentiment angoissant au spectacle du puits Schneider fermé, le puits Schneider, dont la modernisation a été achevée en 1953. Trois milliards d'investissements sont en train d'aller à la ferraille. D'autres puits de la région ont également été fermés. L'immense gaspillage de travail humain qu'entraîne l'anarchie capitaliste

la vérité

revue trotskyste
juin 1963 -- 2 F -- N° 524

la grève générale des mineurs :

- un coup d'arrêt
- une preuve
- des leçons

s'étale sous nos yeux. Le complexe sidérurgique de Dunkerque, sur le plan du régime, dont le profit est la loi, est justifié. Le charbon russe et américain coûte moins cher, le fer de la Mauritanie est plus riche et plus rentable que celui de l'Est. Les lois du capital exigent la fermeture des mines de charbon et de fer. Dans d'autres industries, le problème se pose en termes identiques. Quatre-vingt-cinq mille ouvriers travaillaient à Fives-Lille en 1958 ; en 1965, il n'en restera que neuf cents. Des licenciements sont prévus chez Usinor ; le Nord et l'Est, les deux régions où l'industrie française a pris son essor, les plus anciennes bases du capitalisme français, sont voués à la stagnation. Des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, qui vivent dans ces départements, n'ont d'autres perspectives que de subir la loi du capital, qui entend leur disputer le droit à la vie. Le capital et son Etat contestent même au prolétaire ses possibilités de travailler comme exploité. Est-il possible que des masses de milliers et de milliers d'hommes acceptent sans broncher de supporter les conséquences du régime capitaliste ? Evidemment non. Sous des délais impossibles à évaluer, le prolétariat du Nord défendra, contre le capitalisme, son droit à la vie. La crise du système de domination de classe de la bourgeoisie est si profonde que celui-ci ne

peut garantir aux travailleurs leur travail. La grève des mineurs a révélé au grand jour les contradictions du régime ; ces contradictions exigent des solutions révolutionnaires ; les masses ont démontré qu'elles étaient prêtes à les assumer. Elles ont appréhendé dans l'action l'impératif majeur qui découle de toute leur situation dans les conditions du capitalisme pourrissant : sans révolution, et cela dans la plus proche période historique, il n'y a, pour toute l'humanité, d'autre perspective que l'accumulation de ruines matérielles et morales.

Les appareils, il est vrai, ont réussi, cette fois encore, à maintenir dans le cadre bourgeois le torrent de la lutte des classes. Ils ont dû, malgré tout, payer le prix de leur politique. Par milliers et milliers, les mineurs se sont heurtés aux appareils réformiste et stalinien, qui refusaient d'ouvrir une perspective révolutionnaire. Pour la première fois dans la lutte des classes en France, des milliers de mineurs ont refusé d'accepter ce que leurs dirigeants leur présentaient comme un succès, et qui n'était qu'une compromission de plus. Ce n'est évidemment pas la première fois que des ouvriers en grève protestent contre les compromissions des appareils avec la bourgeoisie. En 1953, en 1955, la base a eu des réactions très dures contre la trahison des bureaucrates. Mais c'est la première fois que, par milliers, des ouvriers que les directions syndicales voulaient cantonner dans leurs puits respectifs ont imposé un meeting de centralisation : le meeting du 5 avril à Lens. Conspuant les dirigeants, les mineurs se rendirent en masse au siège du syndicat. Ils exigèrent le jeudi un meeting pour le vendredi. Plus important encore : les ouvriers organisè-

rent spontanément des piquets de grève, qui, le vendredi matin, prirent position devant les puits, alors que l'ordre de reprise du travail avait été donné (...).

Ainsi, malgré l'absence d'une avant-garde organisée, des milliers d'ouvriers mineurs se sont avancés, par leur propre expérience, vers la compréhension de la nécessité d'une nouvelle direction révolutionnaire.

La grève des mineurs a pris fin sur l'habituel communiqué de victoire, et les non moins habituelles déceptions. Apparemment, rien n'est modifié : les perspectives de lutte s'estompent, la recherche des solutions individuelles remonte à la surface. Et, pourtant, l'événement inattendu que fut la grève des mineurs, l'événement formidable que furent les deux premières journées de cette grève ont changé bien des choses. Certes, répétons-le, la grève des mineurs est terminée, tout semble redevenu comme par la passé. Mais, au cours de ces journées, les masses ont créé des formes éphémères d'organisation révolutionnaire, en s'opposant aux appareils petit-bourgeois.

L'expérience fera son chemin, par les mille et un sentiers de la situation des prolétaires, en tant que classe. Quant aux révolutionnaires, leur tâche est claire : rechercher patiemment, avec ténacité, les voies et les méthodes pour sélectionner une avant-garde, qui saura assimiler l'expérience des luttes passées, la condenser en leçons, afin de préparer les luttes à venir, ces luttes qui atteindront, dans des délais impossibles à prévoir, en dépit même des prochains reculs ouvriers possibles, un niveau plus élevé.

Pierre Lambert

1966. "UN MOMENT DE LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE : LA CONFÉRENCE DU COMITÉ INTERNATIONAL"

(titre original [extraits du Manifeste] - n° 533, octobre-novembre 1966)

La troisième conférence du Comité international de la IV^e Internationale affirme que, comme le souligne le programme de fondation de la IV^e Internationale, "*la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire*".

Le pronostic de Trotsky s'est totalement vérifié : la seconde guerre impérialiste mondiale a ouvert une crise révolutionnaire sans égale, qui, malgré les flux et les reflux de la lutte de classe mondiale, se poursuit.

Seule l'absence de direction révolutionnaire a permis à l'impérialisme de survivre avec la collaboration du stalinisme et du réformisme. Mais l'impérialisme n'a pu infliger de défaite historique à la classe ouvrière.

C'est sur le fond de la crise révolutionnaire ouverte par la Seconde Guerre mondiale que se développe la phase actuelle de la lutte des classes. La crise de l'impérialisme, en s'approfondissant, a détruit irrémédiablement l'équilibre entre les classes sur lequel s'appuyait la bureaucratie du Kremlin. L'apparente stabilité de la bureaucratie du Kremlin au lendemain de la Seconde Guerre mondiale masquait les processus profonds en cours qui se sont révélés par une suite de crises de la bureaucratie du Kremlin à la recherche d'un nouveau centre de gravité. Les mouvements révolutionnaires des années 1953-1956 traduisaient en termes de révolution prolétarienne la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin (...).

Toutes les conquêtes prolétariennes sont menacées

Dès maintenant l'impérialisme ne se survit qu'en remettant en cause toutes les conquêtes que le prolétariat mondial a arrachées au cours d'une lutte des classes plus que séculaire.

Chaque jour, par centaines, ouvriers et paysans vietnamiens tombent assassinés par les mercenaires de l'impérialisme américain, brûlés par le napalm. En Indonésie, par centaines de milliers, les militants du PC ont été ou sont assassinés. Dans toute l'Afrique, en Amérique du Sud, la répression sanglante des cliques militaires ou civiles au service de l'impérialisme s'étend. La stratégie de la terreur et de l'anéantissement que teste l'impérialisme américain au Vietnam, après la faillite de tous ses plans de stabilisation des bourgeoisies nationales, est l'unique réponse qu'il puisse donner à la désagrégation sous son impact de l'économie et de la société des pays économiquement arriérés et à la volonté des masses ouvrières et paysannes de ces pays de se libérer de la domination impérialiste.

Dans tous les pays économiquement développés, la classe ouvrière n'est pas moins menacée. La tentative de l'État

bourgeois d'intégrer les syndicats procède de la nécessité pour la bourgeoisie de ces pays de détruire toute forme d'organisation indépendante de la classe ouvrière. Selon l'expression de Trotsky, *“la bourgeoisie en crise doit détruire les positions de la démocratie ouvrière au sein de la société bourgeoise”*. Dirigé directement et immédiatement contre la capacité d'organisation et de combat des prolétaires, la tentative d'intégration des syndicats à l'État bourgeois indique que le capitalisme de chaque pays — même de ceux économiquement développés — ne peut survivre qu'en réduisant à merci la classe ouvrière. Le sort de la grande masse des travailleurs immigrés, leurs conditions de salaires et de vie sont, pour les travailleurs métropolitains, comme une anticipation de leur propre sort. Et il ne s'agirait que d'une première phase.

Les travailleurs des pays capitalistes risquent d'être transformés en une plèbe sans racine dans la production, avant d'être anéantis au cours d'une nouvelle guerre impérialiste. Les millions d'affamés des Indes, les victimes de la stratégie de la terreur au Vietnam et ailleurs ne font que subir les premiers un sort également réservé au prolétariat des pays capitalistes les plus avancés techniquement. Loin de croître sans fin, le standard de vie des travailleurs des pays capitalistes dominant est à la merci des contradictions sans issue de l'impérialisme. Les prolétariats des pays capitalistes avancés ne constituent pas des prolétariats pour toujours privilégiés par rapport aux autres prolétariats. Au sein de la “prospérité” capitaliste, les prémisses de leur rejet aux conditions économiques et politiques du stade de l'accumulation primitive du capital s'expriment. La tentative de l'État bourgeois d'intégrer les syndicats n'est rien d'autre qu'une traduction de ces tendances profondes.

Ces contradictions fondamentales entre les rapports de production capitalistes et les développements des forces productives trouvent leur expression la plus aiguë aux États-Unis, bastion de l'impérialisme mondial. Leur position dominante ne signifie pas seulement une concentration accrue de richesses et de puissance productive, mais aussi le poids de la responsabilité de défendre, politiquement et militairement, l'impérialisme dans son

ensemble. De plus, le développement de l'automation menace de réduire à l'état de misère des millions d'ouvriers au sein d'une société capitaliste qui repose sur une large extension du marché intérieur. Les luttes politiques des travailleurs noirs commencent à être orientées par la réalité de cette contradiction. Les luttes auxquelles ce phénomène donnera lieu auront toute la violence et toute l'intensité pro-

duites par les conflits internationaux qui seront à leur origine et qui y trouveront une expression concentrée. La lutte des Noirs doit inévitablement se lier à la lutte de toute la classe ouvrière américaine et de la classe ouvrière internationale. C'est dans son rapport avec la lutte des classes internationale que la question noire doit être comprise et la stratégie et la tactique des marxistes américains élaborées.

1966. QUELLE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉVOLUTION VIETNAMIENNE ?

(introduction au numéro spécial sur l'actualité et les enseignements de la révolution des conseils ouvriers en Pologne et en Hongrie d'octobre 1956

n° 534 [numéro spécial], octobre-novembre 1966)

La résistance désespérée des ouvriers et des paysans du Viêtnam, écrasés par les moyens les plus modernes de destruction dont dispose l'impérialisme, domine cette année 1966. Au nord comme au sud de la ligne qui divise le pays à la suite des accords de Genève, et qui permit à l'impérialisme d'établir une tête de pont militaire et politique, les ouvriers et les paysans du Viêtnam font face au déchaînement industrialisé, scientifiquement organisé, de la terreur contre-révolutionnaire.

“Nous les ramènerons à l'âge de pierre”, déclare le général américain Westmorland, définissant avec concision les objectifs de guerre de l'impérialisme.

La lutte des ouvriers et des paysans du Viêtnam est celle des travailleurs du monde entier : ils ont le même ennemi, l'impérialisme.

Mais *“l'ennemi est dans notre propre pays”* : la réalité internationale de l'impérialisme s'affirme dans chaque pays par des formes spécifiques, à travers la classe dominante de ce pays, son Etat, ses agences politiques au sein du mouvement ouvrier.

Il n'y a pas de solidarité avec la révolution vietnamienne lorsqu'on s'accroche aux basques du représentant le plus conscient des intérêts de l'impérialisme français, Charles de Gaulle, qui offre sa recette à l'impérialisme américain : *“Faites comme en Algérie, frappez fort, mais sachez négocier au bon moment, à vos conditions”* (...).

Il n'y a pas de solidarité avec la révolution vietnamienne lorsqu'on refuse de

s'attaquer de front à Wilson et à son gouvernement, qui, au nom du “socialisme”, en même temps que pour sauver la livre, s'engage dans une opération d'étranglement du mouvement ouvrier anglais, affirme son soutien à l'impérialisme américain.

Il n'y a pas de solidarité avec la révolution vietnamienne en dehors d'un combat sans réserve contre la bureaucratie russe, contre l'appareil international du stalinisme et sa politique de collaboration avec l'impérialisme, la “coexistence pacifique”, dont la réalité s'exprime dans le sort des paysans du Sud-Viêtnam brûlés par le napalm, torturés par les mercenaires de l'impérialisme, comme dans celui des travailleurs d'Hanoï pilonnés par les bombardiers de l'US Air Force.

Si l'impérialisme peut aujourd'hui concentrer sa puissance contre la révolution vietnamienne, c'est parce que cette dernière reste isolée. Cet isolement ne peut être rompu que par la lutte internationale de la classe ouvrière — c'est-à-dire par la lutte des travailleurs de chaque pays contre leur propre impérialisme, ordonnée par une stratégie révolutionnaire globale exprimant l'unité de la lutte des classes internationale, stratégie qui ne peut être élaborée et mise en pratique que par une organisation ouvrière internationale.

Ainsi, parce que dans les événements tragiques du Viêtnam se rejoignent toutes les lignes de force de la lutte des classes internationale et s'expriment sous leur véritable jour la politique de l'impérialisme et celle des appareils bureaucratiques

qui contrôlent encore la classe ouvrière internationale, ces événements mettent au premier plan les problèmes les plus vitaux

d'une stratégie révolutionnaire du prolétariat, et tout d'abord celui de l'Internationale (...).

1971. "L'ACTUALITÉ DE LA COMMUNE DE PARIS"

(titre original – n° 552, mai 1971)

Si, en 1971, les leçons de la Commune de Paris sont plus que jamais d'actualité, ce n'est pas essentiellement à cause des hasards chronologiques. C'est parce que ces derniers mois, qui ont vu la puissante grève des travailleurs de la General Motors répondre à la lutte héroïque des ouvriers et des paysans du Viêt Nam, les grèves des ouvriers anglais, bloquant l'offensive du gouvernement conservateur de Heath, répondre à la montée des masses en Amérique latine, en Argentine et en Bolivie, ont été la même période où les travailleurs et les paysans sans terre de Jordanie ont constitué leurs conseils, "leur commune", pour conduire leur combat contre l'impérialisme et ses complices féodaux et bourgeois, tandis qu'en Pologne, face à la bureaucratie, la classe ouvrière, dressée par la grève générale et la manifestation pour reprendre le contrôle de ses conquêtes, couvre la Pologne de conseils ouvriers.

Un siècle nous sépare donc de la Commune, qui affirmait dans sa Déclaration au peuple français qu'elle marquait *"la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme et du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des privilèges"*, un siècle tout entier dominé par les luttes de la classe ouvrière internationale pour son émancipation, luttes qui ont, par bien des aspects, modifié le champ de bataille. Mais la guerre des classes continue et les deux ennemis sont les mêmes : la classe de ceux qui possèdent, comme propriété privée, les moyens de production, et celle de ceux qui ne possèdent en propre que leur force de travail et qui doivent la vendre.

C'est de cette *"patrie dans le temps"* que l'on veut exclure la Commune. Sur ce terrain se retrouvent idéologues de tous bords. Loin d'être le prélude de l'ère des révolutions prolétariennes, elle aurait constitué l'ultime exemple de ces insurrections, plébésiennes par leurs combat-

tants, mais qui demeuraient de simples crises politiques de la société bourgeoise, dont elles visaient à modifier les institutions. Déjà anachronique en son temps, la Commune ne relèverait plus aujourd'hui que de la dissection historique ou de l'évocation sentimentale

La Commune, ainsi, ne saurait être un "mauvais exemple" : elle daterait d'une autre époque (...).

Enfin, on a longuement disserté sur les formes politiques, sur les institutions de la Commune, pour prétendre qu'elle ne permettait en rien d'y voir cette amorce de la dictature du prolétariat, ce gouvernement ouvrier, de pouvoir de la classe ouvrière dont parle Marx. La Commune n'aurait été qu'une variante "avancée", pour prendre un terme à la mode, du parlementarisme bourgeois. Ce n'est pas le suffrage universel qui constitue le parlementarisme bourgeois, mais l'existence du Parlement comme rouage de l'Etat bourgeois, c'est-à-dire de l'appareil de domination et de contrainte de la classe exploiteuse :

"La Commune ne devait pas être une corporation parlementaire, mais une corporation de travail à la fois législative et exécutive... Au lieu de décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dominante ira représenter et opprimer le peuple au Parlement, le suffrage universel devait servir au peuple, constitué en communes, à recruter pour son entreprise des ouvriers, des surveillants, des comptables, de même que le suffrage universel sert au même objet à n'importe quel patron."

(...) Et Lénine résumait dans *L'Etat et la révolution* la signification de la Commune de Paris :

"Ainsi, la Commune semblait seulement avoir remplacé la machine d'Etat brisée par une démocratie plus complète : suppression de l'armée permanente, éligibilité et révocabilité de tous les fonctionnaires sans exception. Or, en réalité, cela revenait seulement à un remplacement gigantesque de telles institutions

par telles autres inspirées d'un principe différent. C'est là justement un cas de transformation de la quantité en qualité réalisée aussi pleinement et aussi méthodiquement qu'il est possible de la concevoir en général ; la démocratie, de bourgeoise, devient prolétarienne ; l'Etat (la force spéciale destinée à réprimer une classe déterminée) se transforme en quelque chose qui n'est plus proprement un Etat."

Ce qui s'est ébauché dans les 72 jours où le drapeau rouge de la Commune flotta sur Paris, ce sont les institutions — celles d'un Etat "*qui n'est plus proprement un Etat*" — nécessaires à la constitution du prolétariat en classe dominante (...).

1871 vit l'établissement du premier gouvernement ouvrier. En 1971, le développement de la lutte des classes internationale ouvre la perspective du combat pour la république universelle des conseils.

Là est précisément l'actualité de la Commune, que, de toute part, on cherche à masquer (...).

La révolution de 1905, en Russie, qui vit naître les soviets, comme celle de 1917, la révolution allemande comme la révolution espagnole prolongent, enrichissent l'ébauche nettement dessinée par les communards.

A cette étape de la lutte des classes, la plus haute détermination du combat de la classe ouvrière pour le socialisme, la composante consciente de ce combat incarnée dans l'organisation révolutionnaire et son programme s'imposent comme l'aboutissement du mouvement objectif de la lutte des classes et comme l'exigence qui surgit de l'activité révolutionnaire des masses.

C'est en ce sens que le programme de la IV^e Internationale, le programme de la



révolution socialiste, peut affirmer que la lutte des masses est plus forte que les appareils bureaucratiques, et, simultanément, que la crise de l'humanité se ramène à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat.

"Notre devoir est de lutter et de vaincre !" Ainsi s'achève l'appel de la Commune de Paris au peuple de France.

Lutter pour vaincre, c'est aujourd'hui, dans les affrontements de classes qui s'annoncent et dont nous ne vivons que les épisodes préliminaires, combattre pour la reconstruction de la IV^e Internationale, pour la construction dans tous les pays du parti mondial de la révolution.

1973. "LA LIGUE COMMUNISTE DANS LE CAMP DU NOUVEAU FRONT POPULAIRE"

(titre original - "Lettre ouverte du bureau politique de l'OCI à toutes les organisations se réclamant de la IV^e Internationale" - n° 559, janvier 1973)

"La IV^e Internationale n'a et ne peut avoir place dans aucun des Fronts populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser

la domination du capital. Son but, le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne."

Ce passage du *Programme de transition*, sur la base duquel a été fondée, en

1938, la IV^e Internationale, met en évidence la gravité politique de la décision de ralliement à l'Union de la gauche, nouvelle mouture en France de la criminelle politique du front populaire, prise par le III^e Congrès de la Ligue communiste (...).

C'est la rupture ouverte avec les fondations mêmes du programme de la IV^e Internationale, l'abandon de l'indépendance de classe du prolétariat.

S'engageant dans cette voie, la Ligue communiste, qui se présente en France comme la section du "Secrétariat unifié de la IV^e Internationale", apporte son concours à la tentative d'étranglement du mouvement de mobilisation des masses contre la bourgeoisie et son Etat que constitue "l'Union de la gauche" scellant l'alliance entre le PCF, le PS et le parti bourgeois qu'est le Parti radical. En prétendant que la politique suivie par la direction stalinienne du PCF, à travers l'Union de la gauche, ouvre la voie à une "dynamique classe contre classe", la Ligue communiste joue directement, au bénéfice de la collaboration des classes, au bénéfice des appareils, un rôle de liquidation de toute tentative de regroupement d'une avant-garde sur la base de l'indépendance de classe du prolétariat.

C'est pourquoi le bureau politique de l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) a décidé, par une lettre ouverte, de s'adresser à toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale (...).

Une question de principe

La question du front populaire n'est pas une question de tactique : c'est une question de principe, car elle touche directement à l'indépendance de classe du prolétariat. Toutes les expériences de front populaire, quelles qu'en aient été les formes (France 1936, Espagne, Libération en France et en Italie, Chili), signifient la subordination du prolétariat à la bourgeoisie (...).

La dénonciation impitoyable de toute conciliation avec la politique de front populaire a été l'un des critères centraux de la différenciation de la IV^e Internationale d'avec tous les courants centristes (...).

La résolution adoptée par le III^e Congrès de la Ligue, qui s'est tenu à Paris les 7, 8, 9 et 10 décembre, dit :

"Si l'on considère donc le caractère transitoire et contradictoire du PS, l'accord PC-PS n'est pas un accord de type Front populaire qui mettrait le PC à la remorque d'un parti bourgeois. Pour la première fois, il est même obligé d'entrouvrir une perspective socialiste."

Et :

"Au second tour, notre consigne de vote doit concrétiser notre analyse de l'accord PC-PS comme une alternative réformiste globale à l'Etat fort et non comme un nouveau Front populaire. Au deuxième tour, nous appellerons à voter nationalement, sauf exception, sur proposition des villes et décision du comité central, pour l'Union de la gauche."

Dans cette résolution, ajoutons que l'existence des "radicaux de gauche" dans l'Union de la gauche n'est même pas mentionnée (...).

Aujourd'hui, la majorité de la direction de ce qui fut l'une des plus importantes sections de la IV^e Internationale, le Lanka Sama Samaja Party (LSSP) de Ceylan, soutient et participe au régime des fusilleurs qui a écrasé dans le sang la protestation de la jeunesse. En l'espace de quelques années, la direction d'un parti qui se réclamait de la IV^e Internationale a été amenée à jouer le rôle d'un Noske. Il y a dix ans qu'était formulée la politique qui devait aboutir à ce résultat : il ne s'agissait alors que de donner un "soutien critique" à une Union de la gauche cinghalaise dont le pilier était le parti nationaliste bourgeois "progressiste" : le SLFP (Sri Lank Freedom Party) (...).

Un ralliement spectaculaire

Le ralliement spectaculaire de la Ligue communiste à l'Union de la gauche — et le terme spectaculaire n'est en rien exagéré, il suffit de voir les réactions de la presse bourgeoise ou la manière dont *Frontière*, revue du CERES, tendance du PS liée à la hiérarchie vaticane, salue l'événement : "*Quelles que soient les outrances verbales ou les précautions de style, ce sont les perspectives ouvertes par l'Union de la gauche qui ont été au centre des débats. Les candidats présentés par le PSU et par la Ligue devront, au second tour, appeler à voter pour les candidats*

de la coalition... Au lieu de condamner ces militants, il faut les aider à évoluer...” — ouvre une étape qualitativement nouvelle dans l'évolution politique de cette organisation.

C'est fondamentalement face à la bourgeoisie, face à l'Etat bourgeois dans chaque pays, que s'affirment les caractéristiques fondamentales d'un courant politique.

Politiquement, le centre de gravité de la Ligue est depuis longtemps dans la petite bourgeoisie. Mais son passage ouvert sur la position de l'Union de la gauche constitue une modification qualitative de sa politique (...).

Répetons-le, le Front populaire est une question de programme et non de tactique. Le front populaire, quelque forme qu'il prenne, organise la subordination du prolétariat à la bourgeoisie.

Accepter, quelles que soient les formules restrictives, le front populaire, c'est accepter, plus encore participer, à l'orga-

nisation de la subordination du prolétariat à la bourgeoisie.

C'est pourquoi, par rapport à ce problème, Trotsky fut impitoyable à l'égard du POUM, qui était pourtant une organisation dont l'enracinement dans les combats du prolétariat, les titres révolutionnaires, étaient tout autres que ceux de la Ligue. Cédant à l'opportunisme, le POUM prétendait utiliser à des fins révolutionnaires une politique contre-révolutionnaire à partir de justifications électorales. On sait ce qu'il en est advenu. Mais la Ligue va beaucoup plus loin que le POUM, elle justifie fondamentalement l'Union de la gauche en la présentant en fait comme la réalisation du front unique de classe.

Elle s'inscrit ainsi non seulement dans le jeu des appareils, mais totalement dans le cadre qui fixe la bourgeoisie.

Elle protège sur la gauche l'Union de la gauche, qui, sur la droite, par le truchement des radicaux, s'étend jusqu'à l'ensemble des formations politiques de la grande bourgeoisie.

1974. LA RÉVOLUTION PORTUGAISE DU 25 AVRIL

(“Déclaration du Comité de liaison des révolutionnaires portugais” – n° 564, octobre 1974)

Le 25 avril, le régime Salazar-Caetano s'est effondré comme fêtu de paille sous le poids des contradictions internes de la classe des capitalistes latifundiaires et par l'activité du peuple, qui, durant 50 années, a souffert de la dictature capitaliste totalitaire.

Nous, militants révolutionnaires pour la reconstruction de la IV^e Internationale, disons avec le peuple portugais : c'est toute la classe capitaliste, ce sont tous les latifundiaires, c'est tout le capital financier qui a adhéré, qui s'est identifié avec le régime Salazar-Caetano (...).

Depuis le 25 avril, les travailleuses et les travailleurs se sont entêtés dans une lutte justifiée pour “l'assainissement” des administrations.

Les masses laborieuses des villes et des campagnes comprennent que capitalisme latifundiaire et dictature sont équivalents.

Les travailleuses et les travailleurs du Portugal veulent la liberté. Le 25 avril, ils

ont arraché la liberté. Ils veulent consolider, étendre, approfondir la liberté.

Nous, militants révolutionnaires pour la reconstruction de la IV^e Internationale, disons : si capitalisme latifundiaire et dictature ont, durant 50 ans, marché main dans la main avec Salazar-Caetano, alors, pour la liberté, pour extirper toutes les racines de la dictature fasciste, il faut chasser les capitalistes latifundiaires. Il faut assainir le Portugal des capitalistes et des latifundiaires (...).

Nous disons avec tous les travailleurs : tout ce qui s'oppose aux libertés s'oppose aux revendications et aux aspirations du peuple portugais. Nous disons que les menaces contre le droit de grève, les menaces contre la liberté d'opinion et de réunion, la censure de la presse s'opposent à la liberté. Les attaques contre les libertés ne visent qu'à remettre en selle, avec la PIDE, le pouvoir salazariste-caetaniste des capitalistes latifundiaires.

Nous disons que tout ce qui s'oppose aux revendications légitimes, que refusent d'accorder les capitalistes latifundiaires, permet aux exploités et aux opprimés du peuple portugais d'attenter aux libertés reconquises le 25 avril.

Nous disons : les patrons, avec les milliards de bénéfices extorqués sur notre travail et avec les budgets de la guerre coloniale, peuvent payer.

A Lisnave, par la grève, les travailleurs ont arraché 7 200 escudos de salaire minimum pour les ouvriers et 5 000 escudos pour le personnel des cantines, qui gagnait, jusqu'alors, 2 500 escudos ; 6 800 escudos pour les apprentis, qui passent à 7 200 escudos après 6 mois d'apprentissage. Aucune augmentation au-dessus de 15 000 escudos. Réintégration de tous les licenciés pour raison politique, pour fait de grève, avec récupération intégrale des salaires et des primes pendant toute la durée du licenciement. Tout le personnel temporaire est intégré à l'usine, avec les mêmes avantages que les ouvriers. Horaire de 42 heures jusqu'à la fin de l'année et 40 heures par semaine à partir du 1^{er} janvier 1975. Majoration de toutes les heures supplémentaires à 100 %, les jours fériés et dimanches majorés 200 % avec récupération intégrale.

Ce qui a été arraché par la grève aux capitalistes de Lisnave peut l'être par tous les travailleurs aux capitalistes des banques, du commerce, de la grande industrie, pour les fonctionnaires et toutes les catégories de travailleurs (...).

Les commissions des travailleurs élus ont raison d'ouvrir les livres de comptes et tous les documents, de prendre contact avec les commissions des travailleurs des banques, afin de contrôler toutes les opérations bancaires en vue de financer l'activité des entreprises.

Les travailleurs qui refusent les licenciements ont raison d'exiger du gouvernement le déblocage de fonds, afin d'assurer le fonctionnement des usines et des ateliers.

Nous disons que les travailleurs organisés en commissions de délégués des travailleurs élus dans les entreprises, les usines, les banques, les bureaux, les chantiers, les grands domaines et le grand commerce, ont la capacité de gérer toute l'économie.

Nous disons : c'est la seule voie pour que le Portugal échappe à l'inflation, au chômage et au chaos, inéluctables si les capitalistes latifundiaires compromis avec Salazar-Caetano continuent à contrôler et gérer l'économie.

1975. "AU VIETNAM, RETENTISSANTE DÉFAITE DE L'IMPÉRIALISME, UNE VICTOIRE DE LA RÉVOLUTION MONDIALE"

(titre original – n° 567, mai 1975)

Au moment où cet article est écrit, les troupes du Nord-Viêt Nam et du GRP entrent à Saïgon (...).

Cette guerre, révolutionnaire et juste du côté des masses du Viêt Nam et d'Indochine, se termine par une très dure défaite de l'impérialisme, de l'impérialisme américain en particulier. Les gouvernements compradores du Cambodge et du Sud-Viêt Nam ont été écrasés, liquidés. Leurs armées, leurs administrations, leurs "Etats" se sont totalement désagrégés. Rien n'a pu les sauver. Sous une forme déterminée, la révolution prolétarienne mondiale a remporté une victoire au Viêt Nam et en Indochine (...).

Les régimes bourgeois compradores du Sud-Viêt Nam et du Cambodge se sont effondrés. Les classes exploiteuses de toutes ces régions d'Indochine sont socialement et politiquement décomposées. Un vide politique et social béant est ouvert, quelle que soit la précaution prise de la transmission du pouvoir à Saïgon (...).

En dernière analyse, les accords de Paris de 1973 n'ont pu empêcher l'irréversible défaite du gouvernement comprador de l'impérialisme américain. Certains, pablistes, staliniens et autres, ont affirmé qu'il était donc juste et nécessaire de soutenir la conclusion de ces accords. Encore ces dernières semaines, le spécia-

liste maison, Pierre Rousset, écrivait dans *Rouge* qu'il fallait exiger l'application des accords de Paris. Ce raisonnement revient à tout confondre, la maladie et sa guérison. A ce compte, il faudrait dire que les accords de Fontainebleau d'août 1946, qui subordonnaient le Viêt-nam à "l'Union française", ont été une bonne chose, puisqu'en fin de compte ils n'ont pu empêcher Diên Biên Phu et que, d'une certaine mesure, ils y ont même abouti. Les accords de Genève auraient été également une bonne chose. Ils organisaient la partition du Viêt-nam, à la hauteur du 17^e parallèle, le retrait du Viêt-minh au nord de cette ligne, retrait militaire et politique. Mais à l'issue d'une nouvelle guerre révolutionnaire, les troupes du GRP et de la RDVN sont entrées, le 30 avril 1975, à Saïgon. Donc, la conclusion étant impliquée dans les prémisses : c'est grâce aux accords de Genève.

Que les dirigeants du peuple vietnamien aient été contraints de signer semblables accords, s'ils n'avaient pas les moyens politiques et militaires de s'y opposer, se discute et peut se justifier. Lénine et Trotsky ont bien été contraints de signer, en 1918, le traité de Brest-Litovsk, qui cédait l'Ukraine à l'Allemagne. Il faut pourtant se rappeler que Hô Chi Minh acceptait, en 1945-1946, le cadre de l'Union française, conformément à la politique du Kremlin ; que lui, Hô Chi Minh, acceptait le partage du monde en zones d'influence et la

défense du système impérialiste mondial. C'est l'impérialisme français qui a contraint le Viêt-nam et Hô Chi Minh au combat, en prenant l'offensive politiquement et militairement, en bombardant Haiphong le 19 décembre 1946 et en occupant ensuite à Hanoi le siège du gouvernement de la république du Viêt-nam.

Le Viêt-minh dirigeait alors la guerre révolutionnaire du peuple vietnamien. A partir de 1949, sous l'effet de la révolution chinoise victorieuse, le Viêt-minh reprenait l'initiative politique et militaire. En 1954, c'était Diên Biên Phu. Ensuite, le gouvernement de la RDVN et le Parti des travailleurs vietnamiens se sont pour le moins accommodés de la partition du Viêt-nam. La décomposition sociale et politique des classes possédantes au Sud, du gouvernement de Ngo Dinh Diem, ont suscité et nourri sur place les premiers mouvements de la nouvelle guerre révolutionnaire. La situation politique qui se créait et l'intervention directe des troupes américaines ont amené Hanoi à s'engager et à commencer à intervenir militairement en 1960.

Il n'y a pas lieu, pour autant, de célébrer ainsi qu'une victoire, les accords de Genève, qui frustraient les masses vietnamiennes de leur victoire de 1954 et leur imposaient une nouvelle guerre révolutionnaire de plus de quinze ans.

Stéphane Just

1975. "TOURNANT DANS LA SITUATION MONDIALE"

*(titre original – extrait du rapport préparatoire au XX^e Congrès de l'OCI
n° 569, novembre 1975)*

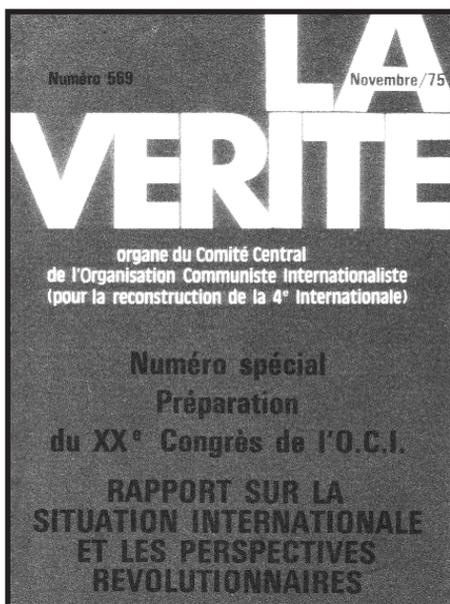
Analyser les développements de la lutte des classes mondiale, dégager les perspectives qu'elle ouvre est une obligation constante du combat pour la IV^e Internationale et la révolution prolétarienne. A plus forte raison est-il indispensable que l'OCI analyse celle-ci et en tire les conséquences politiques, alors qu'un tournant dans la situation mondiale vient de se produire et que s'ouvrent ou s'affirment de nouvelles perspectives révolutionnaires.

Depuis la fin de 1973, au cours des années 1974 et 1975, les événements les plus importants se sont succédé, qui constituent la matière de ce tournant de la situation mondiale : crise politique de la bourgeoisie américaine, que la chute de Nixon a mise en évidence ; crises politiques qui déchirent plus ou moins profondément les vieilles puissances impérialistes européennes, qui s'approfondissent et s'amplifient ; développement de la crise politique qui tarabuste la bureaucratie du

Kremlin et les bureaucraties satellites, qui atteint la bureaucratie chinoise. En bref, à l'échelle mondiale, les classes dirigeantes, les bureaucraties parasitaires sont politiquement déchirées, et, on le sait, la crise des sommets dirigeants est une des conditions qui permet de caractériser une situation comme révolutionnaire.

Au cours de la fin de l'année 1974 et du début 1975, la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin a atteint une dimension nouvelle, qui justifie la caractérisation de tournant dans la situation mondiale. Les contradictions à l'intérieur du système impérialiste ont pris une acuité que la crise du pétrole, au lendemain de la guerre entre l'Égypte, la Syrie, d'un côté, Israël, de l'autre, a mis en évidence. Sous la couverture des cheiks du pétrole, l'impérialisme américain a brusquement asséné un coup écrasant aux impérialismes européens et à l'impérialisme japonais. Il a contraint la bureaucratie du Kremlin à servir, sans compensation, sa politique au Moyen-Orient. Sa pression n'a cessé de s'accroître, afin d'obtenir la libre pénétration de ses capitaux, de ses marchandises en Europe de l'Est et en URSS, d'obtenir que, sous couvert d'accords portant sur les armes stratégiques, ses contrôleurs circulent en URSS. Cette politique renforçait les crises politiques qui déchirent les bourgeoisies d'Europe et la bourgeoisie japonaise, ainsi que celle de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. La propre crise de l'impérialisme américain n'en était pas pour autant résolue, ses racines mondiales et américaines sont beaucoup trop profondes et étendues. Ainsi, pour la première fois, dans l'histoire, un président des Etats-Unis a dû démissionner, se démettre, et cela un an et demi après avoir été réélu triomphalement, au lendemain de spectaculaires succès diplomatiques : conclusion des accords de Paris en 1972, affirmation de l'hégémonie américaine au Moyen-Orient, redressement de la situation relative de la position économique et financière des Etats-Unis (...).

Les succès diplomatiques de Nixon-Kissinger étaient incapables de colmater les développements de la lutte des classes. En Europe, le 25 avril 1974, la révolution portugaise éclatait ; la dictature des colonels grecs s'effondrait ; la chute de Franco



n'était qu'une question de temps et de circonstances ; la V^e République, en France, flageolait, ainsi que la République italienne ; le gouvernement conservateur de Grande-Bretagne et la bourgeoisie anglaise subissaient une dure défaite, que leur infligeaient les mineurs, traduisant les rapports de force véritables entre les classes ; les tensions sociales et politiques s'accroissaient en Europe de l'Est.

Mais ce n'était pas qu'en Europe que le prolétariat et les masses exploitées partaient ou repartaient à l'assaut : quatre ans après le coup d'Etat de Banzer en Bolivie, deux ans après celui de Pinochet au Chili, une situation révolutionnaire se créait en Argentine, au Pérou, où, le régime étant dans l'impasse, le général Velasco devait céder la place, crise qui ouvre d'énormes possibilités aux masses péruviennes. C'est comme élément de ce processus mondial que le régime de Thieu s'est effondré et qu'ont été déchirés les accords de Paris (...).

La révolution portugaise a ouvert la révolution en Europe. La chute du franquisme, l'éclatement de la révolution espagnole annonceraient son déferlement en France, en Italie, et son extension à l'Europe tout entière à l'Ouest et à l'Est. A moins que dans un pays de l'Europe de l'Est, voire en URSS, ne s'ouvre une nouvelle phase de la révolution politique,

avant que la révolution sociale contre le capital prenne sa dimension européenne. Les combinaisons concrètes peuvent être très variables, la révolution en Europe est

tout prêt de devenir la révolution européenne.

Tel est le contenu du tournant de la situation mondiale.

1984. “QU’EST-CE QUE LE PARTI DES TRAVAILLEURS DU BRÉSIL ?” (“La formation et le développement du PT du Brésil” – n° 594, novembre 1984)

Lorsque, au début de 1984, les trotskystes brésiliens (militants du PT depuis les débuts de celui-ci) transformaient leur hebdomadaire en une revue mensuelle, ils affirmaient :

“L’existence du Parti des travailleurs est la cristallisation d’idées, qui, nous le savons, ne sont pas seulement les nôtres, mais qui sont aussi les nôtres (...)”

En effet, le Parti des travailleurs n’est pas un parti social-démocrate subordonné à l’impérialisme. Ce n’est pas un parti stalinien, instrument de la bureaucratie contre-révolutionnaire de Moscou, dépendant par là de l’impérialisme. Ce n’est pas non plus un parti centriste cristallisé et stabilisé, dont le destin serait déjà établi comme celui du maintien d’une ligne opportuniste, avec des oscillations entre le camp de la révolution et de la contre-révolution, le vouant à la capitulation ou à l’écartèlement.

Cependant, ce n’est pas un parti dont l’action serait guidée par une direction se situant sur le terrain du programme de la révolution socialiste internationale.

L’aspect nouveau — et qui réclame la plus grande attention —, c’est précisément la participation ouverte du courant révolutionnaire (trotskyste) dans un large parti ouvrier indépendant, dont la politique, dans ses grandes lignes, suit une évolution d’ensemble positive.

Cette réalité donne aux militants trotskystes brésiliens de grandes responsabilités. Cette réalité ne peut être comprise qu’en relation avec la profondeur de la crise — à l’échelle mondiale — des appareils contre-révolutionnaires, qui, pendant des décennies, ont exercé leur contrôle sur la classe ouvrière. Et, dans cette mesure, elle a des conséquences non seulement pour la construction du parti révolutionnaire au Brésil, mais aussi sur le plan de la

construction d’une nouvelle Internationale ouvrière (...).

Lors du premier plénum du Parti des travailleurs, en février 1980, la définition de classe même du parti s’est trouvée au centre des discussions.

Contre ceux qui cherchaient à présenter le PT comme “*parti de toute la société*” (c’est-à-dire pouvant abriter en son sein des secteurs de la bourgeoisie “progressiste”, obscurcissant de cette façon le caractère de classe qui marquait les premiers pas de l’organisation), la position qui affirmait le PT comme “*parti de masse, large et ouvert, basé sur les travailleurs des villes et des campagnes*” (programme du PT) l’a alors emporté (...).

En septembre de la même année, le IV^e Congrès de l’OSI décide de ratifier cette orientation de participation sans réserve à la construction du PT.

“L’OSI, qui lutte pour un parti ouvrier, ne peut aujourd’hui rester indifférente au dénouement de ce processus, à moins qu’elle préfère se transformer en secte propagandiste de bons principes. La lutte des classes posant aujourd’hui au Brésil la question du pouvoir oblige les marxistes à poser le problème de l’organisation politique des travailleurs comme la question immédiate à résoudre. Pour l’OSI, la construction d’un PT sans patrons n’est pas contradictoire avec la construction de la section brésilienne de la IV^e Internationale, parce que ce PT sans patrons pose dans la pratique la nécessité de l’indépendance de classe.

L’OSI a donc le devoir d’intervenir dans le PT de toutes ses forces pour l’amener au développement le plus positif, la constitution par quelque voie que ce soit d’un parti des travailleurs sans patrons, en employant les moyens disponibles pour le faire dans le PT, c’est-à-dire en y entrant sans restrictions” (...).

1985. “LE COMBAT DU PCI POUR UN AUTHENTIQUE PARTI DES TRAVAILLEURS”
(titre original – rapport politique pour la préparation du XXX^e Congrès du PCI [extraits]
n° 597, octobre 1985)

Nous, PCI, faisons nôtre l’appel lancé par le MPPT, constitué en 1984 par des militants du PCI, ex-militants du PS et du PCF, syndicalistes, travailleurs et jeunes :

“Les travailleurs et les couches populaires exploitées se trouvent complètement désorientés. Ils ne se reconnaissent plus dans les partis majoritaires, pourtant censés prendre en charge leurs légitimes intérêts de classe.

Avec le Mouvement pour un parti des travailleurs, c’est le moyen offert à tous, en toute démocratie et en toute liberté, de discuter, de débattre et de participer à la construction sur la base la plus large du nouveau parti ouvrier que la classe ouvrière et ceux qui s’en réclament attendent depuis longtemps” (...).

1. – Le combat pour un nouveau parti ouvrier est inscrit dans toute l’activité du PCI et de la IV^e Internationale depuis leur fondation. Que le programme de fondation de la IV^e Internationale, adopté en 1938, s’ouvre sur la phrase : *“La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat”* suffit à indiquer que l’objectif majeur pour la réalisation duquel nous nous sommes librement associés est, précisément, d’avancer vers la solution à cette crise de direction.

Le PCI a estimé que c’est seulement sur la base de leur propre expérience, au travers de tous les combats auxquels ils participent dans la lutte des classes, que les travailleurs et les militants peuvent se convaincre — en la construisant eux-mêmes avec l’aide des révolutionnaires organisés — de la nécessité d’une nouvelle direction plus ferme, plus efficace, plus loyale que les vieilles directions, dont la politique met en danger tous les acquis de la classe ouvrière.

Mais qu’est-ce qu’une direction ? Ce n’est pas un parti qui s’arroge le droit de déterminer sans appel ce qu’il faut ou ne faut pas faire. Une direction authentiquement ouvrière, c’est un parti honnête, qui dit ce qu’il pense et fait ce qu’il dit, un

parti qui soumet en toutes circonstances aux travailleurs ses propositions et ses solutions, un parti qui n’a qu’une ambition : celle d’éclairer le chemin de l’émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

L’élaboration d’une stratégie de transition dans la construction du parti, dont les premiers éléments ont été formulés en 1948 et dont la forme la plus complète a été livrée par le XIV^e Congrès du parti sous le nom de *“stratégie de la Ligue ouvrière révolutionnaire”*, s’est poursuivie de façon ininterrompue (...).

- C’est au lendemain des élections cantonales de mars 1982, où s’est révélé le phénomène de l’abstentionnisme ouvrier (au 1^{er} tour, surtout), cela parce que les dirigeants du PS et du PCF ont refusé d’appliquer, comme nous le demandions, le mandat confié par le peuple, que les conclusions politiques de cette manifestation de masse du rejet de la politique des dirigeants du PS et du PCF ont amené le PCI à soulever, dans une pratique conforme à sa politique, la question d’une représentation politique authentique de la classe ouvrière.

La manifestation du 4 décembre 1982, où près de 20 000 travailleurs et jeunes manifestèrent, à Paris, à l’initiative du PCI, est venue confirmer la force mobilisatrice du combat politique engagé sur la ligne de la démocratie qui s’incarnait alors dans l’exigence : *“Députés du PS et du PCF, respectez le mandat que le peuple vous a confié !”*

- De ce constat, le XXVII^e Congrès du PCI, réuni dans les derniers jours de 1982, devait dégager une conclusion : il revenait au PCI de prendre une initiative permettant d’aider à la cristallisation de ce processus. Ce qui fut fait en proposant de présenter aux élections municipales de mars 1983 des “listes ouvrières d’unité”, à l’initiative du PCI, sur la ligne du “respect du mandat”. “Listes ouvrières d’unité” et non listes du PCI, tant il était évident que les milliers déjà groupés avec le PCI dans la préparation de la manifestation, sans

avoir pour beaucoup rejoint ses rangs, devraient trouver toute leur place dans la poursuite de la bataille (...).

De fait, sur les 6 000 candidats présentés dans plus de 200 communes sur les "listes ouvrières d'unité", à l'initiative du PCI, 3 000 n'étaient pas membres de notre parti (...).

- Que représentaient exactement ces 3 000 non-membres du PCI sur les listes ouvrières d'unité ? Des travailleurs, des militants que le viol cynique de la démocratie par le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman et la majorité PS-PCF à l'Assemblée nationale poussait à l'action politique, pour faire prévaloir tout ce qui était contenu dans le vote de mai et juin 1981 (...).

- Un pas supplémentaire fut franchi à l'automne 1983, quand le meeting central convoqué par le PCI à la porte de Pantin ouvrit largement sa tribune à des militants ouvriers de toutes origines politiques et syndicales, et se conclut par un appel unanime à constituer des "*sections pour le front commun des travailleurs et des organisations pour un parti ouvrier, parti des travailleurs*".

- Dans le prolongement de cette initiative, il y eut le lancement d'une lettre

ouverte à Lionel Jospin et Georges Marchais, exigeant d'eux qu'il rompent la politique de soumission aux institutions de la V^e République et au capital, conformément au mandat de 1981, sous peine de nous contraindre à constituer notre propre liste aux élections européennes (...).

- Un pas nouveau fut franchi alors, dans la 1^{re} Convention nationale "pour un parti des travailleurs", qui appela à constituer des sections "pour un parti des travailleurs" dans tout le pays, établit la liste pour les élections européennes et mit en place des instances provisoires de coordination des sections. La place occupée par de nombreux ex-militants et ex-responsables du PS et du PCF sur la liste comme à la tribune de la convention et parmi les délégations elles-mêmes donnait à cette décision une dimension tout à fait nouvelle pour tous et pour les militants trotskystes que nous sommes (...).

Réuni quelques jours avant cette convention, le XXVIII^e Congrès du PCI avait pleinement mesuré cet élément nouveau, identifiant dans ce qui fut dénommé en résumé "ligne de la démocratie" le levier indispensable, l'axe politique du regroupement pour un parti ouvrier (...).

1988. LA MÉTHODE DE RECONSTRUCTION D'UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE, D'UNE INTERNATIONALE RÉVOLUTIONNAIRE

("Lettre de convocation à la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale (CIR) n° 601, janvier 1988)

Du 25 au 31 janvier 1988, se tiendra la conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale (Centre international de reconstruction) (...).

Le conseil général de la IV^e Internationale (CIR), qui a la charge de préparer cette conférence, a décidé d'ouvrir largement cette conférence à des militants et à des représentants d'organisations qui ne se revendiquent pas du programme de la IV^e Internationale, mais se situent sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat dans leur pays.

En effet, les problèmes qui seront débattus à cette conférence ne sont pas des problèmes "internes", qui ne concer-

neraient que les militants et les organisations se réclamant de la pensée et de l'action de Léon Trotsky. Ce sont des problèmes auxquels doivent faire face toutes les organisations, tous les courants qui cherchent à déterminer leur action pour la défense des intérêts de classe du prolétariat, par la lutte contre l'exploitation capitaliste et l'impérialisme, et l'indépendance à l'égard de la bureaucratie des Etats et des forces qui ont partie liée avec l'impérialisme. Cela parce que la IV^e Internationale, fidèle à sa tradition démocratique, est toujours prête à discuter, à débattre avec tous ceux qui se situent sur le terrain de la lutte contre l'impérialisme et la bureaucratie.

Tout d'abord, sur la reconstruction d'une Internationale ouvrière, d'une Internationale révolutionnaire, qui, pour les militants de la IV^e Internationale (CIR), devra, pour pleinement répondre aux besoins de la lutte émancipatrice du prolétariat, fonder son action sur le programme de la IV^e Internationale — sans qu'ils fassent de leurs conclusions un ultimatum ou un préalable à la discussion et à l'action sur ce plan — avec tous ceux qui posent la question d'une organisation internationale des travailleurs.

Cette question, elle surgit d'ailleurs de la manière la plus immédiate du développement de la situation mondiale : jamais l'imbrication de la lutte des classes dans les différents pays n'a été aussi étroite, jamais l'affirmation que les travailleurs du monde ont les mêmes intérêts n'a été plus saisissable, alors que se mettent en place dans tous les pays des plans dirigés contre les masses laborieuses, programmés par des institutions comme la CEE ou le FMI. Au pillage par l'impérialisme des pays économiquement arriérés par le moyen de la dette correspondent les plans d'austérité et de démantèlement industriel mis en œuvre dans tous les pays. En Europe de l'Est, en Chine, aujourd'hui en URSS, c'est au nom de l'alignement sur les normes du FMI que des mesures contre les conditions de vie et de travail des masses sont prises ou sont en préparation.

Cette réalité était à la base de la conférence internationale tenue à Caracas contre la dette, les plans du FMI et de la CEE, conférence large, d'organisations ouvrières, anti-impérialistes et démocratiques, de militants et de personnalités d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe. Respectant le cadre de cette conférence donné par l'appel initial signé par trois partis (le MIR du Venezuela, le PT du Pérou, le PCI de France), les sections de la IV^e Internationale (CIR) ont pleinement participé à la préparation et à la réalisation de cette conférence (...).

La conférence analysera sur la base de documents la précipitation de la crise mondiale du système capitaliste, qui ne survit qu'au travers du recours de plus en plus monstrueux au parasitisme, parasitisme qui, en retour, gangrène tous les aspects de l'économie mondiale. De même, l'un des points centraux de la conférence sera l'examen des processus en cours en URSS, étroitement reliés à la crise de l'impérialisme (ainsi qu'en Chine et dans les pays de l'Europe de l'Est), qui mettent à l'ordre du jour, au travers de la crise de la bureaucratie, son renversement par les travailleurs, assurant la défense des conquêtes découlant de la révolution et en reprenant le contrôle.

Le développement de la révolution politique contre la bureaucratie est une expression majeure de la marche à la révolution prolétarienne internationale, elle se combine avec la révolution sociale contre le régime capitaliste et la domination impérialiste, dont la montée s'affirme dans la multiplication de situations révolutionnaires, dans l'instabilité croissante et les crises politiques rongant tous les Etats bourgeois.

C'est-à-dire que l'une des discussions qui doit prendre place à cette conférence est l'analyse des formes que prend le mouvement des masses dans sa marche pour le pouvoir, l'examen d'expériences vivantes comme la révolution des travailleurs polonais contre la bureaucratie, la révolution nicaraguayenne, la révolution du peuple noir d'Azanie contre l'apartheid et l'exploitation capitaliste. C'est dans cet esprit, à savoir l'unité pour la réalisation des tâches concrètes pour la défense des intérêts du prolétariat international et des peuples opprimés, que nous concevons la préparation d'une conférence ouverte à tous les groupes, militants, affirmant leur volonté de construire des partis ouvriers indépendants à l'égard de l'impérialisme et de la bureaucratie, pour discuter de toutes ces questions.

**1989. “BICENTENAIRE : LA RÉVOLUTION DÉFIGURÉE.
DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE”**
(titre original – n° 603, avril 1989)

Soulevés contre l'autocratie tsariste, les ouvriers russes entonnaient comme chant de lutte *La Marseillaise*. Il y a dans ce fait historique bien plus qu'un rapprochement anecdotique entre deux révolutions que sépare plus d'un siècle. L'héritage politique du jacobinisme français fut promptement reconnu, dans l'histoire, par toutes les bourgeoisies au pouvoir, comme contraire à leurs intérêts bien compris. Inversement, la nouvelle classe révolutionnaire alla chercher dans les principes intransigeants de la Convention jacobine les premières armes de son émancipation sociale et politique (...).

Ce que constatait le poète allemand Heine, parcourant les faubourgs parisiens en 1840. Il examina ce que lisaient les ouvriers, “*la section la plus saine des classes inférieures*” :

“J’ai trouvé là, dans des éditions à deux sous, plusieurs nouveaux discours de Robespierre, ainsi que des brochures de Marat ; l’Histoire de la Révolution, de Cabet, les pernucieux brocards de Cormenin, et le livre de Buonarotti, Babeuf et la conspiration des Egaux, toutes productions dégageant une odeur de sang... L’un des fruits de cette semence, c’est que, tôt ou tard, une république risque d’apparaître en France.”

Quelques années plus tard, prenant au pied de la lettre le mot d'ordre d'égalité, se dressaient les bannières ouvrières de la république sociale, écrasées avec la férocité qu'on sait en juin 1848 (...).

On comprend alors que les adeptes de la V^e République, d'un régime ennemi de toute démocratie, aient concocté cette honte nationale qu'on appelle le Bicentenaire de la Révolution française ; que les “héritiers” bourgeois, dont les idées n'auraient trouvé grâce, sous la Révolution, qu'à la droite des Feuillants, organisent des “sondages” concluant que Robespierre a mérité son sort, que l'exé-

cution du roi n'est qu'une erreur judiciaire, et la dictature jacobine un monstrueux incident de parcours (...).

Et voilà pourquoi ce bicentenaire officiel de 1789 a toutes les allures d'une ode à l'Ancien Régime. Voilà pourquoi il n'est question, à l'époque des lois Auroux prétendant réconcilier le capital et le travail contre les revendications ouvrières, que de réconciliation des Français avec la monarchie, sur le tombeau de la Convention jacobine. Voilà pourquoi la grande alliée de la V^e République, l'Eglise, rêve publiquement d'abroger la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Voilà pourquoi la V^e République donne asile au tyran Duvalier et livre, expulse des réfugiés politiques progressistes (...).

Leur héritage, pour notre siècle, il faut aller le chercher dans les révolutions émancipatrices d'aujourd'hui, de Managua à Varsovie, à Gaza, dans les soulèvements qui dressent les peuples contre la tyrannie du Fonds monétaire international, dans la chaîne de solidarité ouvrière, qui, en Europe, contre la Communauté économique européenne, arbitre des décadences sociales, se constitue pour faire revivre l'internationalisme ouvrier. L'héritage des intrépides sectionnaires de Paris sous la grande Révolution, plaçant sous leur rude contrôle leurs mandataires, a couru, jusqu'à nos jours, des mains des communards à ceux des soviets de 1905 et 1917, de celles-ci à toutes les formes de comités élus, d'assemblées de délégués et de comités de grève, avec à chaque fois la même recherche de la démocratie réelle : celle de “*la forme politique enfin trouvée permettant de réaliser l'émancipation économique du travail*”.

Michel Sérac

1990. LA RÉVOLUTION ROUMAINE

*(“Le régime abattu, c’est celui de la double dictature du stalinisme et du FMI”
n° 605, janvier 1990)*

Quelle est la nature du régime déchu ? Stalinien, certes. Mais cette définition est insuffisante. Car dans tous les pays où domine la propriété collective, mais où la bureaucratie parasitaire s’est installée au pouvoir, la bureaucratie stalinienne, agent de l’impérialisme dans la classe ouvrière, agit dans le sens de la soumission de l’économie aux besoins du capitalisme international. De tous les régimes bureaucratiques staliniens, celui de Ceausescu est sans doute celui qui est allé le plus loin dans la soumission de toute l’économie nationale aux plans du FMI. Et cette soumission a joué un rôle majeur dans le déclenchement des événements. En ce sens, on peut parler d’une double dictature — du stalinisme et du FMI — jetée à bas par la révolution roumaine. Exagération ? Qu’on en juge.

C’est en décembre 1972 que la Roumanie adhère au Fonds monétaire international, cet organisme international créé en 1944 pour organiser un nouveau système monétaire international, contrôlé par l’impérialisme américain en raison de sa place prédominante dans l’économie mondiale.

Institution monétaire, le FMI a pour but de propager sur l’ensemble de la planète les règles de l’économie de marché : propriété privée des moyens de production, liberté des prix, réduction du rôle de l’Etat, flexibilité des salaires et du temps de travail, ouverture des pays aux capitaux extérieurs, en un mot les règles de l’économie capitaliste fondée sur le profit... au détriment du niveau de vie des peuples.

Institution monétaire, le FMI accorde des prêts à ses adhérents, mais à la condition que ces pays mettent en œuvre des plans visant à restaurer leur situation financière par des mesures d’austérité. C’est pourquoi tout pays qui adhère au FMI est tenu de lui fournir des indications précises sur les données essentielles de son économie : le montant du revenu national et sa composition, le montant de ses réserves en or et devises, la nature des

marchandises importées et exportées comme leur prix, origine et destination. Enfin, chaque année, des consultations approfondies ont lieu entre le gouvernement du pays membre et les experts du FMI. Ces derniers ont pour mandat d’imposer des plans de rigueur, qui, ces dernières années, ont poussé plus d’un peuple à la révolte. La révolution roumaine n’est donc pas sans lien de parenté avec les émeutes de la faim d’Algérie, du Venezuela, de Jordanie, etc.

Incapable d’assurer un développement réel et harmonieux de l’économie roumaine, la bureaucratie dirigée par Ceausescu a, très tôt, contracté des emprunts massifs auprès des banques et gouvernements occidentaux (...).

En juin 1981, considéré par les banquiers occidentaux comme un Etat insolvable, la Roumanie bénéficie d’un prêt du FMI de 1 milliard de dollars, et, le 7 septembre de la même année, dans un article



consacré à ce pays, le *Bulletin du FMI* annonce la mise en œuvre d'un plan de stabilisation visant à réduire la consommation et augmenter la production pour exporter afin de recueillir les dollars nécessaires au remboursement de la dette extérieure.

En mai 1982, un nouvel accord est signé avec le FMI contre des engagements de "réformer" encore plus la politique économique dans le sens de l'austérité.

Ce plan d'austérité, appelé également "*plan de stabilisation*", repose sur ce postulat, maintes fois exposé publiquement par le directeur général du FMI : si un pays est endetté, la cause en revient à une consommation populaire excessive, financée par le crédit extérieur. En d'autres termes, le pays endetté a acheté trop de marchandises à l'étranger, alors qu'il en vendait trop peu sur les marchés extérieurs, ce qui l'a conduit à emprunter toujours plus. Réduire la dette passe donc par la réduction des achats à l'extérieur — biens de consommation ou machines — et l'augmentation de la vente dans les pays étrangers.

Importer moins signifie économiser des devises, exporter plus signifie en recueillir un montant plus élevé. Ces deux moyens, comme on le voit, permettent, selon le FMI, de dégager les moyens nécessaires au remboursement de la dette.

A cette fin, le gouvernement de Ceausescu a pris une série de mesures plus draconiennes les unes que les autres : (...) produits alimentaires — viande, céréales et fruits —, pétrole, charbon et

gaz, tout est exporté, afin d'accumuler les dollars indispensables au paiement des intérêts et au remboursement du principal.

Résultat : les magasins sont vides, l'électricité devient de plus en plus rare, le peuple roumain a faim et froid, et, selon des statistiques du FMI, en 1987, la consommation par habitant est inférieure de 40 % à son niveau de 1979, tandis que s'accroît la mortalité infantile. Dans le même temps, l'appareil productif vieillit, les machines n'étant pas renouvelées en raison de la faiblesse de l'investissement, et l'économie dans son ensemble connaît une véritable régression (...).

Au terme de 9 ans d'austérité, l'ambassadeur de Roumanie en Autriche peut annoncer en février 1989 que son pays a définitivement réglé ses créanciers. Au total, 16 milliards de dollars. Les dirigeants du FMI peuvent être satisfaits. Leur "politique d'ajustement" a été appliquée sans "gradualisme", ce défaut que le directeur du FMI, Michel Camdessus, ne cesse de reprocher aux gouvernements des pays d'Amérique latine, accusés de tergiverser devant les mesures d'austérité jugées nécessaires.

La Roumanie ? "*Un pays exemplaire qui a adapté à sa manière les recettes du FMI*", pouvait écrire l'hebdomadaire financier *Investir* (30 décembre 1989). Et c'est vrai. Tant il est vrai, aussi, que les "recettes du FMI", recettes de mort, de famine et de désolation dans le monde entier, ne laissent d'autres ressources aux peuples que de se soulever contre l'injustice et l'arbitraire (...).

1990. "QUE SIGNIFIENT LES ÉVÉNEMENTS D'ALLEMAGNE ?"

(*"Une situation mondiale nouvelle"* - n° 605, janvier 1990)

Que signifient les événements d'Allemagne ? Ils expriment les aspirations du peuple allemand à l'autodétermination, la classe ouvrière allemande dans son ensemble à l'unité de ses rangs pour en finir aussi bien avec la domination totalitaire de la bureaucratie stalinienne qu'avec l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire pour défendre tous ses acquis à l'Est comme à l'Ouest. "*Ni communistes* (c'est-à-dire bureaucrates staliniens), *ni fas-*

cistes" est le mot d'ordre central des manifestations de masse de Leipzig en ces premiers jours de 1990. Mais, de leur côté, les sommets de l'impérialisme et de la bureaucratie s'opposent à l'unité de l'Allemagne. A cette fin, Bush, Gorbatchev, Mitterrand, etc., se prononcent en faveur du maintien des alliances militaires, apportent un soutien ouvert au régime stalinien de RDA et s'engagent sur la voie d'un renforcement de la CEE élar-

gie aux pays de l'Est, un élargissement, notons-le ici, souhaité par la bureaucratie du Kremlin (...).

Pour Bush, Gorbatchev, Dumas, Mitterrand et tous les autres, la chute du Mur de Berlin est une catastrophe. Elle

démontre aux yeux des opprimés et des exploités du monde entier la capacité des peuples à faire prévaloir leurs droits fondamentaux, en dépit de la sainte alliance Washington-Paris-Bonn-Berlin-Moscou, qui leur nie le droit de décider de leur avenir.

1990. "UN AN DE RÉVOLUTION ALLEMANDE"

(titre original – n° 1 [nouvelle série], novembre 1990)

Le 4 novembre 1989, il y avait plus d'un million de manifestants à Berlin-Est. De grands rassemblements avaient lieu simultanément dans les villes les plus importantes de la République démocratique allemande. A peine un mois auparavant, la police du régime réprimait violemment une manifestation à Berlin. C'était le 7 octobre, lors de la venue de Gorbatchev à l'occasion du trentième anniversaire de la création de la RDA...

En quelques semaines, l'immense vague populaire avait bousculé, disloqué tout l'édifice de l'appareil d'Etat bureaucratique constitué sur la base de la division de l'Allemagne.

"Nous sommes le peuple", "Liberté", "Démocratie", "A bas les bureaucrates et les corrompus", scandaient ces ouvriers, ces paysans, ces jeunes chaque jour plus nombreux, plus déterminés. Les sommets de l'appareil bureaucratique, paniqués, sacrifiaient Erich Honecker, remplacé comme secrétaire général du SED (le parti "socialiste unifié d'Allemagne", le parti d'Etat de la bureaucratie) par Egon Krenz. La télévision allait brièvement révéler le sourire crispé de ce parfait produit de l'appareil bureaucratique, qui n'allait pas tarder à rejoindre Honecker.

Le 9 novembre 1989

Les 7 et 8 novembre, les événements se précipitaient : on apprenait tour à tour la démission du gouvernement et de la totalité du bureau politique du SED. Le 9 novembre, les autorités de fait en RDA "décident" l'ouverture de la frontière qui déchire en deux le peuple allemand et la classe ouvrière allemande, l'ouverture du "Mur de Berlin", qui matérialise, de manière monstrueuse, la division imposée aux travailleurs et au peuple d'Allemagne.

Dans la nuit et dans les deux jours qui suivent, on évalue à deux millions le

nombre d'habitants de la RDA qui se rendent en RFA ou à Berlin-Ouest. C'est en fait une gigantesque manifestation pacifique que personne n'ose tenter d'entraver, l'affirmation sans équivoque de la volonté d'unité de tout un peuple.

Sous les coups de boutoir de la montée révolutionnaire des travailleurs de "l'Allemagne de l'Est", fraction de la classe ouvrière allemande, mobilisée contre la dictature de la bureaucratie, le Mur de Berlin commence à s'effondrer. Le Mur de Berlin qui cède, et c'est la division de l'Allemagne, qui apparaissait quelques mois (pour ne pas dire quelques semaines) auparavant aux savants commentateurs et aux chefs d'Etat comme une donnée intangible de l'"ordre" européen et mondial, qui est directement remise en question par l'action révolutionnaire de millions de travailleuses et de travailleurs (...).

La rupture de l'équilibre mondial

Le 11 novembre 1989 se déroulait le XXXIV^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale, le Parti communiste internationaliste. Il adopta une résolution qui donnait sa dimension internationale et révolutionnaire, sa place dans la lutte des classes internationale à l'événement d'ampleur historique qui venait de se produire :

"Ce à quoi nous assistons, c'est à l'effondrement en cours de l'équilibre édifié à Yalta, déstabilisant tant l'équilibre des pays où la propriété privée a été expropriée que l'équilibre de tout le système capitaliste en Allemagne, en Europe et dans le monde. A l'équilibre de Yalta qui se liquide par les faits, se substituera une situation où des mouvements antagoniques vont se développer entre la révolution et la contre-révolution que la bureaucratie et l'impérialisme ne pourront régler.

Pour ce qui concerne l'Allemagne, alors que l'équilibre de Yalta s'effondre,

qui entraînera une crise majeure dans les pays de l'Est et dans l'Europe des Douze, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe devient encore plus central. (...) ».

Union sacrée mondiale contre l'unité du peuple allemand

Si, en effet, le mouvement des millions de femmes et d'hommes qui avaient fait tomber le Mur ne s'arrêta pas aux limites que celui-ci traçait, le refus de voir se réaliser l'unité de la classe ouvrière et de la nation allemandes — qui est la position commune des représentants de l'impérialisme, et d'abord de l'impérialisme américain, de la clique bureaucratique du SED en voie de désagrégation, mais aussi de Gorbatchev et également celle du gouvernement Kohl et de la direction du SPD — ne disparaîtra pas au lendemain du 9 novembre (...).

Le rôle criminel de la direction du SPD

Alors que les travailleurs à l'Est et à l'Ouest cherchent dans le SPD l'instrument politique qui puisse exprimer la volonté d'unité et leur permette de défendre leurs conquêtes, le SPD leur répond en consacrant la légitimité de l'éphémère gouvernement Krenz et en laissant à Kohl la possibilité d'apparaître comme le champion de l'unité à terme.

Le but recherché, c'est le maintien au moins temporaire de la division de l'Allemagne. Le gouvernement chancelant de la bureaucratie, étayé par l'appui du SPD, doit prendre sur lui de poursuivre dans la voie du rétablissement de la propriété privée des grands moyens de production, avec toutes ses conséquences.

C'est aussi dans ce contexte que s'inscrit le plan Kohl de réunification par étapes : d'abord une communauté contractuelle, puis des institutions communes, et enfin une fédération.

Il s'agit donc de maintenir coûte que coûte et aussi longtemps que possible les "structures" de l'autre Etat, une "frontière", même si elle est désormais facilement franchissable, derrière laquelle le régime de la bureaucratie "rénové" et directement "assisté" par la bourgeoisie capitaliste doit mener une "perestroïka" accélérée (...).

Quel contenu social à l'unité ?

Le contenu social que les travailleurs allemands donnent à l'unité est au cœur de ces luttes.

Une seule nation allemande, une seule classe ouvrière, les mêmes droits pour tous.

L'égalité des droits, ce n'est pas de rechercher le dénominateur commun le plus bas (il y a deux millions de chômeurs en RFA, il faudrait donc qu'il y ait deux millions de chômeurs dans l'ex-RDA), c'est le droit à l'emploi pour tous, dans toute l'Allemagne, c'est l'extension des conquêtes arrachées par une fraction de la classe ouvrière à tous les travailleurs, c'est le respect du principe constitutif du mouvement ouvrier "à travail égal, salaire égal".

Les conquêtes sociales des travailleurs de l'Allemagne de l'Est, pour limitées qu'elles aient été par la gabegie bureaucratique (garantie de l'emploi, protection sociale, système des crèches...), sont indissolublement liées à l'expropriation des grands moyens de production, à la propriété sociale (étatique) de ces grands moyens de production.

Le caractère explosif de l'unification de l'Allemagne réside dans le fait que les Etats qui divisaient le peuple allemand contre son gré reposaient sur des rapports de production différents et opposés. La bureaucratie contre-révolutionnaire de la RDA, qui nourrissait ses privilèges en "parasitant" la propriété d'Etat, se comportait en instrument de sa liquidation. Mais elle s'est heurtée au mouvement révolutionnaire des masses.

En dix mois, la révolution allemande a dans sa marche fait sauter, l'un après l'autre, les obstacles à la réalisation de l'unité allemande. Cette révolution qui est loin d'être achevée, révolution ouvrière par la classe sociale qui y joue le rôle moteur, par ses formes d'action, par ses revendications sociales, s'est heurtée à l'entreprise de restauration capitaliste. Elle ne l'a pas, à cette étape, vaincue, elle a contrecarré sa mise en œuvre (...).

En réalité, la révolution allemande a commencé. Son cours ne sera ni rapide, ni unilatéralement ascendant. C'est le mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, dont le prolétariat d'Allemagne de l'Est est une section, qui, en désintégrant littéralement l'appareil d'Etat bureaucratique, a contraint à la réalisation hâtive de l'unification.

François Forgeue

1990. “LE SECRÉTARIAT UNIFIÉ SUR LA POSITION DE LA RESTAURATION CAPITALISTE” (titre original – n° 1 [nouvelle série], novembre 1990)

Ceux qui ont constitué l’actuel “Secrétariat unifié de la IV^e Internationale” affirmaient que la bureaucratie stalinienne était appelée à réaliser “le socialisme à sa manière”, avec ses méthodes, dans les “siècles de transition”. La dégénérescence de la révolution d’Octobre 1917 eût alors donné naissance à une formation sociale “légitime”. Si tel était le cas, contrairement à tout l’enseignement du marxisme, l’évolution historique aurait inséré entre le “capitalisme” et le “socialisme” une société “bureaucratique”, la société stalinienne.

Nous étions face à une “révision” radicale des principes marxistes du programme, qui allait conduire “naturellement” le principal idéologue du Secrétariat unifié, Ernest Mandel, à découvrir pêle-mêle un “capitalisme du troisième âge”, et l’Iran ou le Brésil comme des sous-impérialismes

Il est une logique implacable dans la révision.

Dès lors que le Secrétariat unifié chargeait la bureaucratie stalinienne de la mission historique d’édifier une formation sociale autonome entre le capitalisme et le socialisme (c’est-à-dire dans les limites de l’URSS), la révolution russe n’était plus le premier jalon de la révolution mondiale, dont les bases matérielles étaient constituées à l’ère de l’impérialisme par la révolte des forces productives étouffant dans le carcan de la propriété privée des moyens de production et des États nationaux.

Capitalisme du troisième âge ? L’époque du capitalisme ascendant, pour Lénine et la IV^e Internationale, a fait place à l’impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Par la grâce de Mandel et du Secrétariat unifié, l’impérialisme se serait donc transmuté en un capitalisme du troisième âge, dans le cadre duquel les forces productives connaîtraient un nouvel essor, renvoyant ainsi le marxisme au musée des accessoires vieillissés de l’histoire. La réalité a démolie pierre par pierre l’édifice des

analyses et des pronostics du Secrétariat unifié. La bureaucratie stalinienne n’a pas constitué une société nouvelle autonome entre le capitalisme et le socialisme. Conformément aux analyses du programme, la bureaucratie, passée définitivement du côté de l’ordre bourgeois pour la défense de ses privilèges de caste contre-révolutionnaire, s’est engagée ouvertement sur la voie de la restauration capitaliste.

Ce à quoi nous assistons dans les conditions actuelles du système mondial de la propriété privée des moyens de production, ce n’est pas à un nouvel épanouissement du capitalisme (capitalisme du troisième âge), mais au pourrissement économique et culturel de l’humanité. L’impérialisme est resté l’impérialisme “accablant (plus encore) les masses de privations et de souffrances plus grandes” (...).

Voici la position de Peter Uhl face au programme restaurateur du gouvernement du Forum civique :

“A mon avis, a-t-il déclaré, c’est justifié, car l’économie tchécoslovaque a été hyper-centralisée, ce qui provoquait de graves difficultés dans la vie économique et laisse encore des séquelles.”

Ainsi, la bureaucratie stalinienne, caste parasitaire qui a exproprié à son profit la propriété sociale, qui a exproprié la classe ouvrière de ses conquêtes, ne serait-elle plus responsable du désastre économique ? La cause de la tragique situation devrait-elle être recherchée dans la propriété sociale ? La privatisation et l’économie de marché sur la base de la restauration, qui entraînent dans les pays d’Europe de l’Est, en URSS et en Chine, une vague de chômage sans précédent, conduisant à une véritable colonisation de ces pays par l’impérialisme, seraient-elles la solution ?

4. De là, Peter Uhl est amené à légitimer *“l’expérience des tables rondes où nous étions assis avec des staliniens et où nous avons discuté ensemble de l’avenir de notre pays, si nous voulons construire un système réellement démocratique”*.

Réfléchissons à ce passage du document de Peter Uhl. Les “staliniens” (la nomenklatura) ont conduit l’URSS et les pays de l’Est, dont la Tchécoslovaquie, au désastre. Fidèle à sa nature sociale de caste privilégiée, la bureaucratie, “définitivement passée du côté de l’ordre bourgeois”, participait dans les “tables rondes” aux côtés du Forum civique, dont l’Alternative de gauche est membre, pour constituer le gouvernement qui, avec l’accord de Peter Uhl, “*a choisi le chemin du marché et de l’économie libérale*”— la restauration capitaliste.

La bureaucratie stalinienne, qui a confisqué à son profit la propriété sociale, est ainsi absoute par le “trotskyste” Peter Uhl de ses écrasantes responsabilités, de la désastreuse situation qu’elle lègue au pays. Faudrait-il donc prononcer son absolution parce que, confirmant entièrement sa nature sociale, la bureaucratie, passée définitivement du côté de l’ordre bourgeois, se soumettant à la direction de l’impérialisme, revendique “l’honneur” de rétablir la propriété privée des moyens de production ?

5. Il faut le constater, pour par ailleurs le regretter : Peter Uhl (avec qui nous étions en désaccord, mais qui a combattu la bureaucratie), considérant “*le caractère social de notre révolution, (qui) n’est malheureusement pas ouvrier*”, et s’alarmant sur le fait que “*les réformes économiques (...) entamées restent au stade des débats*”, décide d’appuyer la liquidation du programme de la IV^e Internationale, d’apporter son soutien au programme du FMI, lequel impose la restauration capitaliste, avec son cortège de millions de chômeurs et bien d’autres méfaits.

Au-delà des phrases, le “programme” du Secrétariat unifié, dont Peter Uhl est le porte-parole, est donc bien le programme de la restauration capitaliste. Au “programme restaurationniste” du Secrétariat unifié, le programme de la IV^e Internationale oppose la défense de la propriété sociale contre la bureaucratie stalinienne. La IV^e Internationale oppose le programme de la préservation de la propriété sociale par l’expropriation politique de la bureaucratie. Pour la IV^e Internationale, tel est resté l’enjeu fondamental de la lutte pour la défense des acquis sociaux (...).

6. Au conseil général de la IV^e Internationale-CIR tenu en juillet 1990, nous avons défini que le passage du Secrétariat unifié sur les positions de la restauration capitaliste clôturait un cours remettant en question les principes du programme, cours qui avait débuté en 1950.

Dans le rapport adopté par le conseil général, il était établi :

“Le bilan (...) à tirer des travaux du conseil général démontre que nous pouvons (...) apprécier de manière plus fine la question de la reproclamation de la IV^e Internationale sans nous référer seulement à des conditions générales (...).”

La proclamation de la IV^e Internationale en 1938 n’était pas de l’anticipation, c’était un besoin profond, où, dans une période des plus noires, il fallait ancrer le programme, le programme qui n’est pas une succession d’idées, mais le résumé des principes pour agir dans la lutte des classes. C’était une nécessité marxiste de proclamer la IV^e Internationale.”

1991. APRES LA PREMIERE GUERRE DU GOLFE

(“Notes sur la situation politique après la guerre du Golfe” – n° 2 [nouvelle série], mai 1991)

Comment s’est menée et s’est conclue la guerre — au sens strict — contre le peuple irakien ? La suspension des opérations militaires unilatéralement décidée par Bush, précédant une fois encore la prise de position de l’ONU avalisant, comme à chaque étape précédente, les décisions de l’impérialisme chef de la coalition, s’est faite non seulement après

que l’ensemble du Koweït a été investi par les forces de la coalition, mais après que l’armée irakienne a été brisée, que les forces impérialistes soient solidement implantées sur des fractions importantes du territoire irakien et que le gouvernement de Bagdad ait accepté l’ensemble des résolutions adoptées par l’ONU depuis le 2 août.

Le rôle de l'ONU

Celle-ci, continuant de jouer le rôle d'instrument de guerre et de caisse enregistreuse des décisions de l'impérialisme le plus puissant, a codifié les conditions du cessez-le-feu d'une manière telle que le peuple irakien est tenu en otage de l'application des mesures décidées par l'impérialisme.

Les propos sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité du territoire irakien ne peuvent cacher la réalité : l'Irak, saigné à blanc par les bombardements de terreur et partiellement occupé, est aujourd'hui un pays directement opprimé par l'impérialisme sur la base des résultats d'une guerre contre-révolutionnaire, c'est-à-dire qu'il a perdu les attributs de l'indépendance politique. Ce qui est le cas, sous d'autres formes, de l'Arabie Saoudite, et le sera demain pour d'autres pays. Ce qu'un éditorial d'*Informations ouvrières* traduisait correctement en parlant de mise en esclavage du peuple irakien.

Les armées "alliées" ont stoppé net leur progression au point où elles se trouvaient lors du cessez-le-feu. Saddam Hussein est resté au pouvoir.

Il s'agit bien sûr d'une décision politique. Chercher à rétablir, sur la base de la violence, une certaine stabilité dans la région implique le maintien de l'Irak comme entité étatique. Son démantèlement serait lourd de conséquences explosives et incontrôlables pour toute la région, en particulier à cause du problème kurde, et serait donc contradictoire avec les tentatives d'un rééquilibrage — même temporaire — entre les différents Etats de la région, impliquant que l'Etat d'Israël soit lui aussi discipliné en fonction des besoins du maintien de l'ordre tel que l'entend l'impérialisme américain. L'impérialisme, sauf à en faire un pays totalement occupé militairement, doit, pour maintenir l'ordre en Irak, faire appel à des forces issues du régime en place ou de l'armée.

Tout gouvernement mis en place pour appliquer les conséquences des décisions impérialistes serait, indépendamment de sa composition et du sort personnel de Saddam Hussein, un instrument d'exécution de l'impérialisme, un gouvernement antinational.

La possibilité d'aboutir à une telle formule n'est pas automatiquement donnée. Il y a certes un facteur majeur constitué par le véritable massacre subi par le peuple irakien, mais on ne peut préjuger des réactions des peuples arabes. C'est ce que traduisaient les remarques attribuées à une personnalité américaine (*Libération*, vendredi 1^{er} mars) : "On est peut-être allé trop loin." (...)

Depuis, la résolution de l'ONU donnant un caractère "définitif" au cessez-le-feu a explicitement marqué le fait que l'Irak "hypothéquait une partie de sa souveraineté nationale", comme l'a expliqué un journaliste américain. Non seulement l'Irak doit assurer le service de sa dette externe (90 milliards de dollars), mais il doit payer des dommages de guerre : pour cela est constitué un "fonds d'indemnisation", à partir des prélèvements sur les recettes pétrolières.

L'Irak est ainsi asservi mais le régime de Saddam Hussein a vu "tolérer" sa répression contre les insurgés du sud et contre le peuple kurde. Dans des limites fixées par l'impérialisme et après que la situation créée par la répression a débouché sur une véritable tragédie, celui-ci a assuré ses positions en Irak même.

Une opération terroriste et barbare

Les quelques chiffres fournis ou suggérés par le haut commandement suffisent à cerner cette réalité : 106 000 sorties aériennes (à quoi s'ajoutent les missiles, le pilonnage par l'artillerie de marine et l'artillerie lourde) ont abouti à la destruction des trois quarts du matériel blindé et à des pertes en vies humaines évaluées, selon les sources, de 80 000 à 150 000 hommes (pour une armée totale de 550 000 hommes).

Il ne s'agit que des pertes militaires. Les pertes civiles ne sont pas évaluées. Mais l'UNICEF déclarait au lendemain de l'arrêt des hostilités craindre le déferlement d'épidémies à Bagdad, où il n'y a plus d'eau courante ni d'électricité, ce qui indique le degré de destruction de cette ville comme de bien d'autres en Irak.

La plus effrayante concentration des moyens de destruction les plus modernes a été employée sans relâche pendant six semaines pour mener contre un peuple une véritable guerre d'extermination.

Il s'agit d'une opération terroriste et barbare, qui concentre ce qu'est le système capitaliste aujourd'hui, et à quel prix et par quels moyens l'impérialisme entend maintenir sa domination mondiale.

L'emploi à cette échelle des moyens de destruction les plus sophistiqués ne visait certes pas seulement à contraindre l'Irak à se retirer du Koweït, mais à écraser le peuple irakien. Au-delà, il s'agit de terroriser tous les peuples de la région et de signifier, en lettres de sang, aux peuples du monde que la loi de l'impérialisme est intangible.

Le contenu international de cette guerre contre-révolutionnaire trouve une cristallisation régionale dans ce qui se passe aujourd'hui au Koweït. (...), la chasse aux Palestiniens. Parce que la guerre contre-révolutionnaire déclenchée par l'impérialisme est une guerre contre les peuples de la région, elle a comme cible prioritaire la révolution palestinienne, qui a été et demeure

“le ferment de la mobilisation révolutionnaire des masses dans toute la région, donc de l'instabilité chronique et de la déstabilisation de tous les régimes réactionnaires du Moyen-Orient” (résolution du Secrétariat international, 6 septembre 1990).

Plusieurs semaines après l'entrée des troupes impérialistes au Koweït, les atrocités organisées contre les Palestiniens se poursuivent, comme la répression à Gaza et en Cisjordanie, alors que Baker multiplie les “entretiens diplomatiques”.

L'“après-guerre”, le “nouvel ordre mondial” tels qu'ils se transcrivent au Moyen-Orient impliquent que de nouveaux coups soient portés à la révolution palestinienne (...).

L'impérialisme américain concentre toutes les contradictions

L'impérialisme américain a dû prendre directement les choses en main — ce qui entraînera une concentration encore plus grande des contradictions mondiales sur l'impérialisme américain lui-même (...).

Dès les premiers jours, les peuples du Moyen-Orient et du Maghreb ont constaté que l'intervention militaire massive dans le Golfe était une agression dirigée contre eux. Ils se sont dressés contre elle. Aucun des pays de la région n'a été épargné.

Certains des régimes que l'on jugeait les plus stables (comme le Maroc), comme les plus fragiles (Jordanie, Algérie), n'ont survécu qu'en reculant devant la colère populaire. Leurs retournements, leurs nouvelles offres de service à l'impérialisme ne signifient pas leur renforcement.

Certes, pour les masses de ces pays, l'écrasement de l'Irak ne peut être ressenti que comme un coup cruel porté à l'action pour leurs aspirations nationales et sociales. Dans l'immédiat, alors que l'impérialisme va tenter de prolonger son succès militaire, des éléments de désarroi vont se substituer aux espoirs, mais aussi aux illusions qui avaient marqué la mobilisation contre la guerre.

Il demeure que l'écrasement sous des tonnes de bombes de l'armée et du peuple irakien ne fournit pas par lui-même les moyens d'une stabilité même temporaire et même limitée au Moyen-Orient.

“*L'ordre de la terreur*”, du fait des moyens qu'il utilise, ne peut s'assurer de “*relais sociaux*”. Pour être efficace, il devrait s'étendre partout, c'est-à-dire modifier radicalement le rapports de force internationaux en infligeant des défaites majeures au mouvement mondial des masses exploitées et opprimées (...).

L'assaut sanguinaire livré contre le peuple irakien va partout stimuler le développement de la pire réaction au sein de chaque bourgeoisie. Il faut maintenant faire payer la guerre, il faut la faire payer dans des conditions d'ores et déjà marquées par une récession déjà profonde aux États-Unis et en Angleterre. C'est contribuer à créer les conditions de nouvelles explosions.

C'est ce qu'exprime ce dirigeant syndical américain, qui déclare :

“La guerre ne se terminera pas rapidement. Il y aura des troupes américaines dans la région pour très, très longtemps. Nous devons souligner les coûts économiques énormes de la guerre, qui amèneront à des coupes dans les dépenses sociales et à la récession.”

A l'arrière-plan des déclarations de ce responsable syndical, il y a la réalité des mobilisations contre la guerre aux États-Unis, mobilisations qui ont connu avant le déclenchement des hostilités une ampleur plus grande que les manifestations contre

la guerre du Viêtnam après plusieurs années de conflit.

Ces manifestations — qui ont largement impliqué le mouvement ouvrier organisé — trouveront nécessairement leur prolongement dans la situation qui se créera aux États-Unis du fait de la “récession” et des “*coûts énormes de la guerre*” (...).

Après la guerre du Golfe, l'impérialisme américain entend remporter des succès dans la guerre commerciale qu'il n'a cessé de mener. Ce n'est pas nous qui utilisons ces images belliqueuses. C'est un grand quotidien japonais, qui écrit : “*Aujourd'hui, l'Irak est pilonné, demain, ce sera le tour du Japon.*” *Les Echos* soulignent à ce sujet que les capitalistes japonais sont conscients du fait que “*le retour d'une Amérique politiquement puissante va (leur) coûter davantage*”, qu'ils “*ne recueilleront que des miettes*” du marché ouvert par la reconstruction du Koweït et qu'alors que 7 % de l'excédent commercial du Japon provient des États-Unis, ceux-ci vont exiger une “*ouverture accrue du marché japonais pour une série de produits et de services*”.

D'une manière générale, d'ailleurs, en dehors des États-Unis (qui se sont octroyés d'avance 70 % des commandes), tout le monde n'aura que des miettes du “*marché de reconstruction du Koweït*” (sur les limites duquel nous reviendrons plus loin). Même “*l'alliée fidèle*”, la Grande-Bretagne, a protesté contre la portion congrue qui lui était allouée. Le gouvernement américain est intervenu directement pour éliminer la France de certains contrats.

Il y a une “super-puissance”, il n'y a pas de super-impérialisme

Cette répartition au profit de “*vainqueur*” des “*retombées commerciales*” de la guerre ne fait qu'illustrer une réalité plus large, parfaitement exprimée par J. Baker lorsqu'il parle d'étendre le leadership américain à l'économie : l'impérialisme américain va, plus encore que par le passé, s'efforcer d'assurer une redistribution des marchés à son profit. Il ne s'agit pas seulement du Japon, il s'agit aussi des capitalismes d'Europe, à qui il faut imposer non seulement “*l'ouverture plus large*” aux produits et aux services améri-

cains, mais qui vont voir se réduire les “*chasses gardées*” dont ils disposaient encore.

La volonté d'imposer aux différents États de la CEE de profondes réformes dans la structure même de l'agriculture européenne (en fait, la suppression totale des aides à l'agriculture sur une période de dix ans), qui constitueraient un désastre pour celle-ci, entraînant la liquidation de milliers d'emplois, en est l'exemple (...).

La brutalité avec laquelle l'impérialisme américain pèse et pèsera pour structurer encore plus en sa faveur le marché mondial aggravera les tensions et les contradictions entre l'impérialisme américain et les impérialismes “secondaires”, car ceux-ci défendront bec et ongles leurs positions déjà rétrécies. Nous n'entrons pas dans une période qui verrait disparaître ou même se réduire les antagonismes entre l'impérialisme américain et ses concurrents et partenaires.

Certes, ceux-ci agiront dans les limites déterminées par leur dépendance à l'égard de l'impérialisme américain comme “*gardien de l'ordre mondial*”, position qu'il occupe dans le cadre du déclin et de la décomposition généralisée de l'impérialisme.

Il y a une seule “super-puissance”, mais il n'y a pas de “superimpérialisme”. Le mode de production capitaliste est organiquement lié à l'existence d'États nationaux, de grandes puissances impérialistes, qui se partagent le marché mondial en fonction des rapports de force entre eux. Que, dans les conditions de la décadence de l'impérialisme, ces rapports de force ne puissent être aujourd'hui qualitativement transformés par une guerre interimpérialiste n'abolit pas la concurrence interimpérialiste, mais la comprime et l'exacerbe. En dépit des proclamations des dirigeants américains, on ne connaîtra pas une “Pax Americana” de cent ans (...).

Toutes les bourgeoisies tenteront de transférer sur la classe ouvrière les conséquences d'une pression américaine accrue. Plans d'austérité, amplification du chômage, généralisation du travail précaire et de la déréglementation conduisant à la remise en cause de l'ensemble des droits et acquis de la classe ouvrière, en fait menaçant l'existence même des organisations constitutives de la classe ouvrière.

re, de ses organisations syndicales comme organisations indépendantes (...).

Le “problème” palestinien

Bush en tête, tous expliquent maintenant qu’il faut régler les relations israélo-arabes, s’attaquer au problème palestinien.

Pour tous, s’attaquer au problème palestinien, c’est s’attaquer au peuple palestinien. La répression s’accroît encore dans les limites de l’Etat d’Israël comme dans les territoires occupés. Au Koweït, dans les Emirats, en Arabie Saoudite, les Palestiniens sont pourchassés.

Cependant, toute tentative de réorganiser un équilibre régional implique que l’Etat d’Israël subordonne ses propres exigences aux besoins d’ensemble de l’impérialisme. Les dirigeants de l’Etat d’Israël en sont conscients (...).

Si la population juive de Palestine n’a pas d’avenir dans l’identification de son sort à celui du maintien du système d’oppression du peuple palestinien, qui concentre justement la haine des peuples opprimés de la région, le peuple palestinien ne peut compter sur l’appui des régimes subordonnés à l’impérialisme.

Le “double langage” à l’égard de l’Etat d’Israël est relié à cette soumission. Les régimes arabes ont tous, tour à tour, porté des coups à la révolution palestinienne. Un diplomate américain expliquait au début de la crise du Golfe que c’était le “rôle médiateur” de Saddam Hussein auprès des Palestiniens qui en faisait un atout précieux.

La dictature de Saddam Hussein avait été surarmée pour être utilisée comme poing armé de l’impérialisme contre la révolution iranienne.

Or c’est la conclusion de cette guerre qui a été à l’origine de la décision de Saddam Hussein de faire entrer ses troupes au Koweït. Initiative qui n’était pas dictée par une volonté révolutionnaire

de rompre avec l’impérialisme, mais, répétons-le, par une tentative d’améliorer ses positions.

L’Irak était ruiné par la guerre livrée au compte de l’impérialisme, surendetté, menacé par les exigences pétrolières du Koweït, qui réclamait le paiement de la dette par laquelle avait été financée cette guerre.

Comme l’exposait la résolution du Secrétariat international de septembre 1990 :

“Prisonnier du cadre dans lequel l’avait enfermé l’impérialisme, le régime irakien a alors cherché, par le biais de l’intervention au Koweït, à la fois une issue sur le plan des ressources pétrolières, des ressources financières nouvelles et anciennes, à s’ouvrir un accès au Golfe. Et en même temps, à travers cela, il cherchait une ouverture sur le plan politique, qui mobilisait l’armée et permettait de rétablir l’union nationale dans la mesure où le rattachement du Koweït à l’Irak a toujours été une revendication nationale irakienne.”

C’est ainsi que la démarche limitée de Saddam Hussein — dont il pouvait légitimement penser, compte tenu des assurances américaines, qu’elle aboutirait à un compromis — créa, dans les conditions mondiales existantes, une situation intolérable pour l’impérialisme, et que celui-ci décida d’exploiter.

En même temps, elle fit apparaître Saddam Hussein comme le champion d’une revendication nationale — ironie de l’histoire, car Saddam Hussein se fraya la voie du pouvoir par un coup d’Etat contre un gouvernement qui soulevait cette revendication.

La IV^e Internationale (CIR) s’est inconditionnellement placée du côté du peuple irakien face à l’agression impérialiste. Elle ne l’a jamais identifié avec le régime de Saddam Hussein.

1993. "LE PROGRAMME DE LA IV^e INTERNATIONALE A-T-IL ÉTÉ VÉRIFIÉ PAR LES ÉVÉNEMENTS ?"

(titre original - Extrait du rapport soumis aux sections

avant la conférence mondiale de reproclamation - n° 5 [nouvelle série], février 1993)

VI. Décomposition et recomposition à l'échelle mondiale

Dans cette phase de décomposition accrue, le système de la propriété privée des moyens de production génère les facteurs de sa propre désagrégation. Facteurs de désagrégation au plan économique, dans la mesure où le rapport entre la spéculation et la production tend toujours à s'alourdir en faveur du premier terme ; facteurs de désagrégation sociale, dans la mesure où, pour combattre les effets de sa crise, le système est amené à frapper toujours plus durement la classe ouvrière et les peuples, provoquant une résistance, qui, elle-même, fait obstacle aux plans de rentabilisation du capital ; facteurs de désagrégation politique, dans la mesure où la crise du système nourrit une crise de démantèlement de toutes les institutions, des Etats, des alliances, aiguise les contradictions interimpérialistes, nourrit les phénomènes d'affrontement, y compris de guerre.

Décomposition et recomposition marquent aussi la situation du mouvement ouvrier. La faillite des partis de la II^e Internationale et des partis subordonnés à la bureaucratie du Kremlin facilite l'œuvre de désagrégation des institutions et des conquêtes ouvrières entreprise par tous les gouvernements à la solde du FMI et de la Banque mondiale.

Interrogations, désarroi, incertitudes frappent de larges secteurs militants. En même temps, issus de la crise du mouvement ouvrier officiel, ou, plus directement, des phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier sur l'axe de l'indépendance de classe dans chaque pays, militants et courants cherchent, de plus en plus nombreux, à s'inscrire dans les processus de recomposition du mouvement ouvrier que nourrissent les développements mêmes de la lutte de classe au plan international. C'est pourquoi la reproclamation de la IV^e Internationale est inséparable de la lutte pour des partis ouvriers

indépendants, pour l'indépendance de classe organisée, sous toutes ses formes, inséparable donc de la Conférence mondiale ouverte et de la campagne internationale contre les privatisations (...).

Le tournant : la chute du Mur

Préparé par et prenant appui sur tous les développements antérieurs de la lutte de classe à l'échelle mondiale, l'effondrement de l'ordre mondial préservé durant plus de quarante ans par l'alliance (matérialisée par les accords de Yalta et Potsdam) entre la bureaucratie contre-révolutionnaire et l'impérialisme contre-révolutionnaire a marqué un tournant dans la situation mondiale. Tournant caractérisé par l'impuissance de l'impérialisme à restaurer un nouvel ordre mondial conforme à ses besoins.

Retour sur un pronostic

Trotsky, après le début de la Seconde Guerre mondiale, formulait en résumé le pronostic suivant : ou bien la révolution socialiste sortira de la Seconde Guerre mondiale, et elle triomphera à très court terme, ou bien le monde sera irrémédiablement jeté dans une barbarie sans précédent. Cette appréciation de Trotsky était fondée sur l'analyse du déclin de forces productives, de l'épuisement des capacités historiques du capitalisme, ce qu'il appelle le caractère pourrissant des prémisses objectives de la révolution.

Trotsky s'est-il trompé ? Personne ne peut prétendre que nous soyons encore dans l'immédiat après-guerre. Force est de constater que l'alternative ne s'est pas réalisée dans les termes et les rythmes où Trotsky l'avait définie. Faut-il en conclure que le capitalisme a trouvé en lui de nouvelles ressources ? Là encore, seuls les faits peuvent rendre compte de la situation. Il y a eu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale une poussée révolutionnaire sans précédent. Elle s'est exprimée dans l'expropriation révolutionnaire du capital dans des pays comme la Chine ou la Yougoslavie, dans des soulèvements de

caractère révolutionnaire dans l'essentiel de l'Europe. Il aura fallu toute la force conjuguée de l'appareil stalinien et de l'impérialisme pour contenir cette vague révolutionnaire en procédant à l'expropriation du capital par les moyens bureaucratiques-militaires que l'on sait à l'Est de l'Europe et en restaurant l'Etat bourgeois à l'Ouest, au prix de concessions considérables, qui, contrairement, ont renforcé les institutions de la classe ouvrière au sein de l'Etat bourgeois, la place des syndicats, la Sécurité sociale... En France, mais aussi pour le reste de l'Europe, nombre des conquêtes de la classe ouvrière datent de cette époque. Sur la base de l'immense destruction des forces productives qui a eu lieu pendant la Seconde Guerre mondiale, et grâce au volant d'entraînement que constitue l'économie d'armement, le système de la propriété privée des grands moyens de production a été à même d'assurer un développement relatif au plan économique durant les 30 années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et qu'un économiste français a appelées (faisant allusion au XIX^e siècle) *"les 30 glorieuses"*. Aujourd'hui, en quelque sorte différée, étalée dans le temps, l'alternative ouverte par Trotsky est en train de se reconstituer sous nos yeux. L'épuisement du volant d'entraînement de l'économie d'armement et de l'économie de la dette a abouti à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Et c'est à ce moment, dans ces conditions, qu'avec l'accord de la servile bureaucratie contre-révolutionnaire, les puissances impérialistes prétendent exporter le système de la propriété privée des moyens de production, voulant opérer une "transition pacifique" vers la restauration capitaliste.

Répetons-le : l'effondrement du système politique de la bureaucratie, la marche à la restauration capitaliste, l'assujettissement au capital étranger constituent des facteurs qui ne peuvent conduire qu'à des explosions. Explosions dont les causes sont multipliées par les coups mortels portés à l'économie des pays de l'Est par la privatisation, dont les effets contribuent à intensifier la crise générale du système de la propriété privée des grands moyens de production.

Il y a seulement deux ans, en déchaî-

nant une intervention gigantesque des forces armées dans le Golfe, l'impérialisme américain prétendait jeter les bases du nouvel ordre mondial. Le ministre de la Défense des Etats-Unis, Dick Cheney, déclarait à l'époque :

"En gagnant le plus rapidement possible la guerre, l'Amérique apparaît un peu plus forte aux yeux du monde entier, et elle aura prouvé qu'elle a les ressources pour instaurer un nouvel ordre mondial."

Et James Baker de déclarer à la même époque, en février 1991 :

"Je ne crois pas que le leadership des Etats-Unis devrait se limiter au domaine de la sécurité et de la politique. Je pense que ce leadership doit s'étendre aussi au domaine économique."

Un peu plus d'un an après son triomphe "militaire", George Bush, le père du nouvel ordre mondial, était battu à l'élection présidentielle américaine. Poursuivant dans la même voie, Lloyd Bentsen, à peine désigné secrétaire au Trésor par Clinton, devait déclarer qu'il est *"temps pour les Etats-Unis de rétablir leur leadership au sein du G 7"*. Aux Etats-Unis mêmes, les émeutes de Los Angeles ont mis en évidence le caractère insupportable de l'oppression exercée par l'impérialisme le plus fort du monde sur le peuple noir opprimé, et, à travers lui, sur l'ensemble de la classe ouvrière, dont les conditions d'existence ne font que se dégrader.

En Europe, la guerre en Yougoslavie, les développements meurtriers dans le Caucase, en Géorgie et en Arménie, sont directement la conséquence de l'assujettissement des différentes fractions de la nomenklatura aux plans du FMI et à l'impérialisme.

La dislocation de la CEE

A l'Ouest de l'Europe, la tentative de mettre en place, par le traité de Maastricht, un degré supérieur du dispositif anti-ouvrier et antisocial à l'échelle de toute l'Europe se heurte à la résistance des travailleurs et des peuples. On l'a vu avec le non au référendum au Danemark, avec la majorité écrasante d'ouvriers et de paysans dans le vote non en France. On le voit dans les processus mêmes de la lutte de classe : grève générale en Italie contre le plan d'Amato aux ordres du FMI et de

la CEE ; manifestations de masse en Grande-Bretagne, qui ont contraint Major à reculer sur les plans de liquidation des mines, mobilisations en cours en Espagne contre les plans de liquidation de la sidérurgie, etc.

Cette tentative se heurte également à la lutte acharnée que se livrent les différents impérialismes entre eux. La lutte pour le partage des marchés, pour la distribution et la redistribution des zones d'influence, sape à la base les mécanismes d'harmonisation internationale, dont pourtant le capital a besoin pour imposer ses plans aux travailleurs et aux peuples du monde. L'impérialisme le plus fort — les Etats-Unis — entend faire prévaloir ses intérêts propres face à ceux d'impérialismes débilés, notamment l'impérialisme français, dont les zones d'influence en Afrique et les capacités de production sont largement menacées. En période de restriction, il y a de moins en moins de place à la table des grands. Quant aux impérialismes allemand et japonais, ils sont fermement invités, s'ils veulent conserver leur position d'impérialismes de premier ordre, à prendre en charge une partie du fardeau de la préservation de l'ordre mondial qui incombe jusqu'alors aux Etats-Unis, et à respecter les intérêts économiques de ces derniers.

Le phénomène de la dette publique, dans les pays capitalistes développés, prend des proportions qui ne sont plus maîtrisées. En Italie, le déficit budgétaire risque, selon les termes de la Cour des comptes, de devenir "incontrôlable" en 1993. En France, le rapporteur du budget à l'Assemblée nationale déclare à propos de la charge de la dette, devenue le troisième budget de l'Etat : "*A terme, une telle situation est intenable.*" Aux Etats-Unis, pour le même budget de l'année 1993, le service de la dette représente le troisième poste du budget de l'Etat, avec 18 % du total. Dans le même temps, les dépenses fédérales d'investissement ont baissé de 30 % au cours des années 1980, affectant en particulier les infrastructures routières, le service de l'éducation, la santé (...).

La signification du GATT

La pression exercée par le capital financier américain sur les autres bour-

geoisies, pour contraindre à des accords favorables aux intérêts américains au détriment des autres intérêts capitalistes, va s'accroître. On en a vu la matérialisation dès l'élection de Clinton, avec le conflit sur le GATT. La CEE est apparue (non sans contradiction) comme l'instrument de la soumission aux injonctions américaines, y compris en sacrifiant les intérêts du capital français sur l'autel des relations entre les bourgeoisies britannique, allemande et américaine.

La conséquence concrète de ces accords du GATT, c'est une réduction de 50 % des exploitations agricoles existant en France dans les quinze prochaines années. La politique de désertification, de mise en jachère, de réduction de la production agricole est particulièrement sensible dans le cadre de la CEE. La prétendue politique agricole commune de la CEE a pour fonction essentielle de réduire la production, et donc les exportations. C'est ainsi que, selon les chiffres officiels, la nouvelle politique agricole commune, la PAC, organisant le gel de 15 % des terres, aboutira à diminuer de près de 13 % l'offre européenne de céréales dans les prochaines années. En 1996, la CEE sera exportatrice de 14,7 millions de tonnes de céréales, alors que, sans la réforme de la PAC, elle aurait pu en exporter 59,1 millions de tonnes.

Il faut mettre ce chiffre en relation avec le rapport prévisionnel de la FAO (l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), qui met en garde contre la trop faible augmentation de la production mondiale de céréales en 1992-1993.

Engluement des dispositifs communautaires de Maastricht, aiguïsement des contradictions entre les différents impérialismes européens, résistance des masses ouvrières ; mais en même temps, du fait du soutien apporté aux institutions en place par les dirigeants des partis de la II^e Internationale et des partis stalinien plus ou moins renouvelés, ces institutions, ces gouvernements rejetés pour l'instant restent en place. Ils se heurtent à la volonté des travailleurs, des jeunes, des paysans, de ne pas se laisser asservir.

Cette situation pose dans tous les pays, dans chaque pays, la question urgente de

la réalisation de l'unité, du front unique des travailleurs et des organisations, sur le terrain de la défense des conquêtes ouvrières comme élément central de la sauvegarde de la civilisation.

Sur l'“ingérence humanitaire”

Dans la plupart des pays d'Afrique, la lutte des masses contre les dictatures en place, au service du FMI et de l'impérialisme, se heurte à la tentative de maintenir en place, même sous des formes modifiées, des régimes “continuistes” par le biais de “conférences nationales” qui ont pour seule fonction de faire obstacle à la souveraineté du peuple prenant en main son propre sort. La politique du FMI et de Washington de mise en place de gouvernements à façade démocratique, loin de contenir la décomposition en cours, ne fait que l'accroître. Par la politique de la dette, par le pillage des pays, l'impérialisme pousse au démantèlement, à l'explosion des Etats constitués. C'est une généralisation de guerres civiles nées de cette décomposition, en Somalie, en Angola, au Liberia...

Dans les pays du Maghreb, sous couvert de la lutte contre l'islamisme, c'est en réalité à une répression féroce pour maintenir les institutions au service du FMI qu'on se livre en Algérie, en Tunisie, au Maroc, sans parvenir pour autant à empêcher la résistance des peuples qui ne veulent plus supporter les plans du FMI (...).

Sous couvert de “droit d'ingérence” élémentaire ou humanitaire, les gouvernements impérialistes sont entraînés à multiplier les interventions militaires de fait, le plus souvent sous le drapeau de l'ONU, pour tenter de contenir la dislocation de tous les dispositifs institutionnels, nationaux et régionaux. Une dépêche de l'AFP permet de mesurer toute la portée de cette politique interventionniste :

« Londres, 19 septembre (AFP). — Le secrétaire du Foreign Office, Douglas

Hurd, presse les Nations unies de se donner un “rôle impérial”, en n'hésitant pas le cas échéant à usurper la souveraineté nationale et à s'attribuer le pouvoir chaque fois qu'un gouvernement s'effondre, comme en Somalie et au Cambodge. M. Hurd y affirme notamment : “Lorsqu'au siècle dernier, certaines parties de l'Afrique se sont effondrées, les puissances coloniales sont arrivées (...). Personne n'a l'intention d'en faire autant aujourd'hui. Par conséquent, seule l'ONU est à même de le faire”. »

On a vu depuis, avec l'intervention militaire en Somalie, le véritable visage de l'ingérence prétendument humanitaire : en fait, une opération de police classique, une version contemporaine de la politique de la canonnière. Comme l'a déclaré un très haut responsable de l'ONU à *Libération* :

“L'intervention américaine pue l'arrogance. Ils n'ont consulté personne. Ce débarquement a été préparé de longue main, l'humanitaire ne sert que de prétexte. En fait, ils testent ici, comme d'autres un vaccin sur une bête, leur doctrine pour la résolution de futurs conflits locaux. Or cette opération coûtera, de leur propre aveu, entre 400 et 600 millions de dollars dans sa première phase. Avec la moitié de cette somme, sans un seul soldat, je rendrais sa stabilité prospère à la Somalie.”

Tout le problème pour l'impérialisme, c'est qu'il y a, sur le seul continent africain, des dizaines de Somalie. Et il y a, aussi, la Yougoslavie, le Caucase, etc. L'effondrement des structures étatiques produit du pillage recolonisateur risque de rendre impossible le maintien d'un ordre mondial, même apparent. Sauf à entretenir des troupes d'occupation de millions d'hommes dans des dizaines de pays. Et encore...

1994. “LA CONFÉRENCE AFRICAINE DE JOHANNESBURG”

(*titre original, sous-titré : “Contre les diktats meurtriers du FMI et de la Banque mondiale ; pour la défense de l’indépendance des organisations ouvrières” – n° 10 [nouvelle série], juin 1994*)

Ce sont des représentants d’organisations de quinze pays d’Afrique qui ont participé les 14, 15 et 16 avril à la conférence de Johannesburg, organisée conjointement par l’AZAPO et l’Entente internationale des travailleurs. Dès l’ouverture de la conférence, l’ensemble des délégués ont fait part de leur sentiment de participer à un événement important, souligné, en particulier, par la présence côte à côte de délégués appartenant à des pays dont on dit qu’ils sont en guerre à cause de “haines ancestrales”, mais en réalité unis dans l’appréciation commune qu’il s’agit de guerres contre les peuples (...).

Ce sentiment de participer à un événement important a marqué toute la conférence : les rapports introductifs d’abord, la discussion ensuite, ont été l’occasion pour aller tout droit à l’essentiel : des réquisitoires sans complaisance à l’égard de la politique du FMI et de la Banque mondiale, mais surtout une volonté de chercher les voies et les moyens pour aider les peuples et les travailleurs à imposer une rupture avec les exigences meurtrières des institutions financières internationales. La réponse est à la mesure de la discussion : celle qui a permis d’abord de constater la place essentielle du combat pour la préservation de l’indépendance des organisations ouvrières dans la résistance aux diktats dislocateurs (...).

Alioune Sow, secrétaire général de l’UDTS, rapportant au nom de la commission Afrique de l’Entente, a dit :

« Du FMI et de la Banque mondiale, nous avons dit dès 1987, date de constitution de l’UDTS, qu’elles n’étaient pas des institutions “techniques”, mais des organisations dont la place nouvelle allait de pair avec une accentuation sans précédent du pillage des ressources de base de nos pays.

De la dette extérieure, nous avons dit qu’elle n’était pas la dette des peuples, mais une opération essentiellement spéculative au service du pillage des finances publiques, et que lesdits “bailleurs de fonds” dont il est tant question apportent bien moins de fonds que

ceux qu’ils retirent de nos pays appauvris par le biais du paiement des intérêts qui ne cessent de s’accumuler. Cela, aujourd’hui, plus personne n’ose le contester. »

(...) En termes différents, c’est le même constat qui a été fait par différents délégués, dont celui du Burkina Faso :

“Comme nous le constatons donc, la dévaluation du franc CFA intervenue le 12 janvier 1994 fait partie intégrante des politiques d’ajustement structurel, et cette première dévaluation, car l’expérience a montré qu’il n’y a jamais eu qu’une seule dévaluation, marque la gravité de la crise et le degré d’endettement causé par les différents gouvernements de notre pays. Mais la dévaluation ne fait que des miséreux. En effet : pour l’impérialisme international, français notamment, c’est la possibilité d’acheter à vil prix nos richesses nationales. Par exemple : le kilo de coton qu’il achetait à 1,70 FF ne coûte plus aujourd’hui que 1,12 FF, soit une baisse de 34 % ; il en va de même pour l’or et le rachat des entreprises à privatiser, qui ne coûtent plus que la moitié de leur valeur estimée.”

Le délégué du Rwanda a expliqué :

« Tous ces partis d’opposition furent créés par des mécontents du régime, c’est-à-dire ceux qui avaient hérité de certains avantages dans le temps. Grâce à la manipulation du mouvement ouvrier dans les manifestations et meetings, ces partis d’opposition parvinrent à entrer dans un gouvernement de transition octroyant à chaque parti trois portefeuilles ministériels, à part le parti au pouvoir qui en avait cinq et le PDC qui avait une place. Aussitôt entrés dans le gouvernement, l’attitude vis-à-vis des promesses qu’ils avaient faites à la masse ouvrière qui était derrière eux changea.

Le FMI, voyant que les choses allaient se tourner dans le bon sens à l’intérieur du pays, sortit sa griffe, qui est l’ethnisme, qu’il avait même considéré comme dernier recours en armant le Front patriotique rwandais. C’est ainsi que le principal parti d’opposition, le MDR, qui a reçu depuis le début le soutien des Américains, se divisa en deux fractions,

une fraction défendant la masse hutue et une autre œuvrant pour le compte du FPR, en majorité tutsi. La base ethnique prit alors la première place dans les partis politiques jusqu'au Parti libéral (PL) en majorité tutsi, mais dont le président et deux membres du comité directeur sur quatre étaient hutus. Le président de ce parti passa alors au recrutement massif des Hutus et s'adressa maintes fois à la nation pour dénoncer ce qu'il appelait "l'ingratitude des Tutsis", qu'il a toujours servis. » (...)

La conférence a eu lieu quelques jours avant la tenue des premières élections générales en Afrique du Sud, présentées par toute la presse internationale comme l'aboutissement d'un processus de changement démocratique et de démantèlement du régime de l'apartheid. L'AZAPO (coorganisatrice de la conférence), qui avait appelé au boycott de ces élections, ainsi que le comité organisateur sud-africain ont remis aux délégués un document, qui, citations à l'appui, prouve en quoi le processus en cours, non seulement ne répondait pas aux aspirations essentielles du peuple noir d'Afrique du Sud, mais instituait au contraire une "transition" accentuée dans le sens des diktats du FMI. Introduisant la conférence, Nefolovhodwe Pandelani, vice-président de l'AZAPO, avait expliqué :

"Le régime sud-africain est depuis de nombreuses années un des partenaires du FMI et de la Banque mondiale dans l'exploitation des travailleurs noirs d'Azanie. Ils se sont cependant trouvés peu à peu confrontés au combat sans relâche des masses exploitées et opprimées dirigées par les mouvements de libération et les syndicats. Au moment où le combat des masses laborieuses d'Azanie était sur le point d'aboutir, le régime et ses alliés internationaux ont mis en avant les réformes en lieu et place de la libération pour pouvoir continuer à exploiter les travailleurs noirs sous une nouvelle forme. Certains secteurs du mouvement de libération et du mouvement syndical ont été entraînés dans cette conspiration nationale et internationale.

C'est précisément à cette étape de collaboration que le FMI et la Banque mondiale ont envoyé missions sur missions pour évaluer jusqu'à quel point son influence sur l'économie azanienne serait affectée par les nouvelles formes de relations mises en place par le processus de réforme. Il était également important

pour le FMI et la Banque mondiale d'évaluer jusqu'à quel point leurs nouveaux alliés représentant une fraction du mouvement de libération et du mouvement syndical étaient déterminés à s'opposer à l'ingérence du FMI et de la Banque mondiale dans l'activité économique après les élections d'avril 1994. Le but de ces diverses missions du FMI et de la Banque mondiale était également de faire pression sur leurs nouveaux partenaires pour obtenir des accords bien avant les élections d'avril 1994, accords qui garantiraient l'intervention de ces deux organismes dans toutes les sphères de l'économie de l'Azanie après les élections. Pas étonnant que le régime de De Klerk et l'ANC, au travers du Conseil exécutif transitoire, aient signé des accords garantissant à la Banque mondiale et au FMI qu'ils pourraient continuer à piller les ressources économiques de l'Azanie (...)."

Pendant des années, les régimes de parti unique ont justifié l'absence de libertés politiques par le fait que les "nations" récemment constituées ne pouvaient que se déchirer dans des "conflits interethniques" dans le cadre du multipartisme. On sait qu'en règle générale, ce discours couvrirait par ailleurs des "pratiques" s'appuyant justement sur les rivalités et les "favoritismes ethniques" (...).

Dans ces conditions, le problème des rapports entre l'organisation syndicale et les partis en général, et la représentation politique de la classe ouvrière en particulier, a fait l'objet d'un début de discussion. Certes, il était impossible, vu la différence de situations, d'expériences, de tenter de donner à cette discussion une conclusion. Mais ce sont des questions posées. Et qui se sont trouvées naturellement posées au cœur de la discussion. L'USTN du Niger a, par exemple, à partir de sa propre expérience, pris la position suivante :

« Au Niger, l'Union des syndicats des travailleurs (USTN) s'est démarquée depuis bientôt trois ans du syndicalisme de "participation responsable" pour mieux défendre les intérêts et les acquis des travailleurs.

L'histoire du syndicalisme au Niger et ailleurs nous enseigne que chaque fois que les syndicats se font caporaliser, ils perdent leur efficacité et leur crédibilité. Il nous faut donc veiller à préserver, coûte que coûte, notre indépendance de décision et d'action vis-à-vis de tout parti

politique et du pouvoir. L'essentiel, c'est le mouvement syndical, dont l'autonomie et l'unité sont les gages incontournables de l'efficacité de ses actions. Pour cela, les directions syndicales ont la lourde responsabilité de veiller à contrer les actions des forces centrifuges, qui, en démocratie pluraliste, prennent diverses formes, qu'il n'est pas toujours facile de déceler. La première exigence, comme l'avons dit plus haut, c'est la séparation des fonctions syndicales des fonctions politiques. La deuxième, c'est le sens politique des directions syndicales et des syndiqués, afin de contrer les ingérences et les manipulations. Pour finir, nous disons que les syndicats sont apolitiques, mais il faut que les syndicalistes soient politiques (...)"

Daniel Gluckstein :

"Un point sur lequel je voudrais revenir, et qui fournit l'une des bases de l'Entente internationale, découle du précédent. Comme résultat du développement parasitaire de la spéculation, les capitalistes ont engagé dans le monde entier une offensive contre ce qu'ils appellent le coût du travail. Et il faut comprendre que, parce qu'ils cherchent à aligner le taux de profit dans la production sur le taux de profit dans la spéculation, le seul moyen qu'ils ont pour aboutir à ce résultat, c'est de baisser brutalement la valeur de la force de travail. Je ne veux pas comparer ici ce qui n'est pas comparable. Par exemple, je ne veux pas comparer le niveau de vie d'un travailleur en France et le niveau de vie d'un travailleur en Afrique, parce que les choses sont très différentes.

Mais les mécanismes peuvent être comparés et il est important de les comparer pour comprendre en quoi ils relèvent d'une logique unique. Par exemple, quel est le rapport entre la dévaluation du franc CFA et les dernières grèves en Allemagne ? Avec la dévaluation du franc CFA, on a dévalué d'un seul coup de 50 % la valeur de la force de travail. En Allemagne, il y a eu récemment des grèves parce que le patronat voulait imposer de modifier le système des conventions collectives. Le journal capitaliste anglais *The Economist* a expliqué : "L'enjeu dans ce conflit est un enjeu fondamental. Il s'agit de casser le système par lequel tous les ouvriers allemands sont couverts par une même convention collective, il s'agit d'obliger les ouvriers et les syndicats à négocier entreprise par entreprise." Et, bien évidemment, l'objectif, c'est de réduire brutalement la valeur de la force de travail.

On peut dire de manière plus générale qu'aujourd'hui, qu'on soit en Afrique, en Asie, en Europe ou en Amérique, ce qui se trouve au centre des attaques de tous les gouvernements au service du FMI, ce sont les conventions collectives, les Codes du travail, les régimes de protection sociale, les régimes de retraite, l'ensemble des systèmes qui garantissent les salaires minimaux. C'est-à-dire que tout ce qui a été constitué par la classe ouvrière dans chaque pays, tout ce qui constitue la solidarité entre les travailleurs, c'est cela que l'on cherche à briser aujourd'hui. Et dans chaque pays, il y a des soi-disant amis du mouvement ouvrier qui disent qu'il faut accepter de remettre en cause ces acquis à cause de la crise.

Ce qui caractérise la position de l'Entente internationale, quelles que soient les circonstances, c'est qu'à l'inverse, la défense des Codes du travail, la défense des conventions collectives, la défense des régimes de retraite, des régimes de protection sociale sont pour nous des questions cruciales. Il s'agit ainsi non seulement de la préservation de la démocratie, mais aussi de la préservation face au danger de guerre (...).

Nous considérons que si les travailleurs et les peuples ont subi beaucoup de revers, s'ils ont subi beaucoup de trahisons, ils ont les moyens de s'organiser, de défendre leurs organisations, et que c'est le seul moyen de sauver l'humanité du désastre.

Cela implique un axe : la défense en toutes circonstances de l'indépendance du mouvement ouvrier. C'est une leçon qui doit être tirée de ce qui s'est passé à l'est de l'Europe, et aussi de ce qui se passe aujourd'hui en Chine : en toutes circonstances, et quels que soient les gouvernements, les travailleurs ont besoin d'organisations indépendantes, ils ont besoin en particulier de syndicats indépendants. Cela veut dire non seulement indépendants des Etats, des gouvernements, des Eglises, des partis, cela veut dire aussi indépendants à l'égard de tous les mécanismes par lesquels on cherche à les intégrer aujourd'hui. »

(...) La conférence a consigné ses travaux dans une adresse aux peuples et travailleurs en Afrique et du monde, qui a déjà été publiée par l'Entente internationale des travailleurs. Chaque délégué en a tiré son propre bilan. Il ressort de ceux-ci une grande convergence.

Miguel Cristobal

1999. “LE MANIFESTE DU IV^e CONGRES DE LA IV^e INTERNATIONALE”
(titre original – n° 24 [nouvelle série], mai 1999)

2. — A quelle situation les travailleurs et les peuples sont-ils confrontés ?

Depuis un quart de siècle, au nom de la “crise”, puis de la “mondialisation”, les coups les plus brutaux et les plus destructeurs sont portés contre les classes ouvrières et les peuples du monde entier. Les gouvernements imposent les licenciements par dizaines et dizaines de millions et chassent les paysans de leurs terres. Au nom de la “baisse du coût du travail”, les classes ouvrières du monde entier voient leurs conditions d’existence se dégrader. La paupérisation frappe la classe ouvrière et toutes les couches salariées dans le monde entier.

Depuis un quart de siècle, les capitalistes et leurs représentants ont pris l’ensemble de ces mesures au nom de “l’amélioration à venir de la situation”. Combien de fois les travailleurs ont-ils entendu ce refrain : “*Les licenciements d’aujourd’hui sont les profits de demain, qui seront donc les investissements d’après-demain et, par là même, créeront les conditions de la reprise de l’économie*” ? Or voici ce que les chiffres indiquent de manière indiscutable :

— D’une part, les vagues de licenciements et de restructurations ont permis et permettent des profits sans précédent. Des montagnes et des montagnes de profits spéculatifs se sont dégagés et se dégagent sur la base de la destruction de la force de travail.

— Mais, en même temps, les licenciements effectués entraînent sans cesse d’autres licenciements. Chaque aggravation de la misère des masses entraîne de nouvelles aggravations. Chaque étape sur la voie de la décomposition appelle de nouvelles étapes sur la voie de la décomposition.

3. — Il n’y a à cela aucun mystère. La crise à laquelle l’humanité est confrontée, c’est la crise de décomposition du régime pourrissant de la propriété privée des moyens de production.

Cette fin de XX^e siècle confirme ce

que, au début du siècle, Lénine, analysant “*l’impérialisme, stade suprême du capitalisme*”, avait mis en évidence. Arrivé au stade impérialiste, le régime capitaliste est confronté à une contradiction majeure : la conquête du marché mondial étant achevée, le régime capitaliste — qui, dans sa phase ascendante, a développé les forces productives et créé l’industrie, le chemin de fer, la poste, etc., en relation même avec la conquête et l’élargissement du marché mondial — n’est plus à même de favoriser l’essor des forces productives. Au contraire, la contradiction va croissant entre la capacité intrinsèque du régime capitaliste à développer la production et les limites de la consommation, donc de la réalisation de la plus-value.

De ce fait, tout le système capitaliste se trouve déstabilisé (...).

Le capital, c’est, en effet, pour reprendre la définition de Marx, un “*rapport social d’exploitation*”. Ce système social est tout entier fondé sur l’extorsion de la plus-value, c’est-à-dire du travail gratuit arraché à la classe ouvrière (même si les capitalistes et leurs représentants tentent de diluer l’existence de la plus-value dans la catégorie plus large de “valeur ajoutée”). Mais la plus-value n’est extorquée que dans la production des marchandises. Elle ne peut être réalisée par les capitalistes que si les marchandises sont consommées par le marché mondial. La contraction et la dislocation du marché mondial font obstacle à la réalisation de la plus-value et entravent son extorsion même.

Ainsi, la survie du régime capitaliste décomposé ne se caractérise ni par une simple “crise”, ni par l’absence de capitaux, car ce marasme s’est accompagné d’un enflamment gigantesque des profits réalisés dans la spéculation. Les capitalistes eux-mêmes reconnaissent qu’il y a excédent de capitaux, qui ne trouvent pas à s’investir et qui, de ce fait, s’orientent de plus en plus vers la spéculation.

Cette contradiction s’exprime dans un ébranlement profond de tout le système de la propriété privée des moyens de produc-

tion. Il s'agit d'un processus de démantèlement, qui met en danger l'existence même de la classe ouvrière, de ses salaires et de ses acquis sociaux. Au Mexique comme au Brésil ou en Indonésie, mais aussi aux Etats-Unis et dans les pays d'Europe.

4. — A l'aube du XXI^e siècle, la survie du régime fondé sur l'exploitation de la force de travail (c'est-à-dire sur l'extorsion de la plus-value dans le cadre de la propriété privée des moyens de production) engendre une politique constante de destruction de la force de travail. Cette politique de destruction frappe aussi bien la classe ouvrière que la petite paysannerie chassée des terres, la jeunesse soumise à une décomposition sans précédent et les couches intermédiaires et supérieures de la classe ouvrière, les femmes travailleuses qui sont expulsées du monde du travail, les cadres et les techniciens aussi bien que les médecins. Aucune couche sociale n'est épargnée aujourd'hui par la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

C'est la raison pour laquelle la IV^e Internationale, dans la continuité des trois Internationales ouvrières qui l'ont précédée, réaffirme, à l'aube du XXI^e siècle : plus que jamais, l'avenir de la civilisation humaine est contradictoire avec la survie du régime en putréfaction de la propriété privée des moyens de production. L'humanité, qui souffre des conséquences de la décomposition du capitalisme, ne trouvera de solution à sa situation que dans l'expropriation du capital, dans l'appropriation collective des moyens de production, dans l'établissement de la République universelle des conseils ouvriers (...).

19. — La IV^e Internationale réaffirme un élément constitutif du mouvement ouvrier depuis son origine : la classe ouvrière n'est classe que dans la mesure où elle est organisée.

Quand elle n'est pas organisée, la classe ouvrière est en butte à une exploitation encore plus grande. L'existence même de la classe ouvrière comme classe est donc indissociable de la préservation des organisations qu'elle a constituées et de l'ensemble des normes, droits, garanties et

institutions ouvrières que, par son combat, elle a inscrits dans l'Etat bourgeois.

Voilà pourquoi la IV^e Internationale, depuis sa fondation, considère la défense de l'indépendance des organisations syndicales comme une question centrale. Elle revêt aujourd'hui une place d'autant plus déterminante que toute l'orientation de l'impérialisme pourrissant s'ordonne sur la destruction des organisations ouvrières, leur intégration à des institutions mondialistes, corporatistes, c'est-à-dire sur la destruction des fondements mêmes de la démocratie.

Le capital, contraint, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, d'accorder aux travailleurs la satisfaction de quelques-unes de leurs revendications les plus fondamentales (régimes de protection sociale, minimas sociaux, conventions collectives, statuts, etc.), a entrepris depuis plusieurs décennies, dans tous les pays, de leur arracher systématiquement ce qu'il avait dû concéder. C'est un fait : dans tous les pays du monde où l'action ouvrière avait contraint les bourgeoisies et l'impérialisme à consentir, momentanément, des concessions aux classes ouvrières, celles-ci voient leurs conquêtes engagées dans une spirale de destruction systématique.

Dans certains pays, gouvernants et patrons tentent de détruire le droit de grève par des lois, par des décisions de justice, par des attaques physiques et par la terreur. Les travailleurs qui font grève ou résistent sont remplacés par des "jaunes".

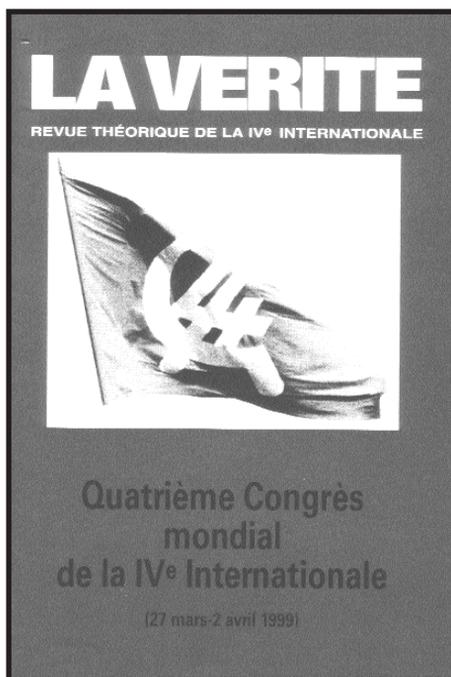
20. — Au nom de la "mondialisation" et de la "crise", les multinationales et les gouvernements à leur service veulent abroger la journée de huit heures, revendication historique du mouvement ouvrier international. Sous couvert d'annualisation et de flexibilité, ils veulent prolonger la journée de travail, retarder l'âge de départ à la retraite dans les pays mêmes où le chômage prend des proportions immenses. Dans le même temps, ils refusent à la jeunesse le droit au travail, la contraignent à des petits boulots et à des emplois précaires. Ils détruisent le secteur public et, en particulier, les droits des femmes à travailler, les rejettent vers le secteur informel et les échangent comme des marchandises dans l'industrie globale

du sexe. “*L’industrie de la prostitution*” est partout en pleine expansion, détruisant les femmes et leurs droits. Partout et sous toutes les formes, ils réduisent les salaires, alors que le coût de la vie ne cesse d’augmenter. Insuffisance de travail, augmentation du travail imposé, menace permanente de chômage, déréglementation, flexibilité, telle est l’unique perspective qui s’offre à la classe ouvrière, qui réclame la possibilité de vivre avec un emploi et des conditions de vie décentes. Partout et sous toutes les formes, sont ainsi remis en cause Codes du travail, conventions collectives et statuts, tandis que les politiques de privatisation se généralisent.

Cette politique de destruction (dont la dette imposée constitue depuis plus de vingt ans une arme majeure en Afrique, en Amérique latine et en Asie) est l’expression même de la décomposition du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production. Elle suscite en réaction de grands mouvements de classe, de la Corée du Sud aux Etats-Unis, de l’Allemagne à la Thaïlande, sur tous les continents, sous toutes les latitudes. Et c’est parce que la classe ouvrière, en se dressant contre sa propre destruction, cherche à mobiliser ses organisations indépendantes que l’impérialisme met au centre de sa politique l’intégration des organisations ouvrières elles-mêmes.

**21. — Dans chaque pays,
sur chaque continent, les travailleurs
sont confrontés à la tentative
d’incorporer coûte que coûte,
dans des structures corporatistes,
les organisations qu’ils ont construites
par leur lutte de classe.**

Tous les travailleurs comprennent que l’importance des conférences régionales et internationales du type “sommets européen”, “sommets de l’ONU”, “conférence de l’Organisation mondiale du commerce”, ne tient qu’au fait que, dans ces conférences et ces sommets, la classe capitaliste et tous les gouvernements impérialistes (de toutes couleurs politiques) prétendent entraîner les représentants des organisations ouvrières dans la signature de “pactes sociaux”, de “pactes pour l’emploi” et autres combinaisons par lesquelles les organisations ouvrières renonceraient à défendre les intérêts spécifiques des salariés.



Les travailleurs ne peuvent se faire aucune illusion sur les résultats de ces conférences et de ces rencontres. Il n’est nullement question de pouvoir y négocier pour défendre les intérêts ouvriers. Au nom du “bien commun” et de “l’intérêt général” (appuyé, notamment, sur la doctrine sociale de l’Eglise romaine), ces conférences et rencontres fixent un cadre destiné à nier le droit aux organisations ouvrières de défendre les intérêts spécifiques de la classe ouvrière, à les contraindre à s’intégrer comme un rouage du dispositif d’ensemble de l’impérialisme, pour appliquer ses plans de destruction et de déréglementation.

“*Du travail !*” devient le cri de combat de la classe ouvrière et de la jeunesse. Du travail, et donc des organisations ouvrières indépendantes pour le garantir. Un vrai travail, un vrai salaire, des régimes de protection sociale, des garanties collectives, des normes, des droits qui doivent partout être préservés, et, là où ils ne le sont plus, reconquis. Chaque revendication ouvrière, la plus minime soit-elle, se relie directement au combat pour préserver l’indépendance des organisations ouvrières, pour la rupture avec l’ordre corporatiste dans lequel on cherche à les encamisoler.

22. — Oui, dans le monde entier, la principale menace contre la démocratie, c'est la marche à un ordre corporatiste mis en place à l'échelle supranationale par l'impérialisme et ses agences ex-staliniennes et ex-social-démocrates.

On nous dit :

“Il faut bien s'adapter à la mondialisation. Les frontières sont tombées entre différents capitalismes. Il y a donc lieu de redéfinir à l'échelle internationale toutes les règles du jeu social.”

C'est pourquoi les travailleurs et leurs organisations sont fermement invités par les puissances impérialistes, au nom de l'adaptation, à des “tables rondes”, à des “pactes sociaux”, à l'intégration de “clauses sociales” dans les traités commerciaux ou dans les mesures de l'Organisation mondiale du commerce.

La IV^e Internationale alerte travailleurs, militants, jeunes, responsables d'organisations. La libre négociation, le droit à la signature de contrats sont l'expression de la démocratie. Une organisation ouvrière digne de ce nom cherche en permanence, sur la base du rapport de force, à faire reconnaître au plus haut degré possible la valeur de la force de travail de la classe ouvrière. Dans le combat, elle cherche donc à négocier pour faire reconnaître cette valeur. Mais qui dit négociation dit liberté de négociation. Les organisations ouvrières doivent donc être libres de décider si elles négocient ou pas, si elles signent ou pas, dans quel cadre elles le font : c'est cela, la démocratie. Elles doivent être libres de poser librement leurs revendications et d'exiger que les négociations intègrent l'examen des revendications ouvrières.

2000. “SUR LES CAUSES DE L'EFFONDREMENT DE L'URSS”

(titre original, sous-titré : « Dialogue avec des militants “soviétiques” »

n° 26 [nouvelle série], septembre 2000)

Quatre lettres

Le conseil général de la IV^e Internationale, lors d'une de ses précédentes sessions, avait décidé de rédiger une “*Lettre politique de la IV^e Internationale aux collègues russes*”. Trois réponses nous sont parvenues de Russie, plus une réponse des camarades ukrainiens.

La première réponse est celle d'un dirigeant régional du Parti communiste ouvrier de Russie. La deuxième émane d'un militant qui dénonce “*la politique ouvertement traîtresse des dirigeants de l'Internationale socialiste et, malheureusement, de nombreux dirigeants du mouvement communiste de la dernière période, y compris Gorbatchev*”(…).

Quelques extraits des réponses reçues par le conseil général de la IV^e Internationale :

- Un secrétaire d'une région du Parti communiste de la Fédération de Russie :

« Dès le début des réformes eltsiniennes dans le pays, j'ai appartenu au Parti communiste de la Fédération de

Russie (PCFR), et j'ai été à l'origine de la reconstruction du PCFR (dans une région), à l'origine de la reconstruction du Komsomol dans le pays. En décembre 1999, j'ai été candidat à la Douma d'Etat en Russie sur le “Bloc stalinien pour l'URSS” (...). Lors des dernières élections présidentielles, j'ai été le représentant de Ziouganov (...). Aujourd'hui, pour nous, communistes de Russie, qui travaillons dans des conditions très difficiles, c'est une énorme joie d'entrer en contact avec des camarades de pensée. »

- Un autre militant a rédigé une “*Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat*” :

« Ce qui s'est passé en Russie au début des années 1990 est une combinaison bien planifiée des services secrets étrangers, avant tout de la CIA américaine, et du capitalisme mondial pour liquider l'adversaire géopolitique potentiel qu'était l'URSS.

Malheureusement, en 1991, Eltsine a détruit non pas la puissance mondiale qu'était l'URSS, il a anéanti le rempart du socialisme. Karl Marx a écrit : “Le chemin qui mène au communisme n'est pas un chemin direct, il y aura des reculs

et des chutes.” Malheureusement, c’est un tel recul en arrière que vit en ce moment la Russie.

Les événements qui se sont passés en URSS montrent que les communistes, en URSS, se sont tranquilisés trop tôt. Ces événements ont montré que la restauration du capitalisme était possible même en URSS, d’où notre slogan aujourd’hui : “Prolétaires de tous les pays, unissez-vous.”

La vague d’attaques contre les garanties sociales des travailleurs a déferlé sur toute l’Europe. Les dirigeants de nombreux partis communistes et de nombreux gouvernements de gauche, après la chute de l’URSS, ont passé un accord direct avec le capital, et une réaction féroce du capital et de nouvelles offensives contre les droits des travailleurs s’annoncent. »

- Le Conseil de l’Union de la jeunesse :

« Nous avons besoin de votre soutien, et aussi d’un puissant soutien international de l’Entente internationale. Il est impossible de se battre contre la déréglementation, contre l’offensive de la réaction capitaliste, en restant isolé sur le plan national. Nous en avons fait l’amère expérience au cours de notre activité (...). On ne peut mener une lutte effective que dans un puissant mouvement international solidaire (...). Après l’écroulement de l’URSS, la majeure partie de la population ukrainienne est tombée en deçà du seuil de pauvreté. L’indépendance n’a pas été le garant du maintien des conquêtes sociales pour les travailleurs, et encore moins de la prospérité économique. Cependant, à cette montée de l’exploitation et à la consolidation formelle des positions de la bourgeoisie, les travailleurs ont répondu par une lutte accrue pour leurs droits. En même temps, les prétendus “partis de gauche” utilisent pour leurs fins propres la nostalgie de l’URSS d’une partie de la population. Ces partis sont en fait des structures de lobbying des intérêts de l’ancienne bureaucratie du parti, qui n’a pas réussi à se placer pendant le processus de privatisation. Utilisant une phraséologie de gauche, le Parti communiste d’Ukraine, le Parti socialiste d’Ukraine, le Parti agraire d’Ukraine, le Parti socialiste progressiste d’Ukraine sont en fait sur des positions de “coexistence pacifique” avec l’aggravation de l’exploitation et la déréglementation. A l’époque des élections à la Rada (Parlement) suprême, on pouvait trouver sur les listes de ces struc-

tures toute une série de businessmen influents. Ce sont les intérêts de ces derniers que défendent les “partis de gauche parlementaires” (...).

Très souvent, les fractions parlementaires du PCU, du PSU, du PAU et du PSPU ont apporté leurs voix à l’élection de Premiers ministres dont le programme était le renforcement du capitalisme. Comment expliquer le soutien de la “gauche” au memorandum de collaboration entre le gouvernement ukrainien et le Fonds monétaire international ? Si ce n’est parce que cette “gauche” tire financièrement profit de sa collaboration avec le pouvoir ? De plus, la fraction “gauche” du Parlement défend ouvertement les intérêts de certains cercles industriels et financiers (...).

Nous ne pouvons nous adapter à l’état des choses existant (...). Ceux qui pensent qu’il faut mener la lutte contre la déréglementation dans le cadre d’un seul pays se trompent. Ce n’est qu’en coordonnant nos actions à l’échelle mondiale qu’on peut agir efficacement sur le processus. Nous appelons toutes les forces progressistes à unir leurs efforts pour l’émancipation des travailleurs. Ce n’est qu’ensemble que nous avons une chance de mener à bien ce que nous avons entrepris en 1917 » (adopté à la séance du Conseil de l’Union de la jeunesse du 5 juin 2000).

- Un dirigeant du Parti communiste ouvrier de Russie :

« En Russie, nos médias nous cachent ce qui se passe dans les syndicats et dans le mouvement ouvrier à l’Ouest.

Ce qui se passe dans la RDA se passe aujourd’hui en Russie. On pille et on vole la Russie. On piaille sur “le mauvais socialisme”. Et pour détourner l’attention des ouvriers et éviter le châtiement, on les dresse contre les communistes, le pouvoir soviétique, le socialisme. Et tout cela est orchestré par le FMI et la Banque mondiale. Tout ce qui a été construit par le peuple pendant soixante-quinze ans est criminellement privatisé et piétiné. Les dirigeants du Parti communiste de la Fédération de Russie (PCFR) ont trompé leur peuple et les membres de base de leur parti. Gorbatchev, Eltsine ont proclamé leurs réformes et l’idéologie bourgeoise mensongère s’est mise à triompher et à prospérer dans les médias (...).

Le gouvernement de Poutine continue la politique d’Eltsine. De nouvelles réformes : le Code du travail visant à

liquider les droits des travailleurs, à les transformer en esclaves ; la réforme communale, la hausse des prix des loyers, du gaz, de l'électricité. Tout cela est en marche. »

• Dans la *“Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat”*, déjà citée, nous lisons :

“En Russie, nous l'expérimentons très bien sur nous-mêmes. Le gouvernement a présenté à la Douma d'État un nouveau projet de Code du travail, qui réduit tous les droits des travailleurs, introduit un système d'amendes, raccourcit les congés de toutes sortes, allonge la durée de la journée de travail pour tous les travailleurs salariés. Le peuple de Russie subit aujourd'hui une féroce réaction de la part du capital.

C'est pourquoi pour nous, communistes russes, l'union avec les communistes d'Europe est plus importante que jamais.

Les dernières élections présidentielles en Russie ont montré à quel point le capitalisme russe, soutenu par les USA, est aujourd'hui cynique et agressif. Pratiquement, la farce que l'on appelle en Russie les élections présidentielles n'est rien d'autre qu'une forme de la dictature capitaliste. Des temps très pénibles s'annoncent, les temps de la réaction lancée par le capital, et pas seulement en Russie. C'est pourquoi les communistes doivent s'unir.”

(...) A la recherche des raisons qui ont abouti à cette marche à la restauration capitaliste, tous donnent la dimension internationale. Citons à nouveau ce passage de la *“Lettre politique d'un communiste russe aux frères de combat”* :

“Les événements qui se sont passés en URSS montrent que les communistes en URSS se sont tranquilisés trop tôt. Les événements ont montré que la restauration du capitalisme était possible même en URSS (...). La vague d'attaques contre les garanties sociales des travailleurs a déferlé sur toute l'Europe. Les dirigeants de nombreux partis communistes et de nombreux gouvernements de gauche, après la chute de l'URSS, ont passé un accord direct avec le capital, et une réaction féroce du capital et de nouvelles offensives contre les droits des travailleurs s'annoncent.”

Avant d'aborder les questions soulevées par ce diagnostic irréfutable, constatons qu'il est partagé par tous les auteurs de ces lettres.

Les militants du Conseil de l'Union de la jeunesse d'Ukraine le précisent en ces termes :

« Les “communistes” (entre guillemets dans le texte, nous le soulignons) jonglent avec une phraséologie de gauche et s'apprentent à passer un pacte ouvert avec le régime bourgeois. »

(Ce pacte, ces dirigeants des PC l'ont déjà passé avec le régime bourgeois en Russie, en Ukraine et dans tous les pays.)

Socialisme dans un seul pays

L'Union de la jeunesse d'Ukraine le formule nettement : c'est la “théorie” du socialisme dans un seul pays qui occupe une place déterminante dans le processus de dégénérescence bureaucratique. Revenons sur ce qu'ils écrivent :

“Nous ne pouvons nous adapter à l'état de choses existant (...). Ceux qui pensent qu'il faut mener la lutte contre la déréglementation dans le cadre d'un seul pays se trompent. Ce n'est qu'en coordonnant nos actions à l'échelle mondiale qu'on peut agir efficacement sur le processus. Nous appelons toutes les forces progressistes à unir leurs efforts pour l'émancipation des travailleurs. Ce n'est qu'ensemble que nous avons une chance de mener à bien ce que nous avons entrepris en 1917” (adopté à la séance du Conseil de l'Union de la jeunesse le 5 juin 2000).

La théorie du socialisme dans un seul pays est étroitement liée à la capitulation de la bureaucratie, que Lénine dénonçait déjà dans les derniers mois de sa vie.

Nous reviendrons sur cette question, car cette préface aux documents rassemblés dans ce numéro de *La Vérité* constitue, répétons-le, la première partie d'un texte de discussion plus complet en cours d'élaboration. Enumérons, telles que les présentent eux-mêmes les camarades de l'ex-Union soviétique, quelques autres questions qui seront débattues ultérieurement.

Une première question, dont l'importance ne saurait être sous-estimée :

“Je vous remercie pour l'attention que vous m'avez manifestée en m'envoyant votre lettre. C'est un texte chaleureux, qui donne des obligations. Je considère votre lettre, non comme un prétexte pour s'exprimer sur le mur de Berlin, mais comme un moyen pour examiner la situa-

tion actuelle dans le mouvement ouvrier et communiste. Il est néanmoins important d'exprimer quelques idées à propos de la chute du mur de Berlin. Le mur est un signe de la victoire des forces démocratiques du monde, de la victoire de l'Union soviétique sur l'Allemagne fasciste. Les antifascistes du monde entier, et surtout de l'Allemagne, étaient intéressés à sa conservation. Mais, quelle que soit la signification du mur, il ne saurait être aujourd'hui la pierre de touche pour des politiques."

Ce même camarade dénonce, dans l'extrait cité plus haut, la politique traître de "nombreux dirigeants du mouvement communiste". Il écrit également, sous forme de critique :

"Tout en partageant complètement l'orientation politique de votre lettre, je considère qu'il y manque une analyse objective de l'ex-PCUS et de l'ex-URSS. La question de l'Etat reste un des problèmes les plus aigus du mouvement ouvrier et communiste."

Nous en sommes bien d'accord : la question de l'Etat sera examinée ultérieurement.

La nomenklatura mafieuse au pouvoir dans les pays de l'ex-URSS détruit toutes les bases de la société, au compte de la privatisation dictée par l'Union européenne et le FMI. Cette nomenklatura mafieuse, cette caste bureaucratique, s'est constituée sur la base de l'isolement de l'Union soviétique et des défaites de la révolution mondiale ; après avoir présidé à la dégénérescence du premier Etat ouvrier, elle conduit à son effondrement par crainte de la révolution mondiale et de la révolution politique en URSS.

En septembre 1996, François Forgeu faisait état, dans *La Vérité*, d'une interview d'Alexandre Yakovlev, l'un des plus proches collaborateurs de Gorbatchev, au cours de laquelle était citée une conversa-

tion privée entre Yakovlev et Eric Honecker, en 1989 :

« A Honecker, qui lui demandait pourquoi la direction du PCUS s'était engagée et continuait à s'engager sur la voie de politiques dangereuses, Yakovlev répondit : "Il ne s'agit pas d'une question de choix ou d'opinions politiques, mais de la nécessité objective incontournable. Sans la perestroïka, nous aurions ultérieurement à faire face à une révolution, qui pourrait être aussi violente que la révolution d'Octobre". »

Ainsi, de l'avis même d'un haut dignitaire du régime gorbatchevien, la perestroïka, antichambre de la restauration capitaliste, était directement dirigée contre la révolution d'Octobre, c'est-à-dire contre les conquêtes sociales de la révolution russe de 1917.

Léon Trotsky, comme le montrent les documents extraits de ses ouvrages, a continuellement démontré comment et pourquoi, sans révolution politique reliée à la révolution mondiale, la bureaucratie ne pouvait que conduire l'URSS à la restauration capitaliste. A la suite de Lénine, Trotsky donnait la dimension internationale de l'alternative : *"La question historique : qui l'emportera ? ne peut être tranchée dans les limites nationales."* Ou la révolution politique régénèrera l'Etat ouvrier ou l'Etat bureaucratique dégénéré rejettera l'URSS vers le capitalisme. Des deux termes de l'alternative, c'est pour le moment le catastrophique retour au capitalisme qui a gagné. Pour le moment...

Mais rien n'est joué historiquement, nous y reviendrons. *"Socialisme dans un seul pays"* ou révolution internationale ? L'alternative où se joue le sort de l'humanité a été clairement exprimée par la marxiste Rosa Luxemburg avant la Première Guerre mondiale : socialisme ou barbarie (...).

2002. "LE COMBAT DES TRAVAILLEURS AMÉRICAINS APRES LE 11 SEPTEMBRE"

(titre original, interview d'Alan Benjamin - n° 29 [nouvelle série], janvier 2002)

Partout dans le monde, au nom de la solidarité avec le peuple américain contre le terrorisme, on demande aux organisations ouvrières de soutenir la "guerre glo-

bale" de George W. Bush. Pourtant, nous avons vu les banderoles de manifestants à New York, qui disaient : *"Pas en notre nom !"* Avec Nancy Wohlforth, membre

du comité exécutif du conseil syndical de San Francisco, Alan Benjamin est venu expliquer au mouvement ouvrier européen le combat des travailleurs américains. Ils sont intervenus notamment au meeting internationaliste, à Paris, le 8 novembre 2001.

Quelques jours plus tard, Alan Benjamin nous montrait le dernier numéro de *The Organizer*, dont il est responsable, titrant sur cinq colonnes : “*Stop the war !*” (“*Arrêtez la guerre !*”). *The Organizer* est une “*publication de Socialist Organizer, l’organisation qui exprime la politique de la IV^e Internationale aux Etats-Unis*”, précise-t-il, et aussi “*un forum ouvert à tous les individus et courants du mouvement ouvrier qui cherchent à construire le Labor Party et une Internationale ouvrière*”.

A côté de l’éditorial, un article traite de “*la guerre contre les travailleurs*”. On y lit un article du *Wall Street Journal*, enjoignant au président Bush “*d’avancer par des réductions plus rapides des impôts des sociétés, par l’exploitation intensive des réserves pétrolières d’Alaska, par l’octroi de pouvoirs spéciaux au président pour passer des accords de libre-échange — et, oui, en puisant dans les excédents de la Sécurité sociale pour financer certaines des nouvelles dépenses militaires*”.

• Nancy Wohlforth et toi, vous avez expliqué que le rejet de la guerre s’est développé au sein du mouvement ouvrier des Etats-Unis plus rapidement que lors de la guerre de Vietnam. En même temps, nous voyons des positions contradictoires, et aussi des agressions graves contre les travailleurs. Qu’en est-il exactement aujourd’hui ? Quelle est la situation dans les syndicats ? Quel rapport avec les “coalitions” ?

• Un certain nombre de comités syndicaux contre la guerre se sont constitués dans différentes villes, partout dans le pays. Les plus importants sont ceux de San Francisco, New York et Chicago. Ils intègrent des syndicalistes, beaucoup de présidents et de dirigeants de syndicats locaux. La “coalition” de New York pour la paix et la justice a réuni de nombreuses signatures de membres et de responsables des syndicats sur une déclaration qui

s’oppose nettement à la guerre en Afghanistan.

En plus, un certain nombre d’organes syndicaux ont adopté des résolutions contre la guerre. La première résolution de ce genre a été adoptée par le conseil syndical de San Francisco le 19 septembre. Parmi les autres organes syndicaux qui se sont prononcés, on peut citer le conseil du district 1199 de SEIU, à New York, la fédération de l’AFL-CIO de l’Etat de Caroline du Sud et d’innombrables regroupements au sein de l’AFL-CIO, tels que “*Pride at Work*”, APALA et “*Jobs with Justice*”.

Un nombre plus grand encore d’organes syndicaux ont adopté des résolutions dénonçant l’utilisation de la guerre par l’administration Bush et par le Congrès pour attaquer les droits économiques, sociaux et civils du peuple travailleur américain.

C’est seulement au dernier stade de la guerre du Vietnam, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, qu’était apparu un tel mouvement contre la guerre au sein du mouvement ouvrier lui-même.

En ce qui concerne les “coalitions” qui se sont constituées partout dans le pays, d’abord dans les campus des universités, et leurs relations avec le mouvement ouvrier, il y a eu des manifestations fortes de 15 000 ou 20 000 participants, dans les plus grandes villes des Etats-Unis. Dans la plupart des cas, ces actions ont vu la participation de cortèges ouvriers organisés par les différentes coalitions syndicales pour la paix et la justice. Walter Johnson, secrétaire-trésorier du conseil syndical de San Francisco, a pris la parole lors des actions qui ont eu lieu à San Francisco.

Le sentiment dominant lors de ces manifestations a été que la guerre contre des nations et des peuples entiers, avec une perte accrue de vies de civils innocents, ne saurait être la réponse au terrorisme de quelques individus fanatiques. “*Pas en notre nom !*” : tel a été le slogan de centaines de milliers de manifestants, y compris beaucoup de membres de familles des victimes du 11 septembre (...).

Pourtant, il serait faux de donner une vision unilatérale de ce qui se passe dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis. Le

sommet de la direction de l'AFL-CIO, par exemple, est intervenu de tout son poids pour soutenir la "guerre contre le terrorisme" du gouvernement américain. Lors de la récente convention tenue à Las Vegas, le président de l'AFL-CIO, John Sweeney, a loué le bombardement de l'Afghanistan par l'administration Bush — en même temps qu'il dénonçait l'utilisation de la guerre par cette même administration pour promouvoir la zone de libre-échange des Amériques (FTAA) (en espagnol ALCA — NDT), la "réforme" de la Sécurité sociale, les attaques accrues contre les droits civils et la "charge" non équitable de la guerre sur les épaules des travailleurs américains.

Le sommet de l'AFL-CIO se trouve pris dans une contradiction. L'"unité nationale" avec les fauteurs de guerre contre le terrorisme est en train d'affaiblir la capacité de défendre les droits des syndiqués (...).

Et maintenant, ces dernières semaines, une forte pression est exercée sur les unions locales et les conseils syndicaux pour qu'ils ne soutiennent pas le mouvement antiguerre. Des permanents syndicaux de l'AFL-CIO ont même été limogés parce qu'ils s'étaient prononcés contre la guerre, ce qui a refroidi l'ambiance des discussions.

La situation présente est donc très contradictoire. D'un côté, le sentiment antiguerre est fort et se développe dans des secteurs importants du mouvement syndical ; mais, d'un autre côté, dans les syndicats, réapparaît le spectre de la "guerre froide".

Sans aucun doute, la tâche de ceux qui travaillent à promouvoir la défense des intérêts des travailleurs sur un axe indépendant sera de développer cette discussion contre la guerre, en la reliant à chaque étape avec la guerre faite chez nous par les patrons et le gouvernement contre le peuple travailleur.

• Quelle est la situation des ouvriers américains après le 11 septembre, face à une telle offensive ? Quels autres aspects faut-il souligner du combat de plus en plus aigu qui se livre entre les grandes compagnies et les travailleurs après le 11 septembre ? Quelle peut être la contribution de la délégation

américaine à la conférence de Berlin contre la déréglementation ?

• Les travailleurs ont reçu en plein visage un coup après l'autre, après le 11 septembre. D'après l'AFL-CIO, plus de 600 000 travailleurs ont été licenciés depuis cette date. Ce qui porte à un million et demi le nombre de ceux qui ont perdu leur travail durant l'année 2001.

Non seulement ces travailleurs ont perdu leur emploi, donc leur source fondamentale de revenus (et l'assurance chômage a été réduite à une aumône), mais ils perdent aussi leur droit aux soins médicaux — car la plupart des travailleurs n'accèdent aux soins médicaux qu'à travers leur emploi et leur convention collective. Les effets ont donc été dévastateurs.

La récession battait déjà son plein lorsque les attentats du 11 septembre ont eu lieu. Mais maintenant, la situation de détresse des familles travailleuses a atteint un niveau dramatique. Des villes et des populations entières se trouvent dans des situations limites, sans aucune perspective de soulagement.

On a fait une grande publicité des programmes fédéraux de secours pour démontrer que les Etats-Unis sont en train de faire un gros effort pour les hommes et les femmes qui font tourner les rouages de l'économie. Mais à regarder de près tous ces programmes, on voit tout de suite leur caractère fallacieux.

Prenons le rachat fédéral des lignes aériennes, décidé fin septembre. 15 milliards de dollars ont été destinés à cela. Toute cette somme a été consacrée à garantir que les P-DG des grandes compagnies aériennes vont continuer à percevoir leurs émoluments exorbitants, tandis que rien n'est consacré aux 20 000 travailleurs licenciés. Le nombre de travailleurs licenciés par ces compagnies aériennes dépasse à présent les 100 000. Une aide magnifique aux ouvriers, comme on le voit !

Mais les ouvriers résistent et se battent. Dans le Minnesota, les employés publics se sont mis en grève début octobre pour demander une convention meilleure et empêcher l'Etat de vider leurs allocations médicales. Ils ont été accusés par le gouverneur, le soi-disant indépendant Jesse "the Body" Ventura, d'être avaricieux et de ne pas soutenir la guerre des Etats-Unis

contre le terrorisme. Comment osaient-ils saper “l’unité nationale” nécessaire pour défaire Ben Laden et sa bande ? Les grévistes n’ont pas été impressionnés par ces arguments, ils se sont accrochés à leurs justes revendications. Et, contre l’avis de tous, ils ont continué et ils ont gagné.

De façon semblable, les travailleurs de tous les plus grands hôtels de Boston ont fait la grève pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. Là aussi, les patrons et la presse à leur botte ont déclenché une énorme campagne contre les grévistes. Ce n’était “pas le bon moment pour une grève”, leur disait-on. Le tourisme de la ville était déjà assez mis à mal et la grève devenait tout simplement “non patriotique”. Mais les grévistes ont construit une des coalitions ouvrières les plus unies et efficaces que la ville ait vues depuis des décennies.

A San Francisco, une coalition dirigée par les syndicats a combattu durement

pour qu’un référendum se tienne le 6 novembre — sous les regards de toute la nation — pour municipaliser le gaz, l’électricité et l’eau, en les arrachant des mains d’une grande société multinationale : PG & E. Le mouvement syndical, avec le soutien des organisations de quartier, a mené une campagne intense contre tout l’establishment des grandes sociétés de Californie du Nord. Même si cette initiative n’a pas eu le dessus (de très peu, de seulement 533 voix), les partisans de l’énergie publique ne sont pas découragés, ils s’engagent à continuer la lutte lors de l’élection de novembre prochain.

Il ne s’agit pas de cas isolés. Des instituteurs du New Jersey ont fait grève et ont été interpellés parce qu’ils refusaient de reprendre leurs cours. Ils demandaient aussi des augmentations de salaires et des améliorations des soins médicaux. Les travailleurs de Pratt and Whitney sont aussi en train de décider s’ils font grève...

QUELQUES REPERES CHRONOLOGIQUES

Le rappel des quelques éléments historiques que l'on trouvera ici est forcément très succinct et n'a pour seul objet que d'aider à situer les principaux événements évoqués dans les textes cités. On demandera au lecteur de ne surtout pas le considérer comme un résumé, même sommaire, de ces soixante-quinze années. Cela est encore plus vrai en ce qui concerne les quelques dates marquantes de l'histoire du combat pour la IV^e Internationale, puis de la IV^e Internationale elle-même. Si leur rappel a été, en général, rendu nécessaire par la republication dans ce numéro spécial de *La Vérité* de tel ou tel texte les ayant accompagnées, ce rappel ne peut être en aucune manière exhaustif ni avoir valeur appréciative. Cela ne rend que plus nécessaire la perspective ouverte par le camarade Pierre Lambert, dans son entretien avec Daniel Gluckstein, à savoir la nécessité d'écrire une suite à la brochure *Quelques enseignements de notre histoire*.

1929

- Krach à la Bourse de New York, qui entraîne une énorme vague de fermetures d'usines, des millions de chômeurs, la misère. Cette dépression brutale touchera les principaux pays européens dès le début des années 1930.
- Montée du nazisme en Allemagne.
- Léon Trotsky est expulsé d'Union soviétique et s'installe à Prinkipo, en Turquie. Il y rencontre de jeunes militants communistes français. Le 15 août, sortie du premier numéro de *La Vérité*, sous-titrée "*Organe de l'Opposition communiste*".

1930

- Constitution de la Ligue communiste en France, dont *La Vérité* est l'organe.
- Les élections de septembre en Allemagne enregistrent une très large victoire des nazis, passant de 12 à 107 sièges au Reichstag. Le PC allemand se renforce aussi considérablement, en passant de 23 à 77 sièges.

La direction de l'Internationale communiste et le PC allemand continuent d'expliquer que l'ennemi principal n'est pas Hitler, mais la social-démocratie qualifiée de « frère jumeau du fascisme ». Face à ce cours, l'Opposition de gauche internationale prône "le rassemblement des rangs ouvriers" (Léon Trotsky) et le front unique contre le fascisme.

1933

- Le 30 janvier, Hitler est nommé chancelier en Allemagne. Après la provocation de l'incendie du Reichstag (février), les hitlériens interdisent le PC allemand, décapitent les syndicats, puis toutes les organisations du mouvement ouvrier et démocratique ; ils nazifient l'Etat en tous domaines très rapidement.

- Devant cette terrible défaite sans combat du prolétariat allemand, Trotsky déclare que, dans ce pays, "*les ouvriers se relèveront, le stalinisme jamais*".

L'ampleur et la portée de l'événement en font un tournant capital dans cette période de l'histoire du XX^e siècle. Constatant que l'Internationale communiste continue de se refuser à toute révision de son cours liquidateur, Trotsky et ses camarades de lutte portent (juillet-août) le jugement historique de la faillite de la III^e Internationale pour la cause révolutionnaire et lancent la perspective d'une nouvelle Internationale, la IV^e Internationale.

1934

- A Paris, manifestation insurrectionnelle des ligues d'extrême droite, le 6 février. Le 12, une immense manifestation ouvrière, appelée séparément par le PCF et la SFIO, fusionne en un seul cortège aux cris de "*Unité, unité d'action !*". Les trotskystes ont appelé et agi de toutes leurs forces à la réalisation de cette unité, "l'Alliance ouvrière".

- En août, les militants de la Ligue communiste entrent dans la SFIO. Ils estiment qu'ils peuvent s'y lier avec de nombreux éléments ouvriers, qui y affluent depuis le 12 février. Ils fondent le Groupe bolchevique-léniniste de la SFIO, dont *La Vérité* devient l'organe.

1935

- Vague de grèves en France.
- Calomniés et pourchassés par les staliniens, certains d'entre eux exclus de la SFIO, les trotskystes sortent de celle-ci avec l'objectif de construire un parti révolutionnaire indépendant. Mais ils perdent de l'influence et se divisent. Le Parti communiste internationaliste (PCI) édite *La Commune*, et le Parti ouvrier interna-

tionaliste (POI) *La Lutte ouvrière. La Vérité* est publiée de manière de manière irrégulière et hiératique jusqu'en 1940. N'y seront donc pas traités les événements majeurs des années 1936 à 1939.

1936

- Victoire du Front populaire aux élections d'avril et mai en France. Il s'agit d'une coalition des deux principaux partis de classe ouvrière, PCF et SFIO, avec le Parti radical, parti bourgeois. A partir des 11 et 12 mai, une vague sans précédent de grèves s'étend sur tout le pays et se transforme en grève générale. "*C'est le début classique de la révolution*", affirme Léon Trotsky.

Les dirigeants ouvriers refusent de rompre le lien qui les unit à la classe dirigeante et font tout pour contenir le mouvement dans les limites du respect de la propriété privée et de l'Etat bourgeois. Sa puissance impose néanmoins de grands conquêtes sociales, les 40 heures, les délégués ouvriers, les premiers congés payés.

- Coup d'Etat militaire de Franco en Espagne contre la République (juillet) ; levée en masse des ouvriers et des paysans ; commencement de l'affrontement entre révolution et contre-révolution dans ce pays.

En France, le chef du gouvernement de Front populaire, Léon Blum, se plie aux ordres des milieux financiers internationaux et décide la non-intervention en Espagne.

- Premier procès de Moscou dit "des 16" (août) et exécution de Zinoviev et de Kamenev. C'est le début de l'immense vague de répression et de liquidation physique, sur ordre de Staline, de toute la vieille garde bolchevique qui a dirigé la révolution d'Octobre, de dizaines de milliers de cadres du parti, de l'Etat soviétique, de l'Armée rouge.

1937

- Deuxième procès de Moscou (janvier), exécution de Piatakov et de 14 de ses compagnons. Exécution du maréchal Toukhatchevski. Année culminante de la grande épuration stalinienne en URSS.

- Soulèvement ouvrier et journées insurrectionnelles à Barcelone (mai). Les forces stalinienne, en pleine guerre révolutionnaire contre Franco, dirigent la répression sanglante contre les militants ouvriers de toutes tendances, anarchistes, socialistes de gauche, militants du POUM et trotskystes.

- Léon Blum proclame "*la pause*" des revendications ouvrières et fait tirer sur une manifestation ouvrière appelée contre la tenue d'un meeting d'extrême droite à Clichy (mars).

1938

- Annexion de l'Autriche par le III^e Reich (mars). Accords de Munich (septembre), où dirigeants français et anglais signent un accord avec Hitler à propos de la Tchécoslovaquie.

- Troisième procès de Moscou et exécution de Boukharine et de Rykov.

- En France, la grève générale du 30 novembre appelée par la CGT est durement réprimée et s'achève en déroute.

- Le 3 septembre, tenue dans la région parisienne de la conférence de fondation de la IV^e Internationale ; adoption de son programme, intitulé "*L'Agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale*", communément appelé *Programme de transition*. Le Parti ouvrier internationaliste devient la section française de la IV^e Internationale.

1939

- Chute de Barcelone (janvier), puis de Madrid (août) ; victoire de la contre-révolution fasciste en Espagne.

- Pacte germano-soviétique, où Hitler et Staline conviennent de l'invasion et du dépeçage de la Pologne. La Wehrmacht attaque ce pays le 1^{er} septembre, immédiatement suivie par l'Armée rouge, le 17 septembre, qui en occupe la partie orientale.

- Le 3 septembre, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne. Début de la Seconde Guerre mondiale.

1940

- En France, procès et lourdes condamnations de plusieurs députés du PCF (mars) accusés de soutenir le pacte Hitler-Staline.

- Nombreuses arrestations dans les rangs trotskystes. Un tribunal militaire prononce huit condamnations à l'encontre de militants du PCI (*La Commune*), organisés clandestinement depuis plusieurs mois.

- Effondrement de l'armée française en mai et juin. Les troupes allemandes entrent dans Paris le 14 juin.

La Chambre du Front populaire donne les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, qui signe l'armistie et fait allégeance à Hitler. La France est divisée en deux, une zone au nord, directement sous la botte de l'occupant nazi, une zone au sud, dite "non occupée", où s'installe le gouvernement de Vichy dirigé par Pétain, qui appelle les Français à collaborer.

- *La Vérité*, interdite, ressort dans les conditions extrêmement dures de la clandestinité. C'est d'abord une simple feuille ronéotypée, portant la mention "*organe bolchevique-léniniste*". Elle est animée par de

très jeunes militants (venant de l'ex-POI dissous), peu expérimentés et non préparés à ce tournant.

- Toutes les libertés démocratiques essentielles, dont celle de la presse, sont bafouées, le mouvement ouvrier et ses organisations dissous.
- De nombreux dirigeants de l'ancienne CGT, derrière l'ancien secrétaire confédéral, René Belin, se rallient à Vichy, tandis que d'autres, dont le réformiste Jouhaux, s'y refusent.
- Léon Trotsky est assassiné au Mexique le 20 août par un agent provocateur stalinien.
- En septembre, Vichy instaure le "statut juif". Construction, en Pologne, du mur d'isolement du ghetto de Varsovie (septembre).

1941

- Le 21 juin, Hitler attaque l'Union soviétique. Premières victoires foudroyantes de la Wehrmacht.
- En France, premières luttes de résistance ouvrière. Grève des mineurs du Nord (mai).
- Première grande rafle de Juifs à Paris et obligation du port de l'étoile jaune.
- Promulgation de la Charte du travail (octobre), texte corporatiste dont Belin, devenu ministre du Travail de Pétain, est le principal initiateur.
- Le 23 octobre, les nazis exécutent 27 otages à Châteaubriant ; parmi eux, de nombreux militants du PCF et également nos camarades trotskystes, Marc Bourhis et Roland Guéguen.
- Entrée en guerre des Etats-Unis après l'attaque japonaise de Pearl Harbour (décembre).

1942

- Les chefs nazis, réunis à la conférence de Wannsee (janvier), décident la "solution finale", l'extermination systématique des Juifs, qui va aboutir à la mort de six millions d'entre eux.
- Rafle monstre de 13 000 Juifs à Paris, parqués au Vél'd'Hiv, et qui sont ensuite envoyés dans les camps de la mort.
- Début de la réquisition de travailleurs français par les hitlériens pour fournir de la main-d'œuvre aux industries d'armement du III^e Reich. Premiers actes de résistance à cette "relève" et au Service du travail obligatoire (STO), instauré en septembre.
- Débarquement allié en Afrique du Nord et invasion de la zone non occupée par les Allemands.
- Commencement du siège de Stalingrad et de la gigantesque bataille où les masses

soviétiques et l'Armée rouge se mobilisent pour la défense de l'URSS et bloquent la VI^e armée allemande prête à se ruer sur Moscou.

1943

- Défaite militaire historique de la Wehrmacht, qui capitule à Stalingrad (fin janvier-début février). Pour la première fois, les armées hitlériennes sont vaincues. C'est le tournant majeur de la Seconde Guerre mondiale. En juillet, gigantesque bataille de blindés à Kursk, où les panzers allemands perdent la plus grande bataille de chars de toute la guerre.
- Soulèvement et résistance héroïque du ghetto de Varsovie, finalement écrasé par les SS (avril et mai).
- En France, grèves de résistance et prises de maquis par les "réfractaires" au STO, le Premier ministre de Pétain, Laval, ayant décrété la mobilisation obligatoire des jeunes de 21 à 23 ans. Constitution de la Milice de Joseph Darnand, troupe de mercenaires aux ordres de la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie française, totalement nazifiée.
- Puissante montée révolutionnaire, grèves et manifestations monstres en Grèce, puis en Italie, où Mussolini est renversé le 25 juillet et remplacé une première fois par un gouvernement monarchiste. Bombardements alliés massifs sur les principales villes ouvrières du nord du pays.
- *La Vérité* poursuit inlassablement son action de solidarité internationaliste avec les soldats allemands et italiens (engagée depuis les premiers jours de la guerre), qui sont des prolétaires sous l'uniforme. Elle titre : "*Main tendue aux ouvriers allemands et italiens*", relate tous les actes de fraternisation, reproduit dans ses colonnes des extraits de *Arbeiter und Soldat*, organe de la section allemande de la IV^e Internationale, et de *Der Arbeiter*, diffusé dans les garnisons allemandes de Bretagne.
- Assassinat de Pietro Tresso, dit Blasco, ancien dirigeant du PC italien ayant rejoint les rangs du trotskysme et qui a participé à la conférence de fondation de la IV^e Internationale. Libéré d'une prison vichyste au Puy-en-Velay par un groupe de FTP, il disparaît ensuite, assassiné par les staliniens, en même temps que trois autres militants trotskystes (Jean Reboul, Abraham Sadek, Maurice Segal).

1944

- Réunification des différentes organisations se réclamant de la IV^e Internationale au sein du Parti communiste internationaliste (PCI), dont *La Vérité* devient l'organe en mars (seul le

groupe à l'origine de l'actuelle *Lutte ouvrière* a refusé de participer à la conférence de réunification).

- Débarquement allié sur les côtes de Normandie (juin). Anéantissement du maquis du Vercors, laissé comme de nombreux autres sans appui militaire et logistique de la part des Alliés. L'Armée rouge achève la libération du territoire soviétique et est aux portes de Varsovie (juillet).
- En France, grèves de plus en plus nombreuses (cheminots, PTT), insurrection de Paris (août), levée en masse révolutionnaire dans tout le pays. Occupations d'usines et constitution de comités ouvriers. De Gaulle rétablit les structures d'Etat de la III^e République pour faire face à la vague révolutionnaire issue de la Résistance. Dissolution des FFI et intégration dans l'armée française. Dissolution des milices patriotiques animées par le PCF. Retour en France de Maurice Thorez.
- Insurrection de Varsovie (août).

1945

- Les dirigeants de la SFIO et du PCF s'engagent dans la reconstruction de l'Etat bourgeois, incarnée à ce moment par de Gaulle. Ceux du PCF occupent à ce moment un rôle essentiel, compte tenu de sa place dans la Résistance et des victoires de l'Armée rouge contre le III^e Reich.
- Bien que la population continue de vivre très durement, Thorez condamne toute grève comme "*l'arme des trusts*", appelle à reconstruire "*un seul Etat*", avec "*une seule armée et une seule police*". En novembre, SFIO et PCF, pourtant majoritaires en voix et en sièges lors des premières élections générales, constituent sous l'égide de De Gaulle un gouvernement tripartite avec le seul parti bourgeois rescapé de la Libération, le MRP.
- Sur le plan militaire, le III^e Reich est définitivement vaincu et capitule le 8 mai. Les Alliés ont écrasé sous des bombardements massifs les populations civiles de Dresde et de Hambourg.

La vague révolutionnaire s'étend en Italie (exécution de Mussolini, le 28 avril) et en Grèce, où elle est sauvagement réprimée par les Anglais. Capitulation du Japon, après le largage de deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki (août).

- Conférence de Yalta (février), où Staline, Churchill et Roosevelt décident la division de l'Allemagne (et de Berlin) en quatre zones d'occupation et le "partage" des pays délivrés de la botte nazie (février). Cet "ordre" contre-révolutionnaire est fondé sur la collaboration

étroite de l'impérialisme — et d'abord de l'impérialisme américain — avec la bureaucratie stalinienne.

- En Algérie, des manifestations pour l'indépendance sont réprimées avec une grande violence, Sétif et Guelma bombardées sur l'ordre du ministre PCF Charles Tillon (juillet). Début du soulèvement du Vietnam (alors Indochine française) pour son indépendance.

1946

- Nombreuses grèves en France. Lors de celle des PTT, victorieuse, son comité de grève élu démocratiquement apparaît comme l'instrument du succès (août).
- Adoption de la Constitution de la IV^e République, de type parlementaire classique (octobre). De Gaulle, qui a démissionné en janvier, s'y déclare hostile.
- Autorisation de parution légale de *La Vérité* (mars), enfin obtenue après un an et demi de tergiversations du gouvernement, appuyées par les stalinien. Alors que nombre d'organes collaborationnistes ont pu reparaître en quelques jours après la Libération en changeant leurs noms, *La Vérité*, premier organe clandestin de résistance dès 1940, cité comme tel à la radio gaulliste de Londres, aura dû subir ce déni d'une liberté démocratique essentielle, celle de la presse, à cause de la politique révolutionnaire qu'elle exprime et défend.

1947

- Grève des rotativistes en réponse à un lock-out patronal parisien. Plus aucun titre ne paraît, même *L'Humanité*. La seule exception est la sortie de deux numéros spéciaux de *La Vérité*, dont le comité de grève estime qu'ils expriment correctement les revendications des travailleurs en grève (janvier).
- En avril, puissante grève chez Renault. Les ouvriers se soudent autour de leurs revendications et de leur comité de grève. Ils appellent à la solidarité et à la grève générale de toute la métallurgie. Dressés contre le mouvement à son commencement, les dirigeants stalinien du PCF et de la CGT sont forcés de "tourner" devant son ampleur. Début mai, ils votent contre la confiance au gouvernement à la Chambre et en démissionnent.

1948

- Création de l'Etat d'Israël, sur décision du partage de la Palestine prise à l'ONU, sur proposition du représentant de Staline. 750 000 Palestiniens sont chassés de leurs terres.

- Tito rompt avec Staline et refuse de se plier aux diktats de Moscou. Le PC yougoslave est exclu du Kominform et les partis stalinien engagent partout dans le monde une campagne hystérique contre lui. Sans masquer leurs nombreux désaccords avec Tito, les trotskystes estiment de leur devoir de “*défendre sans réserve*” la Yougoslavie et son Parti communiste.

1949

- Victoire de la révolution en Chine, où la République populaire est proclamée en octobre, en dépit de la politique de Staline, qui a cherché à éviter cette issue. Au-delà de la politique des dirigeants du PC chinois, l'événement bouleverse tout “l'équilibre” international fixé à Yalta et est un formidable appel à la lutte d'émancipation des travailleurs et des peuples opprimés dans le monde entier.

1952

- VIII^e Congrès du PCI (juillet), condamnation des positions contraires au programme de la IV^e Internationale développées depuis l'année précédente par le Secrétariat international et son secrétaire, Pablo. Scission perpétrée par ses partisans qui sont en minorité dans la section française.

1953

- Mort de Staline (5 mars). Arrestation du chef de la police, Beria, qui sera fusillé en décembre.
- Exécution des époux Rosenberg aux Etats-Unis, accusés d'espionnage au profit de l'URSS.
- Soulèvement des ouvriers de Berlin contre le parti stalinien d'Allemagne de l'Est. Les chars et les troupes d'occupation de l'URSS répriment violemment ce premier mouvement des travailleurs d'un “pays de l'Est” contre la bureaucratie (juin).
- Grève générale de la fonction publique en France, début août, entraînant la paralysie totale du pays. Le président du Conseil des ministres, Laniel, est obligé de retirer ses décrets-lois antisociaux, mais l'opinion ouvrière estime qu'on est passé à côté de quelque chose de plus important, que le gouvernement aurait pu être renversé. La question de l'unité aura dominé tout le déroulement de la grève.

1954

- Diên Biên Phu tombe aux mains du Viêt-minh le 7 mai. C'est une défaite historique du colonialisme français, le début de la dislocation de son “empire”.

- Début de la révolution algérienne le 1^{er} novembre.

1956

- XX^e Congrès du PC de l'Union soviétique. Khrouchtchev y dénonce certains des “*crimes du culte de la personnalité*” de Staline, en évitant soigneusement toute remise en cause du pouvoir de la bureaucratie (février).

- Les députés, dont ceux du PCF, votent les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet pour intensifier la guerre en Algérie. Nombreux mouvements de soldats du contingent, “rappelés”, qui refusent de partir faire la “sale guerre” contre le peuple algérien. Mouvements laissés sans direction et même dénoncés par les dirigeants de la SFIO, comme du PCF.

- Soulèvement ouvrier à Poznan, puis dans les principales villes de Pologne (juin). Tout le pays se dresse contre le pouvoir des séides de Moscou. Gomulka est appelé au pouvoir, les dirigeants russes estimant que cet ancien emprisonné pourra contenir le mouvement.

- Révolution hongroise des conseils ouvriers, qui expriment leur attachement à toutes les conquêtes issues de l'expropriation du capital et la nature socialiste de leur mouvement. Commencement de fédération des conseils ; implosion du PC hongrois. Fin octobre et début novembre, les chars russes écrasent dans le sang la Hongrie soulevée contre la bureaucratie.

- Agression franco-anglo-israélienne contre l'Egypte, qui vient de nationaliser le canal de Suez. Sur ordre conjoint de Washington et de Moscou, l'ONU interdit la poursuite de l'intervention militaire.

1958

- Coup d'Etat militaire en Algérie, amenant le retour au pouvoir de De Gaulle (mai-juin). Celui-ci dénonce la IV^e République et le “régime des partis”, fait adopter par référendum une Constitution réactionnaire et antidémocratique. Il veut instaurer, avec la V^e République, l'Etat fort, l'intégration des organisations syndicales, l'éradication de la lutte des classes.

- Cette défaite sans combat de la classe ouvrière coïncide avec la période la plus difficile de l'existence de notre section française, réduite à quelques dizaines de militants, ce qui est aussi la conséquence de la crise dislocatrice du plabisme. *La Vérité* suspend sa parution hebdomadaire et sera publiée désormais sous forme de revue. La publication d'un bulletin hebdomadaire régulier à l'intention des militants lutte de

classe est décidée. Il va paraître d'abord plusieurs années sous la forme de quatre pages ronéotypées. Il s'appelle *Informations ouvrières* et porte dès son premier numéro (octobre) la mention "*Tribune libre de la lutte des classes*".

1959

- Révolution à Cuba et chute du dictateur Batista, qui était soutenu à bout de bras par les Etats-Unis.

1960

- Mise en application du traité de Rome et constitution de l'Europe des Six, la première "Communauté européenne".

1961

- Rébellions militaires d'une partie de l'armée française contre de Gaulle en Algérie. Putsch des généraux. Référendums successifs de De Gaulle sur sa politique algérienne.

1962

- Accords d'Evian. Le peuple algérien conquiert son indépendance dans les mois qui suivent.
- Crise majeure entre les Etats-Unis et l'URSS après l'implantation de missiles à Cuba (octobre).

1963

- En France, puissante grève des mineurs (mars), premier grand mouvement de classe depuis l'instauration de la V^e République. De Gaulle contraint de reculer sur la réquisition.
- Le Socialist Workers Party (SWP) américain, au nom de "convergences de vue" non explicitées avec le Secrétariat international pabliste, le rejoint et forme avec lui le "Secrétariat unifié" (SU) de la IV^e Internationale.

1965

- Intensification de l'intervention militaire américaine au Vietnam.
- Lors de son XIV^e Congrès, le groupe *La Vérité* décide de proclamer, en France, l'Organisation communiste internationaliste (OCI), qui attache à son nom la mention "*pour la reconstruction de la IV^e Internationale*".

1967

- Guerre victorieuse d'Israël contre les pays arabes, dite des "Six Jours".

Nouvelles occupations de territoires palestiniens.

- Point culminant de la révolution culturelle en Chine, qui divise et ébranle l'appareil du PC chinois.

1968

- Montée de la révolution politique en Tchécoslovaquie, marquée par la constitution d'organes indépendants ; "Printemps de Prague" ; intervention des chars soviétiques le 21 août.
- Grève générale en France de 10 millions de travailleurs. Les appareils parviennent à l'isoler usine par usine et le mouvement pour la constitution d'un comité central de grève n'aboutit pas. De nombreuses revendications sont néanmoins obtenues. Les ordonnances de De Gaulle contre la Sécurité sociale ne peuvent être mises intégralement en application (mai et juin).

1969

- Double "non" aux projets de Sénat corporatiste et de décentralisation lors du référendum d'avril. Tous les partis et toutes les organisations syndicales de la classe ouvrière y ont appelé. Démission de De Gaulle.

1971

- Grèves en Pologne des travailleurs de Gdansk et de Szczecin ; recul du pouvoir bureaucratique (janvier).
- Constitution de l'Assemblée populaire en Bolivie, suivie d'un coup d'Etat militaire organisé par le général Hugo Banzer.
- En Jordanie, la mobilisation des masses palestiniennes réfugiées débouche sur la constitution d'organismes de type soviétique, principalement à Irbid. Le mouvement est violemment réprimé par le roi Hussein de Jordanie.
- Décision de Richard Nixon sur l'inconvertibilité du dollar, caractérisée par une déclaration de l'OCI comme "*un nouveau pas dans la crise de décomposition du système de la propriété privée des moyens de production*" (août).

1972

- Constitution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale (CORQI).
- Conférence latino-américaine pour la reconstruction de la IV^e Internationale.
- Signature, en France, d'un Programme commun de gouvernement entre le Parti

socialiste, le Parti communiste et la formation bourgeoise du Mouvement des radicaux de gauche.

1973

- Coup d'Etat militaire de Pinochet au Chili (septembre), renversement du gouvernement d'Unité populaire, assassinat du président Allende et début d'une vague de répression sanglante contre les militants et les organisations de la classe ouvrière.

1974

- Election à la présidence de la V^e République de Valéry Giscard d'Estaing, à la suite du décès de Georges Pompidou (mai).
- Grève des marins britanniques, qui renverse le gouvernement conservateur de Heath.
- Révolution au Portugal (25 avril), qui met à bas le gouvernement Caetano, issu de 50 ans de régime fasciste-corporatiste. Constitution de comités élus de délégués de travailleurs.

1975

- Chute de Saigon et capitulation du Sud-Vietnam (avril). Défaite retentissante de l'impérialisme américain.
- Constitution, en Pologne, du Comité de défense des ouvriers après les grèves d'Ursus et de Radom.

1976

- Embrasement en Afrique du Sud contre l'apartheid. Emeutes à Soweto (juin).

1979

- Signature à Washington des "accords de paix" de Camp David entre Israël et l'Egypte.
- En Iran, après des manifestations de plusieurs millions de travailleurs à Téhéran et dans les ports pétroliers, le régime du chah est renversé.
- A la suite de la crise du Secrétariat unifié, la Fraction bolchevique dirigée par Nahuel Moreno et la Tendence léniniste-trotskyiste sont expulsées du SU et constituent avec le CORQI le Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale.
- Intervention militaire soviétique en Afghanistan.

1980

- Constitution, au Brésil, du Parti des travailleurs, regroupant toutes les tendances du mouvement ouvrier dans une même

organisation indépendante du gouvernement et des patrons. Les militants de la section brésilienne de la IV^e Internationale décident d'y entrer (janvier), tout en conservant l'expression indépendante de leur journal (février).

- Constitution, à l'initiative des membres du Comité paritaire, de "IV^e Internationale (Comité international)". *La Vérité* est fusionnée avec *Correspondance internationale* et devient une revue politique et théorique commune, trimestrielle.

- Nouvelle grève générale des chantiers de la Baltique en Pologne (août). Constitution du syndicat ouvrier indépendant Solidarnosc.

1981

- Proclamation, en France, du Parti communiste internationaliste.

- Election de François Mitterrand à la présidence de la République et constitution d'un gouvernement d'Union de la gauche composé de membres du PCF, du PS, des radicaux de gauche. Mesures d'ordre social.

- L'ancienne Fraction bolchevique accuse le PCI d'être à la remorque du gouvernement Mitterrand et organise la scission de l'organisation internationale constituée un an auparavant. Les autres membres du Comité paritaire forment "IV^e Internationale-Centre international de reconstruction (CIR)".

1982

- "Plan de rigueur" du gouvernement de l'Union de la gauche, à l'initiative du ministre des Finances, Jacques Delors.

- Massacres de Palestiniens dans les camps libanais de Sabra et Chatila, fomentés par l'état-major de l'armée israélienne.

1984

- Constitution du Mouvement pour un Parti des travailleurs.

1987

- Développement de la première Intifada (décembre) par le soulèvement des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

1988

- Mouvements de grèves de masse en Yougoslavie ; invasion du Parlement ; marche vers la grève générale.

- Conférence mondiale des sections de la IV^e Internationale à l'appel du Centre international de reconstruction. Premières discussions sur la

perspective de la reproclamation de la IV^e Internationale.

1989

- En Chine, répression sauvage du soulèvement antibureaucratique du “Printemps de Pékin”. Massacres sur la place Tienanmen (juin).
- Après d’intenses mobilisations ouvrières et populaires dans toute l’Allemagne de l’Est, le Mur de Berlin est abattu par les Berlinoises (novembre), événement dont la portée historique remet en cause les fondements de l’ordre instauré à Yalta et à Potsdam un demi-siècle auparavant (octobre-novembre), et qui aboutira un an plus tard à la réunification de l’Allemagne.
- La révolution abat en Roumanie le régime de Ceausescu (décembre).

1990

- En vue de la reproclamation de la IV^e Internationale, la décision est prise de transformer *La Vérité* en revue de l’organisation internationale. Un comité de rédaction international est constitué et assure sa publication à partir de novembre. *La Vérité* est renumérotée depuis cette date, avec la mention “*Nouvelle série*”, numérotation toujours en cours aujourd’hui.

1991

- Début de la dislocation de la Yougoslavie et mise en œuvre par les différentes fractions issues de la nomenklatura des plans de privatisation du FMI. Combats en Croatie.
- Première guerre du Golfe. Les Etats-Unis écrasent le peuple irakien et cherchent à définir et à imposer ce qu’ils appellent un “nouvel ordre mondial” sous leur domination exclusive.
- Dislocation, puis effondrement de l’Union soviétique. Après plusieurs années de perestroïka et d’étroite collaboration avec les Etats-Unis, Gorbatchev décrète la dissolution de l’Etat né de la révolution d’Octobre. C’est la voie ouverte au démantèlement des conquêtes issues de 1917, notamment de la propriété sociale. Mais la défense (et la reconquête) de ces conquêtes devient dès lors un enjeu de la résistance ouvrière et de la lutte des classes dans l’ex-Union soviétique. Prise de pouvoir de Boris Eltsine.

• Conférence des sections du Centre international de reconstruction à Barcelone, immédiatement suivie d’une conférence mondiale ouverte, qui décide la constitution de l’Entente internationale des travailleurs et des

peuples, rassemblant groupes et organisations engagés dans le combat pour la défense des conquêtes ouvrières menacées par l’offensive de l’impérialisme et pour la défense et la construction d’organisations ouvrières indépendantes. Adoption du “Manifeste contre la guerre et l’exploitation”.

- En France, premier congrès (novembre) et constitution du Parti des travailleurs. Le PCI, section française de la IV^e Internationale, devient le Courant communiste internationaliste de ce parti.

1992

- Adoption, par référendum, du traité de Maastricht — contre lequel le Parti des travailleurs a mobilisé toutes ses forces —, qui n’a obtenu finalement qu’une infirme majorité, alors que pratiquement toute la “classe politico-médiatique” appelait à voter “pour”.
- “Purification ethnique” dans l’ex-Yougoslavie, combats meurtriers en Bosnie.

1993

- Reproclamation de la IV^e Internationale.

1994

- Génocide au Rwanda et en Afrique centrale.

1995

- Les accords de Dayton imposés par les puissances occidentales consacrent la partition de la Bosnie.
- En France, élection de Jacques Chirac à la présidence de la République (avril). Grèves et grandes manifestations contre le plan Juppé et pour la défense de la Sécurité sociale (septembre-décembre).

1999

- Quatrième Congrès mondial de la IV^e Internationale. Adoption d’un manifeste, dont on trouve des extraits dans les textes cités.

2000

- Conférence mondiale ouvrière ouverte de San Francisco pour la défense de l’indépendance des organisations syndicales et des libertés démocratiques (février).

2001

- Attentats contre le World Trade Center et le Pentagone aux Etats-Unis, utilisés par l’impérialisme américain pour ouvrir une nouvelle phase de sa volonté de domination mondiale.

2002

- Guerre des Etats-Unis contre l'Afghanistan.
- Cinquième Congrès mondial de la IV^e Internationale.

2004

- Deuxième guerre impérialiste contre l'Irak. Résistance acharnée du peuple et des travailleurs irakiens.
- La poursuite de la résistance révolutionnaire du peuple palestinien, notamment depuis la

deuxième Intifada, fait voler en éclats le cadre des accords d'Oslo — qui continuent de dénier tous droits nationaux et démocratiques aux Palestiniens — et fait obstacle à la volonté d'hégémonie mondiale des Etats-Unis et à l'instauration d'un nouvel ordre mondial.

- *La Vérité* paraît maintenant simultanément, tous les deux mois, dans de nombreux pays, avec des éditions complètes en quatre langues (français, anglais, espagnol et portugais) et plus succinctes en allemand, arabe, ourdou, italien, serbo-croate et russe.

QUELQUES REPÈRES DE NOMS, DE SIGLES ET D'EXPRESSIONS CITÉS

Comme nos repères chronologiques, les rappels indiqués ici ne peuvent être complets et ont un caractère très succinct. Ils ne concernent pas, notamment, les noms et les sigles les plus connus.

Les indications fournies ont simplement pour objectif de permettre au lecteur de situer chaque personnage, parti ou organisation mentionné dans son contexte historique. *La Vérité* ayant été jusqu'en 1990 l'organe de la section française de la IV^e Internationale, un nombre important de ces rappels relève de la vie politique française, ce qui n'a pas été rappelé à chaque fois.

Adenauer Konrad : chancelier de la République fédérale allemande (« Allemagne de l'Ouest ») de 1949 à 1963, chrétien-démocrate. L'un des principaux initiateurs de la Communauté économique européenne.

AF : Action française, mouvement antirépublicain, monarchiste, populiste et corporatiste.

Alexander Harold : Maréchal britannique. Commande les forces alliées en Sicile et en Italie lors de la Seconde Guerre mondiale.

ARAC : organisation d'anciens combattants républicains (socialistes et communistes).

Auriol Vincent : Premier président (socialiste) de la IV^e République.

Auroux Jean : ministre du Travail (PS) du gouvernement de l'Union de la gauche de 1981. Auteur des premières lois dérogatoires au Code du travail et aux conventions collectives de branche par l'instauration d'accords d'entreprise dérogatoires.

AZAPO : Afrique du Sud—Azanie : Azanian People Organisation (organisation du peuple azanien), issue du "Mouvement de la conscience noire" de Steve Biko, combattant pour le pouvoir de la majorité noire.

Badoglio Pietro : haut dignitaire militaire du régime fasciste en Italie. Se retourne contre Mussolini en 1943 et négocie avec les Alliés.

Baker James : secrétaire d'Etat américain sous la présidence de Georges H. Bush (1988-1992), et lors de la première guerre du Golfe.

Belin René : ancien secrétaire confédéral de la CGT. Rejoint Vichy, où il est ministre du Travail. Inspirateur de la "Charte du travail".

Bidault Georges : président du Conseil national de la Résistance en 1943. Fondateur du MRP à la Libération. Atlantiste. Plusieurs fois président du Conseil ou ministre sous la IV^e République. Se rallie à l'OAS contre de Gaulle à la fin de la guerre d'Algérie.

Blum Léon : dirigeant socialiste, chef de file de la minorité favorable au maintien de la SFIO dans la II^e Internationale au Congrès de Tours de 1920. Chef du gouvernement de Front populaire de juin 1936 à juin 1937. Favorable à la "non-intervention" en Espagne. Défend son action politique lors du Front populaire au procès de Riom de 1942. Déporté en Allemagne en 1943. Plusieurs fois président du Conseil sous la IV^e République.

Bourhis Marc : quitte le PCF en 1934 et milite au POI. Arrêté le 2 juillet 1941. Emprisonné à Châteaubriant, où il est mis en quarantaine par les staliniens. Fusillé par les nazis le 22 octobre.

Bush George H. : président des Etats-Unis (républicain) de 1988 à 1992. Décide la première guerre du Golfe en 1991. Initiateur de la volonté américaine de créer un « nouvel ordre mondial » après la chute du Mur de Berlin.

Bush George W. : président des Etats-Unis (républicain) depuis 2000. A décidé la guerre contre l'Afghanistan (2001-2002), puis la seconde guerre contre l'Irak (2003-2004).

Cachin Marcel : dirigeant du Parti communiste depuis le congrès de Tours. Directeur de *L'Humanité*. Membre du bureau politique jusqu'à son décès en 1958.

Caetano Marcello : successeur du dictateur Salazar à la tête du régime corporatiste du Portugal, régime abattu lors de la révolution du 25 avril 1974.

Cahiers du bolchevisme : organe théorique du Parti communiste français, dirigé par Boris Souvarine, longtemps opposé à Staline.

Canton : Rappel par Trotsky (dans son article de 1929) de l'intervention irresponsable et aventuriste de fin 1927 lancée sur ordre de Staline par le PC chinois à Canton, et écrasée dans le sang. Celle-ci fut l'un des exemples dramatiques du cours ultra gauche suivi à ce moment-là par la direction de l'Internationale communiste, caractérisé par Trotsky comme la "troisième période" d'erreurs de cette direction.

CEE : Communauté économique européenne. Constituée à partir du traité de Rome (1960) et remplacée par l'Union européenne en 1993 en application du traité de Maastricht.

Ceausescu Nicolae : premier secrétaire du PC roumain à partir de 1965 et président de la Roumanie à partir de 1974. Exécuté après un procès expéditif à huis clos fin 1990.

Centrisme : terme désignant traditionnellement dans le mouvement ouvrier un courant oscillant entre réformistes et révolutionnaires. Trotsky l'applique au "centrisme stalinien" avant 1933. La IV^e Internationale l'utilise aujourd'hui pour caractériser la position du Secrétariat unifié se constituant comme pointe avancée de la destruction du mouvement ouvrier (*voir article dans ce numéro* : "La Vérité a 75 ans").

CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens.

CGT-U : Confédération générale du travail unitaire, dirigée par la tendance dite "unitaire" (communiste stalinienne). Séparée depuis 1920 de la CGT, fusionnée à nouveau avec la CGT en mars 1936.

Chiappe Jean : préfet de police de 1927 à 1934, lié aux milieux d'affaires et à l'extrême droite.

Cheney Dick : secrétaire à la Défense des Etats-Unis pendant la première guerre du Golfe. Vice-président des Etats-Unis depuis 2000.

Churchill Winston : homme d'Etat britannique réactionnaire. Premier ministre pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ciano Galeazzo : gendre de Mussolini. Auteur du "pacte d'acier Rome-Berlin". Veut signer une "paix séparée" en 1942 avec les Alliés. Fusillé sur ordre de Mussolini.

Clinton William (Bill) : président des Etats-Unis (démocrate) de 1992 à 2000.

CCI : Comité communiste internationaliste (1940-1941), issu du PCI.

CGPF : Confédération générale du patronat français. Ancêtre du CNPF, puis du MEDEF.

Croix-de-Feu : mouvement d'extrême droite (ligue fasciste), dirigé par le colonel de La Rocque et s'appuyant sur "les anciens combattants patriotiques" de la guerre de 1914-1918.

Daladier Edouard : radical-socialiste, président du Conseil des ministres au moment des émeutes du 6 février 1934, puis ministre du Front populaire. De nouveau président du Conseil en 1938.

Darlan François : amiral. D'abord ministre de Pétain, démissionne en avril 1942 après le rappel de Laval.

Darnand Joseph : ancien militant de l'Action française et de la Cagoule (extrême droite). Fonde en 1942 la Milice et dirige la répression contre toutes les formes de résistance. Officier Waffen SS. Fusillé à la Libération.

Déat Marcel : dirigeant socialiste exclu de la SFIO en 1933, comme principal animateur de la tendance "néo", reniant la lutte de classes et toute référence au mouvement ouvrier. Collaborateur actif pendant l'Occupation.

Doriot Jacques : ancien membre du bureau politique du PCF, dont il est exclu en 1933. Fonde le Parti populaire français en 1936 (fasciste). Collaborateur. Fonde la "Légion des volontaires français contre le bolchevisme" (LVF). Combat aux côtés des nazis sur le front russe.

Duclos Jacques : Membre du bureau politique du PCF jusqu'à son décès en 1975. A dirigé le parti clandestin sous l'Occupation.

Dulles John Foster : Diplomateur américain. Secrétaire d'Etat lors de la présidence Eisenhower de 1952 à 1960.

Duvallier Jean-Claude : dictateur en Haïti, où il succède à son père en 1971, à la tête du régime « macoute ». Chassé du pouvoir en 1986 et exilé en France.

Eisenhower Dwight : général américain, commandant en chef des forces alliées du débarquement en Afrique du Nord, puis de celui du 6 juin 1944 en Normandie. Président des Etats-Unis de 1952 à 1960.

FFI : Forces françaises de l'intérieur. Regroupement en 1944 de l'ensemble des forces de la Résistance sous l'autorité de De Gaulle à Londres.

FMI : Fonds monétaire international, organisme de l'ONU, en charge de la politique monétaire internationale. L'une des principales institutions de l'impérialisme au stade de la mondialisation.

FO : CGT-Force ouvrière. Constituée lors de la scission de 1948 par l'aile réformiste de la CGT, l'autre branche de l'organisation syndicale française étant dirigée par le PCF.

Frachon Benoît : membre du bureau politique du PCF, secrétaire de la CGT-U, puis de la CGT.

Frank Pierre : membre de la Ligue communiste en 1930. L'un des cofondateurs de *La Vérité*, dirigeant du PCI (*La Commune*) à la fin des années 1930. Membre du Secrétariat international après la guerre. En accord avec les thèses de Pablo, minoritaire dans la section française (PCI), il organise la scission de

celle-ci en 1952-1953. Membre du Secrétariat unifié jusqu'à sa mort en 1984.

GATT : General Agrément on Tarifs and Trade, organisme fondé en 1947 et chargé de promouvoir le libre-échange et la concurrence capitaliste à l'échelle internationale. A l'origine de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) actuelle.

Gignoux Claude : président du patronat français (CGPF) depuis 1936. Reste en poste sous l'Occupation.

Gorbatchev Mikhaïl : dernier secrétaire général du PC de l'Union soviétique. Son départ du pouvoir en 1991 (après plusieurs années de soumission plus étroite que jamais aux besoins de l'impérialisme) marque le tournant qui allait aboutir à l'effondrement de l'URSS.

Grotewohl Otto : dirigeant stalinien allemand. Coprésident du « Parti socialiste unifié » (équivalent d'un PC) de 1949 à 1964. Chef de gouvernement de « l'Allemagne de l'Est » au moment du soulèvement ouvrier de Berlin en 1953.

Groupe Octobre : petite formation issue du mouvement abondanciste, dont le dirigeant est Henri Claude et dont les positions sont proches de celles du POI. Participe à la constitution du PCI en 1944.

Guéguen Roland : maire PCF de Concarneau en 1935. Rompt après le pacte germano-soviétique. En contact avec les trotskystes, et notamment Marc Bourhis. Fusillé avec lui par les nazis à Châteaubriant.

Hervéiste : référence à Gustave Hervé, socialiste ultragauche avant 1914, connu pour ses outrances verbales, qui passa à l'ultrapatriotisme en 1914, puis devint chantre de Pétain et du régime de Vichy.

Hic Marcel : trotskyste depuis 1933. Dirigeant du Groupe bolchevik-léniniste, puis du POI. Prend une part importante dans la réparation de *La Vérité* en 1940. Arrêté et torturé par la Gestapo en 1943. Mort en déportation.

Hilferding Rudolf : social-démocrate, ministre en 1923. Emigre en France en 1933, livré à la Gestapo par le gouvernement de Vichy.

Hindenburg : chef d'état-major de l'armée allemande pendant la Première Guerre mondiale. Président du Reich en 1925. Fait appel à Hitler en 1933.

Honecker Erich : dirigeant stalinien allemand. Dernier chef d'Etat de la République démocratique allemande (« Allemagne de l'Est »). Prend la fuite après la chute du Mur de Berlin.

Hô Chi Minh (1890-1969) : principal dirigeant du Parti communiste vietnamien, dont il est le secrétaire général de 1956 à 1960.

JP : Jeunesses patriotiques, mouvement d'extrême droite avec «troupes de choc» organisées.

JSR : Jeunesses socialistes révolutionnaires, qui font suite à «l'Entente de la Seine» ; organisation de jeunesse SFIO exclue par la direction de ce parti ; rejoindront ensuite le POI.

Kirov : secrétaire du PC de l'URSS à Leningrad, dont l'assassinat le 1^{er} décembre 1934 a été utilisé

pour «monter» les procès contre les opposants à Staline.

Khrouchtchev Nikita : premier secrétaire du PCUS de septembre 1953 à octobre 1964. Responsable de la répression sanglante contre la révolution des conseils ouvriers de 1956 en Hongrie.

KOMINFORM : Bureau d'information des PC des pays de l'Europe de l'Est, de France et d'Italie, constitué en 1947, après que Staline a dissous la III^e Internationale en 1943. Coordonna la lutte hystérique engagée par la bureaucratie contre le « titisme » en 1948.

Kohl Helmut : chancelier de « l'Allemagne de l'Ouest » de 1983 à 1997. Chrétien-démocrate. Préside du côté occidental à la réunification de l'Allemagne en 1989-1990.

Krentz Egon : remplaçant éphémère de Erich Honecker à la tête de «l'Allemagne de l'Est», la veille de la chute du Mur de Berlin.

Krupp : grande famille d'industriels allemands des aciéries (de même que les Thyssen et les Henkel).

Lafontaine Oskar : dirigeant social-démocrate allemand. Vice-président du SPD à partir de 1987. Démissionne en 1999, en désaccord avec la politique du chancelier Schröder de soumission à l'Union européenne et avec la participation de l'armée allemande aux bombardements en Yougoslavie.

Laniel Joseph : homme politique français (droite conservatrice). Plusieurs fois ministre sous la IV^e République. Président de Conseil en 1953, il doit reculer devant la puissante grève générale de l'été contre les nombreuses mesures antisociales qu'il avait voulu imposer par décrets-lois.

Laval Pierre : homme politique et ministre de la III^e République. A partir de 1939, dirigeant à deux reprises successives de l'Etat français de Pétain. Partisan acharné de la victoire du III^e Reich. Exécuté à la Libération.

Lebrun Albert : président de la République, droite modérée (1932-1940).

Lehideux François : directeur des usines Renault avant 1940. Représente la grande industrie au gouvernement de Vichy. Partisan d'une Europe unifiée nazie.

Le Populaire : organe de la SFIO de 1921 à 1970.

Ligue communiste : regroupement en France de l'Opposition de gauche (trotskyste) du Parti communiste, constitué en avril 1930.

Lisnave : l'une des principales entreprises de construction navale et de métallurgie du Portugal au moment de la révolution du 25 avril 1974.

LOR : «Ligue ouvrière révolutionnaire», formulation théorique de la perspective et de la stratégie transitoire de construction du parti révolutionnaire permettant d'y associer groupes, organisations et militants entrant en conflit avec les politiques de soumission des appareils dirigeants aux intérêts de la bourgeoisie, sans que ces groupes, organisations et militants se reconnaissent forcément pour autant dans le programme de la IV^e Internationale.

LSSP : Lanka Sama Samaya Party de Ceylan. Organisation cinghalaise fondée en 1935 par des étudiants anti-impérialistes, adhère à la IV^e Internationale en 1941. Solidement implantée dans le mouvement ouvrier de l'île. Soutient la majorité pabliste en 1952-1953 avant de se rallier à un gouvernement de type union de la gauche.

Mandel Ernest : dirigeant du "Secrétariat international" (pabliste) puis du "Secrétariat unifié" jusqu'à son décès en 1995.

Marquet Adrien : ancien député socialiste. Animateur avec Marcel Déat de la tendance "néo". Ministre de l'Intérieur du gouvernement de Vichy.

Messali Hadj : dirigeant nationaliste algérien. Fondateur de l'Etoile nord-africaine (1927) puis du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques en 1946.

Mayer René : plusieurs fois ministre sous la IV^e République, membre de plusieurs organismes européens antérieurs à la CEE. Homme d'affaires.

MRP : Mouvement républicain populaire, parti politique français de tendance démocrate-chrétienne, constitué à la Libération comme seule formation bourgeoise "présentable" d'hommes politiques de droite non marqués par la collaboration avec l'occupant nazi et le régime de Vichy. Est l'un des piliers du tripartisme de fin 1945 à avril 1947, avec le PCF et la SFIO. Partisan acharné des guerres coloniales.

Mendès-France Pierre : radical-socialiste. Président du Conseil sous la IV^e République après la chute de Dien Bien Phu en 1954. Signataire des accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine et instaurant la partition du Vietnam entre le Nord et le Sud. Inspirateur historique de la "deuxième gauche", par opposition à celle se reconstruisant dans sa relation avec le mouvement ouvrier et ses organisations.

Mollet Guy : secrétaire général de la SFIO de 1946 à 1969. Président du Conseil en 1956, obtient les "pouvoirs spéciaux" pour intensifier la guerre d'Algérie et fait appel aux réservistes. Entraîne la SFIO derrière de Gaulle en 1958 et devient ministre d'Etat au commencement de la V^e République

Monmousseau Gaston : syndicaliste cheminot d'abord lié au groupe de *La Vie ouvrière* (Monatte, Rosmer), passe au stalinisme. Un des dirigeants de la CGT-U et du PCF.

MPPT : Mouvement pour un Parti des travailleurs, constitué en France en 1984 dans la perspective de construction du Parti des travailleurs (dont la fondation interviendra en 1991). Le PCI en est partie prenante.

Naegelen Charles-Edouard : gouverneur général de l'Algérie (socialiste) sous la IV^e République.

Nin Andrés : Catalan, membre de l'Opposition de gauche, puis principal dirigeant du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). Enlevé après les journées de mai 1937 à Barcelone et assassiné par le Guépéou.

Nixon Richard : président des Etats-Unis (républicain) élu en 1968. Auteur de la déclaration de 1971 qui instaure le taux de change flottant du dollar,

réélu président en 1972. Doit démissionner deux ans plus tard, après le scandale du Watergate (découverte des écoutes installées par ses services dans les locaux du Parti démocrate).

OCM : Organisation civile et militaire.

Opposition communiste : opposition contre la politique de Staline dirigée par Trotsky sur la ligne du redressement de l'Internationale communiste.

Pablo, Michel Raptis, dit..., militant trotskyste grec, participe à la conférence de fondation de la IV^e Internationale en 1938. Membre du secrétariat européen pendant la guerre, participe à la réunification de 1943-1944 et à la constitution du PCI. Principal dirigeant du secrétariat international après la guerre, il développe les thèses révisionnistes qui aboutiront à la crise et à la scission des années 1952-1953.

OSI : Organisation socialiste internationaliste du Brésil. Section dans ce pays de la "IV^e Internationale-CIR" au moment de la constitution du Parti des travailleurs.

Parodi Alexandre : ministre du Travail du gouvernement provisoire à la Libération, gaulliste. Organise le blocage des rémunérations et les grilles de salaires dans la métallurgie.

PCI (1) : Parti communiste internationaliste, organisation se réclamant de la IV^e Internationale, constituée en mars 1936, éditant *La Commune*, dirigée par P. Frank et R. Molinier.

PCI (2) : Parti communiste internationaliste, nom de l'organisation trotskyste réunifiée à partir de 1944, section française de la IV^e Internationale jusqu'en 1958.

PCI (3) : Parti communiste internationaliste, nom que l'OCI (constituée en 1965) prend à partir de 1981. Se transforme en Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs en 1991, au moment de la fondation de ce parti.

PIDE : police politique du régime fasciste-corporatiste du Portugal renversé par la révolution du 25 avril 1974.

Pivert Marceau : dirigeant de la fédération de la Seine de la SFIO et de la tendance "Gauche révolutionnaire". Exclu par la direction de la SFIO en 1938. Crée le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP).

POI : Parti ouvrier internationaliste, organisation trotskyste française reconnue par Trotsky, membre de la IV^e Internationale au moment où elle se constitue. L'autre organisation se réclamant du trotskysme avant la guerre est le Parti communiste internationaliste.

POUM : Parti ouvrier d'unification marxiste (Espagne). Constitué en 1935 par la fusion du Bloc ouvrier et paysan (ayant rompu avec la fédération catalane du PC) et la Gauche communiste, section espagnole de l'Opposition de gauche (trotskyste).

POR : Parti Obrero Revolucionario. Parti trotskyste de Bolivie, longtemps solidement implanté chez les mineurs. Rompt avec le Secrétariat unifié. Rejoint le Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, avec lequel il rompt en 1972, avant d'être déchiré par plusieurs scissions successives.

Posadisme : courant qui doit son nom à Posadas, responsable du bureau latino-américain du Secrétariat unifié qui rompit avec ce dernier en avançant la perspective d'une nouvelle Internationale fondée avec le PC chinois, le parti Baas (le parti de Saddam Hussein), etc.

PSU : Parti socialiste unifié, constitué en 1960 par la fusion du Parti socialiste autonome (PSA), constitué en 1958 par l'aile de la SFIO hostile à la guerre d'Algérie et au référendum gaulliste, et l'Union de la gauche socialiste (UGS), formée en 1954 par la fusion d'anciens opposants de la SFIO, de groupes chrétiens sociaux et staliniens. Michel Rocard en sera longtemps le secrétaire général.

Pucheu Pierre : Croix-de-Feu, rejoint Doriot en 1936. Ministre de l'Intérieur de Vichy de juin 1941 à avril 1942. Organisateur de la répression contre les communistes et les résistants.

RATP : Régie autonome des transports parisiens.

RDVN : République démocratique du Viêt Nam du Nord, constituée après les accords de Genève de 1964, qui divisent le Viêt Nam en deux : le Viêt Nam du Nord, dirigé par le Viêt-minh (organisation du PC vietnamien), et le Viêt Nam du Sud, dirigé par un gouvernement à la solde de l'impérialisme français, puis américain.

Reagan Ronald : président des Etats-Unis (républicain) de 1980-1988.

Roosevelt Franklin : président des Etats-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale.

Sémard Pierre : secrétaire de la puissante fédération des cheminots de la CGT-U, membre du bureau politique du PCF.

SFIO : Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, créée en 1905 par le regroupement des différents courants socialistes français, membre de la II^e Internationale. La CAP est son organisme délibératif dirigeant.

Shamir Itzhak : deux fois Premier ministre (Likoud) de l'Etat d'Israël entre 1983 et 1992, dont une fois en alternance avec le travailliste Shimon Pérès de 1984 à 1986.

Secrétariat unifié : en 1963, le SWP américain (Socialist Workers Party) et les groupes qui lui étaient rattachés, initialement membres du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, sur la base de « convergences de vues » non explicitées avec le Secrétariat international pablisme (avec lequel Pablo lui-même est en train de rompre), rejoignent ce dernier, qui prend dès lors le nom de Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

SLL : Socialist Labour League. Organisation trotskyste anglaise qui publie le journal *Newsletter*. Membre du Comité international pour la reconstruction de la IV^e Internationale, avec qui elle rompt en 1971.

Tardieu André : homme politique de droite, président du Conseil en 1930 et 1932.

Tchang Kai-chek : général chinois, leader nationaliste soutenu par Staline au moment de la révolution

de 1925-1927 et vite engagé dans une répression féroce contre les communistes chinois.

Thorez Maurice : secrétaire général du PCF à partir de 1930 et jusqu'à son décès en 1964. Appelle à "savoir terminer les grèves" en 1936. A Moscou, sur ordre de Staline pendant la Seconde Guerre mondiale. Ministre d'Etat du gouvernement de Gaulle à la Libération. Engage toutes les forces de la direction du PCF dans la reconstruction de l'Etat. Condamné et combat toute grève ou action de classe indépendante.

Tillon Charles : membre de la direction du PCF. Chef des Francs-Tireurs et partisans (FTP) contrôlé par le PCF. Ministre de l'Air du gouvernement de De Gaulle en 1945. Responsable des bombardements de Guelma et de Sétif contre les populations algériennes manifestant pour l'indépendance.

Tito, Broz Josep, dit... : dirigeant de la résistance révolutionnaire victorieuse des Yougoslaves contre le III^e Reich hitlérien. Proclame la République populaire de Yougoslavie en 1945. Refuse de se plier aux ordres de Staline et est dénoncé avec le PC yougoslave en 1948 comme "déviationniste" et agent de l'impérialisme par Moscou et tous les PC dans le monde.

UGFF : Union générale des fédérations de fonctionnaires (CGT).

Uhl Peter : militant tchécoslovaque de la "Charte 77". Plusieurs fois arrêté et emprisonné. Proche du Secrétariat unifié.

Ulbricht Walter : dirigeant stalinien allemand, Premier ministre de la République démocratique allemande ("Allemagne de l'Est") à partir de 1949. Chef d'Etat à partir de 1960, jusqu'en 1971.

UDTS : Union démocratique des travailleurs du Sénégal.

UNC : Union nationale des combattants, organisation d'anciens combattants lié aux Croix-de-Feu.

Victor-Emmanuel III : roi d'Italie, a chargé le fasciste Mussolini de former le gouvernement en 1922. Le fait arrêter le 25 juillet 1943 et se met sous la "protection" des Alliés.

Von Papen Franz : député de la droite catholique au Parlement allemand, ministre sous le maréchal Hindenburg, puis ambassadeur du régime nazi en 1936 à Vienne.

Vorkouta : camp du Goulag édifié par le NKVD (police politique de Staline), au début des années 1930 dans le nord de la Sibérie. Démantelé en 1953-1954, peu après la mort de Staline, à la suite de la grève et du soulèvement des détenus.

Weygand Maxime : général, principal "conseiller" de l'armée polonaise contre l'Armée rouge en Pologne en 1920. Chef d'état-major de l'armée française jusqu'en 1940.

Zeller Fred (1912-2003) : principal dirigeant des JSR, séjournera plusieurs semaines auprès de Trotsky en Norvège, rejoindra le POI trotskyste avec son organisation et le quitte en 1940. Président d'honneur du CERMTRI jusqu'à son décès.



Commission paritaire : n° 0506 G 84847 - ISSN 0294-359X